



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries février 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 4 février 2015

CAUSERIE

(En fin de journée, on a ajouté 48 articles)

On ajoutera une trentaine d'articles dans la journée. J'ai étayé les sources où je m'approvisionne en articles...

Hier en retournant l'oreiller de Selvi j'ai senti un truc bizarre dedans, enroulé dans un petit morceau de papier journal il y avait un citron séché recouvert d'une poudre rouge et blanche, ainsi qu'un petit sachet en papier contenant la même poudre blanche, le tout provenant d'un temple.

Je demande à Selvi qu'est-ce que c'est et à quoi cela sert, elle me répond que c'est pour bien dormir en se marrant, bref, la pauvre femme est supersticieuse. J'ai rigolé avec elle de bon coeur et j'ai laissé le citron et le petit sachet à sa place en lui précisant que je dormais très bien en m'en passant, après tout chacun son truc en fonction de son niveau de développement.

Voilà qui pourrait faire un abominable sujet pour les ignobles caricaturistes de Charlie Hebdo. Ils pourraient se moquer violemment de la superstition de Selvi (et ses semblables qui se comptent par centaines de millions dans le monde) et dénoncer sa profonde arriération, la complexer, la faire pleurer car elle est très émotive, lui faire sentir à quel point elle appartient à cette sous-espèce d'êtres humains qui se compaissent dans leur condition inférieure et sont indignes qu'on leur témoigne le moindre respect...

J'ai retenu de cette expérience qu'elle s'était marrée en m'expliquant à quoi ce fétiche servait, comme quoi elle n'est pas complètement dupe, contrairement à moi elle n'a rien d'autres à quoi se raccrocher pour supporter la dureté de l'existence et l'injustice de la société, pour les interpréter, moi j'ai le marxisme ou le socialisme. Et vous ?

Nous respectons scrupuleusement les travailleurs en général, y compris leurs préjugés, ce qui ne signifie pas qu'on fasse preuve de laxisme et qu'on ne les combatte pas, mais en prenant les choses dans l'ordre, en commençant par s'attaquer à ceux des classes et des couches supérieures qui soit se complaisent dans la société telle qu'elle est, soit s'en accommodent hypocritement parce qu'ils en tirent profit individuellement.

On n'entend pas changer l'état d'esprit des masses exploitées et ses couches les défavorisées ou arriérées, notre combat politique se concentre contre la classe dominante et ceux qui d'une manière ou d'une autre la soutiennent, sachant que seule l'abolition du mode de production capitaliste et les rapports sociaux qui les sous-tendent sont à l'origine du comportement des masses, peuvent produire le meilleur comme le pire. Il est navrant et déplorable qu'aucun parti ouvrier ne développe cette

argumentation accessive à tous dans sa littérature destinée aux travailleurs et aux militants.

Vous ne comprenez pas pourquoi nous sommes excédés, en voici une excellente raison.

Réflexions politiques

Si le parti existait, s'il était parvenu à tisser des liens avec les différentes classes et couches d'exploités, le gouvernement ne pourrait pas développer une telle propagande hystérique basée exclusivement sur des mensonges grossiers sans prendre le risque d'être violemment contredit et de déclencher une puissante dynamique populaire qui renforcerait ce parti et mettrait en péril le régime.

On aurait pu tout aussi bien dire qu'il n'existait plus aucun parti d'opposition au régime et aucun média plus ou moins indépendant dans ce pays, ce qui lui laisse le champ libre. La véritable résistance repose uniquement sur les travailleurs et les militants, qui pour ces derniers se dote d'un contenu trade-unioniste ou réformiste sans aucune perspective politique indépendante une fois le fil avec le marxisme ou le socialisme rompu. L'heure est au compromis, à la conciliation avec le capitalisme pour nos dirigeants et toute autre attitude sera jugée déplacée, excessive ou outrancière, bref à rejeter, d'où selon nous l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons.

Bien entendu les uns et les autres s'en défendent ou nient leur collusion avec le régime, leur capitulation politique. Selon eux en adoptant ou en soutenant le moins mal on éviterait le pire aux travailleurs, sauf qu'en réalité cela revient à désarmer un peu plus théoriquement les travailleurs et les militants et à renforcer la confusion politique dont ils sont victimes et prépare ainsi le terrain aux pires désillusions et affaiblit leur résistance. On sait sur quoi débouche ce genre de situation dont se nourrit l'extrême droite ou le fascisme qui le moment venu sera propulsé sur le devant de la scène politique par la classe dominante pour finir de briser par la force ou la répression la résistance de la classe ouvrière.

A l'extrême violence de l'extrême droite et du fascisme, on refuse d'opposer le socialisme avec sa méthode, la révolution prolétarienne pour chasser du pouvoir la classe des capitalistes. Soit, dans ce cas-là il faut accepter dans la bonne humeur tout ce qui se produit et cesser de se plaindre ou de geindre. On récolte ce qu'on a semé, voilà tout.

La place est vide.

Le gouvernement sait que ce parti n'existe pas, comme en Grèce ses homologues de la classe dominante savent que Syriza est un parti subordonné au capitalisme et n'a rien à voir avec un authentique parti ouvrier révolutionnaire, qu'il récupère la mise ne les inquiète pas plus que cela, ils s'en accommoderont comme il s'accommode du capitalisme et de l'UE.

Il est révélateur de la décomposition du mouvement ouvrier en France, l'ensemble des partis dits de gauche ou d'extrême gauche sans exception soutiennent Syriza, alors qu'en réalité il est avec le fascisme le dernier rempart du régime, autrement dit, ils démontrent qu'ils sont tous corrompus par le capitalisme, que faudrait-il en déduire d'autre selon vous ?

Vous n'êtes pas d'accord ? On prend les paris ? Je dis banco, je mets dans la balance tout ce que je possède que d'ici quelques semaines ou mois les faits démontreront que j'avais raison. En échange si vous avez perdu je vous demanderais juste de soutenir le site en fonction de votre temps et de vos moyens.

Il n'existe pas de partis ouvriers opposés au régime en France, il n'existe plus de partis ouvriers combattant sur le plan politique, il n'y a au mieux que des syndicats réformistes qui se sont fait passer pour des partis depuis 1940, c'était moins visible autrefois, cela l'est davantage de nos jours voilà tout, ou au pire dans la mesure où jusqu'à présent ils constituent des obstacles à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Lu dans un article publié par Le Grand Soir le 1er février à propos du parti avec lequel Syriza gouverne.

- "Qui sont les « Grecs indépendants » (ANEL) ? Un parti né en février 2012 d'une scission de ND, Kamménos refusant de voter le mémorandum qui liste les réformes à accomplir en Grèce. Pour le reste, on ne connaît pas son programme, si ce n'est son opposition virulente aux politiques d'austérité (pour Kamménos, l'Europe est soumise aux « néo-nazis allemands ») et sa volonté de mettre fin à l'immigration. « C'est un parti d'opportunistes, sans idéologie précise, un parti de réaction de la classe moyenne supérieure », résume l'historien grec Nikolas Bloudanis. « En France, il regrouperait la droite de l'UMP et la gauche du FN ». Une sorte de Nicolas Dupont-Aignan, qui est d'ailleurs l'un de ses alliés sur le plan européen, en infiniment plus sulfureux. De fait, les déclarations de Kamménos et celles de ses affidés permettent de dresser un portrait de cette formation : elle est à la fois complotiste, xénophobe, défenseur de l'église orthodoxe, antisémite, homophobe, europhobe, pro-russe, anti-turc et on en oublie sûrement dans la liste."

Et nos dirigeants feignent d'ignorer cet accord abjecte avec ALEL qui en dit plus long que tous les discours sur la nature de Syriza. Nos dirigeants emploient les mêmes méthodes que les faussaires, les falsificateurs qui pratiquent le non-dit, la

désinformation, les masques tombent et confirme tout ce qu'on a pu écrire à leur sujet depuis 10 ans, en pire, car nous avons ménagé les militants en ne leur livrant pas la totalité de nos conclusions, nous nous disions qu'à la faveur de l'amplification à venir de la crise du capitalisme, les occasions ne manqueraient pas qui les forceraient à se démasquer eux-mêmes.

Tous les partis ouvriers ayant fait faillite, on devrait peut-être penser à nous rassembler et nous organiser à partir de ce portail qu'on pourrait modifier pour l'occasion. Je ne pensais pas en arriver à ce genre de proposition, mais en observant ce qui se passe depuis le 7-janvier, je me dis qu'on n'a rien à perdre à tout essayer, y compris à infiltrer les réseaux sociaux, à utiliser tous les instruments à notre disposition. Cela pourrait éveiller des vocations de dirigeants parmi les militants qui se connectent au portail, pourquoi pas? De la même manière que les travailleurs n'ont pas être complexés ou se croire inférieurs à ceux qui nous gouvernent, les militants doivent adopter le même état d'esprit.

Dans son éditorial du 29 janvier (Informations ouvrières - POI), Daniel Gluckstein se félicitait de la victoire électorale de Syriza et l'exploitait également à sa façon :

- "La réponse aux aspirations légitimes des travailleurs et des peuples se concentre en une exigence : dehors la troïka, le FMI, la BCE, démantèlement des institutions de l'Union européenne ! C'est la seule voie pour permettre aux peuples d'Europe de faire prévaloir leurs droits et leurs aspirations."

Il était sur une ligne politique tout aussi opportuniste puisque finalement ce n'est pas la rupture avec la troïka la clé de la situation du point de vue des travailleurs et pour mener le combat politique sur le terrain du socialisme, mais avec le capitalisme et ses institutions nationales dans chaque pays en priorité.

Et c'est bien la raison pour laquelle Syriza et les différents fronts de gauche en Europe peuvent prétendre s'opposer à la troïka, car la question qui est posée n'est pas celle-là, mais bien la crise du capitalisme, qui impose soit qu'on s'y soumette, soit qu'on le renverse, et dans tous les cas de figure que l'on soutienne ou s'oppose en parole à la troïka ne change strictement rien dès lors qu'on n'entreprend pas de s'attaquer en pratique aux fondements du capitalisme ou inclure dans son combat politique la nécessité d'expropriée les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, de liquider les institutions politiques du capital en place.

Il est révélateur également que le POI ait le même mot d'ordre que les "indignés" ou encore les mouvements qui se disent apolitiques et rejettent la troïka, cela n'engage à rien ou si, à ne surtout pas s'attaquer au régime.

Depuis longtemps nous avons caractérisé Syriza comme un parti bourgeois. Parvenu au pouvoir, il en a fait la démonstration hier confirmant notre analyse. Nous verrons cela plus loin. La pseudo-gauche et extrême gauche en France le soutient, le POI également quand Dominique Ferré (IO n°326 page 10) écrit "Pour conduire le nouveau gouvernement grec à renoncer au mandat que le peuple a exprimé ce 25 janvier, d'immenses efforts sont déployés.", comme si Syriza pouvait incarner autre chose que les illusions des masses et avait besoin que les représentants du capital déploient "d'immenses efforts" pour contraindre ses dirigeants à ne pas rompre avec le capital et l'UE, comme si franchement c'était nécessaire parce que Syriza serait un authentique parti ouvrier incarnant le socialisme, c'est cette illusion que véhicule ici Dominique Ferré, où va se nicher le trotskisme décidément... C'est pitoyable d'en arriver là, mais pas vraiment étonnant.

Les faits sont cruels pour les opportunistes et les révisionnistes disions-nous, vérifions-le en temps réel.

Rédigé le 1er février.

Front de gauche des privilégiés.

La dette illégitime que les travailleurs grecs doivent supporter ne sera pas annulée par le nouveau gouvernement, mais étalée... à perpétuité.

- Podemos, allié de Syriza, rassemble au moins 100.000 personnes à Madrid - huffingtonpost.fr

En Espagne, "les privilégiés ont rompu le pacte de coexistence", a lancé Iñigo Errejón, 31 ans, le numéro deux de Podemos. huffingtonpost.fr 01.02

Le "pacte de coexistence" avec le régime, avec la classe des capitalistes contre les travailleurs, excellent, de tels aveux valent mieux que toutes les interprétations ou analyses : nous, Front de gauche, nous revendiquons avoir passé un pacte avec les ennemis de la classe ouvrière que nous prétendons représenter, on ne pouvait espérer mieux.

Le réformisme ou mener le combat exclusivement sur le terrain social sans perspective politique, est conforme à l'individualisme ou à l'esprit de l'idéologie de la classe dominante. Il creuse la tombe du mouvement ouvrier...

Rédigé le 2 février

Dès le lendemain, sous la forme d'un exercice pratique ils le confirment : la dette de l'Etat capitaliste produit de la crise du capitalisme sera "perpétuelle" tandis que l'industrie financière sera servie rubis sur l'ongle, c'est le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis qui vient de le proposer à la BCE.

Comme quoi, contrairement à ce qu'affirmait Dominique Ferré, la classe dominante n'aura pas eu besoin de déployer "d'immenses efforts" pour convaincre les dirigeants de Syriza de prendre en compte ses intérêts, puisqu'en réalité ils en étaient les représentants. Et le POI ?

- Athènes propose une restructuration de dette - Reuters

Le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis propose d'échanger la dette publique grecque détenue par la Banque centrale européenne (BCE) et le secteur public contre des obligations indexées sur la croissance et des obligations perpétuelles, évitant ainsi de faire subir des pertes à la dette détenue par le secteur privé, a dit une source lundi.

"Ces obligations détenues actuellement par la BCE peuvent être restructurées; il est possible de les transformer en obligations perpétuelles ou en dette indexée sur la croissance", a précisé la source, au fait du projet.

"Il en est de même avec une partie des autres obligations bilatérales détenues par le secteur public".

Priée de dire si les débiteurs du secteur privé seraient sollicités pour être mis à contribution dans le cadre de cette restructuration, la source a répondu: "Non, ils ont eu suffisamment de décotes".

Le ministre des Finances grec évoque également ce projet d'échange de dette dans un entretien au Financial Times, auquel il dit également qu'Athènes ne réclamera plus une radiation de la dette extérieure représentant 315 milliards d'euros.

"Ce que je dirai à nos partenaires est que nous mettons au point simultanément de quoi dégager un excédent budgétaire primaire ainsi qu'un calendrier de réformes", explique Varoufakis au quotidien.

Varoufakis observe par ailleurs, dans les colonnes du Financial Times, que le gouvernement compte sévir contre les riches adeptes de l'évasion fiscale et dégager un excédent primaire de 1% à 1,5% du PIB même si cela implique que son parti Syriza ne puisse respecter toutes les promesses de dépenses sur lesquelles il a été élu, écrit encore le FT. Reuters 02.02

La messe étant dite...

- Quand Obama et des prix Nobel d'économie se rangent derrière la Grèce - AFP

- Grèce: les dirigeants testent leurs idées dans un esprit de compromis - AFP

"Je crois que les conditions existent pour trouver un point d'accord avec les institutions européennes", a déclaré M. Renzi au cours d'une conférence de presse commune à Rome avec M. Tsipras.

Ce dernier a pour sa part insisté sur le fait qu'un changement était "nécessaire" en Europe, et qu'il ne fallait pas en avoir peur. "Il faut mettre la cohésion sociale et la croissance à la place de la peur et de l'incertitude", a-t-il expliqué, ajoutant que "les citoyens (européens) et les créanciers ne devaient pas avoir peur" de la Grèce, selon la traduction en italien de ses propos tenus en grec.

Les efforts de compromis des nouveaux dirigeants grecs, issus du parti de la gauche radicale Syriza, ont cependant été salués par les marchés en Europe.

La Bourse d'Athènes, qui faisait grise mine depuis la victoire de la gauche radicale Syriza en Grèce il y a huit jours, a clôturé mardi après-midi en hausse de 11,27%. AFP 03.02

[Vidéo. Aux Charlie.](#)

1- Richard Gage on C-SPAN - sous-titres français

<https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=1pp1bc9agzQ&x-yt-cl=85114404>

Le fondateur de AE9/11Truth, Richard Gage, invité du Washington Journal sur C-SPAN le 1er août 2014, montre que le bâtiment 7

du WTC a été soumis à une démolition contrôlée le 11 septembre 2001.

2- Ukraine reportage TV allemande surprenant

<https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=Hxur4NIOtsg&x-yt-cl=85114404>

La chaîne allemande généraliste ZDF (deuxième chaîne) a diffusé ce mois ci un reportage sur la situation dans l'Est de l'Ukraine. Un reportage qui contraste SPECTACULAIREMENT avec l'image (souvent d'ailleurs sans images) qu'en donne la presse française mainstream, même si ce qui est montré ici reste encore très adouci par rapport à la réalité mise en ligne par les personnes concernées, visible par exemple ici : <http://www.youtube.com/channel/UCV7ER...> .

Comment s'étonner ensuite que les insurgés n'acceptent plus les trêves?

Malgré la position très alignée de l'Allemagne sur la crise ukrainienne, la presse de ce pays resterait-elle encore indépendante, contrairement à notre presse subventionnée (contre services rendus) et trop fainéante pour chercher ailleurs que dans les dépêches AFP?

[Conditionnement. Propagande de guerre et désinformation au service de l'Otan.](#)

- L'Amérique de retour au chevet de l'Europe - lefigaro.fr

L'Amérique commence enfin à prendre la mesure du danger que représente la puissance agressive de la Russie de Poutine pour le futur de l'Europe. lefigaro.fr 01.02

Commentaires d'internautes (abonnés du Figaro)

1- Le chef d'état-major ukrainien Victor Muzhenko a, malheureusement pour vous, déclaré et clairement nié la présence d'unités russes dans l'Est de l'Ukraine. et en plus Obama dans une interview sur CNN... Il reconnaît que "les USA ont préparé un changement de pouvoir à Kiev"

2- Cet article me trouble tant il semble évident pour tout citoyen qui s'informe de la situation dans laquelle nous nous trouvons avec la Russie a été savamment organisée par l'Occident atlantisme. Ce dernier n'a pas d'amis et la Russie est une proie de choix pour les intérêts de l'Allemagne et des États-Unis. Malheureusement ça ne va pas être facile, Poutine veille au grain et les Chinois ne laisseront pas faire...bizarre d'écrire un article sur ce sujet sans introduire quelques nuances...

3- Mon dieu, cette propagande pro US fait peur à voir.

1- Cet article est truffé de contrevérités. Prétendre que les troubles en Ukraine ont été fomentés par les Russes alors qu'il est de notoriété publique que la cheville ouvrière de ces troubles sont les Européens, supplétifs des Américains, c'est tout simplement de la malhonnêteté intellectuelle. Partant, cet article ne peut être que de la vulgaire propagande.

4- Cet article est d'un aplomb mensonger comme je n'en avait pas encore lu depuis longtemps. Mettre la déstabilisation de l'Ukraine sur le dos de Poutine, il fallait oser. Relisez donc le cv de Porochenko et revisez ce que veut dire " coup d'Etat" et " intérêts américains"

[Et les frères Kouachis et Coulibaly n'étaient pas sur écoute ? Impossible](#)

Grille de lecture

- La question contenue dans le titre de cet article a vocation à induire en erreur les lecteurs. Pourquoi ? Parce qu'elle suggère qu'il serait impossible à la police de surveiller des personnes jugées dangereuses pour la population, alors que la description très détaillée et précise qu'ils fournissent d'un "petit délinquant" prouve exactement le contraire, à savoir qu'il était sous surveillance depuis des années.

- On observe ici que la DGSI surveillait de très près un individu qui ne présentant selon elle aucun danger, et elle n'aurait pas surveillé les frères Kouachi et Coulibaly, qui peut croire une histoire pareille ?

- Attaque de Nice : un agresseur au profil indétectable ? - lemonde.fr

Le profil de l'agresseur de trois militaires en faction devant un centre communautaire juif de Nice, mardi 3 février, illustre la nouvelle menace à laquelle sont confrontés les services de renseignement. Un petit délinquant comme il y en a tant, au

parcours erratique sans être inquiétant, sans connexion connue avec les cercles djihadistes, qui décide un jour de brandir un couteau de cuisine.

Peu après 14 heures, mardi, un jeune homme s'est approché d'un trio de soldats positionné place Massena dans le cadre du plan Vigipirate. Il a sorti une lame de son sac et a blessé légèrement deux militaires à la joue, à la main et au bras. Aussitôt interpellé, l'agresseur a été identifié par sa carte d'identité comme étant Moussa Coulibaly, 30 ans, originaire de Mantes-la-Jolie (Yvelines). La section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie de l'enquête, confiée à la Sous-direction anti-terroriste et à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Moussa Coulibaly est connu depuis plus de dix ans des services de police pour des faits de petite délinquance : vol, usage de stupéfiants, outrage à agents... Rien de bien méchant. Il a été condamné à six reprises entre 2003 et 2012 à des peines d'amende ou de prison avec sursis, la plupart du temps à Mulhouse, où il a vécu quelques années, selon une source judiciaire.

Il y a peu, le jeune homme est apparu dans le viseur des services de renseignement pour des signes de radicalisation. Remarqué pour son « prosélytisme agressif » dans la salle de sport qu'il fréquente à Mantes-la-Jolie, il était devenu peu aimable avec les dames, explique une source policière. Il se serait par ailleurs échauffé sous la douche avec un homme au motif que ce dernier se lavait « nu ». Le 18 décembre, le service du renseignement territorial (SDRT) le signale à la DGSI. Pas de quoi mettre le jeune homme sur écoute, estime la sécurité intérieure, qui laisse tout de même le soin au SDRT de garder un œil sur lui.

Début 2014, Moussa Coulibaly disparaît brièvement des radars. Il réapparaît le 27 janvier à Ajaccio, en Corse, dans une agence de voyages. Il demande un aller simple pour Ankara, en Turquie. L'employé lui explique qu'il serait plus économique de prendre un aller-retour pour Istanbul. Le jeune homme en convient. Il prend donc un billet pour cette destination, le lendemain à 13 h 40, et fixe sans grande conviction une date de retour au 21 février. Mais il insiste pour que son vol comprenne de brèves escales à Nice et Rome.

Intrigué par ses exigences, sa destination et quelques doutes sur son passeport, l'employé appelle Air France, qui prévient la police aux frontières, laquelle alerte la DGSI. Le renseignement intérieur ressort de ses dossiers le signalement de Mantes-la-Jolie et fait le lien avec l'épisode de la douche. Faute de pouvoir l'empêcher légalement de prendre son vol, la DGSI prévient les Turcs de le renvoyer en France dès réception. Une surveillance physique est mise en place pour sa seule nuit à Ajaccio avant l'embarquement : l'homme a pris une chambre avec vue sur le golfe à l'hôtel Dauphin, ne voit personne, lave son linge, fait sa prière, puis prend l'avion.

A peine arrivé à l'aéroport d'Istanbul le 29, il est réexpédié à Nice, où les enquêteurs de la Direction régionale de la sécurité intérieure l'interrogent sur ses motivations. Le jeune homme assure qu'il entendait faire du tourisme en Turquie, et demande qu'on le laisse rentrer à Ajaccio pour y retrouver sa petite amie, dont il est incapable de fournir le nom ni l'adresse. Faute d'éléments suffisants pour ouvrir une procédure judiciaire, les policiers le relâchent, et mettent en place une surveillance à Ajaccio.

Mais le jeune Mantais ne retourne pas en Corse. Il prend une chambre dans un hôtel niçois. Intrigués par son soudain intérêt pour la côte d'Azur, les services de renseignement mettent en place un dispositif de « surveillance d'environnement », afin de déterminer s'il a des relations dans la région. Peine perdue : le jeune homme erre pendant quelques jours, « picole un peu, tape des clopes dans la rue, discute avec des SDF », explique une source proche du dossier. Intrigant, mais toujours rien d'alarmant.

Mardi, place Massena, Moussa Coulibaly a fait tomber un sac devant un militaire qui s'est empressé de le ramasser. Ce dernier a eu la joue transpercée. Le jeune homme n'a pas crié « Allah Akbar ». Il n'a rien dit. Le parquet antiterroriste s'est saisi de l'enquête en raison de ses cibles et de sa volonté de rejoindre la Turquie. Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, s'est gardé d'évoquer une attaque « terroriste », préférant parler d'« acte criminel ».

« C'est une agression d'une gravité relative, mais elle est révélatrice d'un climat, explique une source proche des services de renseignement. Un type un peu paumé, difficile à détecter, qui passe subitement à l'acte. On s'attend à ce que ce phénomène se répète ». La question se posera peut-être du suivi de ces velléitaires du djihad qui, frustrés de n'avoir pu rejoindre la Syrie, se lancent dans des opérations désespérées sur le sol français.

L'agression de Moussa Coulibaly n'est pas sans rappeler celle commise le 20 décembre par Bertrand Nzohabonayo, qui avait attaqué trois policiers au couteau de cuisine au commissariat de Joué-les-Tours. Il s'agissait déjà d'un profil « signalé » à la DGSI pour des signes de radicalisation religieuse, mais pas assez inquiétant pour justifier la mise en place d'une surveillance physique.

Le jour de l'attaque de Nice, l'Etat islamique a diffusé une vidéo intitulée « Faites exploser la France (2) ». Un homme masqué, armé d'une kalachnikov et entouré de ses « frères » d'armes, exhorte en français ceux qui sont « dans l'incapacité » de partir en Syrie à « passer à l'action ». « Tuez à l'aide d'un couteau un policier (...) ou un militaire », lance-t-il. Le premier épisode de ce film avait été mis en ligne la veille de l'attaque de Joué-les-Tours. lemonde.fr 03.02

[Etat policier. Délation et chasse aux sorcières pour le compte du régime.](#)

1- Apologie du terrorisme : émoi dans une usine - LeFigaro.fr

Karim Khabati sera-t-il licencié pour apologie du terrorisme? Le lendemain des attentats contre Charlie Hebdo, cet employé de l'usine Bombardier de Crespin, près de Valenciennes, (Nord) aurait tenu «des propos très choquants», selon la direction du constructeur ferroviaire. Vendredi, une cinquantaine de personnes ont manifesté devant l'usine, en soutien à ce salarié syndiqué à SUD. L'inspection du travail devrait prochainement être saisie.

«Ce salarié a tenu des propos scandaleux, du genre "à Charlie Hebdo, ils ont eu ce qu'ils méritaient..."?» Jean-Pierre Delannoy, membre du bureau de la CGT régionale

«Dans cette période très sensible», la direction ne veut pas en dire plus. Citant «plusieurs témoignages concordants», elle indique simplement que «le salarié a tenu des propos troublants en plusieurs endroits de l'usine, faisant notamment l'apologie des attentats». Membre du bureau de la CGT régionale, Jean-Pierre Delannoy, qui «connaît personnellement certains témoins» confirme: «Ce salarié a tenu des propos scandaleux, du genre "à Charlie Hebdo, ils ont eu ce qu'ils méritaient..." Les propos rapportés, racistes, sont inacceptables. Et il n'y a pas de doute: il gueulait à tue-tête!» Les syndicats divisés

Vendredi, un comité d'entreprise s'est tenu: les cinq délégués SUD ont voté contre le licenciement, la CFDT et la CGT ont voté pour. «C'est exceptionnel, fait remarquer Jean-Pierre Delannoy, par principe, la CGT n'a jamais voté pour un licenciement.»

Karim Khabati, un chaudronnier entré en 2009 à Bombardier, est également secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Pour Rodrigue Louadoudi, délégué SUD, ce salarié serait victime d'une «cabale», selon La Voix du Nord, parce qu'il aurait fait fermer les cabines de peinture de Bombardier non conformes et demandé la démission du directeur du site... «Karim n'est pas coupable, estime le délégué SUD. On est un peu en guerre avec la direction depuis un an car on a déterré beaucoup de dossiers. La direction a saisi la perche qu'on lui a tendue (pour le licencier).»

À la direction, on réplique qu'«avec n'importe quel autre salarié, cela aurait été la même chose». «Ce monsieur a dérogé aux règles du bon vivre-ensemble, précise-t-on. C'est un très grand site, il y a deux mille salariés, de toutes les cultures: on doit maintenir l'harmonie entre tous.» LeFigaro.fr 02.02

2- «Je suis Charlie, Coulibaly», appel du parquet après une relaxe - 20minutes.fr

Le parquet de Montpellier a interjeté appel après la relaxe prononcée le 16 janvier en faveur d'un homme qui avait écrit «Je suis Charlie, Coulibaly» sur un registre de doléances du commissariat de police de Frontignan (Hérault), a-t-on appris lundi auprès de son avocate.

«Le parquet a fait appel de la relaxe en faveur de mon client», a indiqué à l'AFP Me Virginie Delhaye-Carenco.

Le tribunal correctionnel avait estimé le 16 janvier que malgré la phrase du prévenu «le délit d'apologie directe et publique d'un acte de terrorisme n'est pas constitué». Quatre mois de prison requis

Le procureur de la République, Nathalie Rocci-Planes, avait requis quatre mois de prison avec placement sous mandat de dépôt à l'encontre de cet homme qui avec ses mots «a encouragé le terrorisme» et affiché sa solidarité, avait expliqué la magistrate.

Le jeune homme en attente de purger une peine de 14 mois de prison pour divers délits accompagnait trois amis qui voulaient déposer une plainte. Pendant qu'il attendait, il avait consulté le registre de doléances avant d'inscrire sur la dernière page: «Je suis Charlie, Coulibaly».

L'homme avait été interpellé immédiatement et placé en garde à vue. Devant les policiers, il avait reconnu les faits, expliquant notamment qu'il était un admirateur de Dieudonné. «Provocation gratuite»

«Ce que j'ai fait, c'est nul. J'ai fait une belle erreur. Ce sont des choses qui ne se font pas car cela peut être mal interprété. Je ne me suis pas rendu compte», s'était-il excusé avant d'affirmer: «Je ne peux expliquer pourquoi j'ai écrit cela».

«Cette provocation gratuite est insupportable», avait estimé Mme Nathalie Rocci-Planes, s'étonnant que cet homme soit capable de participer à la marche républicaine et écrire une horreur quatre jours plus tard.

«On meurt pour des idées, des mots et même pour des traits de crayons. Alors, on peut aller en prison pour des mots», avait-elle fait valoir, dénonçant l'admiration du prévenu pour Dieudonné, dont elle avait refusé de dire le nom, qui n'est «plus un humoriste car il fait de la politique» et qui «est nuisible».

Me Delhaye-Carenco avait plaidé «une profonde bêtise» et «l'absence de volonté de provoquer». 20minutes.fr 02.02

3- Un an de prison requis contre le libraire qui avait exposé un drapeau de l'EI - AFP

Le parquet a requis lundi devant le tribunal correctionnel un an de prison ferme et cinq ans d'interdiction d'exercice d'activités commerciales contre le libraire qui avait exposé un drapeau de l'organisation Etat islamique (EI) dans la devanture de son magasin, à Lille.

Le jugement a été mis en délibéré pour le lundi 9 février.

Vendredi, un automobiliste circulant sur une artère importante de Lille avait remarqué un drapeau noir dans la devanture de la librairie orientale El Azhar, et alerté la police.

A l'arrivée des fonctionnaires, le libraire avait dit "personne ne peut me contrôler". Quand les policiers lui avaient demandé de décliner son identité, il avait répondu "je suis Ben Laden", puis "les barbus vont vous vaincre, inch'Allah".

La réquisition a été justifiée par le fait que "monsieur est commerçant et que les actes reprochés sont jugés plus graves que pour la personne qui ferait des actes d'apologie dans le cadre d'un état d'ébriété", a indiqué à l'AFP Me Charles Cogniot, avocat du prévenu.

Mais "il y a confusion qui a été faite entre le drapeau religieux qui était exposé en devanture du magasin et des drapeaux idéologiques", a assuré l'avocat, qui a plaidé la relaxe, ajoutant que "normalement le drapeau de Daesh c'est sur fond noir avec des inscriptions blanches, là c'était l'inverse".

"Est-ce que toutes les personnes qui détiennent un drapeau corse font l'apologie d'actes de terrorisme" parce que les indépendantistes qui commettent des attentats brandissent le même drapeau, s'est interrogé Me Cogniot.

Les policiers avaient constaté la présence de nombreux drapeaux noirs de l'organisation EI, certains au plafond de la boutique.

Interrogé par les policiers sur les actes terroristes qui ont secoué la France, le libraire, cheveux rasés et longue barbe rousse, avait dit "condamner tous les gens qui assassinent". AFP 02.02

4- Justice des mineurs: Taubira veut une réforme mais ne précise pas de date de réalisation - 20minutes.fr

Selon Christiane Taubira «c'est la population jeune toute entière que nous devons comprendre, encadrer, éduquer».

Quelque 234.000 enfants et adolescents ont eu à faire avec la justice en 2013, ce qui représente 3,6% des 6,5 millions de mineurs âgés de 10 à 17 ans, selon des statistiques du ministère de la Justice. 43% des infractions qui leur sont reprochées concernent des atteintes aux biens sans violence et 27% des atteintes aux personnes.

Parmi eux, 48.500 ont été condamnés par une juridiction de jugement. Les mesures prononcées se partagent à égalité entre les mesures éducatives (22.600) et les peines (22.700). L'incarcération demeure une mesure exceptionnelle: 734 mineurs étaient détenus au 1er janvier 2013 et 3.000 mineurs ont été incarcérés pendant l'année. Cinq ans après leur sortie, 75% d'entre eux ont à nouveau été condamnés. 20minutes.fr 02.02

ACTUALITE EN TITRES

[Comme quoi c'était bien l'ensemble des musulmans qui étaient visés.](#)

- Il est désormais impossible de construire une mosquée en Lombardie - Francetv info

La Ligue du Nord vient de faire voter une loi anti-mosquée en Lombardie (Italie). Francetv info 02.02

Business.

- LVMH: ventes record et bénéfice gonflé par la plus-value sur Hermès - AFP

- "Charlie Hebdo" a dépassé les 200 000 abonnés, contre 10 000 avant l'attentat - Francetv info

- Un million de drones civils dans le monde cette année - La Tribune

- Fusion des régions : Standard and Poor's confirme le AA- de Languedoc-Roussillon - La Tribune

[Les néoconservateurs sont des comiques, c'est bien connu, et leurs victimes ont une tendance génétiquement suicidaire...](#)

- Luz, rescapé de Charlie Hebdo: "L'humour, ça ne tue personne" - L'Express.fr

L'imbécile c'est lui !

- «Charlie Hebdo»: «On ne prend pas les musulmans pour des imbéciles», affirme le dessinateur Luz - 20minutes.fr

[Quand la conscience politique se situe à un niveau inférieur à celui de la ceinture, on peut s'attendre au pire...](#)

- Dominique Strauss-Kahn : libertinage ou proxénétisme ? - Francetv info

- Pour huit Français sur dix, DSK aurait fait un meilleur président que Hollande - Francetv info Soyez Charlie ou la liberté d'expression... des banquiers.

- Un banquier à la tête de « L'Express » et « Libération » - LeMonde.fr A en avoir honte !

- La fierté d'être Français gagne du terrain depuis les attentats et la marche - L'Express.fr

[Le droit d'en rire. Ils aiment la finance et l'armée...](#)

- Hollande : "Nous pleurons neuf de nos soldats" - Francetv info

Le président de la République a rendu un hommage national aux neuf soldats français, tués dans l'accident d'un avion de chasse, le 26 janvier dernier. Francetv info 02.02

- Agression de militaires à Nice : Cazeneuve et Le Drian se rendent sur place - Francetv info

[En famille.](#)

- Doubs: Cambadélis (PS) "demande officiellement" à l'UMP de soutenir le PS - AFP

[Enfumage. La gauche est morte, alors ils sont tous d'extrême gauche !](#)

- "Une écologie d'extrême gauche, ça ne marche pas", lance François de Rugy - Francetv info

[Eugénisme. La civilisation humaine menacée.](#)

- Des cours de sport dès deux ans pour prévenir de l'obésité - Francetv info

[Ils ne peuvent plus s'en passer.](#)

- Tunisie: un gouvernement de coalition avec des islamistes - AFP

[Propagande et stratégie du chaos et de la guerre](#)

- Russie: Litvinenko soupçonnait Poutine d'"activités criminelles" - AFP

- Ukraine : les combats s'intensifient et font 30 morts dans l'Est du pays - Francetv info

- «Barack Obama peut décider très rapidement d'envoyer des armes létales en Ukraine» - 20minutes.fr

- Un bus visé dans un attentat à Damas, au moins six morts - Reuters
- Nigeria: des hélicoptères tchadiens bombardent Boko Haram à Gamboru - AFP
- En Chine, 90% des grandes villes ne respectent pas les normes de qualité de l'air - figaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie est anticonstitutionnelle.

Avec 60,44% d'absence, ils ont "tous des raisons de se réjouir".

Question à cent balles : Les travailleurs rejettent les partis institutionnels qui sont les piliers des institutions, alors pourquoi aucun parti politique n'axe son combat contre les institutions et la Constitution ? Vous avez eu la réponse plus haut.

20minutes.fr - Au lendemain du premier tour de la législative partielle dans le Doubs, les trois candidats arrivés en tête et leurs formations politiques respectives trouvent tous des raisons de se réjouir, ce lundi, du résultat de la veille.

Le FN en tête mais en recul (32,6%)

«Le premier tour est de plus en plus une primaire PS-UMP pour affronter le FN», selon Frédéric Dabi. Dans le détail, toutefois, le FN perd plus de 1.000 voix par rapport à 2012. Mais «il résiste simplement mieux que ses adversaires», selon Joël Gombin.

Le PS qualifié, une «illusion d'optique» (28,8%)

En 2012, Pierre Moscovici était en effet arrivé en tête au premier tour avec 40,81% des voix, loin devant la FN Sophie Montel et ses 23,87%. En trois ans, le PS a donc perdu près de 10.000 voix, soit 55% des suffrages qui s'étaient portés sur son candidat en 2012.

«La qualification de Frédéric Barbier est une illusion d'optique, en conclut Joël Gombin. Il passe de justesse parce que l'UMP ne s'est pas renforcée.»

L'UMP éliminée, mais pas déçue (26,5%)

«C'est un résultat à relativiser car c'est l'une des 35 circonscriptions où le FN et le PS sont les plus forts. Or l'UMP n'y perd que de 500 voix environ», explique ainsi Gérald Darmanin au Monde.

Pourtant, «la droite a remporté l'élection en 1993 et en 2002», rappelle à 20 Minutes le directeur général adjoint de l'Ifop, Frédéric Dabi. La réalité, c'est que «l'UMP ne parvient pas à profiter de sa position d'opposant», analyse pour sa part le politologue Joël Gombin. Et ni les difficultés de la gauche au pouvoir ni le retour de Nicolas Sarkozy ne semblent y changer quoi que ce soit. «Visiblement pour beaucoup d'électeurs, l'UMP n'est pas l'alternative à l'exécutif, explique à l'AFP Bernard Sananès, le président de l'institut de sondages CSA. L'alternative aujourd'hui pour beaucoup d'électeurs, y compris des électeurs de droite, c'est le FN.»

L'abstention culmine à 60,44% (39,5% en 2012). 20minutes.fr 02.02

L'Onu aux ordres des sionistes.

- Démission du chef de la commission d'enquête de l'Onu sur Gaza - Reuters

Le chef de la commission de trois experts chargée par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu d'enquêter sur le conflit de l'été dernier dans la bande de Gaza a démissionné lundi.

Israël a mis en cause l'impartialité du Canadien William Schabas car celui-ci a travaillé comme consultant en 2012 pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il avait alors rédigé une note juridique pour laquelle il a été payé 1.300 dollars.

William Schabas, professeur de droit international, avait été nommé en août dernier à la tête de l'équipe d'experts internationaux chargée d'enquêter sur d'éventuels crimes de guerre et violations des droits de l'homme durant l'offensive israélienne "Bordure protectrice".

Dans une lettre au Conseil des droits de l'homme de l'Onu, dont Reuters a pu consulter une copie, il annonce sa démission immédiate pour ne pas gêner la rédaction du rapport d'enquête, qui doit être publié en mars.

Lors de la création de la commission d'enquête, Israël avait dénoncé "un tribunal fantôme". "Cela fait des années que le Conseil des droits de l'homme de l'Onu s'est transformé en un 'Conseil des droits des terroristes' dont les pseudo-investigations sont déterminées par avance", avait dit Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Reuters 02.02

[Haut de page ↗](#)

Le 5 février 2015

CAUSERIE

Le site a été actualisé à partir des infos du 3 essentiellement et des jours précédents pour ce qui est du Proche-Orient.

[C'est quoi le plus important pour les tenants de la théorie du complot ou la classe dominante ?](#)

Dans sa chronique matinale sur France Culture, le diplomate Hubert Védrine a rapporté les propos d'un conseiller US : « Le faits n'ont aucune importance, ce qui compte c'est ce que croient les gens » (lu hier dans un article paru récemment)

[Ils terrorisent tous les peuples.](#)

Israël vivra : Le sionisme est bien à l'origine de l'antisémitisme et l'alimente en permanence.

- Bernard Kouchner : « il y a un lourd antisémitisme en France, c'est notre tradition » - [cerclesdesvolontaires.fr 23.01](#)

- ONU : d'après BHL, l'antisionisme serait la première cause de l'antisémitisme - [cerclesdesvolontaires.fr 28.01](#)

L'Etat juif génocidaire.

- Gaza: l'ONG B'Tselem accuse l'armée israélienne d'avoir délibérément visé des civils - [L'Express.fr](#)

Une association israélienne de défense des droits de l'Homme accuse, dans un rapport publié ce mercredi, les autorités israéliennes d'avoir ciblé des bâtiments occupés par des civils de façon délibérée.

"Impossible de dire que l'armée ne savait pas ou ne pouvait pas savoir combien de civils seraient tués dans ces attaques". L'ONG israélienne de défense des droits de l'Homme B'Tselem accuse, ce mercredi, l'armée israélienne d'avoir délibérément mené des bombardements sur la bande de Gaza alors même que le commandement savait que ces raids tueraient des civils, lors de son offensive de l'été.

"Des immeubles résidentiels détruits alors que leurs habitants étaient à l'intérieur"

"L'une des marques distinctives du conflit de cet été dans la bande de Gaza ont été les nombreux raids visant des immeubles résidentiels, détruits alors même que leurs habitants étaient toujours à l'intérieur", affirme ainsi dans un rapport l'ONG B'Tselem. Et ces destructions ont été "le résultat d'une politique formulée par les responsables gouvernementaux et le haut commandement militaire".

L'ONG a examiné 70 raids qui ont fait 606 morts, dont 70% d'entre eux étaient mineurs ou âgés de plus de 60 ans. En 50 jours, l'offensive, terrestre et aérienne, de l'armée israélienne a tué près de 2200 Palestiniens --des civils pour 70% d'entre eux selon l'ONU -- tandis que plus de 70 morts ont été recensés côté israélien, quasiment tous des soldats.

"Il est vrai que le Hamas et d'autres mouvements actifs dans la bande de Gaza ne respectent pas le droit humanitaire international", affirme B'Tselem, mais les accusations de M. Netanyahu contre le mouvement islamiste vise à dégager "toute restriction à l'action israélienne, quelles qu'en soient les atroces conséquences". [L'Express.fr 27.01](#)

La classe dominante et le terrorisme international ne font qu'un.

1- Espagne : 250 entreprises soutiennent, financièrement, Daesh - french.trib.ir

Le quotidien espagnol, "El-País", a révélé, dans sa toute nouvelle édition : «Ces jours-ci, les services de renseignement de l'Occident ont conjugué leurs efforts, afin de barrer le route aux soutiens militaires, financiers et logistiques à Daesh, mais ils ne savent pas que, juste, dans le Sud du Vieux continent, il existe un pays jouissant d'un statut important, au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, qui apporte ses soutiens financiers à Daesh».

«Dans une décision, qui est en coordination avec le service de renseignement espagnol, 250 entreprises de ce pays apportent leurs soutiens aux courants terroristes, qui combattent, en Syrie, le gouvernement du pays. Ces aides sont sous différentes formes, dont l'octroi de fonds, l'acheminement d'équipements de télécommunication, et même, des équipements électroniques minces, ayant un usage militaire», poursuit le journal. french.trib.ir 02.02

2- Un commandant de Daesh avoue obtenir des fonds des USA - french.trib.ir

Le 22 Janvier Al Salafi aurait été arrêté, avec ses deux compagnons, lors d'un raid conjoint dans la région de Lahore. Cependant, des sources ont révélé qu'Al salafi avait été arrêté en décembre de l'année dernière et ce n'est seulement que le 22 janvier que son arrestation a été divulguée.

"Au cours des enquêtes, Yousaf al salafi a révélé qu'il recevait un financement - acheminé via les Etats-Unis - pour diriger l'organisation au Pakistan et recruter des jeunes pour combattre en Syrie," c'est ce qui a été révélé par une source au courant des enquêtes au Daily Express sous condition d'anonymat .

Al Salafi est un Syro-Pakistanaï, qui est entré au Pakistan par la Turquie il y a cinq mois. Plus tôt, il avait été signalé qu'il était passé en Turquie à partir de la Syrie et il qu'a été arrêté. Toutefois, il a réussi à s'échapper de la Turquie et a atteint le Pakistan pour établir EI dans la région.

Selon certaines sources, les révélations d'Al Salafi ont été communiquées au Secrétaire d'Etat US John Kerry lors de sa récente visite à Islamabad. "La question a également été reprise avec le chef du CENTCOM, le général Lloyd Austin, lors de sa visite à Islamabad au début de ce mois", a déclaré une source.

Al salafi a également avoué qu'il - avec un complice pakistanaï, prétendu imam d'une mosquée - recrutait des gens pour les envoyer en Syrie et obtenait environ 600 \$ par personne envoyée en Syrie.

"Les Etats-Unis ont dénoncé les activités de l'EI mais malheureusement n'ont pas été en mesure d'arrêter le financement de ces organisations, qui est acheminé à partir des Etats-Unis," a déclaré une source.

"Les États-Unis ont dû dissiper l'impression qu'ils finançaient le groupe EI pour leurs propres intérêts et c'est pourquoi ils ont lancé l'offensive contre l'organisation en Irak, mais pas en Syrie," a-t-il ajouté.

Il y a des articles selon lesquels des citoyens de Libye, d'Afghanistan, du Pakistan et d'Inde en plus d'autres pays sont recrutés par l'EI pour combattre en Syrie. Des affiches sur les murs en faveur de l'EI ont également été observées dans diverses villes du Pakistan. french.trib.ir 29.01

France. Atmosphère délétère, délation, dénonciation. La dictature au quotidien.

1- Soupçonnés de radicalisme, police et services sociaux leur retirent leurs 5 enfants dont un nourrisson - french.trib.ir

Soupçonnés de radicalisme, police et services sociaux leur retirent leurs 5 enfants dont un nourrisson dénoncé avec la plus grande fermeté les enlèvements des cinq enfants de la famille M..... de Bourgoin Jallieu dans l'Isère, par la police, la justice et les services sociaux le jeudi 29 janvier 2015.

Alors que leur père se trouvait en Tunisie pour préparer leur déménagement dans son pays d'origine, pour fuir le climat islamophobe étouffant de ces derniers temps, la mère a reçu la visite de la police et des services sociaux (cinq policiers et quatre fonctionnaires) qui ont décidé sur ordre des autorités judiciaires d'enlever les enfants à leur mère paniquée et en pleurs, les suppliant de lui laisser le dernier, âgé de trois mois et allaité par sa mère. Avec une cruauté et une violence inimaginables, les trois enfants, (âgés de trois mois, un an et demi et quatre ans,) ont été emmenés vers une destination inconnue et les deux autres, âgés de cinq et six ans ont été pris à l'école avec les conséquences désastreuses sur leur état psycho-affectif et sans qu'ils

ne puissent voir leur mère.

Le père alerté est revenu le lendemain en France sans avoir été inquiété le moins du monde ni par la Douane, ni par la PAF (Police de l'Air et des Frontières). Alors que certains bruits avancent l'idée que le père serait un islamiste radical.

Des membres de CRI, après avoir conseillé la famille depuis le début, les ont rencontrés aujourd'hui pour prendre leurs témoignages filmés, accompagnés de deux journalistes anglais et belges. Nous avons appris avec stupéfaction que la maman qui tenait à allaiter son bébé avec son propre lait avait fourni une bouteille qui a été refusée par les policiers qui lui ont répondu « on lui donnera du lait en poudre et vous le verrez plus tard ». Nous sommes révoltés par cette inhumanité qui consiste à séparer un bébé allaité de 3 mois de sa mère, et de refuser que le lait maternel lui soit donné. La mère, à qui rien n'est reproché, a demandé qu'on l'enferme, s'il le faut, avec ce bébé afin qu'elle puisse l'allaiter et être à ses côtés, mais l'arbitraire et l'injustice lui ont répondu négativement. Même si le père est le pire des criminels nous ne comprenons pas cet acharnement sur l'épouse et les enfants .

Nous avons tenté d'avoir une explication du commissariat de Bourgoin Jallieu qui a refusé de nous en donner.

CRI exige la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour prendre la réelle mesure de cette nouvelle forme de racisme et légiférer pour protéger les nouveaux boucs émissaires que sont devenus les musulmans de France. french.irib.ir 03.02

2- A 10 ans une fillette chez les gendarmes pour apologie du terrorisme ! - french.irib.ir

Nombreux sont les enfants comme le petit Aymen 9 ans ou le petit Ahmed 8ans, qui se sont retrouvés chez la police interrogés comme de dangereux criminels après avoir été dénoncés par leur école.

Aujourd'hui nous apprenons que c'est une petite fillette musulmane de 10 ans qui a été entendue récemment par la gendarmerie de Valbonne. En cause un "devoir" dans lequel elle n'aurait pas condamné la tuerie de Charlie en écrivant : " [...] ils se sont moqués de notre religion "

Suite à ce devoir, qui rappelle en tout point les devoirs que l'on demandait aux petits enfants sous l'occupation et sous Vichy pour traquer les éventuelles déviances politiques des familles, la petite fille a été dénoncée à l'académie qui a prévenu la Police ...

Sous couvert de lutte contre la radicalisation, l'État français mène en ce moment une véritable chasse aux sorcières sous forme de maccarthysme contre les ... enfants musulmans. En effet, après avoir chassé les filles musulmanes des écoles avec leurs mamans, les religieuses en niqab des rues, c'est aujourd'hui aux gamins musulmans qu'on fait vivre la terreur et l'humiliation.

Les rafles contre des petits enfants, jusqu'à l'enlèvement de leurs chérubins à une famille de l'Isère parce qu'elle avait l'outrecuidance de repartir au pays, démontrent la volonté manifeste de l'establishment d'humilier et d'interdire la pratique religieuse aux familles musulmanes sous prétexte de lutte contre la radicalisme.

En effet, il suffit de lire l'affiche détaillant les signes de radicalisation établie sous les conseils d'une certaine Dounia Bouzar pour comprendre que n'importe quel musulman peut désormais être susceptible d'être inquiéter par ces mesures d'exception islamophobes initiées par Najat Vallaud Belkacem (manger hallal, avoir des vêtements qui cachent le corps (sic)).

Les médias et politiques sont entrain de mettre en place une politique islamophobe digne de Vichy. french.irib.ir 04.02

A qui profite le crime ?

- Manuel Valls, principal bénéficiaire de la séquence post-tragédie de Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

ACTUALITE EN TITRES

Un régime en putréfaction

- Le patron de la police judiciaire en garde à vue - Francetv info

Bernard Petit, le patron du 36 quai des Orfèvres a été mis en garde à vue mercredi 4 février. Il est soupçonné d'avoir violé le secret de l'instruction. Francetv info 04. 02

- Les divisions à l'UMP, nouvelle illustration des difficultés de leadership de Sarkozy - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Confirmation : la saignée jusqu'à ce que mort s'en suive.

- Comment la Grèce négocie un compromis sur sa dette - Francetv info Ce mardi 4 février, Alexis Tsipras a rencontré François Hollande. Un compromis sur la dette grecque est-il en train de se dessiner ? C'est possible. "L'Allemagne d'Angela Merkel était sur une position dure : pas question de renégocier la dette grecque. Pour la faire changer d'avis, le Premier ministre a adopté une stratégie d'encerclement", explique Jean-Paul Chapel.

"Aujourd'hui, il obtient le soutien de François Hollande, hier, celui de l'Italien Matteo Renzi, après celui du ministre des Finances britannique. Même Barack Obama s'est fait l'avocat des Grecs", poursuit le journaliste.

Remboursement en 2100 ?

Le montant de la dette à régler ne change pas, mais son mode de remboursement, oui. Elle devait être réglée en 2040 initialement. "On parle maintenant de 2070, voire 2100. En échange, la Grèce s'engagerait à faire les réformes réclamées par l'Europe et le FMI", explique le reporter de France 2.

Le contribuable européen (et français) en particulier ne paiera en revanche pas plus. "La Grèce doit toujours 40 milliards à la France, mais chaque année, elle rembourse 80 millions d'intérêts d'emprunts. C'est sur cette somme que la France va faire une concession et renoncer à une partie de cet argent", conclut Jean-Paul Chapel. Francetv info 4.02

Tout est dit ici. On en conclura que pratiquement tous les auteurs des articles que nous avons mis en ligne sur la situation en Grèce et qui soutiennent Syriza sont des aventuriers, des charlatans ou des agents du capital.

Entre nous, chacun sait depuis longtemps que la dette des Etats aux Etats-Unis, en Europe et au Japon notamment, mais aussi en Afrique, a atteint un tel sommet au cours de la décennie passée qu'il leur sera impossible de la rembourser d'autant plus qu'elle ne cessera d'augmenter.

Qu'elle assure une rente éternelle au marché ou à l'oligarchie financière est une chose.

Qu'elle serve de prétexte pour pressuriser les Etats et les contraindre à engager des réformes structurelles ou à diminuer la part de leur budget réservé au financement de secteurs sociaux est une chose.

Qu'elle soit utilisée pour exiger de la part de tous les acteurs politiques, syndicats et partis qu'ils s'y soumettent ainsi que l'ensemble de la population qui devra en subir les conséquences dans leur mode de vie qui ne cessera de se dégrader, et on touche là au but politique qu'ils se sont fixés.

Il faut ajouter que ce processus qui est également d'ordre psychologique n'est pas anodin. Car il est appelé à pénétrer profondément dans le creveau de l'ensemble des travailleurs jusqu'à se convaincre eux-mêmes qu'ils font face à une situation insurmontable ou une fatalité contre laquelle ils ne peuvent pas aller et qu'ils doivent faire ou vivre avec. L'objectif est de les inciter à l'intégrer dans leur mode de pensée de telle sorte qu'ils y soient totalement soumis ou que leurs propres besoins passent volontairement au second plan ou ne soient jamais satisfaits sans que pour autant ils ne se mobilisent une fois totalement contaminés par l'idéologie dominante et en l'absence de toute issue ou alternative politique sérieuse ou cohérente.

Je vis dans un pays où les conditions de travail et d'existence sont épouvantables et sans commune mesure avec ce que vous connaissez en France.

Pour les Indiens c'est la norme et ils l'acceptent, comment pourraient-ils envisager qu'il en soit autrement pour n'avoir jamais vécu autre chose ou ne même pas l'imaginer en rêve, quelque part ils s'en accommodent puisque la société telle qu'elle existe est apparemment indépassable. Et quant à tirer une satisfaction personnelle aussi minime soit-elle de sa condition ou de la société, c'est uniquement du domaine du superficiel ou du côté de l'éphémère qu'il faut chercher, encore faut-il parvenir quelques instants à faire abstraction de tout le reste, à s'extraire du monde réel, d'où le refuge dans la religion qui permet de s'évader d'une manière tout aussi aléatoire ou précaire de cette société dans laquelle on suffoque littéralement, cauchemardesque.

Bien entendu que le combat sur le plan social est déterminant en France, mais notre combat ne doit pas se limiter à ce plan ou

ce terrain-là, il doit s'exercer sur tous les plans parce que si l'ensemble des travailleurs bénéficient grosso modo des mêmes droits sociaux, peu en ont conscience, peu sont prêts à se mobiliser pour les défendre, par contre lorsqu'ils auront disparu, absolument tous en subiront les conséquences catastrophiques par seulement sur le mode ou niveau de vie, mais au niveau des rapports abominables qui règneront dans la société, car parvenu à ce stade il leur sera encore plus difficile non seulement de reconquérir leurs droits sociaux perdus, mais d'inverser ou de modifier ces rapports avec lesquels ils seront amenés à vivre quotidiennement, leur mode de pensée en aura été profondément bouleversé, d'autant plus que ces rapports repose sur un individualisme effréné, hystérique qui ne facilite pas vraiment la prise de conscience d'appartenir à la même classe sociale pour combattre ensemble le régime en place, et cela les travailleurs en France doivent le savoir, ils doivent savoir ce qui les attende s'ils ne prennent pas leur destin en mains.

Vous comprenez pourquoi nous sommes férocelement anti-Charlie, parce que ces salopards de caricaturistes trouveraient le moyen de tourner en dérision le comportement des masses indiennes ou de se moquer de leur apparente servilité, alors qu'elles sont victimes des conditions que leur a réservées la classe dominante et en sont profondément malheureuses.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis - Russie

- Washington prépare l'Europe pour la guerre contre la Russie - french.tribune.org

Les Etats-Unis accumulent des armes et des équipements militaires, en Europe, Selon le commandant des forces armées américaines, en Europe. Dans une conférence de presse, aux Etats-Unis, le général Frederick Ben Hodges a annoncé que le Pentagone est en train d'envoyer des armes et des équipements militaires, (chars, canons, équipements logistiques,...), en Europe, notamment, dans les pays, comme la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. Le général Hodges, qui a visité, récemment, les unités de commandos de l'armée américaine, en Europe, au cours d'une manœuvre, en Lettonie, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, aux Etats-Unis, que son pays est en train d'accumuler des armes et des équipements militaires, dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, mais aussi, en Allemagne.

Que signifie cette nouvelle décision du Pentagone ?

Les experts et les analystes américains disent qu'autrefois, l'envoi d'armes et d'équipements militaires, en Europe, faisait partie de la stratégie des Etats-Unis, pendant la guerre froide, qui opposait le bloc occidental au bloc communiste, avant l'effondrement de l'ex-Union soviétique. Ces experts américains disent qu'à cette époque-là, cette décision était la meilleure mesure que Washington pourrait prendre, face aux menaces soviétiques. A cette époque-là, les stratèges américains croyaient que la présence d'un nombre élevés de soldats américains, sur le continent européen, empêcherai le déclenchement de guerres, en Europe. En outre, même si une guerre éclatait, les Etats-Unis n'auraient plus besoin d'envoyer des armes et des soldats vers l'Europe. Par contre, l'armée américaine pourrait entrer tout de suite en action.

La guerre froide a pris fin, en 1989. Maintenant, les experts confirment que le volume des armes et équipements militaires occidentaux accumulés dans les pays de l'Europe de l'Est est beaucoup moins élevé qu'à l'époque de la guerre froide. Cependant, l'existence de ces armes et équipements militaires, sur place, permet aux forces armées américaines de se mettre, plus rapidement, en posture défensive. Les experts militaires américains soulignent que cette mesure n'a pas été prise, dans des buts offensifs, mais augmentera la puissance défensive des Etats-Unis et de leurs alliés européens, face aux menaces de la Russie concernant une intervention militaire éventuelle contre les pays de l'Europe.

Autres utilités ?

Les experts militaires américains disent que l'accumulation d'armes et d'équipements militaires américains, dans les pays de l'Europe de l'Est, a, aussi, un autre résultat : "Cela les rassure, en ce qui concerne le soutien militaire des Etats-Unis, face aux menaces grandissantes de la Russie", disent-ils. french.tribune.org 03.02

2- Etats-Unis - Iran

Iran : "Foreign Policy" met en garde Obama - french.tribune.org Dans une analyse consacrée à la politique iranienne d'Obama, "Foreign Policy" affirme que le président US a, totalement, oublié la stratégie basée sur "l'axe de l'Est" : "Le plus grand héritage d'Obama serait, sans nul doute, celui qui consiste à renforcer l'influence de l'Iran, dans la région". Obama a écourté sa visite, en Inde, pour aller présenter ses condoléances au nouveau roi saoudien : "Au cours de cette visite, Obama a abordé le

chaos, au Yémen, ainsi que le nucléaire iranien. Il a tenté de rassurer les nouvelles autorités de Riyad sur sa diplomatie nucléaire, diplomatie que d'aucuns donnent comme un vecteur de la montée en puissance de l'Iran, dans la région". Et l'auteur de prétendre : "Aucun pays n'a tiré autant de profit de la présidence Obama que l'Iran. Obama insiste pour faire passer l'accord nucléaire avec l'Iran, comme le plus grand acquis de sa présidence. Or? le plus grand acquis pourrait être le traité transatlantique? en termes de commerce". L'auteur plaide, par la suite, pour un renforcement de liens US avec la Chine et l'Inde, estimant qu'un réchauffement des liens avec l'Iran n'est pas dans l'intérêt des Etats Unis ou, néanmoins, pas autant que si les Etats Unis renouaient davantage avec les vieux acteurs asiatiques: "Même en cas d'accord nucléaire, l'Iran pourra reprendre, à tout instant, ses activités nucléaires". "Foreign policy" ne le dit pas, mais Obama a imposé à l'Iran les plus dures sanctions de toute son histoire, et en dépit d'un accord nucléaire préliminaire, c'est, toujours, Obama qui empêche une levée effective des sanctions. french.tribune.com 31.01

3- Etats-Unis - Irak

- Le complot US, pour réoccuper l'Irak - french.tribune.com

Les Etats-Unis sont en train d'aplanir le terrain à une réoccupation de l'Irak, c'est, du moins, l'avis d'un analyste irakien des questions internationales. «Les récentes déclarations du secrétaire démissionnaire américain à la Défense, Chuck Hagel, comme quoi les Etats-Unis n'excluaient pas l'envoi de troupes, au sol, en Irak, pour combattre Daesh, Abbas al-Moussavi estime que cela fait partie du plan américain visant à envahir, de nouveau, l'Irak. «Daesh constitue une partie du complot américain et israélien contre la Syrie et l'Irak», a-t-il dit, avant de préciser : «A un moment où les effectifs de ce groupe terroriste étaient à court de munitions et assiégés, les avions de la coalition ont largué des munitions et des armes, pour eux». french.tribune.com 31.01

4- OTAN - Russie

- L'OTAN implante des commandements, en Europe de l'Est - french.tribune.com

L'OTAN compte déployer des éléments de commandement, en Europe de l'Est, afin de rendre la force de réaction de l'Alliance plus opérationnelle.

La semaine prochaine, l'OTAN prendra la décision de déployer des unités de contrôle et de commandement, dans les Pays baltes, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, a annoncé, vendredi, le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg. Cette décision doit être adoptée, lors d'une réunion des ministres de la Défense des pays alliés, le 5 février, à Bruxelles. "J'espère que les ministres prendront la décision de créer des unités chargées de l'intégration des forces de l'OTAN. Il s'agit, notamment, d'éléments de contrôle et de commandement, qui seront implantés, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie", a déclaré Jens Stoltenberg aux journalistes. Selon lui, ces unités auront pour mission de coordonner la coopération entre les armées nationales et les troupes de l'OTAN. Elles "organiseront des exercices, effectueront la planification et fourniront certains éléments de commandement, pour renforcer le «fer de lance» et le rendre plus opérationnel", a précisé le secrétaire général de l'Alliance.

Lors du sommet, au pays de Galles, l'OTAN a approuvé un plan visant à renforcer sa présence, en Europe de l'Est. Il s'agit de créer une force, dite "fer de lance", capable de se déployer, en quelques jours, en particulier, à la périphérie du territoire de l'Alliance. "Cette force opérationnelle interarmées, à très haut niveau de préparation, (VJTF), comprendra des éléments des trois armées, [de mer, de terre et de l'air, ndlr], ainsi que des forces d'opérations spéciales", a indiqué le secrétaire général, dans son rapport annuel 2014, mis en ligne, vendredi, sur le site de l'OTAN. french.tribune.com 31.01

5- Russie - Iran

Transfert illimité d'argent entre l'Iran et la Russie - french.tribune.com

«Actuellement, le transfert d'argent entre les deux pays est possible, via la banque Mir Business, à Moscou, et le bureau de change de la Banque Melli, à Téhéran», a fait part l'ambassadeur iranien, à Moscou, en annonçant la signature d'un nouvel accord consulaire entre l'Iran et la Russie, en 1394 du calendrier iranien, (2015).

«Auparavant, les tarifs élevés, la difficulté dans le transfert d'argent et l'obtention des visas, étaient les 3 principales entraves, dans les relations commerciales et économiques des deux pays, mais avec les démarches, entreprises ces derniers mois, nous nous attendons à de bonnes nouvelles, à ce propos», a ajouté Mahdi Sanaï, l'ambassadeur de la RII, à Moscou.

En allusion au fait qu'avec les démarches entreprises par la Banque Melli de la RII, le transfert d'argent est, actuellement, possible entre les deux pays, via la Mir Business, à Moscou, et le bureau de change de la Banque Melli, à Téhéran, Mahdi Sanaï a indiqué qu'en plus, ont été entamées les correspondances nécessaires, tandis qu'on s'attend à ce qu'on soit, l'année prochaine, témoin de la signature d'un accord entre les deux parties. french.tribune.com 03.02

6- Yémen

6.1- Les raids américains se poursuivent contre le Yémen - french.trib.ir

Quatre personnes ont trouvé la mort dans les raids des drones américains dans le Sud du Yémen.

Une voiture non-militaire aussi a été détruite samedi dans les raids des drones US contre la province de Chabwa au Sud du Yémen ont rapporté des responsables locaux yéménites cités par l'AFP. Chabwa a été plus d'une fois la cible des opérations des drones américains. De même un élève de 12 ans et deux autres civils yéménites ont trouvé la mort toujours dans le raid des drones américains mercredi dernier à l'Est de Sanaa la capitale. Un grand nombre de civils yéménites ont perdu la vie dans ces attaques alors que les Etats-Unis prétendent que les drones sont utilisés dans les opérations visant les forces d'Al-Qaïda. french.trib.ir 01.02

6.2- Yémen/ complot des puissances étrangères : Abdel-Malek al-Houthi met en garde - french.trib.ir

Le chef du mouvement Ansarallah du Yémen a mis en garde contre les complots que fomentent des puissances étrangères contre le peuple yéménite.

Selon la dépêche de Press TV, Abdel-Malek al-Houthi l'a rappelé mardi devant des milliers de ses partisans à Saada dans le nord du Yémen, critiquant aussi les partis politiques, complices de certains pays de la région. "Les pays étrangers et leurs alliés et complices intérieurs cherchent à aggraver les conflits et semer le chaos. Il a donc mis en garde ces partis, qui négligent les intérêts du peuple du Yémen, contre les impacts négatifs qu'auront leurs efforts dans le sens de déstabiliser le pays. Le chef du mouvement Ansarallah avait déjà accusé les Etats-Unis et Israël de complots et de crimes à l'encontre des pays musulmans, appelant les Yéménites à la vigilance. french.trib.ir 28.01

7- Syrie

- Le dernier coup du renseignement syrien - french.trib.ir

Les hackers de la cyber-armée syrienne auraient piraté avec succès les données confidentielles des milices terroristes. "En se faisant passer pour des jeunes filles à la recherche des partenaires ", les hackers pro Assad auraient réussi à pirater des milliers de données concernant les membres des milices terroristes en guerre contre l'armée syrienne.

Selon la firme Firel, spécialisée en cyber-sécurité, "les hackers ont eu largement recours à des logiciels comme Skype ou des forum de discussion . ils ont pu se connecter aux ordinateurs portables des opposants syriens aux nombre desquels figurent des hommes armés , des personnalités politiques... cette infiltration a débouché sur le piratage des plans d'action militaire, des listes des noms des membres de ces milices et des informations personnelles les concernant . " " Parmi les renseignements les plus sensibles à avoir été détourné figurerait le plan d'attaque armée contre la localité de Kharbat Ghazala dans la province de Daraa situé au sud de la Syrie ". La firme dit ignorer si les renseignements piratés sont parvenus oui ou non au gouvernement d'Assad ou si les hackers les possèdent toujours. "

Cette cyber-attaque aurait visé essentiellement l'Armée syrienne libre, une milice créée au tout début du conflit par la Turquie et le Qatar dans l'objectif de provoquer un effondrement de l'armée arabe syrienne, ce qui n'a pas eu lieu. L'ASL se trouve dans son pire état ces temps ci : dans le nord syrien, elle fait constamment l'objet des assauts d'Al Nosra et de Daech. Dans les régions du centre , c'est l'armée arabe syrienne qui la harcèle et dans le sud, elle continue de saigner pour cause des opérations incessantes de l'armée nationale et des attaques sporadiques des terroristes nosratistes. La Turquie a lâché l'ASL à Idleb : Ankara a quasiment perdu son pari syrien depuis la tombée en disgrâce des Frères musulmans en Egypte, en Libye, en Tunisie et les retrouvailles Qatar/Arabie saoudite. Ankara n'entend plus se laisser empêtré davanatge en Syrie. le manque d'armements, le paiement irrégulier des salaires, de très fortes divergences au sein l'ASL l'ont poussé ces derniers temps à la faillite. french.trib.ir 03.02

[Haut de page ↗](#)

Le 7 février 2015

CAUSERIE

J'ai achevé l'actualisation du site en coup de vent car j'ai plein de choses à régler, dont mon approvisionnement en gaz... C'est juste pour pouvoir continuer de m'alimenter, les lecteurs comprendront...

On ajoutera de nouveaux articles demain.

Falsification de l'histoire. Surtout ne pas les prendre au sérieux.

- Prendre les nazis au sérieux - slate.fr

C'est le capitalisme, les dirigeants et représentants du capitalisme qui ont produit le nazisme qui devait profiter à leur classe au prix d'immense destruction et un gigantesque amoncellement de cadavres.

Le volet biologique ou raciale tourné contre les juifs devait servir à alimenter la haine d'un peuple réduit à la misère et profondément frustré comme catalyseur de la xénophobie poussée à l'extrême qui allait être développée simultanément par les nazis, condition indispensable pour mener tout un peuple à la guerre, à l'abattoir. Le juif tout comme le communiste avait ceci de particulier qu'ils transcendaient les frontières et justifiait la guerre mondiale à venir, le juif étant identifié à la finance mais aussi aux autres pays européens qui les accueillait, le communiste étant identifié au mouvement ouvrier, au prolétariat et à la Russie soviétique, le principal ennemi à la fois de l'Allemagne et des puissances occidentales en guerre contre l'Allemagne.

La Seconde Guerre mondiale et le nazisme ont été la réponse du capital à l'impasse dans laquelle se trouvait le capital, à la fois à la crise du capitalisme et à l'impossibilité dans laquelle étaient ses représentants de neutraliser le mouvement ouvrier et de renverser le régime issu de la révolution russe de 1917, ces deux facteurs étant liés et renvoyant aux fondements et aux lois de fonctionnement du capitalisme.

L'interprétation officielle des guerres en général et plus particulièrement des deux guerres mondiales du XXe siècle ou communément admise et enseignée dans les collèges et les universités constitue une falsification monstrueuse de l'histoire sous le règne du capitalisme.

Car il est admis qu'un événement particulier ou un processus fortuit en aurait été à l'origine de telle manière que l'enchaînement des faits qui devaient conduire à ces guerres mondiales aurait été par nature imprévisible, le développement et l'orientation de la situation incontrôlable de telle sorte que ces critères aléatoires puissent servir à les justifier sans que leurs véritables commanditaires (et bénéficiaires) ainsi que leurs complices ou représentants ne soient identifiés ou inquiétés par la suite, cette version des faits ayant force de loi universelle, vous connaissez la suite, tout contradictoire étant systématiquement accusé d'appartenir à la confrérie des adeptes de la théorie du complot ou pire encore.

- ... «comment agir pour éviter que l'Allemagne ne meure?». C'est le point de départ de la pensée nazie.

En réalité non pas l'Allemagne mais le capitalisme tout court... Effectivement, c'est "le point de départ" non seulement "de la pensée nazie", mais de la politique de la classe dominante sous une autre forme : la guerre dont le prolétariat sera la principale victime évidemment.

- ce sont peut-être moins les idées qui sont originales, que le contexte spécifiquement allemand de la République de Weimar, qui a donné un terrain favorable à cette radicalité et à sa victoire.

C'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui a étranglé l'Allemagne en exigeant le remboursement sur le champ des crédits qu'elle lui avait accordés et ainsi favorisé la montée en puissance de Hitler et des nazis... Cet élément capital pour comprendre ce qui s'est réellement passé en Allemagne à cette époque ne figure pas dans cet article, le fait qu'il soit volontairement occulté relève pour le coup de la théorie du complot qui consiste à cacher la vérité aux lecteurs ou à la population.

Ce n'est qu'un aspect de la situation, car une fois le régime nazi bien en selle, les mêmes le financèrent ainsi que l'industrie de guerre de l'Allemagne sachant parfaitement quelle allait être la suite des événements, une nouvelle guerre mondiale. On comprend qu'un portail néolibéral ayant son siège social aux Etats-Unis ne puisse porter ces éléments à l'appréciation de ses lecteurs.

- l'analyse du traité de Versailles (...) la disparition totale de l'Allemagne en 1918-1919, au moment où le pays, coup sur coup, perdit la guerre, la monarchie, une bonne partie de son territoire et de sa population.

Là ils ont omis de signaler les énormes réparations de guerre infligées à l'Allemagne par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale notamment par la France, qui allaient empêcher ce pays de se remettre des destructions massives causées par la guerre et fournir un argument de premier choix aux nazis pour développer leur programme et alimenter la xénophobie, préparant ainsi les conditions psychologiques indispensables à une nouvelle guerre dans laquelle devait être entraîné le peuple allemand, pour se venger du sort que leur avaient réservé la France, la Grande-Bretagne et leurs alliés au lendemain de la Première Guerre mondiale.

La responsabilité des dirigeants de ces pays étant engagée dans la montée du nazisme en Allemagne ainsi que la guerre sur

laquelle elle allait déboucher, on se dit que cette omission n'était sans doute pas fortuite.

- ...les nazis n'étaient pas des fous et leurs crimes revêtaient pour eux «sens et valeur».

- ...il existait une véritable «conception du monde» nazie, qui justifiait et assumait le crime.

La question essentielle n'apparaît pas ici, ils induisent volontairement les lecteurs en erreur ou les dirigent sur une mauvaise piste, car l'essentiel était davantage de quelle manière les Allemands percevaient les discours des nazis, plutôt que ce que pensaient les dignitaires nazis, autrement dit, dans des conditions matérielles ou sociales données, quel était l'état d'esprit et le niveau de conscience de la majorité des Allemands pour qu'ils adhèrent au programme politique des nazis, assument et justifient leurs crimes, y participent en masse, tandis que les masses allemandes avaient tourné le dos au mouvement ouvrier incapable de renouer avec le socialisme, trahi par la social-démocratie et les staliniens. C'est le genre de situation qui pourrait se développer demain en Grèce ou en Espagne, en Italie, au Portugal ou en France par exemple sur la base de cette expérience...

La définition du fou qui est donnée ici contredit celle utilisée en psychanalyse ou psychiatrie.

Est fou celui qui en a conscience, il sait qu'il est mentalement perturbé ou déséquilibré, car il a des moments de lucidité ou il n'est pas en permanence en état de crise de démence où tout rapport avec la réalité lui échappe. S'il commet un crime, il peut l'expliquer ou le justifier ou plutôt il peut admettre l'explication qu'on lui fournit après coup, et pour lui cela demeure tout de même un crime et relève de la folie ou constitue une transgression des principes ou valeurs dont il a également conscience et auxquels il adhère. Il ignore pourquoi il a commis cet acte, il en est donc irresponsable, il n'en a pas conscience, cela ne relève pas d'un acte de volonté ou délibéré, réfléchi, ce sont des pulsions qu'ils ne contrôlent pas et dont ils ignorent l'origine qui le conduise à agir ainsi, qui le guident.

Dans le cas des nazis, ils n'ont pas conscience de commettre des crimes ou le nient, pour eux ce sont des actes naturels, légitimes, nécessaires avec lesquels leurs valeurs s'identifient, ce n'est donc pas du tout la même chose, là on est en présence de monstres qui agissent consciemment, de manière réfléchie, il s'agit d'actes délibérés, ils en supportent donc l'entière responsabilité et doivent être traités comme tels ou être exterminés en ce qui nous concerne. Les âmes sensibles pro-Charlie nous excuseront de ne pas faire ici dans la demi-mesure ou de manquer de tolérance, nous l'assumons.

Dossier Ukraine

Vidéos

1- Maidan, fév. 2014: Un sniper et un député pris en 'flag' par les manifestants

<https://www.youtube.com/watch?v=v1uyqnt2U5s>

- Place Maidan : Un sniper et un député pris en 'flag' par les manifestants - ilfattoquotidiano.fr

Un fusil à lunette doté d'un silencieux est découvert dans le coffre d'une voiture par la foule des manifestants lors de la tragédie de la Place Maidan à Kiev. Intervient alors le député et à l'époque un des leaders de l'opposition, Sergey Pashinskiy, qui protège le chauffeur et l'aide à partir. Que fait-il là ? Pourquoi cache-t-il le fusil des regards indiscrets de la foule ? Pourquoi l'homme au fusil n'a-t-il jamais été identifié ni poursuivi ? ilfattoquotidiano.fr 05.02

2- Vitalii Makhynko : l'Ukraine un an après l'"Euromaïdan" (2 février 2015)

<https://www.youtube.com/watch?v=zgtjaiMXJew>

Le dirigeant du syndicat ukrainien Solidarité du travail décrit la situation de dictature et de chaos économique, institutionnel et social dans lequel est plongée l'Ukraine un an après l'"Euromaïdan". Interview réalisé par Frédéric Saillot et Dimitri de Kochko pour Eurasie Express

Plusieurs pays de l'Otan hostiles à l'envoi d'armes à Kiev - Reuters

Plusieurs ministres de la Défense de pays de l'Otan ont exprimé jeudi, lors d'une réunion à Bruxelles, leur hostilité à l'envoi d'armes à l'armée ukrainienne, une idée que Washington dit examiner.

Le président ukrainien Petro Porochenko a demandé à l'Alliance atlantique de lui fournir des armes pour faire face à la rébellion séparatiste pro-russe dans l'est de son pays.

"S'il y a encore plus d'armes dans cette région, cela ne nous rapprochera nullement d'une solution et ne mettra pas fin aux souffrances de la population", a dit aux journalistes la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen.

"Nous devons exercer de fortes pressions sur les séparatistes et sur la Russie, politiquement et économiquement, pour trouver une solution négociée autour d'une table et non sur le champ de bataille", a-t-elle ajouté. "Prendre le risque d'une escalade potentielle, ce n'est pas la solution. Il faut une solution politique durable."

Pour son homologue néerlandaise, Jeanine Hennis-Plasschaert, également, "le dialogue politique est la seule voie pour sortir de cette crise".

La plupart des pays de l'Otan, a-t-elle poursuivi, "et en particulier les Pays-Bas, insisteront pour que le soutien apporté à l'Ukraine ne prenne pas des formes létales".

Le ministre danois, Nicolai Wammen, a souligné que son pays n'avait aucun projet de livrer des armes à Kiev.

Le secrétaire britannique à la Défense, Michael Fallon, a évoqué une aide "non létale en matière de formation et d'équipement afin d'aider les Ukrainiens à mieux assurer leur protection".

Pour sa part, le commandant suprême des forces de l'Otan en Europe, le général américain Philip Breedlove, s'est dit "fortement préoccupé" par la fourniture d'armes lourdes russes aux rebelles et a souligné que le peuple ukrainien avait le droit de se défendre.

Il a cependant ajouté qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise et qu'il fallait créer "les conditions pour amener toutes les parties à la table des négociations". "Les armes ne changeront rien à cela", a-t-il insisté.

Ashton Carter, que Barack Obama souhaite porter à la tête du ministère américain de la Défense, s'est dit favorable, lui, à l'envoi d'armes en Ukraine. "Nous devons aider les Ukrainiens à se défendre eux-mêmes. Je penche pour des livraisons d'armes en leur faveur, y compris des armes létales", a-t-il déclaré mercredi lors de son audition au Sénat, qui doit se prononcer sur sa nomination.

A Moscou, le ministère russe des Affaires étrangères a souligné que toute livraison d'armes létales aux forces de Kiev serait considérée comme une menace pour la sécurité de la Russie.

"Etant donné les plans revanchards du 'parti de la guerre' à Kiev, cela ne conduirait qu'à une escalade et menacerait la sécurité de la Fédération de Russie", a dit Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère.

Il a par ailleurs accusé les forces gouvernementales ukrainiennes d'utiliser contre les rebelles un arsenal aux effets similaires à ceux d'armes de destruction massive. Reuters 05.02

UE et USA doivent faire front commun sur l'Ukraine, dit Biden - Reuters

Le vice-président américain Joe Biden a estimé vendredi que les Etats-Unis et l'Union européenne devaient présenter un front commun uni face à la Russie qui plaide pour la paix tout en poussant son avantage militaire en Ukraine.

"Les Etats-Unis et l'Europe doivent se soutenir mutuellement et rester fermes. On ne peut pas autoriser la Russie à redessiner la carte de l'Europe, ce qui est exactement ce qu'elle est en train de faire", a déclaré Joe Biden avant une rencontre avec le président du Conseil européen Donald Tusk.

"Nous devons résister, nous les Etats-Unis et l'Europe ensemble, et soutenir l'Ukraine dans cette période. L'Ukraine a besoin d'une aide financière et de soutien pour poursuivre ses réformes", a-t-il dit.

Joe Biden a par ailleurs accusé Vladimir Poutine de n'avoir respecté aucun accord, y compris le protocole de Minsk conclu le 5 septembre dernier, et d'entretenir l'escalade des combats dans l'est de l'Ukraine en envoyant des mercenaires. Reuters 06.02

Alors qu'ils sont le problème.

Ukraine : François Hollande et Angela Merkel à Kiev pour trouver des solutions au conflit - Francetv info 05.02

- Hollande et Merkel quittent Moscou sans résultat concret - Reuters 06.02

François Hollande et Angela Merkel ont quitté le Kremlin sans promesse de cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine, au terme d'un entretien de cinq heures avec Vladimir Poutine.

"En ce moment, un travail est en cours pour préparer le texte d'un éventuel document conjoint sur la mise en oeuvre des accords de Minsk, un document qui mentionnerait les propositions faites par le président ukrainien et celles formulées et ajoutées aujourd'hui par le président Poutine", a expliqué Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin.

L'ambassadeur de Russie en France, Alexandre Orlov, a pour sa part jugé cette rencontre à trois utile face à "une urgence, une vraie urgence d'éviter la guerre, d'éviter le massacre de civils."

"C'est une rencontre d'espoir, je n'irai pas jusqu'à dire une rencontre de la dernière chance, mais c'est tout comme", a-t-il dit sur Europe 1 en précisant qu'elle avait été longuement préparée par des contacts entre Paris, Berlin, Moscou et Kiev.

Engagé depuis juin dans un processus de facilitation dans la crise ukrainienne, François Hollande et Angela Merkel ont décidé de se rendre à Kiev et à Moscou pour donner une chance à la diplomatie à l'heure où le conflit menace de se transformer en "guerre totale", et en plein débat sur d'éventuelles livraisons d'armes aux forces ukrainiennes, auxquelles Paris et Berlin sont opposés. Reuters 06.02

- Général ukrainien: «Aucune troupe russe ne combat contre nous » - mondialisation.ca 03.02

Selon le général ukrainien Viktor Muzhenko (nommé, par Poroshenko, chef de l'état-major des forces armées - ndlr) « aucune troupe russe ne combat contre nous » et les sanctions contre la Russie sont basées sur des mensonges

Le général ukrainien contredit les allégations de l'administration Obama et du gouvernement ukrainien et affirme qu'aucune troupe russe ne combat contre l'armée ukrainienne dans l'est du pays séparatiste où se déroule actuellement une guerre civile.

Le chef de l'état-major des forces armées ukrainiennes, le général Viktor Muzhenko, a affirmé au cours d'un point presse jeudi 29 janvier, que les seuls citoyens russes qui combattaient dans les régions séparatistes sont des « résidents locaux », et que d'autres citoyens russes (et cela ne contredit pas la présence potentielle d'autres combattants étrangers, comme par exemple celle de mercenaires américains dont la présence aux côtés des forces armées du gouvernement ukrainien a déjà été signalée) membres de « groupes illégaux armés », ne sont payés par aucun gouvernement mais combattent à « titre personnel ». Le général Muzhenko a aussi déclaré que « l'armée ukrainienne ne combat pas contre des unités régulières de l'armée russe. »

En d'autres termes, il a explicitement et clairement infirmé les affirmations ayant motivé la mise en place des sanctions européennes et américaines contre la Russie : toutes les sanctions prises contre la Russie sont en effet basées sur l'affirmation mensongère que le gouvernement ukrainien combat des « unités régulières de l'armée russe ».

Ces allégations ont également servi de preuve pour affirmer que Vladimir Poutine avait envahi l'Ukraine, et elles sont à la base des sanctions destinées à faire pression sur la Russie.

Ces sanctions devraient immédiatement être levées, accompagnées d'excuses et de compensations financières pour les individus qui en ont souffert, et il incombe de plus au gouvernement russe de poursuivre les auteurs de cette fraude, à travers tous les canaux juridiques légaux, afin d'obtenir des réparations pour les dommages qui ont été causés à l'économie de la Russie. Les informations parues dans les médias permettent d'ores et déjà d'établir avec précision qui sont ces personnes, et ceux qui ont tenus des propos, dans le cadre de déclarations officielles, qui peuvent être considérés comme des diffamations majeures.

Par ailleurs, il est probable que ce général ukrainien soit congédié pour avoir tenu de tels propos.

Si ce qu'affirme le général Muzhenko est vrai, il doit être considéré comme un héros ayant risqué sa carrière afin de rendre publiques ces informations. Et si ce qu'il a dit s'avérait faux, cela signifie qu'il n'avait pas sa place à la tête de l'armée ukrainienne. Mondialisation.ca 03.02

Propagande outrancière de l'Empire. Ils ne savent plus quoi inventer et versent dans le grotesque.

- Vladimir Poutine est-il atteint d'une forme d'autisme? - L'Express.fr

- Selon un rapport du Pentagone, Poutine serait atteint d'une forme d'autisme Le Huffington

- Poutine serait atteint d'une forme d'autisme, selon un rapport du Pentagone - Libération.fr

L'«hypersensible» Poutine pourrait être atteint du syndrome d'Asperger, d'après un rapport de 2008 dévoilé aujourd'hui.

Le président russe Vladimir Poutine serait atteint d'une forme d'autisme, le syndrome d'Asperger, qui l'oblige à exercer un

«contrôle maximum» de lui-même lorsqu'il traverse une crise, selon un rapport du Pentagone rédigé en 2008 et publié jeudi. En étudiant les expressions et les mouvements de son visage dans des vidéos, des experts militaires ont conclu que le développement neurologique de Poutine avait été perturbé dans son enfance, donnant l'impression d'un déséquilibre physique et d'être mal à l'aise dans les relations avec les autres.

«Ce sérieux problème de comportement a été identifié par les neurologues comme le syndrome d'Asperger, une forme d'autisme qui affecte toutes ses décisions», affirme l'auteur du rapport, Brenda Connors, de l'Ecole de guerre de la Marine, issu du centre de réflexion interne au Pentagone nommé Office of Net Assessment.

Mais le Pentagone a minimisé l'importance du rapport, révélé mercredi par le quotidien USA Today, qui n'est jamais parvenu jusque sur le bureau du secrétaire à la Défense ou d'autres responsables militaires. «L'Office of Net Assessment n'a jamais transmis ce rapport au secrétaire (à la Défense), et il n'y a pas eu de demandes de responsables au département de la Défense pour l'examiner», a affirmé une porte-parole du Pentagone, Valerie Henderson. En outre, cette hypothèse ne peut être confirmée que par un scanner du cerveau de Poutine, selon le rapport.

«Pendant les crises, pour se stabiliser et équilibrer ses perceptions (...) il doit s'imposer un contrôle maximum», explique Mme Connors, qui a étudié le langage corporel d'autres dirigeants mondiaux. Selon le rapport du Pentagone, le regard toujours fixe de Poutine est la marque d'un défaut neurologique et d'une incapacité à faire face aux signaux extérieurs. Poutine affiche une «hypersensibilité» et «une forte dépendance au combat, aux réactions froides ou donnant l'impression de fuir» au lieu d'un comportement social plus nuancé.

Les relations entre la Russie et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi tendues depuis la Guerre Froide en raison de la crise ukrainienne qui a débuté il y a un an. AFP 05.02

ACTUALITE EN TITRES

[Autant que cela profite à quelqu'un...](#)

- Début d'année record pour les introductions en Bourse en Europe - Reuters
- Rétromobile : l'ex-Ferrari d'Alain Delon adjugée plus de 14 millions d'euros - Francetv info

[Comment vous en convaincre ?](#)

- François Hollande "a changé" de posture depuis les attentats - Francetv info
- Cotta - La nouvelle stature de François Hollande - LePoint.fr

[Chef de la guerre des civilisations](#)

- Paris met en place un détachement de liaison au Niger - Reuters

[Il ne doit demeurer aucun espace sur terre qu'ils n'aient pas exploité, pillé, ravagé...](#)

- La nature, le nouvel eldorado de la finance - La Tribune

[Un autre peuple sacrifié à ne pas oublier...](#)

- Haïti: heurts lors d'une nouvelle manifestation contre l'essence trop chère - AFP

[Stratégie du chaos.](#)

- Ebola: Plus de 9.000 morts dans les trois pays les plus touchés 20minutes.fr - 20minutes.fr
- Mexique : 60 cadavres dans un crématorium abandonné d'Acapulco Allan Garcia - AFP
- Attaques au Niger : 109 combattants de Boko Haram, quatre militaires et un civil tués Libération.fr - Libération.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie des censeurs, des procureurs, des affameurs, des persécuteurs, des assassins sévit en France.

Grille de lecture.

- Conditionner, encadrer, formater, manipuler, diriger, régimenter la pensée, encourager et flatter toutes les formes d'individualisme forcené, débridé, alimenter l'extrême droite politique et religieuse, le fanatisme, le communautarisme, le sectarisme, militariser la société, conditionner la population pour qu'elle adhère à la guerre... On pourrait ajouter créer les conditions qui permettent aux gangs mafieux d'essaimer à travers toute l'Europe avec son lot de trafic d'armes, de drogue, de prostitués, etc. encourager l'immigration illégale qui profite économiquement aux négriers et politiquement à l'extrême droite...

- Dénoncer les préjugés, les archaïsmes, les a priori des masses ignorantes pour mieux les complexer, les rabaisser, leur faire sentir à quel point elles sont inférieures et doivent laisser le soin à d'autres de décider et gouverner à leur place, les diviser pour que leurs différentes couches s'affrontent entre elles, privilégier les droits des minorités afin de renforcer le sentiment de frustration de la majorité, pour faire naître ou attiser chez elle la haine envers ces minorités, pousser la provocation au paroxysme au besoin envers ces minorités pour qu'elles réagissent par des actes violents...

- Dénigrer, salir, diaboliser, ostraciser les opposants au capitalisme ou à ses aspects les plus injustes, monstrueux ou barbares, sur la base de déclarations ou citations inventées, tronquées, falsifiées, détournées de leur objet, les assimiler aux ennemis du peuple, à l'extrême droite, aux terroristes, de manière à ce que les travailleurs s'en détournent ou mieux les prennent à partie justifiant ainsi le sort que leur réserve les représentants de la classe dominante...

- Qui détient le pouvoir ? Quelle classe gouverne ? Qui détient les médias ? Qui décrète quel doit être le contenu de la démocratie ? Qui prétend incarner la démocratie ? Qui la revendique partant du principe qu'elle existerait réellement ? Quels rapports de classes incarne en général la démocratie ? Sur quelle base ou dans quel contexte économique repose-t-elle ? La démocratie de qui, par qui ? Qui en fixe les limites dans un contexte politique donné ? Qui en profite et qui en est frustré ? C'est le minimum de questions qu'il faut se poser avant d'aborder ce thème sérieusement.

- Procès Dieudonné : une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable ? - la tribune.fr 05.02

Nous ne pensons pas que Dieudonné soit antisémite, il est antisioniste, mais par opportunisme ou affairisme et pour être incapable de se situer sur le terrain de classe des opprimés, il a eu le tort de s'entourer de gens d'extrême droite inféquentables, ce qui a permis au législateur et aux représentants du régime de réaliser un amalgame facile entre antisionisme et antisémitisme afin de le réprimer.

Il est révélateur qu'un journal qui exprime le point de vue de l'oligarchie financière s'empare de ce sujet et se pose la question de la limite à fixer à la démocratie sachant que son exercice est devenu incompatible avec les besoins du capitalisme en crise, qu'il cherche à le justifier plus ou moins maladroitement et s'attire une réaction de rejet de la quasi-totalité de ses lecteurs.

Comme quoi ils ne sont pas au bout de leur peine pour convaincre la population du bien-fondé de la dictature qu'ils tendent de nous imposer, les masses aspirent profondément au contraire à la liberté et à la justice, rejettent les inégalités sociales croissantes qui sont à l'origine de toutes les formes de violence dans la société et le monde.

On pourrait ajouter que le capitalisme reposant justement sur l'inégalité existant entre les classes, entre la classe des exploités et des exploités, de ceux qui produisent les richesses et ceux qui les accaparent et détiennent le pouvoir politique, il y a là matière à développer les idées du socialisme.

Supprimer cette inégalité en s'engageant dans un processus politique conduisant à la suppression des classes sociales en commençant par exproprier les banquiers et les capitalistes des grandes entreprises, permettrait de diminuer dans un premier temps les sources d'inégalités sociales et la violence qui les accompagnent, ce qui implique au préalable que la classe ouvrière renverse le régime en place et s'empare du pouvoir politique, ce qui ne peut se réaliser que par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées guidé par un puissant parti ouvrier révolutionnaire incarnant les tâches et les objectifs qu'elles doivent accomplir et se fixer...

Tous les sujets d'actualité ou de société qui figurent à l'ordre du jour des médias et dont les travailleurs et les militants discutent quotidiennement forcément en famille, avec leurs collègues de travail, leurs amis ou relations, etc. doivent être traités sur

un terrain de classe par les partis ouvriers.

Question : Pourquoi ne le font-ils pas ? Pourquoi désertent-ils systématiquement toutes ces sujets dont tout le monde discute quotidiennement ? Qui tournent ainsi le dos aux masses, qui est coupé des masses selon vous, eux ou nous ? On a précisé que tous ces sujets doivent être traités sur notre terrain de classe, celui du socialisme, est-ce cela qui les rebute, les effraie ? Pourquoi, craindraient-ils que leur opportunisme déteigne là aussi, que leur collusion avec le régime soit encore plus flagrant, qu'on s'aperçoivent qu'ils se sont détournés du socialisme ?

Commentaires d'internautes à la suite de cet article du journal financier La Tribune.

1- "Une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable."

On sent déjà toute l'impartialité de l'auteur sur la question rien que dans le titre...

En réalité, c'est la démocratie qui est leur cible, qu'ils ne tolèrent pas...

2- Arrêtons un peu ! Quand c'est Dieudonné c'est intolérable mais quand c'est "Charlie" c'est tout à fait normal de dire tout et n'importe quoi !

Ils sont juges et parties, ils peuvent donc tout se permettre...

3- Même si je n'aime pas ce gars, je constate que ceux qui justifiaient le ' tout et n'importe quoi' de Charlie Hebdo au nom de la liberté d'expression sont ceux qui viennent s'indigner quand la liberté d'expression ne va pas dans le sens de leurs opinions (d'extrême gauche, donc).....

On ne peut pas retourner sa veste en permanence comme ça!

Donc soit on lui applique une règle, et on applique cette règle à tout le monde, soit on lui donne la liberté d'expression comme à Charlie Hebdo.

Charlie Hebdo est une agence du capital, ses représentants l'ont reconnu comme tel le 11 janvier, Dieudonné s'en prend au sionisme, il ne peut donc pas mériter le même traitement de leur part. Maintenant ils peuvent très bien se raviser et l'utiliser autrement selon les circonstances, tout dépendra de la place que prendra à ses côtés son acolyte d'extrême droite A. Soral et le développement de la situation politique en France. Viser les juifs ne les dérangent pas, 80 ans plus tôt ils les ont bien sacrifiés, qui les a sacrifiés, mais le lobbying sioniste pardi.

- Dieudonné: la tenue du spectacle en Auvergne validée par le Conseil d'Etat - libération.fr 06.02

Un internaute : "Tiens, il reste un juge des référés indépendant du pouvoir au Conseil d'Etat ?". Détrompez-vous, un jugement différent dans le contexte actuel était difficile à justifier ou assumer.

4- Le système politique qui décrit le mieux notre pays est : "oligarchie" et non : "démocratie".

Tout à fait. Monarchie absolue aussi. Les citoyens ne sont plus que les sujets ou les serfs du vassal sans couronne qui trône provisoirement au sommet de l'Etat et distille la bonne parole du marché pour le compte de ses suzerains de la finance, tandis que l'aristocratie composée des médias, des intellectuels serviles ou corrompus, des membres des institutions constituent la cours du régime.

5- Une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable." Une démocratie ? Où ça ?

Nulle part. Ils l'ont confisquée, ce qui n'a pas été bien compliqué, ils ont juste eu besoin de pousser un peu plus loin leur avantage...

6- Doit on faire de la publicité autour d'une liberté d'expression qui est interdite? Celui qui répète ce qui ne doit pas être entendu est-il aussi coupable? Si oui, les médias en sont ils exemptés?

Il faut bien que le peuple sourd aux appels de son suzerain entende le message qu'il a à leur adresser et qu'il s'inscrive profondément dans son cerveau, d'où le martèlement des médias à en avoir la nausée. Le meilleur moyen de ne pas choper la nausée est encore de s'en détourner, rien de plus facile, alors quant à croire que la plèbe n'en serait pas capable, eux seuls le croient ou tentent de s'en persuader, en vain heureusement...

7- La véritable question serait: quelle est la limite de la corruption de la justice par les gardiens du capital?

No limit !

8- Arte, la chaîne de BHL, dont l'impartialité est bien connue.

Sans blague !

A propos, comment va la Libye monsieur BHL?

Fort bien, c'est le chaos, c'était le but que cet infâme personnage s'était fixé.

9- Bien sur que non! Une démocratie ne doit pas tolérer Carlos Valls... Lui c'est l'intox sur toute la ligne !

On peut avancer sans trop de risque que la cynique farce du 7 janvier aura fait long feu et qu'elle se retourne désormais contre ses organisateurs qui l'ont exploité à outrance. D'autant plus que sur le plan social rien n'a changé et que la réalité des difficultés de la vie quotidienne que rencontrent les travailleurs a déjà repris le dessus sur ce coup monté de toutes pièces qui n'aura finalement servi strictement à rien ou presque, à part renforcer l'arsenal liberticide du législateur contre le mouvement ouvrier ou l'ensemble des travailleurs.

C'était prévisible dès lors qu'on avait à l'esprit que ce coup d'Etat terroriste s'est produit alors que la cote de popularité de Hollande frôlait les 10% et qu'à ce stade, en ayant aussi à l'esprit le taux d'abstention aux élections européennes confirmé depuis, quoi qu'ils disent ou fassent il était totalement discrédité et seule une infime minorité (de nantis) continuait d'espérer qu'il incarnerait leurs besoins ou qu'il changerait de politique, ceux qui ont manifesté le 11 janvier notamment, l'immense masse des exploités n'écoulant même plus ce qu'il dit et n'en attendant rien ou plus rien, ce qui n'a pas changé.

Militarisation des esprits et des comportements au capitalisme.

Vous êtes jeune et sans avenir, soyez reconnaissant envers la société qui vous réserve un tel sort et estimez-vous heureux !

- Qu'est-ce que le "service militaire adapté" évoqué par François Hollande ? - Francetv info

Pour comprendre le fonctionnement et l'intérêt du SMA, francetv info a interrogé le capitaine L., chargé de la communication de ce dispositif au sein du ministère des Outre-mer.

Francetv info : Qu'est-ce que le service militaire adapté, dit SMA ?

Capitaine L. : Le système fonctionne sur le principe du volontariat. Le jeune souscrit un contrat d'engagé volontaire des armées. L'idée est de lui apporter un cadre pour travailler sur son comportement. Concrètement, nous avons cinq règles d'or que nous transmettons aux jeunes : être à l'heure, être en tenue, respecter la sécurité (ce qui est utile dans toute entreprise), travailler en équipe et respecter son chef. Pour résumer, notre contrat opérationnel, c'est l'insertion professionnelle, que nous tâchons de favoriser par la transmission de valeurs éducatives.

Il s'agit d'une mission pour rendre les jeunes employables afin de leur apporter une reconnaissance sociale et citoyenne. Les entreprises ont besoin de jeunes rigoureux, motivés, fiables et capables d'arriver à l'heure. Francetv info 05.02

Quand Charlie vous terrorise...

Etat de guerre et provocation permanente des sionistes, racistes, génocidaires qui sont Charlie.

- Israël: le chef de la diplomatie met Charlie Hebdo à disposition du public - AFP

Le chef de la diplomatie israélienne et candidat aux législatives Avigdor Lieberman et ses partisans ont contourné jeudi une interdiction officielle en mettant à disposition du public à Tel Aviv le dernier numéro de Charlie Hebdo avec le prophète Mahomet en couverture, a constaté un correspondant de l'AFP.

M. Lieberman et les militants de son parti "Israel Beitenou" (droite ultra-nationaliste laïque) ont contourné l'interdiction en ne distribuant pas à proprement parler le journal; la bouche symboliquement bâillonnée, ses sympathisants ont installé un stand permettant aux passants de consulter le journal satirique sur le boulevard Rothschild, l'un des axes les plus fréquentés de Tel Aviv.

"Tous ces arguments sur la menace de troubles à l'ordre public et le comportement de la chaîne de librairie qui a cédé aux menaces et refusé de distribuer le journal sont insupportables", a déclaré M. Lieberman venu rendre visite à ses supporters.

Le dernier numéro de Charlie Hebdo n'est disponible dans aucun point de vente en Israël. Après avoir annoncé qu'elle allait le distribuer, la chaîne de librairies Steimatzky a renoncé à le mettre en rayons et le propose à la vente sur internet.

La publication du premier numéro de Charlie Hebdo après le massacre du 7 janvier, avec une représentation du prophète Mahomet sous le message "Tout est pardonné", avait de nouveau suscité l'émoi parmi les musulmans.

Soyez Charlie, soyez de gauche avec Hollande.

- Hollande, président de gauche "depuis le début", veut prolonger l'esprit de janvier - AFP

François Hollande s'est décrit jeudi en président de gauche "depuis le début" de son quinquennat, a clamé sa volonté de "prolonger l'esprit de janvier" après les attentats de Paris, avec des annonces sur l'éducation et le service civique.

Le chef de l'Etat s'est également montré offensif sur la scène internationale, en particulier l'Ukraine, annonçant une visite surprise dans l'après-midi à Kiev avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Désireux d'"éviter la guerre en Ukraine", M. Hollande doit présenter à cette occasion une "nouvelle proposition de règlement" du conflit russo-ukrainien. Ils se rendront vendredi à Moscou pour s'entretenir avec Vladimir Poutine. "L'option de la diplomatie ne peut être prolongée indéfiniment", a prévenu le chef de l'Etat. AFP 05.02

Etat terroriste et ses alliés. Comment se fait-il que cette vidéo soit encore disponible sur Youtube ?

Vidéo du groupe EI menaçant la France: le parquet antiterroriste ouvre une enquête - AFP

La section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert vendredi une enquête sur la diffusion d'une vidéo de propagande en français de l'organisation Etat islamique (EI) mise en ligne mardi sur Youtube, qui appelle à mener des actions sanglantes en France, a appris l'AFP de source judiciaire. AFP 06.02

A qui profite le crime, suite ? Ils financent les médias qui soutiennent la propagande d'Etat alimentant le terrorisme

En famille avec les médias aux ordres ou comment ils financent généreusement ceux qui bâillonnent la liberté d'expression, pratiquent la désinformation systématique, distille la propagande de la classe dominante.

- Le Sénat adopte l'amendement « Charb » - publicsenat.fr

Dans le cadre de l'examen de la proposition de loi PS relative à la modernisation de la presse, les sénateurs ont voté hier, à l'unanimité, l'amendement dit « Charb », du nom l'ancien directeur de Charlie Hebdo assassiné, qui a « inspiré sa rédaction ». Il permet aux particuliers souscrivant au capital des entreprises de presse d'information politique et générale de bénéficier d'une réduction d'impôts.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, est à l'origine de cette initiative : le 12 janvier, aux lendemains de l'attentat contre Charlie Hebdo, il a déposé à nouveau cet amendement rejeté une première fois lors de l'examen de la loi de finances 2015. Le sénateur PS, David Assouline, et le sénateur UMP François Commeinhes, ont déposé des amendements d'inspiration similaire, de sorte que « par un progrès dans la loi on fasse un hommage unanimes du parlement à ces combats », a déclaré le premier.

Le gouvernement l'a complété en fixant deux niveaux d'incitation à l'avantage fiscal : une réduction d'impôt de 30% qui porte sur les dons versés pour les titres de presse d'information politique et générale ; une seconde de 50% lorsque cet investissement concerne les « entreprises solidaires de presse » - un statut crée par cette même loi pour les medias qui réinvestissent plus largement leurs bénéfices dans l'activité de l'entreprise (70 %) et rémunèrent moins leurs actionnaires.

Ces dispositifs s'ajoutent à d'autres existants comme le fond Presse et Pluralisme, géré par les éditeurs de presse français et qui recueille les dons des particuliers et des entreprises à la presse, défiscalisé à 66 % et 60 %. Suite à l'attentat contre Charlie Hebdo, près de 250 000 euros avait ainsi été versé par le biais de cette association au journal satirique pour lui permettre de continuer à paraître.

L'adoption à l'unanimité de « l'amendement Charb » est une « belle victoire », s'est félicité Pierre Laurent sur twitter, ajoutant : « beaucoup reste à faire pour la liberté d'expression ». publicsenat.fr 06.02

On ne se refait pas !

Les idéologues de la barbarie font toujours leurs affaires.

- La Jordanie libère l'un des principaux idéologues du jihadisme - Francetv info

Il est l'un des principaux idéologues du jihadisme. Abou Mohammed Al-Maqdessi, un Jordanien détenu depuis le 27 octobre dans son pays, a été libéré jeudi 5 février. Selon une source judiciaire citée par l'AFP, le procureur a décidé de suspendre les accusations portées contre lui.

Abou Mohammed Al-Maqdessi était accusé d'avoir "propagé sur internet les idées d'un groupe terroriste, le Front al-Nosra", branche d'Al-Qaïda en Syrie.

Il avait été libéré une première fois en juin 2014 alors qu'il purgeait depuis 2011 une peine de prison pour avoir recruté en Jordanie des combattants devant rejoindre les talibans en Afghanistan.

Par le passé, Al-Maqdessi a été l'un des mentors d'Abou Moussab Zarqaoui, qui était le chef d'Al-Qaïda en Irak à sa mort en 2006 dans un raid aérien près de Bagdad. Le cercle de réflexion de l'école militaire américaine de West Point le considère comme le prédicateur islamiste vivant le plus influent. Francetv info 05.02

Il arrive que ça coince quelque part...

- Manifestation à Amman pour réclamer une vengeance contre l'EI - Reuters

Des milliers de Jordaniens ont défilé vendredi dans les rues d'Amman pour demander au roi Abdallah II de venger la mort du pilote de chasse Mouath al Kassaesbeh en continuant à bombarder les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

La foule massée près de la mosquée Husseini a scandé "mort à Daesh", l'acronyme arabe de l'EI, et demandé une intensification des frappes aériennes menées depuis jeudi.

La population jordanienne était à l'origine très critique envers la participation de leur pays à la coalition constituée par les Etats-Unis mais la mise en scène de l'immolation de Mouath al Kassaesbeh a retourné l'opinion publique. Reuters 06.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La solution : Rompre avec la troïka, sortir de l'UE et de l'Otan, abandonner l'euro, nationaliser toutes les banques et toutes les grandes entreprises, confisquer tous les avoirs des milliardaires, fermer la Bourse qui spéculait contre le gouvernement, refuser de verser le moindre centime aux créanciers de la Grèce, prendre le contrôle du commerce extérieur, mobiliser et organiser les masses à l'échelle de tout le pays, leur donner le pouvoir pour qu'elle organise la production et la société en fonction de leurs besoins, au préalable abolir la Constitution et les institutions politiques mises en place par le capital, organiser des élections à une assemblée populaire ou constituante souveraine où les délégués seraient révocables à tout moment et rétribués sur la base du salaire moyen en vigueur dans le pays, elle serait chargée de rédiger une nouvelle Constitution sur la base des nouveaux rapports politiques entre les classes excluant du pouvoir les représentants du capitalisme, appelez les travailleurs de toute l'Europe à les soutenir, à les imiter, à chasser la classe des capitalistes au pouvoir pour avancer vers le socialisme

Le coup de l'étranglement financier, un grand classique depuis les années 30.

- La BCE prive les banques grecques d'une partie de leur financement - Francetv info

La Banque Centrale européenne a décidé de refuser d'accepter les obligations de l'État grec. Conséquence : un manque de liquidité et une asphyxie progressive pour les banques grecques déjà très vulnérables. Un député de Syriza réagit à la décision : "Nous allons résister à la voracité de ces politiques qui ont détruit le peuple grec. La Banque Centrale, le FMI, la Troïka doivent comprendre qu'il faut faire des concessions". Francetv info 05.02

- La bourse d'Athènes s'effondre suite à la décision de la BCE - Francetv info

Nathalie Janson, économiste, est sur le plateau de France 3 pour un éclairage sur la situation en Grèce. "La banque centrale européenne a tenu tout à fait son rôle, c'est assez fidèle au comportement de Mario Draghi. Il a voulu tout simplement rappeler que l'accès au financement des banques grecques depuis 2010 se fait dans des conditions particulières", explique-t-elle.

"Normalement, elles doivent apporter des titres de bonne qualité"

L'économiste traduit le principe : "C'est le premier pas avant l'adoption de ce qu'on a appelé plus tard le programme d'opération monétaire sur titre. Donc les banques grecques peuvent continuer à accéder au financement normal, chaque semaine, elles peuvent obtenir des liquidités au taux qui est de 0,05 %, qui est le taux le plus bas. Normalement, elles doivent apporter des titres qui sont de bonnes qualités, de bonnes notations. Pour les banques grecques, on leur permet d'apporter les titres, des bons d'État grecs, qui n'ont pas une très bonne notation". Francetv info 05.02

2- Irak

- Le Hezbollah d'Irak déclare la guerre aux USA - french.trib.ir

Le Hezbollah d'Irak a revendiqué, dans un communiqué, le tir de missiles contre un hélicoptère de la coalition, qui projetait de larguer vivres et médicaments aux forces de Daesh, à Falloujah. "Sous le feu nourri du Hezbollah, l'hélicoptère US a été contraint de prendre la fuite et il a quitté la zone".

Le Hezbollah d'Irak semble, désormais, décidé à faire face aux forces de la coalition, quand celles-ci interviendraient, pour apporter aide et soutien aux terroristes. Selon le texte, l'hélicoptère US s'était posé, dans le stade sportif de Falloujah, quand les missiles du Hezbollah ont été tirés dans sa direction et l'ont poussé à quitter la zone, presque aussitôt. "Les roquettes Katiouchia 107 et des obus de mortier de 120mm ont pris pour cible cet appareil. Le Hezbollah continuera à surveiller, 24 heures sur 24, toutes les voies d'approvisionnement de Daesh".

Le Hezbollah d'Irak dénonce, régulièrement, l'assistance de dernière minute que les Etats Unis apportent aux miliciens de Daesh, à chaque fois que ces derniers sont acculés. french.trib.ir 06.02

3- Yémen

3.1- Erdogan à l'assaut du Yémen - french.trib.ir

Et ça recommence. Selon les sources bien informées au Yémen, la Turquie s'apprête à établir plusieurs vols hebdomadaires à destination de Aden avec à leur bord des terroristes de Daesh qui jouiront d'une fausse identité : ces terroristes seront présentés comme des hommes d'affaires, des touristes et autres et débarqueront dans le sud du Yémen où Al Qaida et les Takfiris s'organisent pour combattre Ansarallah. Dès le mois de mars, des vols Ankara-Aden et inverse se multiplieront.

Il s'agirait surtout des terroristes ayant combattu en Syrie qui seraient envoyés au Yémen pour combattre l'armée, Ansarallah et les volontaires à Al Baya, à Maareb, à Ahrab. La Turquie envisage de reconduire son expérience syrienne et irakienne au Yémen. french.trib.ir 06.02

3.2- Yémen: la milice chiite dissout le Parlement, installe un Conseil présidentiel AFP

La milice chiite d'Ansarallah a annoncé vendredi la dissolution du Parlement yéménite et la mise en place d'un Conseil présidentiel de cinq membres, confortant son emprise sur le Yémen, privé d'exécutif depuis deux semaines.

Dans une "déclaration constitutionnelle" rendue publique depuis le palais présidentiel, dont elle a pris le contrôle par la force le 20 janvier, la milice chiite a également décidé de créer un Conseil national de 551 membres, qui remplace le Parlement dissous. AFP 06.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Le transporteur Mory en faillite un an après la reprise - Francetv info

Un an après la reprise par le groupe Arcole, l'ancien n°1 français de la messagerie Mory-Ducros, devenu Mory-Global, doit à nouveau déposer le bilan. 2 200 emplois risquent à nouveau de disparaître. Francetv info 05.02

1.2- Congrès FO: les militants se prononcent pour une journée de grève - AFP

Le 23e congrès de Force ouvrière, réuni à Tours, s'est prononcé vendredi à l'unanimité pour l'organisation, avec d'autres syndicats, d'une "journée nationale de grève" contre l'austérité et pour "faire reculer le gouvernement et le patronat".

Au lendemain de l'appel à la grève lancé par leur secrétaire général Jean-Claude Mailly, les militants FO ont voté en faveur d'une "action commune bien définie", "sur des revendications claires" qui se traduira par "une journée nationale de grève interprofessionnelle et de manifestations dont une à Paris".

Cette décision ouvre officiellement les discussions avec les autres syndicats qui permettront notamment de définir la date et les modalités d'une action commune.

FO demande "le retrait" du pacte de responsabilité, du projet de loi dit Macron et de la réforme territoriale devenus les symboles d'une "logique d'austérité", dénoncée par le numéro un de l'organisation.

Selon le texte soumis au vote des congressistes, "une réaction interprofessionnelle" s'impose pour "construire le rapport de force à même de faire reculer le gouvernement et le patronat".

"Le congrès dénonce, rejette et combatta le projet de loi Macron" qui "ne doit pas être voté", car "il libéralise", "flexibilise à outrance" tous les secteurs, estime le congrès de FO, et notamment "vise à banaliser le travail dominical et de nuit".

Force ouvrière "exige" également "l'arrêt du CICE" (Crédit d'impôt compétitivité emploi) et demande que les entreprises bénéficiant d'aides publiques "soient soumises au préalable à des engagements et contreparties" sur l'emploi, l'investissement et les salaires. AFP 06.02

2- Etats-Unis

- Les salaires ne suivent pas les créations d'emplois aux USA - Reuters

Les Etats-Unis ont créé plus d'un million d'emplois ces trois derniers mois mais les salaires ne progressent pas au même rythme, en particulier pour les ouvriers.

Le salaire horaire moyen a affiché en janvier une progression marquée de 12 cents, mais la hausse n'est que de 2,2% sur un an, un rythme historiquement faible.

Les agences de recrutement, qui jouent un rôle de plus en plus important sur le marché du travail aux Etats-Unis, soulignent que l'afflux de main d'oeuvre contribue à limiter les hausses de salaires, notamment pour les ouvriers.

"L'offre de travail non qualifié reste assez abondante", a dit George Corona, directeur exécutif de Kelly Services, l'un des principaux réseaux d'agences d'intérim du pays pour les industries de transformation et les centres de logistique. Reuters 06.02

3- Asie

- Production textile : les coûts et marges de la production en Asie - Francetv info

L'industrie du textile continue de fonctionner par l'intermédiaire d'une production rapide et peu coûteuse en Asie. Ainsi, nos vêtements proviennent la plupart du temps de Chine, premier exportateur mondial qui gère 39% du marché. Viennent ensuite le Bangladesh (5%), puis l'Inde et le Viet-Nam (4%). Mais la Chine voit son avance diminuer, face à la concurrence de pays où le salaire minimum est moins élevé. Le Sri-Lanka offre une rémunération de base à hauteur de 58 euros, et 60 euros au Bangladesh, contre 234 euros en Chine.

Une production bon marché, et beaucoup de marge

"Pour un T-shirt vendu chez nous pour 29 euros, la production au Bangladesh ne vaut que cinq euros tout compris, le transport un

peu plus de deux euros. Produire là-bas permet donc de maximiser l'argent qui reste pour la marque, et pour le magasin, plus de 18 euros", détaille le journaliste de France 2. Francetv info 06.02

ECONOMIE

1- FMI-G20.

- Lagarde aux pays du G20: "il est temps de passer à l'action" - AFP

La directrice générale du FMI Christine Lagarde a appelé vendredi les principales puissances économiques du globe "à passer l'action" pour éviter un tassement de la croissance mondiale, à quelques jours d'un G20-Finances à Istanbul.

Selon Mme Lagarde, les ministres des Finances des pays développés et émergents du G20, qui se réunissent lundi et mardi dans la capitale économique turque, doivent d'urgence mettre en oeuvre les "ambitieuses" réformes structurelles censées injecter 2.000 milliards de dollars supplémentaires dans le PIB mondial.

"Nous avons besoin d'une accélération décisive vers les réformes structurelles dans les domaines tels que le commerce, l'éducation, la santé (...) et des infrastructures efficaces", a détaillé la patronne du FMI.

L'économie mondiale peut profiter de "l'élan" fourni par les faibles prix du pétrole mais pourrait également pâtir d'une "volatilité excessive" liée à la normalisation monétaire aux Etats-Unis, a mis en garde la dirigeante, craignant aussi que l'Europe ne reste dans le "flou" pour une longue période.

Le renforcement du dollar par rapport aux autres grandes devises représente un autre "risque", spécialement pour les pays émergents dont les banques et entreprises ont contracté des emprunts libellés en monnaie américaine qui vont dès lors devenir plus compliqués à rembourser, selon Mme Lagarde. AFP 06.02

On a envie de se marrer en lisant cet article, pathétique et qui témoigne de leur désarroi, car sérieusement, 2.000 milliards de dollars qu'est-ce que c'est à côté de l'endettement mondial qui se monte à 200.000 milliards de dollars, 1% !

Il ne leur reste plus que la fuite en avant, le chaos et la guerre permanente comme solution pour maintenir leur système économique en vie.

2- Dette mondiale

- L'endettement mondial explose et menace la croissance, selon une étude - AFP

L'endettement augmente très rapidement dans le monde depuis la crise financière de 2008, notamment en Chine où il a quadruplé, faisant planer une nouvelle menace sur la croissance planétaire, selon une étude publiée jeudi.

«Plutôt que de réduire leur dette, toutes les principales économies empruntent aujourd'hui davantage par rapport à leur PIB qu'en 2007», d'après les économistes du McKinsey Global Institute (MGI), qui estiment que «cela amène de nouveaux risques pour la stabilité financière et pourrait saper la croissance mondiale».

En volume, l'endettement de tous les acteurs économiques (Etats, entreprises, ménages...) a progressé de 57.000 milliards de dollars entre 2007 et 2014 pour frôler les 200.000 milliards de dollars.

Les dettes pesaient l'an dernier 286% du PIB mondial, contre 269% en 2007.

«Depuis la crise, la plupart des pays ont augmenté leur endettement, plutôt que l'inverse», constatent les auteurs. Le ratio de dette totale par rapport au PIB a ainsi progressé de plus de 50 points de pourcentage dans 14 pays sur les 22 économies avancées et 25 en développement examinées par le MGI.

Au premier rang des pays qui ont vu leur dette totale exploser se trouve l'Irlande, avec 172 points de pourcentage de hausse par rapport au PIB entre 2007 et 2014, suivie par Singapour (129%), la Grèce (103%) et le Portugal (100%).

- France + 66%, Allemagne +8% -

L'endettement total de la France a bondi de 66%, tandis que celui de l'Allemagne n'a progressé que de 8%, reflétant d'une part l'augmentation des dettes publiques en France, mais aussi la faiblesse de l'investissement, notamment privé, en Allemagne.

La seule dette publique a elle progressé de 25.000 milliards de dollars à travers le monde et «va continuer à croître dans de nombreux pays, au vu des fondamentaux économiques actuels», assurent les économistes de McKinsey, alors que de nombreuses banques centrales dans le monde diminuent le loyer de l'argent pour tenter de relancer la croissance.

Selon leurs projections, celle du gouvernement au Japon, qui détient le record en la matière, va progresser pour passer de 234% à 258% du PIB entre 2014 et 2019. La France passera de 104% à 119% sur la même période, tandis que la dette publique allemande reculera de 80% à 68% du PIB.

Pour les pays les plus endettés, «les efforts de réduction du déficit budgétaire pourraient être voués à l'échec en inhibant la croissance», craint le MGI.

En Chine, la dette globale a explosé sous l'effet des prêts accordés hors du secteur bancaire réglementé (shadow banking) ainsi que de la spéculation immobilière, passant de 7.000 milliards de dollars à 28.000 milliards de dollars.

«A 282% du PIB, l'endettement de la Chine est gérable, mais supérieur à celui des Etats-Unis ou de l'Allemagne», relève l'étude.

La dette des entreprises chinoises est particulièrement inquiétante puisqu'elle atteint 125% du PIB de la deuxième économie mondiale, soit «un des niveaux de dette entrepreneuriale les plus élevés du monde».

Une autre menace pour la stabilité financière du moteur de la croissance mondiale est l'endettement opaque de ses collectivités locales chinoises, dont l'endettement a presque triplé en sept ans pour atteindre 1.700 milliards de dollars.

Enfin la dette des ménages au niveau mondial atteint également des sommets, même si elle a été réduite depuis 2007 dans certains pays particulièrement frappés par la crise qui a démarré en 2008, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Irlande.

Mais dans d'autres comme l'Australie, le Canada, la Suède ou encore les Pays-Bas, la dette des ménages campe aujourd'hui à des niveaux supérieurs à ceux atteints avant 2008 dans les pays frappés par la crise, souligne McKinsey.

Comme «pour croître, les économies ont besoin de niveaux de dette de plus en plus élevés, et que le désendettement est rare et de plus en plus difficile, elles vont devoir apprendre à vivre de manière plus sûre avec une dette élevée». AFP 05.02

[Haut de page ↗](#)

Le 8 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles.

J'ai actualisé avec retard quelques fichiers, la causerie de janvier au format pdf, 106 pages seulement.

Pourquoi se casser la tête quand je regarde en arrière et que j'observe que j'ai produit près de 8.000 pages (écran) depuis 2011 avec les causeries pour que dal, un résultat nul, cela donne raison à mes détracteurs, il faut être dérangé pour continuer...

Entre nous, on est en droit de se poser de sérieuses questions, c'est inquiétant quelque part car si un tel boulot, avec ses hauts et ses bas il faut en convenir, je pense tout de même d'un niveau convenable sans aucune prétention de ma part, c'est un truc qui m'est totalement étranger, sans dogmatisme, évitant les citations et les formules, essayant de prendre en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui constituent la situation, partant des faits, ne s'écartant jamais de la réalité et traitant toutes les questions abordées sur le terrain du matérialisme dialectique et historique, du socialisme, sans a priori ou tabou, cherchant sans cesse à relier les questions économiques ou sociales à la crise du capitalisme, au système économique mafieux qu'ils ont développé dans des proportions monstrueuses à partir de 1971 avec une nette accélération depuis les années 90 (déréglementation de la finance, titrisation, bulles spéculatives à répétition, instruments financiers opaques, opérations frauduleuses en tous genres, planche à billets mise à contribution sans limite, etc.), à la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui domine l'impérialisme mondial, relié à la lutte des classes, à la crise du mouvement ouvrier, à sa dégénérescence, sa corruption, sa soumission au capitalisme, etc. menant la guerre de classe sur tous les fronts pour un seul homme c'est beaucoup, politique, idéologique, psychologique, contre la propagande, la désinformation, le

déni qui servent de principes de gouvernance aux représentants de la classe dominante et leurs larbins de gauche et d'extrême gauche dégénérés, vendus, faillis, aucun sujet ne nous a échappé ou rebuté, plus les contradictions du capitalisme étaient exacerbées et plus les masques tombaient, un régal quand on combat l'opportunisme sous toutes ses formes et le révisionisme, cela nous stimule au contraire, on a vu tous ces braves intellectuels ou opposants virtuels à l'impérialisme américain réduits à l'impuissance, conduits à une impasse politique, réclamer désespérément une réforme du capitalisme, ils en sont là aujourd'hui parce que c'est leur horizon indépassable, ils ne veulent pas en finir avec le capitalisme, ils honnissent le socialisme dont ils ignorent tout, leurs discours, je vais vous avouer un truc, je ne lis même plus 10% des articles que je mets en ligne, j'en connais la conclusion dès les premières lignes et cela me suffit, me soûle en vérité, je les parcours rapidement en diagonale et encore, je me dis à quoi bon, on a suffisamment d'argument pour soutenir la nécessité d'en finir avec le capitalisme, de rompre avec la totalité de ses institutions à l'échelle mondiale, condition pour avancer vers le socialisme, et si on n'y parvient pas, c'est parce qu'aucun, aucun parti n'est disposé à rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, qu'ils organisent des élections comme cette année et tous veulent en être, ils sont incurables, irrécupérables et c'est bien là notre drame, car aucun parti cohérent, sérieux, honnête n'émerge hélas, il faut donc déduire de tout cela que la barbarie a encore de beau jour devant elle.

Quand les militants ne sont pas capables de faire la distinction entre l'énorme boulot qu'on a fourni dans des conditions difficiles, totalement isolé et sans aucun soutien, l'acharnement dont nous avons fait preuve pour aborder le plus sérieusement possible toutes les questions et que la seule réponse qu'on entend c'est : vous savez on apprécie votre travail et on vous en remercie, mais on n'est pas d'accord avec vous sur un grand nombre de sujets, j'en déduis qu'ils sont d'accord avec les dirigeants de ces partis faillis ou corrompus ou je ne sais pas avec qui ils sont d'accord, ce qu'ils pensent réellement puisqu'ils ne me le disent jamais, peu importe d'ailleurs, car il n'existe pas cinquante manières d'interpréter la situation ou d'aborder un sujet, il n'y a pas cinquante réponses possibles à une question, bref, on n'est pas d'accord sur l'essentiel c'est ce qu'on retiendra ou ce qu'il faut en déduire, autant dire qu'on n'est d'accord sur rien car nous n'allons pas donner plus d'importance que nécessaire aux questions secondaires, on n'est certainement pas d'accord sur la manière de s'adresser aux masses, on ne partage pas les mêmes rapports, on a une conception de lutte de classe différente, du parti, etc. du combat pour le socialisme.

Avec des militants aguerris, des cadres, on aurait pu tenter de construire quelque chose, inutile d'entrer dans les détails ici puisque cela ne servirait à rien, personne n'y a cru ou n'en a eu la volonté, étant en Inde je ne peux pas faire davantage. On me reprochera peut-être mon approche trop personnelle des questions que j'aborde, je pars de mon expérience c'est normal, non, je l'intègre dans ma réflexion pour en avoir tiré des enseignements, au moins je sais de quoi je parle et je peux le démontrer, donc ma démarche est cohérente, je ne raconte pas de blagues. Et puis je me situe toujours dans le présent, si j'ai en tête le déroulement de la lutte des classes du passé et les enseignements du marxisme, je ne me réfugie pas dans des formules apprises par coeur un exercice qui relève le plus souvent du dogmatisme ou en témoigne, d'un esprit sclérosé incapable d'évoluer avec son temps, avec la société telle qu'elle est, vivant en Inde après avoir passé plus la moitié de ma vie en France j'ai plus que jamais les deux pieds par terre, c'est préférable je vous assure avec la loi de la jungle qui règne ici...

Mais bon, peut-être que je me suis fait involontairement ou inconsciemment des illusions, mon niveau théorique est médiocre, mes idées et ma méthode ne valent rien, ma contribution est nulle, n'en parlons plus, j'ai sans doute le tort et je n'y peux rien de ne pas être un intellectuel, je n'ai pas le statut approprié pour inspirer confiance, un état, la confiance, qui justement ne m'inspire pas du tout confiance, je préfère la lucidité ou la conscience, c'est plus solide, consistant, matérialiste, plus honnête souvent aussi. La confiance me fait penser à la croyance, on ne sait jamais trop sur quoi elle repose et où se situe sa limite, c'est franchement désagréable et pour se faire berner il n'y a pas mieux. Un certain niveau de connaissance dont on a conscience mutuellement et qui participe à des rapports c'est préférable, moins risqué, moins contraignant donc plus libre, plus honnête répétons-le, moins romanesque, dans ce domaine (en politique) vaut mieux éviter !

On continuera d'actualiser le site sans y laisser sa santé. Je jardine, cela détend, j'ai la chance pour l'instant de n'avoir aucun voisin et de vivre dans un petit village à la campagne à 15 kilomètres de la ville. Je suis entouré d'eucalyptus et d'énormes tamariniers, de cocotiers avec une vue dégagée...

[Haut de page ↗](#)

Le 10 février 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles demain.

[Chronique réservée aux crédules adeptes des versions officielles et autres illusions quand cela les arrange.](#)

Le business du terrorisme d'Etat rapporte.

- Le dernier numéro de "Charlie Hebdo" diffusé à près de huit millions d'exemplaires - Francetv info

A quand le prochain coup fourré... d'Etat, celui-ci ayant fait long feu, confirmation?

- Un mois après Charlie, leur popularité redégringole - Le Huffington Post

- Les cotes de popularité de Hollande et de Valls rechutent - Reuters

Un coup somme toute foireux

Législative du Doubs.

Abstention : 34 087 soit 50,93 %

Blancs : 1 748 soit 5,32 %

Nuls : 946 soit 2,88 %

Près de 60% des électeurs ne sont pas Charlie, ils ont refusé de voter pour le candidat des partis institutionnels ou du parti d'extrême droite qui tous incarnent le régime en place.

Un coup qui a un coût.

- L'opération Sentinelle coûte "un million d'euros par jour" - LePoint.fr

C'est le coût du déploiement de 10 500 militaires devant 830 lieux sensibles depuis les attentats, a révélé le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. LePoint.fr 07.02

Sans déconner, je me sens plus en sécurité ici en Inde, surtout qu'à Marseille les balles volent bas... (lire plus loin)

[Les comploteurs ne sont pas toujours ceux qu'on croit.](#)

Entre nous un conseil, n'ayez aucune confiance dans ceux qui croient sur parole les dirigeants des puissances occidentales et font dans le déni permanent, ce sont des dogmatiques, des bigots qui défendent leur misérable chapelle, des obscurantistes dans leur genre, ils ne peuvent que nous induire en erreur.

Dans les deux affaires qui suivent, dans la première le complot était déguisé, dans le second il était officiel mais il est embarrassant quand on croit à la légende de la révolution syrienne créée à Washington et qu'on a repris à son compte.

1- Les services secrets ont aidé la présidente sud-coréenne à se faire élire - lefigaro.fr

Won Sei-hoon, l'ancien patron des services secrets sud-coréens, a été condamné lundi à trois ans de prison pour avoir favorisé l'élection en 2012 de l'actuelle présidente du pays, en montant une cabale contre son adversaire.

Le patron du National Intelligence Service (NIS), Won Sei-hoon, avait durant la campagne électorale ordonné à ses agents de poster des commentaires sur internet, rabaissant le candidat libéral et encensant la conservatrice Park Geun-hye. lefigaro.fr 09.02

2- Turquie : le super-espion jette l'éponge - french.irib.ir

Le chef des services de renseignements turcs, (MIT), dont la mission était de renverser le gouvernement du Président Assad, en Syrie, a rendu son tablier.

Hakan Fidan, que les Américains considéraient comme une figure de proue de leur projet du «Grand Moyen-Orient» a démissionné, vendredi soir, de son poste. L'ombre de l'ombre à qui avait été confiée la mission du renversement du gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad, a remis sa démission au Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu.

Officiellement, il a démissionné de son poste à la tête du MIT, (service de renseignement turc), pour s'inscrire aux élections parlementaires de la Turquie. Mais il y a des analystes qui disent que cette décision serait, directement, liée à l'échec du projet du renversement du gouvernement syrien. Ces observateurs disent qu'il existerait des divergences de vue entre Hakan Fidan et le gouvernement d'Ankara, au sujet de la Syrie. Le journal "Daily Sabah", proche du gouvernement d'Ankara, a rapporté que le Premier ministre Ahmet Davutoglu a accepté la démission de Hakan Fidan, qui ne serait plus chef du MIT, à partir de mardi prochain.

Hakan Fidan a été nommé à la tête du MIT, en 2010, par Recep Tayyip Erdogan, alors, Premier ministre. Pendant les quatre années de la crise syrienne, beaucoup considéraient Fidan comme l'auteur principal du plan de la Turquie, pour renverser le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. En 2014, le quotidien "Wall Street Journal" avait présenté Fidan, comme le chef des espions turcs, et l'auteur des plans visant à soutenir les rebelles et à préparer le terrain au renversement du gouvernement de Damas. Le quotidien estimait que Fidan était l'architecte de la stratégie sécuritaire de la Turquie, au niveau régional, après les révolutions, dans les pays arabes.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis, en Turquie et en Irak, James Jeffrey, avait dit au journaliste du "Wall Street Journal" : «Hakan Fidan est une figure de proue, dans le nouveau Moyen-Orient. Nous devons le soutenir, car il est capable d'en finir avec le gouvernement de Damas». french.irib.ir 07.02

Ah ben tiens, un véritable complot contre le peuple palestinien !

- La Licra, son livre contre le racisme et l'antisémitisme : un prêche partial pro-israélien - nouvelobs.com

La Licra a édité en septembre 2014 "100 mots pour se comprendre, contre le racisme et l'antisémitisme", sous la direction d'Antoine Spire et Mano Sirì, aux éditions "Le bord de l'eau".

Ce livre vient d'être publié sur le site Eduscol du ministère de l'Education nationale, qui a récemment renouvelé son partenariat avec la Licra, pour des interventions dans des établissements scolaires, ou la formation des formateurs.

Un traitement fondamentalement partial de la question

Combattre le racisme et l'antisémitisme, rien de plus nécessaire. Il n'est pas certain que ce livre y contribue réellement.

On parle beaucoup d'éviter d'importer le conflit du Proche-Orient en France. J'ai déjà eu l'occasion de dire que ceci me paraissait vain, ce conflit étant de fait déjà importé. Le véritable objectif doit être d'en limiter les conséquences négatives sur notre société.

Le livre en question aborde bien le sujet, mais de façon tout à fait partielle. La volonté de donner un visage positif d'Israël est nette. L'entrée Israël est rédigée par Frédéric Encel. On peut y lire (p.93) :

"Seule authentique démocratie au Moyen-Orient, Israël fut confronté dès sa création au rejet quasi unanime des voisins arabes, et mena plusieurs guerres pour asseoir son existence."

Des élèves qui auraient fait un peu d'histoire pourraient s'interroger sur qui fut à l'origine de guerres en 1956, 1967 et 1982.

Rassurons-nous, le processus de paix "finira sans doute par aboutir à un partage territorial entre l'État juif d'Israël et un État arabe de Palestine". On ne sait pas trop quand. Mais aucun mot sur l'occupation, les checkpoints, la répression ou la colonisation, pour ne pas parler du blocus de Gaza.

"Quant au racisme, s'il existe hélas autant en Israël que dans d'autres pays, celui-ci tombe sous le coup de la Loi." (p.94)

C'est oublier un peu rapidement les multiples déclarations de l'extrême-droite israélienne ou les manifestations où l'on crie "mort aux Arabes".

On apprend aussi, à la même page, qu'"une forte minorité arabophone dispose des mêmes droits et devoirs civiques que ceux de la majorité juive."

D'énormes oublis, dont le mot "islamophobie"

Le terme Palestine, Palestiniens, n'apparaît pas. Le terme sionisme (antisionisme), oui. Il est jugé utile d'écrire que "l'arrivée d'Hitler au pouvoir et les débuts de la Shoah accompagnent la montée en puissance du mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini qui croit pouvoir, en soutenant les nazis, contribuer à liquider la question juive de Palestine." (p.140)

Mais rien sur les attentats des extrémistes juifs pour faire partir les Britanniques avant la création d'Israël. On apprend que "les armées arabes pourtant supérieures en nombre perdent la guerre" (de 1948) et qu'"Israël conquiert 26% de territoires supplémentaires par rapport au plan de partage."

Mais les termes de "réfugiés" ou "nakba" n'apparaissent pas.

Un chapitre est consacré au terrorisme, qui est réduit à sa dimension islamiste.

Le terme islamophobie est absent, et celui d'islamiste assimilé à islamiste radical ou terroriste, sans nuance. On apprend dans l'introduction (p.13) : "Chaque islamiste contribue un peu plus à diaboliser l'Islam." Ennahda, l'AKP, les Frères musulmans, le Hamas, Al-Qaida, Daesh, tous dans le même sac ?

Une présentation grossière et biaisée

Peut-être certains lecteurs adhéreront à ce type de message et en tireront une approche plus favorable à Israël. On peut penser qu'une partie non négligeable y verra un souci de donner aux événements du Proche-Orient une lecture biaisée et pro-Israélienne. Que tous ne sont pas à ce point ignorants de la situation et que le caractère excessif du parti-pris dans un document censé rassembler leur sautera aux yeux.

Cela les conduira à contester ce document. Va-t-on dès lors dire qu'ils contestent l'objectif de la lutte contre le racisme ?

Parmi les rédacteurs, on retrouve Robert Redeker, présenté comme "philosophe, menacé de mort suite à une tribune parue dans Le Figaro". Les menaces reçues par Redeker sont inadmissibles. Chacun doit exprimer sa solidarité pour dénoncer de telles menaces. Cela n'oblige pourtant pas à adhérer à ses propos qui permettent de se demander s'il est réellement bien placé pour participer à un outil pédagogique de lutte contre le racisme.

Rappelons quelques extraits de sa prose de l'époque, dans "Le Figaro", du 19 septembre 2006 : "Le Coran est un livre d'inouïe violence" ; l'islam est "une religion qui, dans son texte sacré même, autant que dans certains de ses rites banals, exalte violence et haine" ; Mahomet est "un chef de guerre impitoyable, pillard, massacreur de juifs et polygame".

On conviendra que ceci ne le rend pas très crédible pour participer à un manuel de lutte contre le racisme. Que sa présence peut légitimement être reçue par les musulmans comme une provocation.

Y-a-t-il quelqu'un qui au ministère a relu ce livre avant de le référencer ?

Ses auteurs ont manifestement choisi de privilégier la défense d'Israël à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. C'est leur libre-choix. Que l'Éducation nationale le cautionne officiellement est beaucoup plus discutable, et risque plus de faire monter les tensions que de susciter de l'apaisement. nouvelobs.com 06.02

Discutable, intolérable en réalité, mais pas étonnant, la Licra comme toutes les associations du même genre sont acquises au sionisme, vendues.

Quant aux enseignants, il ne faut pas leur prêter un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, ils ont été à l'école de la république corrompue, formés à l'université du régime et ils bénéficient d'un statut supérieur à la majorité des travailleurs qui procure un mode de vie relativement confortable au regard de l'ouvrier ou de l'employé voué à la précarité sociale généralisée ce qui ne les pousse pas vraiment à rouer dans les brancards ou à refuser toutes les compromissions dans lesquelles le gouvernement voudrait les embarquer, attitude qui ne leur vaudrait que des désagréments et dont ils ne tireraient aucun avantage personnel, voilà qui fixe les limites de leur esprit critique, cette précision à valeur de constat uniquement et non un jugement ou une condamnation, car il faut être lucide aussi et éviter de se faire des illusions.

Et puis il faut bien se dire que les manuels scolaires et universitaires ne seraient pas aussi épouvantables si les enseignants n'étaient pas prêts à reprendre à leur compte leur contenu, la société les a formatés de la sorte comme n'importe quel travailleur, les idéaliser serait commettre une grave erreur d'appréciation.

Les faits depuis la fin du XIXe siècle sont accablants pour le sionisme, il suffit de les citer pour que tout commentaire devienne inutile et le condamne de manière définitive. C'est la meilleure manière de procéder pour un enseignant pour ne pas se voir accusé de prendre partie pour l'un ou l'autre des belligérants en présence. Ceux qui voudraient leur intenter un procès ne pourraient que leur reprocher d'avoir eu l'audace de citer des faits réels et vérifiables que le commun des mortels ignore ou a oubliés.

C'est l'ONU, qui en se rangeant en 1948 derrière l'argument des sionistes qui exigeaient un partage de la Palestine, a légitimé l'agression anglo-saxonne-sioniste contre la Palestine où vivaient en paix juifs, musulmans, chrétiens et athées, parce que l'Etat juif devait servir de place-forte à l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui pillait déjà le pétrole et le gaz de la région, lui assurant une gigantesque rente financière lui permettant de renforcer son pouvoir politique pour imposer sa stratégie à l'échelle mondiale au cours du XXe siècle et par la suite.

Nous ne rappelons pas ce fait par hasard, mais parce qu'il contrarie les anticapitalistes ou prétendus tels, les intellectuels critiques qui veulent réformer le capitalisme et sans cesse s'en remettent à l'ONU, adeptes du compromis ou de la conciliation à tous

les niveaux et dans tous les domaines, camouflant le rôle et la responsabilité de l'ONU dans toutes les guerres, génocides, famines, etc. qui ont eu lieu depuis 1945, son impuissance à les éviter, le refus malgré tout des Etats de rompre avec cette institution qui sert les intérêts de l'impérialisme américain, soit par crainte de sa réaction, soit parce qu'ils y trouvaient leur compte au détriment de celui de leur peuple. Les Américains en appellent à l'ONU pour mieux asservir les autres Etats, dans la mesure où les Américains ne reconnaissent aucune légitimité aux résolutions que peut adopter l'Assemblée générale de l'ONU, par contre ils exigent des autres Etats qu'ils appliquent à la lettre les résolutions qui les concernent directement, sauf Israël qui bénéficie du même statut d'exception que les Etats-Unis.

On ne peut donc pas combattre efficacement l'Etat sioniste sans rompre avec l'ONU, or en dehors du POI, du NPA et de LO, en France aucun parti n'est disposé à rompre avec l'ONU, ils sont donc tous liés à Israël, sachant que ces partis sont ultra minoritaires en France, cela signifie que l'immense majorité des intellectuels et des enseignants sont sous l'influence des autres partis et incapables d'adopter une position sans ambiguïté sur la question palestinienne, d'où les problèmes qu'ils peuvent rencontrer lorsqu'ils traitent cette question puisque leur position comporte des contradictions.

ACTUALITÉ DU JOUR

Toujours plus haut, plus dure sera la chute...

- Les dividendes des grands groupes français ont augmenté de 30% en 2014 - Francetv info

Les dividendes versés par les grands groupes français ont augmenté de 30% l'année dernière. Louis Vuitton, L'Oréal, Sanofi ou Total sont les entreprises préférées des actionnaires. Celles qui font des bénéfices et versent de confortables dividendes aux détenteurs de portefeuille.

Depuis sept ans, les chiffres n'avaient jamais été aussi haut. 44,8 milliards d'euros ont été distribués en 2014.

Un paradoxe alors que l'économie française est en panne de croissance. "Ces entreprises sont dans le monde entier, pas qu'en France, donc évidemment une très grande partie de leurs bénéfices vient de l'étranger", explique au micro de France 2 Pierre-Henry Leroy, président de Proxinvest. Francetv info 09.02

Et alors, en quoi l'origine géographique de leurs profits justifierait-il qu'ils tombent dans l'escarcelle des actionnaires ? En rien. Un "paradoxe", une banale anomalie, comme la misère et la guerre en somme...

Systeme mafieux et délinquance.

- En Suisse, HSBC contrainte d'accélérer le grand nettoyage de l'argent sale - Atlantico.fr

Selon plusieurs médias internationaux HSBC aurait organisé le transport de plus de 180 milliards d'euros depuis des comptes cachés en Suisse. Atlantico.fr 08.02

Fraude fiscale : la filiale suisse de la banque HSBC a fait transiter 180,6 milliards d'euros vers des comptes cachés entre 2006 et 2007 Atlantico.fr

La filiale suisse du géant bancaire HSBC a ainsi fait transiter, entre 2006 et 2007, 180,6 milliards d'euros vers le paradis fiscal, en toute illégalité. Sur la liste de comptes obtenue par le journal figure près de 100 000 clients et 20 000 entreprises. Côté français, environ 3000 personnes sont concernées, comme l'avait déjà indiqué en 2009, le ministre du Budget, Eric Woerth. Cela représente 5,8 milliards d'euros qui ont été déposés par des clients français dans des sociétés offshore via des montages financiers réalisés par HSCB.

Parmi les noms, beaucoup d'anonymes, souvent prête-noms pour une personnalité plus importante mais aussi quelques patronymes célèbres comme Gad Elmaleh, qui a détenu environ 80 000 euros en Suisse mais dont la régularisation a été effectuée auprès du fisc depuis. Même constat pour Jacques Dessange et ses 1,6 millions d'euros. L'homme a payé une amende. En revanche, Arlette Ricci, héritière de Nina Ricci sera en procès le 16 février prochain. Elle est accusée d'avoir caché 18,7 millions d'euros. Le roi du Maroc Mohammed VI est aussi concerné par le listing. Le souverain possédait au moment de la saisie 7, 9 millions d'euros. Or les comptes bancaires étrangers sont illégaux pour les Marocains vivant dans leur pays d'origine.

Fin novembre 2014, la filiale suisse du géant bancaire a été mise en examen pour avoir facilité cette évasion fiscale. Les juges du pôle financier Guillaume Daïeff et Charlotte Bilger estiment ainsi que de nombreux démarchages aux particuliers ont été réalisés directement en France au cours des années 2006 et 2007 pour des montages financiers complexes dans des paradis

fiscaux comme le Panama ou encore les îles Vierges britanniques. En d'autres termes, les représentants de HSBC ont traversé la frontière pour proposer et aider plusieurs milliers de Français à tromper le fisc. Ces accusations valent donc à la banque une mise en examen pour "démarchage bancaire et financier illicite" et "blanchiment de fraude fiscale". Selon le Monde, les parties souhaiteraient une négociation avec une amende pour éviter un procès aléatoire.

Le seul problème dans cette affaire, c'est qu'il y a de forte chance pour que les capitaux ne rentrent pas tous à la maison mais trouvent d'autres lieux de villégiature plus cléments. Le comble dans ce type d'affaire serait que l'on s'aperçoive que la banque qui avait permis l'évasion vers la Suisse soit aussi celle qui offre une solution de repli vers Dubaï, Singapour ou Hong-Kong.

Si on considère que 180 milliards d'euros ont encore été dissimulés, et si on prend un taux de fiscalité moyen de 40%, c'est plus de 70 milliards d'euros qui ont échappé aux fiscs européens. Atlantico.fr 08.02

Une paille, une bricole, des milliers de milliards de dollars transitent par les paradis fiscaux aux quatre coins du monde tous les ans... légalement.

[Le FN : un parti "républicain" ou "patriote" comme les autres...](#)

- Aliot (FN) compare l'Internationale à l'enterrement de Charb à des chants nazis - AFP

Le vice-président du Front national Louis Aliot a comparé l'Internationale chantée à l'enterrement du dessinateur Charb à des chants nazis, lors d'une récente intervention devant des militants FN des Hauts-de-Seine dévoilée dans une vidéo publiée sur le site Le Lab.

"J'ai été un peu "espanté" (étonné, ndlr), comme on dit chez moi, de voir sur BFM l'enterrement de Monsieur Charb au son de l'Internationale, le poing levé, au moment où nous commémorions le suicide de Jan Palach, jeune qui, contre l'URSS, s'était immolé par le feu en Tchécoslovaquie pour contester ce système totalitaire", explique le compagnon de Marine Le Pen dans ces propos remontant au 1er février selon Le Lab.

"Est-ce que vous imaginez l'inverse? A la télévision, un enterrement avec des chants nazis, des drapeaux nazis, des anciens nazis? Parce que moi, dans mon esprit, je ne fais pas la différence entre l'un et l'autre (entre l'Internationale et des chants nazis ndlr). C'est pour ça que je suis choqué d'ailleurs", a-t-il ajouté.

"Pour être tout à fait franc, moi je ne suis pas Charlie, je ne l'ai jamais été, je ne le serai jamais", avait-il dit auparavant dans cette vidéo.

Il s'est ensuite défendu d'avoir "une haine particulière contre les communistes", faisant remarquer qu'au FN, "il y avait beaucoup d'anciens communistes".

Commentaires d'internautes.

- "C'est oublier Jean-Marie Le Pen, accompagné de Marine, au Bal des néo-nazis de Vienne en Autriche, le vendredi 27 janvier 2012, reprenant, debouts et en chœur avec une assemblée de néo et anciens nazis survivants, quelques couplets du "Horst-Wessel-Lied", l'hymne nazi. Je crois même qu'un certain Philippe Alliot était présent à cette charmante soirée mondaine. Il y a encore quelques vidéos sur YT ou DM qui en témoignent."

Il y a des gens assez naïfs, ignorants ou irresponsables, opportuniste au possible pour nous dire que le FN aurait évolué "largement au cours de la décennie d'un parti d'extrême droite vers un parti patriotique" (Réseau Voltaire - De quoi ont peur les politiques et les journalistes français ? - 25.01.2015) somme toute respectable, il serait donc exagéré de le qualifier d'extrême droite, encore plus ultra nationaliste ou fasciste, même quand ses dirigeants s'emploient à démontrer eux-mêmes le contraire. Tout en tenant compte des nuances de circonstance, par expérience on sait que les partis de droites servent la soupe aux fascistes le moment venu.

Qu'est-ce qu'on peut contre ce genre d'arguments, le déni de la réalité ? Rien en dehors de reproduire fidèlement les faits ou les déclarations dont on dispose et qui parlent d'eux-mêmes.

[Décomposition de la société. Etat de guerre en France.](#)

- Couvre-feu pour les moins de 13 ans dans plusieurs quartiers de Lisieux - AFP

Le maire de Lisieux (Calvados), Bernard Aubril (DVD), a décidé de mettre en place, à compter de ce lundi et jusqu'au 30 avril, un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans, a-t-on appris auprès de la mairie.

Cette mesure fait suite aux nombreuses "incivilités" qui se sont multipliées au cours des derniers mois à Lisieux, et notamment à une vingtaine d'incendies volontaires recensés entre le 11 décembre et le 24 janvier.

Une telle mesure est déjà appliquée depuis plusieurs années par la mairie de Lisieux durant la saison estivale, entre juin et septembre.

A la suite de la série d'incendies volontaires, la ville avait déjà reçu des renforts de police et augmenté le nombre des rondes de police durant la nuit.

Selon la mairie, cette mesure permettra à la police de "contrôler plus efficacement les jeunes", ceux de moins de 13 ans contrevenant à l'arrêté étant raccompagnés chez eux.

En complément, la municipalité envisage de prendre un autre arrêté interdisant la consommation d'alcool dans les lieux publics, notamment les parcs et jardins. Selon elle, les incendies volontaires sont souvent consécutifs à la consommation d'alcool par des jeunes. AFP 09.02

- Scènes de guerre entre gangs à Marseille - lefigaro.fr

Le crime décidément n'a que faire du calendrier gouvernemental. Alors que Marseille accueillait, ce lundi, le premier ministre, Manuel Valls, et son ministre de l'Intérieur notamment, pour féliciter les forces de l'ordre locales de leurs résultats encourageants dans la lutte contre la délinquance, une vague de violence a déferlé sur la cité de la Castellane, dans le nord de la ville. Le patron de la sécurité publique, Pierre-Marie Bourniquel, a même été pris sous le feu des kalachnikovs, alors qu'il se rendait sur place. Du jamais-vu.

Tout a commencé vers 9 h 30, par «des parents inquiets qui voyaient des jeunes encagoulés et armés s'installer un peu partout dans la cité, y compris des snipers sur les toits», raconte Samia Ghali, sénatrice socialiste des quartiers nord. «D'ordinaire, les dealers ne sont pas si matinaux», ironise un témoin.

Un père de famille, qui a vu les voyous armés, a assuré à La Provence avoir foncé prévenir une école toute proche. «Mais une maîtresse était déjà tombée nez à nez avec deux jeunes en armes», s'aperçoit-il. L'inspecteur général Bourniquel est alerté instantanément. Il adopte des mesures d'urgence. Les maîtresses de tous les établissements scolaires environnants sont invitées à garder les enfants à l'intérieur des bâtiments scolaires et à supprimer les récréations.

«Pression permanente»

C'est là que tonnent les premiers coups de feu, «une rafale, en fait. On l'a sentie hyper près, ça venait du pied de la colline», raconte un témoin. Pendant ce temps, les effectifs de police convergent vers le lieu des tirs. Le patron de la police marseillaise se rend sur place avec sa propre voiture. Accompagné d'un commandant de police, il tente de rejoindre un point haut du quartier pour diriger les opérations d'intervention. Souhaitant protéger la population et espérant faire cesser la fusillade, il demande à son chauffeur de mettre la sirène à deux tons, alors qu'il approche. Mais les malfaiteurs, loin d'être impressionnés, tirent dans sa direction. Le commandant qui l'accompagne stoppe le véhicule et doit se coucher au sol. La voiture n'est pas atteinte, mais des impacts de balles ont été relevés à 2 ou 3 mètres, dans un talus. «On s'est fait rafaler d'entrée de jeu», déclare, stupéfait, le patron de la police de Marseille.

Non seulement ce comportement n'est pas habituel chez les malfaiteurs qui ont tendance d'ordinaire à déguerpir à l'arrivée de la police, mais le nombre des belligérants surprend également: «deux groupes de cinq à dix personnes», disait-on chez les policiers, au moment des hostilités.

Les riverains clament leur désarroi. «On a l'habitude mais j'ai peur. Les enfants ont été libérés et sont à la maison», se rassure Mariama, une mère de quatre jeunes enfants. Nadia, une aide-ménagère de 51 ans, renchérit: «C'est devenu chaud! Ça s'est dégradé ces dernières années...» Régis, délégué de parents d'élèves, est remonté: «Ça fait six fois que notre école est attaquée. Ce n'est pas tolérable. Tout le monde a laissé la situation se dégrader.» Josiane, la cinquantaine, qui habite depuis trois ans en face de la Castellane, n'est guère plus rassurée: «J'ai entendu les coups de feu ce matin, dit-elle. Ce n'est pas exceptionnel. Je suis aux premières loges et je vois régulièrement des jeunes faire des rodéos en deux-roues et tirer en l'air, de nuit comme de jour.»

Jean-Claude Delage, marseillais et secrétaire général d'Alliance (première force syndicale de la «grande maison»), tente d'analyser la situation: «La police met une pression permanente dans les cités, et pas seulement dans les quartiers nord, perturbant fortement le trafic, ce qui rend les voyous plus agressifs», affirme-t-il. Revoir les critères de la légitime défense

Cependant, poursuit-il, «on a franchi une étape, car les dealers surarmés ne se contentent pas de riposter à l'action de police. Ils passent à l'attaque!» Selon lui, il devient urgent de revoir les critères de la légitime défense pour autoriser les policiers à mettre

les voyous les plus dangereux, hors d'état de nuire, sans avoir à attendre d'essayer le premier feu. Une proposition de loi du député UMP des Alpes-Maritimes Éric Ciotti a été déposée en ce sens, la semaine dernière. Les syndicats de policiers, toutes tendances confondues, attendent que le gouvernement s'empare du sujet.

Pour l'heure, la Castellane a été bouclée. Les CRS se sont déployés dans la cité pour plusieurs jours. Deux hélicoptères ont survolé les lieux, jusque tard dans la soirée. Le camion blindé du GIPN a tourné devant les caméras de télévision. La police a saisi 7 kalachnikovs et une vingtaine de kilos de drogue. Mais après l'événement. Le combat contre les gangs et la drogue sera de longue haleine. Et la population la plus concernée ne se fait pas trop d'illusions. lefigaro.fr 09.02

Leur objectif était bien d'importer le chaos qu'ils sèment partout dans le monde disions-nous il y a quelque temps, nous y sommes. Nos lecteurs s'ils ont été attentifs à ce que nous avons écrit et pas seulement critiques envers nos positions ne devraient plus s'étonner de rien de ce qui arrive et va arriver en France. Une sorte de cocktail explosif à la sauce gréco-ukrainienne.

Les services de renseignement possèdent les coordonnées de tous les habitants de ces quartiers, ils les écoutent, lisent leurs courriels et SMS, ils savent qui fait quoi, qui fréquente qui et où ils planquent leurs armes, la drogue, etc. Ils doivent avoir des indics ou des taupes partout... Avec les téléphones portables ils peuvent les suivre à la trace pas à pas 24h/24 même éteint, idem pour leurs ordinateurs, donc si cette situation perdure et empire, c'est forcément voulu, c'est ce qu'il faut se dire.

Vous aurez remarqué au passage que le Figaro reprend l'argument d'Obama contre l'Emirat islamique : Le combat (...) sera de longue haleine. Il faut au moins cela pour assurer la pérennité du capitalisme, militariser la police, la société, justifier leur arsenal liberticide pléthorique, toujours plus contrôler, surveiller la population, etc.

Russie contre Otan.

- La Russie désigne 199 firmes éligibles à une aide d'Etat - Reuters

Le gouvernement russe a établi une liste de 199 entreprises stratégiques éligibles à une assistance dans le cadre d'un plan anti-crise annoncé le 28 janvier, a annoncé dimanche le ministère de l'Economie.

Ce plan d'un montant d'au moins 2.340 milliards de roubles (30,6 milliards d'euros) prévoit un soutien à plusieurs secteurs de l'économie pour faire face à la crise économique et financière provoquée par la chute des cours du pétrole et par les sanctions occidentales liées au conflit en Ukraine.

Selon le ministère, les bénéficiaires des 199 firmes représentent 70% du produit national brut et elles emploient plus d'un cinquième des travailleurs russes.

La liste comprend les géants de l'énergie Gazprom, Lukoil, Rosneft, Novatek et Transneft, les distributeurs X5, Lenta et Auchan, le producteur d'engrais Acron, les groupes miniers Alrosa et Norilsk Nickel et les opérateurs télécoms Vimpelcom et Megafon, parmi beaucoup d'autres.

Les sidérurgistes Severstal et Evraz, le groupe d'agroalimentaire Rusagro, le producteur d'aluminium Rusal, le constructeur de camions Kamaz, le sidérurgiste en difficulté Mechel et le groupe nucléaire Rosatom figurent aussi sur la liste ainsi que plusieurs compagnies aériennes et aéroports.

Toutes ces firmes seront prioritaires pour obtenir des aides d'Etat, a dit le ministère sans préciser sur quels critères. Reuters 09.02

Voilà qui les rend hystérique.

Poutine n'est pas seulement mentalement déséquilibré, c'est un horrible "tyran". Apparemment ils ont du mal à en convaincre la population occidentale, d'où leur acharnement qui tourne au ridicule et du coup disqualifie par avance leur opération de désinformation.

- Poutine se comporte "comme un tyran du XXe siècle" - La Tribune

Le secrétaire au Foreign Office, Philip Hammond, compare le comportement du président russe Valdimir Poutine en Ukraine à celui d'un dictateur du siècle dernier et il prévient que Kiev ne pourra pas vaincre l'armée russe sur le terrain militaire, ce qui devra passer par une solution politique.

"Les Ukrainiens ne peuvent vaincre l'armée russe, ce n'est pas faisable dans la pratique. Il faudra une solution politique", a déclaré Philip Hammond à la chaîne de télévision Sky News. "Cet homme (Vladimir Poutine) a envoyé des soldats qui ont franchi une frontière internationale pour occuper un territoire autre que le leur, se comportant au 21e siècle comme une sorte de tyran du

20e siècle."

Le ministre des affaires étrangères britannique a réclamé que la Russie se retire de Crimée, péninsule annexée en mars dernier après un référendum. Philip Hammond a indiqué que la Grande-Bretagne ne projetait pas de livrer des armes à l'Ukraine mais il s'est dit favorable à un nouveau durcissement des sanctions européennes à l'encontre de la Russie. Conjuguées à la chute des cours du pétrole, les sanctions auront un impact non-négligeable sur l'économie russe, ce qui incitera le président russe à renoncer à ses "aventures étrangères". La Tribune 08.02

Qui menace qui de la guerre ?

La Russie envoie ses bombardiers près des côtes françaises en signe de provocation - L'Express.fr

Vidéo. Négociations" / Hollande, un fou dangereux : il menace de faire la guerre à la Russie ! (100 secondes à voir et entendre pour le croire.)

<https://www.youtube.com/watch?v=L2U7cUNglwA>

Désinformation ou grossier mensonge.

- Le président ukrainien brandit des passeports qu'il dit appartenir à des soldats russes - Le Huffington Post

Rappel : Général ukrainien: «Aucune troupe russe ne combat contre nous » - mondialisation.ca - 03.02.2015 (article en ligne)

Les faits.

- L'Ukraine revend les armes fournies par les américains au gouvernement syrien - french.tribune.ir

L'Ukraine revend à la Syrie des mortiers, des lance-roquettes portatifs, des fusils et d'autres armes que les États-Unis livrent gratuitement à Kiev, révèle une lettre avec la signature du sous-ministre ukrainien de la Défense Piotr Mehed, et d'autres documents ukrainiens.

Dans la lettre du 2 Décembre 2014, écrite en anglais, Mehed énumère une liste d'armes et 12 000 kits de fabrication américaine. Selon le document, cité par LIFEnews, les livraisons d'armes doivent être effectués en plusieurs lots. Le premier lot du 8 Décembre devrait être envoyé dans quatre camions Kamaz à Odessa puis être expédié par voie maritime vers la Syrie.

D'après la correspondance de Mehed avec des représentants de l'armée syrienne, les Ukrainiens revendent la plupart des armes fournies par les Etats-Unis: 70% des armes légères, 40% des mortiers, la moitié des missiles et des jumelles numériques et près d'un tiers des kits. Ces chiffres sont le résultat de la comparaison des lettres de Mejed aux documents officiels du ministère de la Défense de l'Ukraine.

Pour fournir des armes à la Syrie, Mejed a recruté des intermédiaires. L'un d'eux est Igor Baluta, homme politique et homme d'affaires qui, jusqu'à récemment occupait le poste de président du conseil de la région de Kharkov. Selon LIFEnews, il a organisé le transport des armes vers le port d'Odessa avant leur chargement sur le navire. french.tribune.ir 07.02

ACTUALITE EN TITRES

[Dommage qu'il n'était pas leur cible!](#)

- Manuel Valls à Marseille pour vanter les chiffres de la délinquance - Francetv info

- Tirs de kalachnikov à Marseille - Francetv info

- Scènes de guerre entre gangs à Marseille - LeFigaro.fr

[Leur vieux monde de la guerre et de la barbarie.](#)

- Irak: au moins 12 morts dans une attaque suicide à Bagdad - AFP

- Egypte: 22 morts dans des heurts entre police et supporters de foot Haitham - AFP
- L'armée libyenne progresse à Benghazi - Reuters
- Boko Haram: Le Niger vote l'envoi de troupes au Nigeria - 20minutes.fr
- Italie : 29 migrants meurent de froid sur un bateau en Méditerranée - Francetv info

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Chine : les importations s'effondrent, l'excédent commercial explose - latribune.fr

Le ralentissement de l'économie chinoise se confirme mois après mois. Les importations se sont effondrées de 19,9% en janvier et les exportations ont reculé de 3,3%, ce qui s'est traduit par un excédent commercial record de près de 60 milliards de dollars, selon les statistiques que les douanes chinoises ont révélées dimanche. Cet excédent a bondi de 88% en un an.

La baisse des importations, pour le quatrième mois consécutif, a été tirée par celle des matières premières (-40% par rapport à décembre) et celle de pétrole brut (-7,9%). De quoi nourrir les inquiétudes sur le ralentissement de l'activité de la deuxième économie mondiale.

Pékin devrait abaisser son objectif de croissance à 7% cette année. Le PIB chinois n'a progressé que de 7,4%, en 2014, le rythme le plus faible en 24 ans. latribune.fr 08.02

[Haut de page ↗](#)

Le 11 février 2015

CAUSERIE

Pas le temps d'actualiser le site, on a mis 5 articles d'actualité en ligne sur l'Ukraine. Valls hier : "*Nous choisirons toujours la République*" plutôt que l'extrême droite - L'Express.fr, par exemple en soutenant le régime néonazi de Kiev et de l'Otan...

En choisissant le néolibéralisme, la politique de l'Otan ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, il a choisi l'extrême droite, le parti de la guerre, de la barbarie. Vous connaissez quelque chose de pire, de plus extrême que la guerre, que le massacre de civils innocents hommes, femmes et enfants, pas moi, la guerre est l'arme de classe de l'extrême droite par excellence puisqu'elle a pour objectif d'anéantir tout un peuple.

Et qu'on ne vienne pas nous accuser de procéder à un amalgame ou de manquer de mesure, nous ne faisons pas dans l'outrance, nous sommes simplement lucide, nous ne nous arrêtons pas aux apparences, aucun discours ne nous impressionne, nous ne nous laissons déstabiliser par aucun argument falacieux, mensonger, nous nous en tenons strictement aux faits et les faits sont que le PS et ses satellites soutiennent le fascisme en Ukraine (en Israël aussi).

Peu importe l'uniforme que porte celui qui tire une balle sur un innocent, seul son acte compte et doit être pris en considération et jugé comme tel, que cela plaise ou non à certains militants montrent qu'ils n'ont pas conscience de ce que cela signifie et c'est grave.

Au PS ils se disent républicains, démocrates, progressistes, humanistes, socialistes, la plupart de leurs dirigeants sont francs-maçons, ils se disent laïcs aussi, en réalité ils sont tout le contraire et le prouvent quotidiennement, ce n'est pas nouveau en réalité, mais là cela saute à la gueule de ceux qui feignaient jusqu'à présent de le savoir parce que cela les arrangeait, les combinards, les manoeuvriers, les opportunistes, les capitulards ou les traîtres, les révisionnistes, les faillis. Ils en ont tous croqués du PS par ci, du PS par là, et le résultat, vous l'avez sous les yeux, accablant, dramatique, allez on ne va rien vous épargner, terrifiant quelque part car sans issue dans l'état actuel des choses et c'est très mal barré pour que cela change ou s'améliore dans

le futur. A moins que la guerre permette de faire le ménage au sein du mouvement ouvrier, au regard des expériences précédentes je ne suis pas du tout convaincu qu'elle serait en quoi que ce soit salutaire à part pour notre ennemi, on laissera ici de côté la révolution russe de 1917 qui demeura hélas isolée ou une tragique exception et dégénéra de ce fait, étant encore moins bien préparés que les bolcheviks pour l'affronter, il y a fort à parier que nous sortirions d'une nouvelle guerre dans un état encore pire que celui que nous connaissons aujourd'hui, sauf à se faire des illusions et ce n'est pas notre genre.

C'est marrant cette fâcheuse tendance de vouloir dormir avec un serpent venimeux dans son lit et espérer qu'il vous épargnera. Je vous assure que si vous viviez dans un environnement où les serpents pullulent, vous vous oteriez rapidement cette idée de l'esprit qui tourne au cauchemar !

Ces lignes s'adressent de préférence à nos dirigeants, les militants et les travailleurs ne doivent pas se sentir visés, sauf si elles ne les incitent pas à se poser de nombreuses questions.

Soit on s'est forgé une solide conscience de classe qui repose sur la compréhension des facteurs qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine et l'on comprend que le passage au socialisme, puis au communisme, au règne de la liberté, est une nécessité absolue, un passage obligé, soit (dans le cas du PS) notre conscience de classe ou plus vulgairement nos intérêts individuels coïncident avec les besoins de la classe des capitalistes qui au cours de l'évolution de la crise du capitalisme parvenu au stade suprême de l'impérialisme dégénéré peut prendre la forme d'une crise politique nécessitant le soutien ou le recours à la guerre et au fascisme.

Quand un militant ne veut pas prendre en compte les arguments que nous avançons contre le PS, que fait-il, il s'accommode de sa nature qui est épouvantable, partant de là il est en droit d'en attendre le pire dans le futur, et s'il continue de justifier cette collusion avec l'intolérable, son passage éventuellement à l'extrême droite ne devrait pas lui poser trop de problèmes dans le futur ou pourrait être l'aboutissement logique de sa démarche. Vous comprenez notre inquiétude.

Intéressant cette collusion d'intérêts, cette proximité, cette alliance entre le PS et le fascisme, n'est-ce pas ?

Ben oui que voulez-vous, il faut bien dire les choses telles qu'elles sont, on ne va pas tourner autour du pot ou raconter des histoires. Ah c'est désagréable à entendre pour certains, en fait pour la quasi-totalité du mouvement ouvrier qui s'est fourvoyé pendant 70 ans ! Le pire, c'est qu'ils ne s'en sont toujours pas rendu compte, ils doivent le faire exprès, ce n'est pas possible autrement.

Il y en a qui vont devoir d'urgence revoir leur copie, non ? Mais si cela leur chante ils peuvent encore opter pour le front unique avec le PS, si, si, qu'ils ne se gênent pas pour nous, on sait déjà à quoi nous en tenir. Même que le PCF et EELV sont déjà sur les rangs pour les prochaines élections, il ne manque plus que les populistes du Front de gauche, tant pis pour ceux qui seraient tentés de les rejoindre mais n'osent pas, mais qu'ils osent bordel, ils nous faciliteront la tâche !

On n'entend plus parler que de guerre en Europe. L'heure des comptes a sonné pour nous aussi, on ne peut pas accepter la langue de bois ou le double langage plus longtemps, on les a toujours combattus, on va continuer. Soit on se range résolument sous le drapeau du socialisme, soit on laisse le champ libre à la barbarie.

[Haut de page ↗](#)

Le 12 février 2015

CAUSERIE

Il y a quelques années déjà en polémiquant avec des militants j'avais indiqué que pour nous la rupture avec le PS était une position non négociable. Depuis les faits nous ont largement donné raison. Ceux qui contestaient cet argument devraient y réfléchir à nouveau si je peux me permettre ce conseil d'ami... On y reviendra.

On ajoutera d'autres articles demain.

Ukraine en vidéo

1- L'Ukraine se révolte: Zaporozhié contre la mobilisation
<https://www.youtube.com/watch?v=qpoPIFNiYIg>

Dans beaucoup de régions de l'Ukraine les gens commencent à se révolter contre la n-ème mobilisation. Petit-à-petit les

ukrainiens "retrouvent la vue"...

2- V. Shilova, Ukraine. "Je suis contre la mobilisation!"

<https://www.youtube.com/watch?v=veZfkvso1QQ>

Viktoria Shilova est leader du mouvement ukrainien "Antiguerre", députée du conseil régional de la région de Dniepropetrovsk. Elle et son mouvement s'opposent à la mobilisation malgré les pressions, militent pour la fin du conflit et accusent les pouvoirs de crimes de guerre.

Aux couches sacrifiées de la jeunesse.

Dès lors que vous êtes pauvre ou miséreux et en proie à une frustration sociale permanente, que vous avez le sentiment de faire l'objet de discrimination, d'être incompris par tout le monde, d'être rejeté, que vous êtes en situation d'échec scolaire, au chômage ou voué à la précarité à vie, que vous ne voyez pas comment atteindre dans le futur un nouveau de vie décent, que vous n'avez aucune perspective dans la vie, aucun idéal, que pour toutes ces raisons et bien d'autres vous ne pouvez pas vous reconnaître dans la société telle qu'elle est, encore moins dans ses institutions et ses partis, le statut ou le sort que la société vous a réservé qui fait de vous un candidat potentiel à la petite délinquance, à verser dans tous les travers et excès, à devenir un voyou ou pire encore, un criminel.

Comment se reconnaître dans des valeurs républicaines, humanistes ou des principes démocratiques quand en amont la société les bafoue, les piétine, les nie elle-même, elle vous encourage de la sorte à les rejeter, elle en porte la responsabilité, étant donné qu'elle est à l'image de ce qu'en a fait la classe dominante qui détient tout le pouvoir, c'est contre elle qu'il faut tourner nos armes afin de l'abattre, renverser le régime en place au profit d'une société plus juste et meilleure ayant pour base le respect, l'application de ces valeurs ou principes permettant à chacun de se développer harmonieusement et de trouver sa place dans la société.

Ceux qui exigent des sanctions contre les élèves, leurs parents, les enseignants partent du principe que ce sont eux qui sont responsables de la situation actuelle. Ils se trompent de cibles parce qu'ils se situent sur le terrain de classe de notre ennemi qui refuse d'endosser la responsabilité des conséquences sociales désastreuses de sa politique tournée contre la classe ouvrière et sa jeunesse, qui accroît les inégalités sociales et l'injustice dont sont victime les couches les plus défavorisées du prolétariat qui en sont les principales victimes, qui crée les conditions propices au développement de la délinquance, constitue un puissant facteur de décomposition de tous les rapports sociaux dans la société au profit du chaos et de la violence ou de la barbarie.

A la suite d'un article de Libération qui n'avait rien de fortuit, on pouvait lire ce genre de commentaires de procureurs hystériques pour illustrer ce qui vient d'être dit :

- "La République doit être infaillible et ses sanctions doivent servir d'exemple pour toutes celles et ceux qui se sentent pousser les ailes de l'affranchissement des obligations citoyennes."

Parce que toutes les couches de la population bénéficieraient des mêmes conditions, parole de nantis...

- "Je regrette quant à moi que cette femme n'ait pas eu de prison ferme, et qu'on ne lui ait pas retiré la garde de son enfant, qu'elle n'est ni capable ni digne d'élever."

Jeter en prison les parents d'enfants qui font l'école buissonnière, leur retirer leurs enfants, pourquoi ne pas les fusiller ou les pendre pendant que vous y êtes !

Dans le camp de la réaction. A droite toute, assumé ou non.

Vive l'armée, vive la guerre ! Le dernier cri ou slogan républicain à la mode. Merci Charlie !

Vigipirate: les Français se mobilisent pour chouchouter leurs soldats - LeFigaro.fr

Des riverains, parents et enfants offrent spontanément boissons chaudes, gâteaux et autres victuailles pour remercier les militaires chargés de surveiller les sites sensibles. Une association a même décidé de lancer une opération nationale de solidarité envers les soldats engagés dans le plan Vigipirate. LeFigaro.fr 11.02

De quels "Français" s'agit-il ? Précision :

Dans les synagogues et les écoles juives, l'hospitalité est aussi de mise. Dans une synagogue de l'Ouest parisien, on a également mis les petits plats dans les grands. Ici, les militaires dorment et mangent sur place, en contact avec les 200 fidèles qui fréquentent

la synagogue. LeFigaro.fr 11.02

Il est vrai qu'entre une synagogue et une caserne il n'y a pas vraiment de différence pour les sionistes.

- Après les attentats, la cote de popularité de la police fait un bond - LeFigaro.fr

On a les amis qu'on peut !

- A Béziers, "la police municipale a un nouvel ami" : un pistolet - Francetv info

Depuis mercredi 11 février, une affiche placardée dans les rues de la ville de Béziers montre un pistolet en gros plan avec un écusson tricolore sur la crosse et ce slogan : "Désormais la police municipale a un nouvel ami."

Bernard Cazeneuve : "Dans la République, les symboles que l'on choisit ont un sens" (Francetv info 11.02), par exemple Porochenko et le monarque d'Arabie saoudite, le fascisme, Al Qaïda et l'Emirat islamique, le wahhabisme...

Comment, vous n'êtes pas encore islamophobe ? Pourtant ce ne sera pas faute d'avoir essayé de vous en convaincre. La preuve si nécessaire

L'islamophobie « s'installe » en France, dit le CCIF - LeMonde.fr

Ah ben voilà, c'est fait, c'est réussi !

Vraiment ? Vérifions-le.

Selon Elsa Ray, porte-parole du CCIF, 764 actes ont été recensés en 2014, contre 691 en 2013. Le CCIF utilise une méthode particulière : ses chiffres regroupent les cas qui lui sont directement signalés, mais aussi ceux dont l'association a connaissance par la presse. Dans le détail, l'écrasante majorité des actes est constituée par des discriminations (586 cas), une centaine relève de « discours et/ou de propos » islamophobes. Le reste se partage entre dégradations et profanations (25 cas), agressions verbales (28 cas), et agressions physiques (22 cas). Liberation.fr 11.02

Dont au total 25 dégradations et profanations et 22 agressions physiques en un an, c'est considérable, énorme dites-le. En fait la mayonnaise raciste ou la propagande gouvernementale ne prend pas aussi bien qu'ils l'espéraient, voulaient le faire croire et ils s'en désolent, ils en arrivent donc à ce genre de fausses annonces, contrevérités pour manipuler les consciences.

Les thèmes de l'extrême droite façonnent la politique du PS et de l'UMP.

- Geoffroy Didier (UMP - courant Droite Forte - ndr) : «La question de l'identité sera au cœur du débat de 2017» - LeFigaro.fr

En voilà un qui a sauté une étape.

- "Travail, famille, patrie" : le FN retire son investiture à un candidat qui se réclamait de Pétain - Francetv info

A l'heure actuelle seule la patrie fait recette, la patrie de la liberté d'expression étouffée, de la guerre, le travail obligatoire ne fonctionne pas vraiment et la classe dominante fait en sorte de casser la famille ou plutôt de monter ses membres les uns contre les autres pour accentuer encore l'atmosphère nauséabonde qui règne dans ce pays pour pouvoir appliquer sa politique antisociale, loi Macron, pacte de responsabilité, etc.

A croire qu'ils y sont encouragés par la situation sociale qui règne dans leur pays et leurs dirigeants.

- Syrie : un afflux « sans précédent » de combattants étrangers - LeMonde.fr

L'administration américaine estime que 20 000 étrangers combattent actuellement en Syrie, « la majorité » au sein des rangs de l'organisation Etat islamique. LeMonde.fr 11.02

Il est l'extrême droite !

Explication - argument : Qu'est-ce qu'une République vidée de sa substance sinon le sort que lui réserve l'extrême droite, sa négation, une dictature ? C'est comme l'extrême droite qui est fasciste sans le revendiquer, pour le moment.

- Valls: "Nous choisirons toujours la République" plutôt que l'extrême droite - L'Express.fr

- Manuel Valls hué devant un lycée marseillais - Francetv info

La liberté mise sous surveillance renforcée.

- Terrorisme: Cazeneuve prône «l'équilibre entre sécurité et protection des libertés individuelles» - Liberation.fr

Comme si personne ne savait ce qu'il en était après l'expérience américaine... Pour tenir ce type de discours c'est qu'ils sont à court d'arguments pour vendre leur politique liberticide, l'esprit du 7 janvier 2015 s'est déjà évaporé et c'est tant mieux.

- La Maison Blanche crée une nouvelle agence contre les cyber-menaces - 20minutes.fr

Pour davantage encore surveiller la population et le justifier, mais là aussi, les Américains sont vaccinés...

ACTUALITÉ DU JOUR

Société carcérale

- De la prison avec sursis pour lutter contre l'absentéisme ? - Liberation.fr

Une mère a été condamnée à quatre mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Valenciennes, à cause de l'absentéisme répété et non justifié de son fils Simon, un élève de sixième d'un collège du nord de la France. Une bonne solution ? «Non, évidemment que non», a reconnu mardi la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, rappelant au micro de France Inter son «attachement à ce que l'école et les parents puissent travailler ensemble». Cette histoire repose la question des moyens plus ou moins efficaces pour lutter contre l'absentéisme.

Que sait-on de cette affaire ?

Les seules informations viennent d'un communiqué du procureur de la République (1). L'année dernière, Simon, redoublant sa sixième, a loupé 79 demi-journées de cours sur les onze semaines du premier trimestre. Toujours selon le procureur, la mère a refusé tout contact avec l'Education nationale. Elle n'aurait pas, entre autres, donné suite aux injonctions des services éducatifs mandatés par un juge des enfants. Devant les policiers, elle a invoqué les problèmes de santé récurrents de son fils... sans jamais produire de certificat médical, assure le procureur.

Le 5 février, le tribunal correctionnel de Valenciennes la condamne pour «soustraction sans motif légitime à ses obligations légales au point de compromettre la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation du mineur». Une infraction prévue dans le code pénal, pour laquelle le juge peut prononcer jusqu'à deux ans ferme et 30 000 euros d'amende. En l'espèce, la mère a écopé de quatre mois avec sursis. Ce n'est pas la première condamnation du genre. En 2010, une mère avait été condamnée dans l'Aisne à deux mois avec sursis pour l'absentéisme répété de ses deux filles au collège.

Y a-t-il un réel problème d'absentéisme ?

L'absentéisme est stable depuis 2010, et a même bien baissé si l'on compare par rapport à 2007, selon la dernière note publiée par le ministère il y a un an. Au cours de l'année 2012-2013, 3,9% des élèves ont été absents sans motif quatre demi-journées ou plus par mois, et donc considérés comme «absentéistes». Ils étaient 9% en 2007-2008. Ces moyennes cachent des disparités qui peuvent être importantes selon les établissements. En janvier 2013, le taux d'élèves absents sans justification s'élevait à 14,8% dans les lycées professionnels, contre 6,4% dans les lycées généraux et 2,8% dans les collèges.

Les cas d'absentéisme «lourd» (au-delà de dix jours et demi d'absences non justifiés sur l'année, au sens du ministère), comme le cas de Simon, restent limités. «Quelles que soient les années, [ils représentent] en moyenne, toujours autour de 1% sur l'ensemble des établissements», selon cette note. Liberation.fr 10.02

Mes parents auront échappé au tribunal d'exception et au jugement sclérorat du législateur PS qui les aurait envoyés directement en prison, car en 1970 ce n'est pas dix jours et demi d'école sur l'année que j'avais séchés mais près d'un trimestre.

Commentaire d'un internaute.

- "Et pour les élèves qui entrent en 6ème sans maîtriser la lecture, on va mettre les profs en prison aussi ?"

En camp vous voulez dire...

ACTUALITE EN TITRES

[Crise de l'Union européenne au bord de l'explosion ou tentation de la dictature ?](#)

- Ukraine: négociations marathon à Minsk pour tenter d'arracher la paix - AFP

- Grèce: pas d'accord avec la zone euro sur la prolongation du programme d'aide - AFP

[On détient ou on ne détient pas le pouvoir pour rien, enfin !](#)

- La Cour des comptes épingle les agences de l'eau - Francetv info

Les Sages révèlent que 87% des taxes sont payées par les particuliers, qui polluent pourtant nettement moins que les industriels et les agriculteurs. Francetv info 11.02

Pour les agences de presse officielles, toutes les institutions d'exception de la Ve République abritent des Sages. Pas étonnant que Hollande ait flatté la sagesse du monarque saoudien décédé...

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : le gouvernement veut tailler dans la fonction publique - Francetv info

L'apothéose de l'absentéisme. Près de 80% des agents de police d'astreinte étaient en arrêt maladie le soir du Nouvel An en Italie. Sans attendre, Matteo Renzi a pris une résolution inattendue sur les réseaux sociaux. "En 2015, on va changer les règles de la fonction publique", a ainsi annoncé le chef du gouvernement italien.

"Bienvenue à la réforme"

Réformer le statut des fonctionnaires jusqu'à pouvoir licencier les brebis galeuses : un tabou encore jamais abordé. Les dirigeants de la police municipale applaudissent la décision. "Si des règles disciplinaires correctes et clairvoyantes sont adoptées, bienvenue à la réforme", déclare au micro de France 2 un commissaire de la police municipale de Rome.

Avec leur statut actuel très protecteur, à peine un dossier de fonctionnaire véreux sur 1000 aboutit à un licenciement. La possibilité de licencier les fonctionnaires, absentéistes ou pas, est avant tout une affaire d'économies pour le gouvernement italien. Selon un audit interne, il y aurait 85000 agents en trop dans les services de l'État. Francetv info 11.02

ECONOMIE

1- Allemagne

- L'Allemagne leader des exportations et excédent commercial record - Francetv info

L'an dernier, l'Allemagne a vendu pour 1 130 milliards d'euros de biens à l'étranger, ce qui constitue un record. Les exportations

sont largement supérieures aux importations, en 2013 le pays a ainsi pu dégager un excédent commercial historique de 217 milliards d'euros. Tandis que la France a elle un déficit commercial, évalué à 53 milliards d'euros pour la même année.

L'électronique, les machines industrielles et l'automobile sont les trois fleurons du commerce allemand, ainsi les trois quarts des voitures qui sortent de ses chaînes d'assemblage sont vendues à l'étranger. La France, la Grande-Bretagne et l'Europe dans son ensemble font partie des pays privilégiés. Berlin y réalise la moitié de ses échanges ce qui permet à l'Allemagne d'avoir un déficit public nul. Mais la croissance n'atteint que 1,5% du PIB. En cause, le comportement des ménages allemands qui préfèrent épargner que consommer. Francetv info 11.02

2- Etats-Unis - Chine

- Nouvelle plainte américaine contre la Chine devant l'OMC - AFP

Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir saisi l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour protester contre un programme d'aide à l'export mis en place en Chine et qui désavantagerait les entreprises américaines.

"La Chine semble fournir des subventions illégales à l'export à des producteurs et à des entreprises manufacturières", a affirmé la représentation spéciale américaine au Commerce extérieur (USTR) dans un communiqué.

Les Etats-Unis ciblent plus particulièrement les quelque 180 "plateformes communes de services" disséminées en Chine qui offriraient des prestations gratuites aux entreprises locales et seraient ainsi "néfastes pour les travailleurs américains et les entreprises américaines", assure le communiqué.

Face à ce programme "inéquitable", Washington a enclenché la première étape du règlement des conflits à l'OMC en convoquant des "consultations" avec la Chine, nouvel épisode de la guerre commerciale que se livrent les deux géants.

"L'USTR continuera à travailler sans relâche pour que la Chine et tous les membres de l'OMC respectent les règles", a déclaré le patron de l'USTR, Michael Froman, cité dans le communiqué.

En 2014, le déficit américain vis-à-vis de la Chine et sur les seuls biens a atteint le montant record de 342,6 milliards de dollars. AFP 11.02

[Haut de page ↗](#)

Le 13 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles. Je suis malade et pas en état de travailler, je ne tiens pas debout.

Ukraine en vidéo

Kiev nous assassine

<https://www.youtube.com/watch?v=f4qAXEjHCZA>

Ukraine Crisis: Donbass. Chronicle of Genocide. Banned on TV

<https://www.youtube.com/watch?v=0ozdz7fMdXI>

[Haut de page ↗](#)

Le 15 février 2015

CAUSERIE

Je ne suis pas très en forme et toujours aussi épuisé. J'espère récupérer dans les jours qui viennent, j'ai terriblement besoin de repos. Une seule bonne nouvelle personne, j'ai perdu mon dixième kilo en deux mois.

On fera un point politique plus tard.

Réduire le combat politique à l'objectif du retrait de la loi Macron et du Pacte de responsabilité relève de la désertion du combat sur le terrain politique, car les masses ont besoin d'une autre perspective politique que celle que lui offre le régime en place dans laquelle se situe cette loi et ce pacte. Elles ont besoin qu'un objectif politique qui se situe au-delà et qui pourrait leur redonner espoir qu'une autre politique et une autre société sont possibles, les deux devraient être liés, cimenter leur combat, leurs convictions...

ACTUALITÉ DU JOUR

- Loi Macron : feu vert au travail du dimanche - Francetv info

Les commerces pourront ouvrir jusqu'à 12 week end par an en France. Les députés ont voté le volet du projet de loi Macron, sans doute le plus contesté. Les frondeurs du PS y sont d'ailleurs opposés alors que les élus de droite y sont favorables.

Ce sont les maires qui décideront de l'ouverture des magasins jusqu'à 12 fois par an, contre 5 actuellement. L'article de loi est passé ce samedi 14 février, alors que les frondeurs en avaient demandé le retrait.

"Si cette loi n'évolue pas d'ici mardi prochain, elle n'est pas votable pour nous. Pour les raisons que j'ai évoquées devant la représentation nationale. On ouvre une brèche vers une généralisation des commerces le dimanche", explique le député Christian Paul.

Dans l'hémicycle le débat a été quelques fois rude. "Il y a des parlementaires qui ont leur conviction. Nous avons travaillé et avancé mais notre seul guide c'est l'intérêt général", commente le ministre de l'Economie.

Outre le passage de 5 à 12 par an du nombre d'ouvertures dominicales par an, sur décision du maire, le projet de loi Macron prévoit que les ouvertures seront possibles tous les dimanches dans les "zones touristiques" ou "commerciales".

Outre le dimanche, les commerces des "zones touristiques internationales" pourront ouvrir tous les soirs jusqu'à minuit. Seront concernés Paris pour les Champs-Élysées, Saint-Germain et Haussmann, mais aussi des quartiers de Nice, Cannes et Deauville. AFP et Francetv info 14.02

Les syndicats devraient appeler le personnel du commerce à la grève illimitée jusqu'au retrait de cette loi scélérate.

Second épisode de la guerre pour le contrôle du pétrole et du gaz

- Danemark : le caricaturiste Lars Vilks serait la cible de cette attaque - Francetv info

Une fusillade a éclaté devant un centre culturel de Copenhague ce samedi 14 février, où se déroulait un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression. Une personne a été tuée et plusieurs policiers ont été blessés.

Il était environ 16 heures cet après-midi lorsqu'un homme a tiré contre le bâtiment. Ce soir, les policiers ont bouclé le quartier et sont à la recherche de l'auteur présumé des tirs. Pour le Premier ministre danois, il s'agit d'un acte terroriste.

Un caricaturiste pour cible

Le caricaturiste Lars Vilks, auteur des caricatures de Mahomet était présent. Il semblerait qu'il soit la cible de cette attaque. L'ambassadeur de France participait également à ce débat.

La conférence était aussi un hommage à Charlie Hebdo. Le ministre de l'Intérieur français, Bernard Cazeneuve se rendra demain midi sur place.

Trois personnes dont deux policiers ont été blessées par balle près de la synagogue de Copenhague dans la nuit de samedi à dimanche, a annoncé la police. Un éventuel lien avec l'attaque qui a fait un mort et trois blessés samedi après-midi lors d'un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression n'a pas pu être établi. Francetv info et 20minutes.fr 14.02

La mise en scène habituelle, quoi. L'attaque contre un objectif juif sert à justifier ensuite la propagande contre les musulmans...

[Ukraine en vidéo.](#)

Ruslan Kotsaba: Je refuse la mobilisation [sous-titres français]
<https://www.youtube.com/watch?v=zv-FpSztm5g>

Ruslan Kotsaba est un journaliste ukrainien de la chaîne publique de télévision KANAL 112. Il est originaire de l'Ukraine de l'ouest. Suite à l'annonce par le gouvernement de la n-ème vague de mobilisation il s'insurge et lance un appel aux ukrainiens.

Le 8 février: Ukraine. Rouslan Kotsaba est accusé de haute trahison, arrêté et mis en détention. <https://www.youtube.com/watch?v=lfFeq...>

Dernières paroles de Ruslan Kotsaba avant d'être écroué. Vidéo depuis la salle d'audience. Il a été arrêté par les services secrets ukrainiens et accusé de haute trahison..Selon son épouse, Ouliana, il a été arrêté samedi après une perquisition menée par le SBU à son domicile.

Dimanche, 8 février, le tribunal a décidé de le maintenir en détention pour un maximum de 60 jours par "mesure de précaution" jusqu'à la fin de l'enquête. Sa demande de "liberté surveillée" a été rejetée.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Leur prochaine cible : le Yémen.](#)

- Le Yémen "s'effondre", selon le secrétaire général de l'ONU - AFP
- L'Allemagne vient de fermer son ambassade, au Yémen - french.trib.ir

Le ministre allemand des Affaires étrangères vient de faire part de la fermeture de l'ambassade de ce pays, au Yémen.

"Le personnel a quitté Sanaa", a-t-il ajouté.

Auparavant, la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et les Pays-Bas avaient fait part de la fermeture de leur ambassade. french.trib.ir 13.02

[Guerre des civilisations. Banaliser le communautarisme, l'encourager.](#)

- La création du parti musulman agite la classe politique - LeFigaro.fr
- Manuel Valls part en guerre contre les dérives de l'islam - LeFigaro.fr
- L'UMP replonge dans le débat sur l'islam de France - LeFigaro.fr
- Interdiction du voile à la fac: l'UMP Ciotti sort sa proposition de loi - Liberation.fr
- Pegida organise sa première manifestation au Royaume-Uni - Le Huffington Post
- Etats-Unis: le deux poids deux mesures médiatique critiqué après le meurtre de 3 musulmans - AFP
- Trois jours après les faits, Obama dénonce le meurtre de trois étudiants musulmans - LeMonde.fr

Jeudi, le président turc avait vivement critiqué l'apathie de la Maison Blanche et de la diplomatie américaine, après cette tragédie dont les motifs restent flou. AFP 13.02

[Mimétisme.](#)

- L'Europe s'apprête à instaurer un fichier des passagers - LeFigaro.fr

Propagande de guerre états-unienne.

- Washington et Kiev accusent la Russie de continuer à déployer des armes lourdes en Ukraine - Libération.fr
- Ukraine: Porochenko accuse les rebelles et la Russie de menacer les accords de Minsk - AFP
- Ukraine: les accords de Minsk "en grand danger", 28 morts dans l'Est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Combat aérien France/Russie en vue? - french.irib.ir

L'aviation française a affirmé, jeudi, que trois de ses chasseurs auraient intercepté deux bombardiers russes, au-dessus de la Manche. "Deux "Mirage" français, accompagnés d'un "Rafale", ont pourchassé deux bombardiers TU-95, au dessus de la Manche", souligne le communiqué. Le ministère britannique de la Défense avait déjà, mis en garde contre la perspective d'un combat aérien franco-russe. Le général Jean Pascal Breton, le commandant en chef de l'Armée de l'Air française, a reconnu, au cours d'un entretien avec l'hebdomadaire "Défense", "l'infiltration des bombardiers russes, pour la première fois, dan l'espace aérien de la Manche. "Ces deux bombardiers ont survolé la Norvège et les îles britanniques".

Le ministre français de la Défense s'est moqué, il y a quelques jours, de la "présence inopportune" des avions russes, "fin janvier", au-dessus de la Manche, "avions, qui se sont rapprochés un peu plus des côtes françaises et britanniques". Les analystes politiques relèvent les tensions de plus en plus grandissantes entre l'Europe et la Russie. L'Ukraine est devenu la mèche que les Etats Unis ont allumée, pour déclencher la guerre, au coeur de l'Europe, et ce, contre la Russie... french.irib.ir 13.02

2- Syrie

- L'ASL déclare la guerre à l'Iran - french.irib.ir

Les opposants syriens dits "Armée libre", ont demandé au Premier ministre du régime sioniste de bombardier les positions de l'armée syrienne, du Hezbollah et de l'Iran, au Sud de la Syrie.

Selon le quotidien israélien, "Jerusalem Post", le représentant du régime sioniste, Mendi Safadi, qui rencontre, régulièrement, les opposants syriens, s'est, récemment, entretenu avec les opposants syriens, qui souhaitent avoir des relations amicales avec Israël.

Il a rencontré, il y a 3 semaines, les chefs des rebelles armés, en Bulgarie, et a transmis leur message au bureau du Premier ministre du régime sioniste.

Interviewé, jeudi, par le "Jerusalem Post", Safadi a indiqué : "Ces derniers jours, il y a eu d'intenses affrontements avec les forces soutenues par la Syrie, le Hezbollah et le Liban, et l'axe syrien (Syrie, Iran, Hezbollah) a eu recours à tous ses moyens, pour s'emparer des régions méridionales de la Syrie, près des frontières des Territoires occupés.

Les rebelles armés ont enregistré des succès, dans certaines régions, mais ils ont subi de lourds dégâts. Pendant plusieurs jours, de nombreux terroristes ont été blessés, ce qui veut dire que plus de blessés sont entrés, dans les Territoires occupés, pour se faire soigner. Safadi a noté que quelque 2.000 Syriens sont, actuellement, hospitalisés, dans les Territoires occupés. Il a, aussi, évoqué l'attaque des hélicoptères israéliens contre les combattants du Hezbollah, à Quneitra, où 6 membres du mouvement libanais et un général iranien ont trouvé la mort en martyr. Safadi a prétendu: "Après le coup dur que le Hezbollah et l'Iran ont reçu, ils veulent montrer qu'ils peuvent résister, encore, et sont toujours motivés, pour lutter.

Les opposants syriens m'ont contacté, mercredi, via Whatsapp, et m'ont demandé de suggérer à Benyamin Netanyahu qu'Israël doit, encore, infliger un autre coup dur au Hezbollah et à l'Iran, pour empêcher leurs progression".

A en croire le quotidien sioniste, l'un des commandants d'un groupe des opposants armés, en Syrie, dit "Armée libre", qui s'exprimait, sous le couvert de l'anonymat, a dit à Medni Safadi que les alliés du gouvernement syrien ont l'intention d'arriver

aux frontières des territoires occupés, pour y organiser des attentats contre le régime sioniste. french.trib.ir 13.02

3- Etats-Unis

- Les détails des nouvelles aides américaines à Daesh - french.trib.ir

La chaîne Al-Itihad a fait des révélations sur les aides que les hélicoptères américains apportent aux Daeshistes, en Irak.

Les sources sécuritaires ont indiqué : A 11 h 21, heure locale, le 2 février 2015, 2 hélicoptères américains, «Chinook», ont décollé d'une base américaine, à l'aéroport international de Bagdad, vers le Nord, pour accomplir une mission secrète, ont indiqué à la chaîne al-Alam, des sources sécuritaires. Le QG du commandement des opérations du Dadjla, «Tigre», a observé, à 20 h, la trajectoire de ces 2 hélicoptères, à proximité d'Al-Khamara, du lac Hamarain et de la ferme Al-Kabissi et de la localité Qaratapa. Ces hélicoptères ont disparu, à 19 h57, de l'écran du radar, dans la localité de Khan Bani Saad, et en raison de l'absence d'un radar de basse altitude, on ne sait pas si ces hélicoptères ont atterri ou bien s'ils ont continué leur vol.

Selon les rapports parvenus : Les parties concernées, en Irak, ont demandé au QG du commandement des opérations du Tigre de suivre cette affaire. Ce QG a, pour sa part, demandé aux parties américaines de donner des explications, sans, cependant, recevoir aucune réponse.

Les rapports parvenus annoncent, également, que le gouvernement irakien a pu observer ces 2 hélicoptères, dans des zones du Nord de Diyali, avant leur arrivée, à l'aéroport d'Erbil, à 21h 45. Les deux hélicoptères y ont déposé le nouveau gouverneur de Kirkuk, appelé Abou Qatiba al-Janani, alors qu'un land cruiser noir blindé portant la plaque d'immatriculation 557018 l'attendait. La voiture s'est dirigée vers la rue Al-Mohafaza, dans la ville d'Erbil, où Abou Qatiba al-Janani, un chef de Daesh, était passé, un jour avant de partir, par la même voiture, pour Kirkuk. Quelques jours plus tard, les Daeshistes ont commencé leur attaque contre cette ville. Les Daeshistes ont pris le contrôle de certaines zones et ont incendié les installations pétrolières de cette province. french.trib.ir 13.02

En complément. En vente libre.

- Le magazine de Daesh cible la France - lefigaro.fr

Les djihadistes consacrent un numéro spécial aux attentats de Paris. Ils y exhortent leurs partisans à «frapper l'ennemi sur sa propre terre». lefigaro.fr 14.02

ECONOMIE

BCE sur les traces de la FED. Un système économique mafieux.

- Le marché de la dette des Etats se prépare au "tsunami" de cash de la BCE - AFP

Les chiffres donnent en effet le tournis puisque la Banque centrale européenne compte mettre 1.140 milliards d'euros sur la table pour enrayer les tendances déflationnistes en Europe et soutenir l'économie.

Cette manne, dont une première tranche de 60 milliards est attendue début mars, doit être surtout investie dans des titres de dette d'États en zone euro. Mais l'arrivée d'une telle vague d'argent a forcément des conséquences lourdes auxquelles le marché obligataire tente de se préparer.

"Nous sommes à la veille d'un changement profond sur le marché des dettes d'État", explique à l'AFP Cyril Regnat, expert obligataire de Natixis.

"L'ampleur de ce programme est inédite tant au niveau européen qu'au niveau mondial et son impact s'annonce massif", souligne aussi Amaury d'Orsay, responsable mondial taux pour la Société Générale CIB.

Pour prendre "la mesure du bazooka", décortique Patrick Jacq, expert obligataire de BNP Paribas, il faut se rendre compte qu'il représente "environ 7% du Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro sur un an".

Une dimension comparable à celle du programme auquel la Réserve fédérale américaine (Fed) vient de mettre fin, qui représentait "6% du PIB des États-Unis". Mais, de fait, comme le déficit budgétaire américain était plus élevé, le plan

européen "dépasse de 4 points de pourcentage de PIB" celui de la banque centrale américaine, selon ses calculs.

Cela va maintenir les taux d'emprunts au plus bas. Ce programme "énorme forme une chape de plomb qui empêche les taux de remonter", observe M. Vanraes, gérant obligataire du fonds d'investissement EI Sturdza, basé en Suisse.

Cela va entraîner une "convergence de l'ensemble des taux sur la zone euro", ce qui, de fait, jouera plus en faveur des pays les moins solides, juge M. Regnat, , expert obligataire de Natixis..

Autre effet: ceux qui cherchent de meilleures rémunérations seront incités à quitter ce marché, où certains taux d'intérêt sont déjà négatifs.

"Aujourd'hui, l'encours d'obligations souveraines à des taux négatifs a dépassé 1.500 milliards sur un total de 4.500 milliards", évalue M. Vanraes. AFP13.02

Ce qu'ils ne disent pas ici, c'est que ces obligations souveraines à des taux négatifs permettent à ses détenteurs d'obtenir des prêts à taux zéro ou proche de zéro de la Fed qui ensuite font l'objet de spéculation ou toute sorte de manipulation, titrisation, etc. Ces obligations souveraine leur servent de garantie à bon compte.

- La BCE s'inquiète de l'hypercroissance de la finance parallèle - AFP

Un dirigeant de la Banque centrale européenne (BCE) s'est inquiété vendredi de la forte croissance du système bancaire parallèle, activités non soumises au contrôle des autorités, susceptible de menacer la stabilité financière en zone euro.

"La taille du secteur de la finance parallèle a plus que doublé durant la dernière décennie", a déclaré Vitor Constancio, vice-président de l'institution monétaire, lors d'un sommet économique à Warwick en Grande-Bretagne.

Egalement connue sous le terme anglo-saxon de "shadow banking", la finance parallèle désigne des activités bancaires menées par des fonds d'investissements ou des assureurs. Ces derniers n'étant pas des banques, ils échappent à la réglementation bancaire et au contrôle autorités.

Selon une étude récente de la BCE, l'ensemble des actifs gérés par ce pan de la finance en zone euro est passé de 19.000 milliards d'euros fin 2013 à 23.000 milliards mi-2014. A cette même date, les actifs gérés par le secteur bancaire classique représentaient quelque 30.000 milliards d'euros.

"Si le "shadow banking" continue à croître à la même vitesse que durant la dernière décennie et que le crédit bancaire reste stable, les actifs du secteur bancaire non réglementé pourraient dépasser en taille ceux du secteur réglementé d'ici cinq ans", a souligné M. Constancio.

Une tendance qui s'explique notamment par un durcissement de la réglementation bancaire, qui incite certains acteurs financiers à se tourner vers des activités moins contrôlées.

"Du point de vue de la stabilité financière, l'émergence du secteur bancaire parallèle pourrait créer un risque qui doit être mieux compris et mesuré. (...) Ce à quoi nous assistons actuellement, c'est à la montée d'un secteur bancaire parallèle qui est lui aussi vulnérable" aux mouvements erratiques, a poursuivi M. Constancio.

Pour limiter ces risques, les autorités "devraient pouvoir imposer des limites d'exposition aux institutions réglementées vis-à-vis de la finance parallèle" ou encore "transférer certaines institutions non-réglémentées dans le champ de contrôle des superviseurs", a plaidé le banquier central.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Réserve fédérale américaine ont récemment exprimé des craintes similaires en mettant en garde contre "les menaces" liées à l'exposition croissante des banques à la finance parallèle.

C'est un aveu de leur complicité dans le développement de ce système financier occulte ou mafieux. Tous les discours sur la transparence des machés financiers, sa réglementation, etc. sont destinés à endormir la population pendant que dans son dos ils passent leur temps à trafiquer...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 16 articles.

A quoi bon ajouter quelque chose puisque quoi qu'il arrive cela ne change rien aux comportements des uns et des autres. On en a marre de se répéter. Je n'ai pas récupéré, mon déménagement et la multitude de problèmes que j'ai dû résoudre en urgence les semaines suivantes m'ont achevé, plus une infection aux poumons dont je ne me remets pas. Si vous voulez alimenter la causerie, écrivez-moi, soyez concis.

La famille des chiens de garde de la pensée unique s'élargie de jour en jour.

Lu dans un article publié par le portail de Michel Collon provenant d'un blog hébergé par le site de Médiapart, dont l'auteur Eric Fassin est sociologue et professeur des universités.

- "*l'injure sexiste, homophobe ou raciste doit effectivement être réprimée.*"

La classe dominante qui tire profit des rapports sociaux de production existants et détient le pouvoir économique et politique ne peut espérer maintenir sa domination de classe qu'en maintenant les masses exploitées dans l'ignorance et en manipulant leur ignorance. C'est cette condition sociale et politique qui est à l'origine de ses préjugées qu'elle exploite en les stigmatisant tout en leur désignant régulièrement des boucs émissaires vers lesquels elles devraient tourner leur haine au lieu de la diriger contre le régime en place.

Nous n'avons pas vocation en tant que militant ouvrier à encourager le législateur qui incarne les intérêts de la classe des exploités à réprimer la classe ouvrière ou à soutenir une telle démarche, au contraire nous la condamnons sans appel.

Quand on refuse d'affronter la classe dominante, quand on refuse de se situer sur le terrain de classe du socialisme qui incarne les intérêts des travailleurs, on en vient infailliblement à adopter celui et ceux de ses ennemis.

Quand il m'arrive qu'un Indien me traite de sale Blanc, très rarement il faut dire, je ne m'offusque pas, je me dis que j'ai à faire à un pauvre type qui ne sait pas ce qu'il dit. Surtout, je n'en fais pas une affaire personnelle, je ne me sens pas concerné parce que j'ai à l'esprit l'origine sociale de cette réaction qui dépasse manifestement l'intéressé qui n'en a pas conscience, dès lors je ne peux pas le juger, encore moins souhaiter qu'on le réprime. Son comportement trahit son impuissance politique, un état de faiblesse, donc je ne vais pas en plus le culpabiliser et l'enfoncer un peu plus, il faut réfléchir un peu.

J'ai acquis par chance un niveau de conscience politique qui dicte ma conduite dans la vie quotidienne, mais j'admets que ce ne soit pas le cas de tous mes semblables sans pour autant les juger, sinon il faudrait traîner devant des tribunaux plus des trois quarts de l'humanité, c'est insensé, ridicule.

Je me souviens un jour avoir été pris à partie violemment par des pécheurs profondément arriérés qui en étaient arrivés à me traiter de la sorte. J'ai embrayé la discussion sur la dureté de leur condition et je leur ai parlé de mon passé, évoquant mon milieu familial très pauvre pour leur montrer que nous n'étions pas différents. En les examinant attentivement j'ai compris qu'ils avaient été agréablement surpris, ils devaient s'imaginer le Blanc arrogant et supérieur alors que je venais juste de leur démontrer le contraire, au point qu'ils en sont arrivés un peu gênés à s'excuser de s'être emportés, je leur ai répondu que j'avais déjà oublié l'incident auquel ils faisaient allusion et ils me serrèrent tous la main chaleureusement en m'adressant un immense sourire.

Changer la société pour changer les hommes, tel est le point de départ de notre réflexion et le but de notre combat politique. Il faut bien comprendre à quoi conduit le fait de rejeter ce processus ou à l'inverser.

Vouloir changer les hommes, leurs idées ou leur mentalité, leur comportement sans changer la société sans qu'il n'existe pas le moindre indice permettant d'affirmer qu'elle serait en train de changer en meilleur, en pire assurément on a les preuves quotidiennement hélas, revient à faire en sorte que les hommes s'accommodent de la société telle que la classe dominante est en train de la façonner à son image pour conserver le pouvoir, quitte à ce qu'elle dégénère totalement, sombre dans le chaos et la guerre. Socialisme ou barbarie, il n'existe pas d'autre alternative.

A ceux qui ne veulent pas admettre que la classe dominante est à l'origine de tous les complots.

1- Le FBI accusé de fabriquer de faux complots terroristes - french.irib.ir

Mike German, ancien agent spécial du FBI pendant 25 ans, affirme que la lutte antiterroriste post-11 septembre 2001 a

totalemment dérivé.

Dorénavant le FBI serait une agence qui doit faire du chiffre et des opérations spectaculaires pour avoir encore et toujours plus de budget.

Mike German accuse le FBI d'infiltrer puis de pousser certains jeunes musulmans à faire des attentats qui seront déjoués au dernier moment par l'agence. Des accusations extrêmement graves que le FBI ne semble pas avoir démenties pour l'instant.

L'ancien agent secret accuse aussi le FBI de surveiller et stigmatiser la Communauté musulmane américaine en n'hésitant pas à enfreindre certaines limites. french.irib.ir 16.02

La logique du FBI est la même que le Pentagone ou le complexe militaro-industriel-financier...

2- Un nouveau logiciel espion de la NSA mis au jour - LeMonde.fr

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) aurait, selon d'anciens agents du renseignement américain, trouvé le moyen de dissimuler un logiciel espion dans les disques durs fabriqués par les sociétés Western Digital, Seagate, Toshiba et d'autres fabricants. Ce procédé signifie que la NSA dispose des moyens de contrôler la majeure partie des ordinateurs dans le monde, affirment-ils à l'agence de presse Reuters.

Ces révélations interviennent après la découverte par le laboratoire Kaspersky, développeur de logiciels de sécurité informatique basé à Moscou, de la présence de groupes de programmes d'espionnage sur des ordinateurs dans plusieurs pays.

Kaspersky, qui a mis au jour une série d'opérations de cyberespionnage occidentales, précise que des ordinateurs personnels infectés avec un ou plusieurs programmes d'espionnage ont été recensés dans une trentaine de pays. Le pays le plus concerné est l'Iran suivi par la Russie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Chine, le Mali, la Syrie, le Yémen et l'Algérie.

L'espionnage aurait pour cible des institutions militaires et gouvernementales, des sociétés de télécommunication, des banques, des entreprises du secteur de l'énergie, des chercheurs en nucléaire, des médias et des activités islamistes, ajoute Kaspersky.

La société moscovite n'a pas fourni le nom du pays derrière cette campagne d'espionnage mais a précisé qu'elle était étroitement liée au virus Stuxnet, cyber-arme utilisée pour attaquer des installations nucléaires iraniennes.

Vidéo

Obama: Les USA dirigent l'Ukraine ?
<https://www.youtube.com/watch?v=HQgY4pJGCHI>

Victoria Nuland avait révélé à son insu, l'année dernière, que le gouvernement de Kiev serait le sien. Barrack Obama déclare-t-il à présent la même chose d'une façon plus feutrée?

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre de classe à mort, qui en doutait ?

- La Grèce a 24 heures pour sauver sa peau auprès de l'Eurogroupe - Atlantico.fr

- La Grèce rejette un projet d'accord de l'Eurogroupe - Reuters

La Grèce a rejeté lundi lors d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles un projet de texte qui insistait sur la nécessité de prolonger le plan d'aide actuel, ont déclaré des responsables grecs.

- L'Eurogroupe donne un délai à la Grèce, jusqu'à vendredi - Reuters

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à vendredi pour solliciter une prolongation de son programme d'aide international, prolongation qu'elle a rejetée ce lundi, hypothéquant d'autant les chances de succès des discussions sur sa dette.

Avant l'ouverture des discussions, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble avait dit que la Grèce avait vécu au-dessus de ses moyens depuis longtemps et que l'Europe ne se sentait pas l'envie de lui donner encore plus d'argent sans qu'elle garantisse de mettre ses finances publiques en ordre.

Un banquier grec a estimé que la position d'Athènes était de mauvais augure pour les marchés et le secteur bancaire. La Banque centrale européenne (BCE) doit examiner mercredi pendant encore quelle durée elle peut autoriser la banque centrale grecque à continuer à fournir des liquidités d'urgence (ELA) pour maintenir les banques grecques à flot.

"C'est une évolution très négative pour l'économie et les banques. Les retraits au guichet vont continuer. Nous perdons de 400 à 500 millions d'euros tous les jours, cela veut dire deux milliards à peu près chaque semaine. Il y aura de la pression sur les actions et les rendements obligataires demain", a estimé le banquier.

Selon une source proche de la BCE, il est cependant peu probable que celle-ci ferme le robinet des liquidités aux banques grecques tant que les modalités d'un éventuel futur programme d'aide sont encore en discussion.

La banque américaine JPMorgan estime que les dépôts des banques grecques fondent de deux milliards d'euros par semaine et qu'à ce rythme ces dernières se retrouveront à court de garanties pour de nouveaux prêts dans 14 semaines.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras réclame un programme-relais de quelques mois, le temps de se mettre d'accord sur un plan qui se substitue au programme d'aide en cours, synonyme pour les Grecs d'une austérité insupportable.

La question est pour partie d'ordre sémantique: les Grecs ne veulent pas entendre parler de quoi que ce soit qui ressemble à une "prolongation" de l'ancien programme de renflouement ou qui conforte le rôle de la troïka.

Membre de cette dernière, le FMI a fait savoir, par la voix de sa directrice générale Christine Lagarde, qu'il n'y aurait plus de versement de fonds à la Grèce tant qu'elle ne progresserait pas dans les réformes.

"Nous nous attellerons à la procédure d'examen le moment voulu et établirons si oui ou non certains engagements pris, une bonne partie ou la totalité, ont été dans les faits respectés", a expliqué Christine Lagarde. "Si la conclusion est que ce n'est pas le cas, alors le versement par le FMI ne pourra avoir lieu". Reuters 16.02

[En famille. Au-delà du populisme. Comment légitimer le chef de guerre Hollande ?](#)

- Grèce : Mélenchon veut «convaincre» l'Elysée - Libération.fr

Jean-Luc Mélenchon, qui a sollicité un entretien par courrier avec François Hollande, a rendez-vous ce mardi à l'Elysée. Le dirigeant du Parti de gauche veut évoquer la position de la France à propos de la Grèce lors du prochain conseil européen et dire au président de la République «qu'il ne faut pas céder à la menace de la Banque centrale européenne. [...] Je n'ai pas d'autres moyens que celui de la discussion, de convaincre François Hollande qu'il ne peut pas accepter que la Banque centrale européenne coupe les vivres à ceux qui n'obéissent pas à la Troïka». Puis : «Il ne s'agit pas pour moi de représenter les Grecs auprès de François Hollande. J'y vais en tant que Français, comme quelqu'un qui a contribué à sa victoire en 2012 et pour dire que la France tient sa chance de réorienter la politique européenne.»

Pour Jean-Luc Mélenchon, «la partie qui se joue est trop grande, trop belle pour rester dans l'attitude politicienne» sans agir. L'ancien candidat à la présidentielle veut convaincre François Hollande qu'il faut «un bras de fer avec l'Allemagne» pour régler le cas grec. Libération.fr 16.02

Le Hollande du TSCG, de l'ANI, de la loi Macron, du Pacte de responsabilité, de la guerre au Mali, en Centrafrique, en Irak, etc. Mélenchon, quel misérable charlatan !

Pour qui roule Mélenchon ? Il donne lui-même la réponse.

[Choc des civilisations et stratégie du chaos mondialisée.](#)

En réalisant un amalgame entre terrorisme et islamisme, ils signifient par là que la religion musulmane serait à l'origine du terrorisme, il faut donc en déduire que tout adepte de cette religion pourrait basculer dans le terrorisme un jour ou l'autre. On est là dans la même logique que les caricaturistes de Charlie Hebdo qui ne représentaient pas un prophète ou un chef religieux fanatisé mais visaient l'ensemble d'une communauté de croyants.

La criminalisation des musulmans ne serait rien sans son pendant car il faut bien qu'elle profite à quelqu'un, d'où

l'association permanente avec l'antisémitisme. Le musulman est le mauvais et le juif est le bon, rien de tel pour alimenter l'antisémitisme, c'est le but recherché. Le musulman serait arriéré et anti-républicain, antidémocrate, tandis que le juif serait progressiste et démocrate.

Ce ne sont pas les puissances occidentales qui seraient à l'origine du terrorisme ou mieux qui seraient directement impliquées dans le terrorisme, ce serait certains Etats qui l'alimenteraient, au hasard l'Afghanistan, l'Irak, , la Lybie, la Syrie, le Yémen, etc. avec bien sûr le soutien de l'Iran, la Russie, la Chine, Cuba, le Venezuela, la Bolivie, l'Argentine, etc.

Ce ne seraient pas les puissances occidentales qui auraient déclenché des guerres contre 7 pays dont la population est à majorité musulmane les 13 dernières années. On en revient au XIXe et XXe siècle avec leurs guerres de rapine, qui sont animées également par des intentions louables puisque civilisatrices et libératrices de la tyrannie et de l'obscurantisme, à l'exception toutefois des pays du Golfe persique qui sont épargnés puisque chacun sait que leurs régimes sont des modèles en matière de démocratie et de liberté.

En réalité, les tyrans et les gardiens de la tyrannie ou des puits de pétrole se sont les chefs d'Etat des pays occidentaux, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, etc.

Le règne de la terreur : C'est l'UE et l'OTAN.

- L'Europe sous la pression du terrorisme islamiste - LeFigaro.fr
- Nétanyahou appelle les Juifs d'Europe à émigrer en Israël - LeFigaro.fr

A croire qu'il n'était pas au bon endroit le 7 janvier et le regrette.

- «On voit bien que la vigilance retombe», s'inquiète un membre de Charlie Hebdo - 20minutes.fr

Valls sous influence sioniste, cela ne fait aucun doute.

Grille de lecture.

- Tous font le procès de Dumas qui a toujours soutenu la cause palestinienne contre Israël.
- Ils font le procès de Dumas, alors que c'est le journaliste de BFM qui a utilisé dans sa question la formule "sous influence juive".
- Dumas n'a sans doute jamais confondu juif et sioniste, dans son esprit il devait penser sioniste, il n'a fait que reprendre la formule du journaliste.
- Roland Dumas estime que Manuel Valls est «probablement sous influence» juive - 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute.

- "J'ai regardé entièrement l'interview ce matin. Roland Dumas mettait clairement les formes dans son propos. Il enfonçait une porte ouverte. Ensuite il en a parlé pcq il expliquait comment Valls l'avait agressé verbalement du fait du positionnement pro-arabe de Roland Dumas. Et lorsque Roland Dumas parle d'influence, il le fait pour décrire une situation. Maintenant on note bien comment la propagande et la désinformation se met en branle tout de suite pour tenter de nous le faire passer comme 'un vieux réactionnaire antisémite' ! Cela montre à tel point notre démocratie est sous l'emprise de lobbies."

Extraits de l'interview.

Dumas : Le père était un républicain espagnol formidable, un bon peintre, il est toujours resté en France et il a toujours refusé de retourner en Espagne du temps de Franco. Ca signifie quelque chose pour moi, Guernica ça a un sens. Et lui il a pris le point de vue contraire.

En d'autre terme Valls a pris celui du franquisme. Là non plus Dumas ne se rend pas compte de ce qu'il vient de dire, il a 92 ans et à cet âge là le cerveau ne réagit pas de la même manière qu'à 40 ou 50 ans par exemple.

Le journaliste : il est sous influence juive

Dumas : Probablement. Je peux le penser. Tout le monde a un peu d'influence.

Le journaliste : sous l'influence de sa femme

Dumas : Bien sûr, pourquoi pas, pourquoi ne pas le dire, c'est une réalité.

J'ai peut-être loupé un épisode, mais apparemment ce matin plus aucun média ne reprenait cette info. L'amalgame ou la ficelle était-elle un peut trop grossière et trop risquée ?

Le sionisme et le fascisme font bon ménage à Kiev ou Tel-Aviv, qui l'évoque ?

- Manuel Valls utilise pour la première fois le terme "islamo-fascisme" - Francetv info

L'islamo-fascisme nous fait penser à l'hitléro-trotskisme. Leur cible : les populations syrienne, irakienne, palestinienne, libanaise, iranienne, afghane, etc. qui résistent à la politique impérialiste américaine. Hier les trotskistes qui résistaient au stalinisme.

On retrouve notamment trace de cette expression dans les propos de l'ancien président américain George W. Bush, le 6 août 2006. Pour L'Obs, le clin d'oeil de Manuel Valls aux "néo-cons" est donc évident. (Tous les fanatiques recourent à des méthodes cruelles, barbares, la CIA et le Pentagone ou les "néo-cons" en plus sophistiquées...

L'expression à un autre défaut: l'utilisation du mot "islam" semble englober la religion et ses pratiquants dans leur totalité. Un raccourci qui pose problème, selon certains observateurs. lexpress.fr 16.02

Commentaire d'un internaute

- "Les pays où l'islam est en situation dominante entrent dans la catégorie désignée par le Premier ministre. "

Et l'officine de presse de la propagande officielle nauséabonde prend le relais.

- Attaques de Copenhague: l'Europe en état d'alerte face à la menace de "l'islamo-fascisme" AFP

Qui visent-ils ? Les musulmans.

"Il faut désormais une rupture", Valls a poursuivi. "Il faut que l'islam de France assume, qu'il prenne totalement ses responsabilités, c'est ce que demandent d'ailleurs l'immense majorité de nos compatriotes musulmans", a ajouté Manuel Valls. (Une rupture avec quoi, l'antisionisme qu'il assimile à l'antisémitisme ? - ndlr)

Qui défend-il ? L'Etat sioniste.

"Pour combattre l'islamo-fascisme, puisque c'est ainsi qu'il faut le nommer, l'unité doit être notre force", a déclaré le Premier ministre sur RTL. "Il ne faut céder ni à la peur, ni à la division. Mais il faut en même temps poser tous les problèmes: combattre le terrorisme, mobiliser la société autour de la laïcité, combattre l'antisémitisme". AFP 16.02

La laïcité doit être mise au service d'Israël autrement dit...

- Profanation de tombes juives : Hollande appelle à un "sursaut" national - Francetv info

[Un modèle social, vraiment ?](#)

- Suède: la brutalité de deux agents de sécurité à l'encontre d'un enfant musulman - french.irib.ir

La brutalité de deux agents de sécurité à l'encontre d'un enfant musulman a choqué la Suède après la diffusion de vidéos, lundi 9 février, prises dans la gare de Malmö.

Dans les courtes scènes filmées le 6 février par des passants, on y voit un enfant âgé de 9 ans violemment plaqué au sol par un agent de sécurité. Ce dernier appuie sur la tête de l'enfant, en pleurs, et va jusqu'à la cogner sur le sol. La violence est telle qu'il lui est difficile de respirer. Entre deux sanglots, on entend alors le jeune garçon, présenté comme d'origine marocaine, prononcer l'attestation de foi (shahada) en levant le doigt vers le ciel. Avec le peu de force dont il dispose, Il se débat, en vain : un second agent de sécurité vient lui immobiliser ses jambes.

Quelle raison a bien pu entraîner autant de violence contre l'enfant ? La réaction des agents de sécurité surprend tant elle est largement disproportionnée à l'infraction constatée : le jeune voyageait sans ticket dans le train.

Un témoin de la scène a affirmé au quotidien suédois Sydsvenskan que les images ne rendaient pas toute la violence de l'interpellation. « On ne peut pas ressentir ce que font les cris du garçon implorant à l'aide, sa prière et le bruit sourd de son crâne contre le sol en pierre », a-t-il raconté dans l'anonymat.

La police, qui a minimisé dans un premier temps la violence, a présenté ses excuses quelques jours plus tard pour avoir minimisé la disparition. Une enquête a été ouverte après la diffusion de la vidéo et un des agents a été suspendu.

Relâché, l'enfant avait été ramené au foyer où il avait été placé à son arrivée en Suède mais il a fui peu de temps après. Après plusieurs jours de recherches, il a été retrouvé le 13 février par la police dans le pays voisin, le Danemark. french.trib.ir 16.02

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos et de la guerre

- Nouvelles sanctions de l'UE autour de la crise ukrainienne - Reuters
- En Ukraine, les accords de Minsk 2 ont (déjà) du plomb dans l'aile - Le Huffington Post
- Turquie: la colère monte après le meurtre sauvage d'une étudiante - AFP
- Birmanie : les combats entre l'armée et des rebelles continuent dans le Nord - LeMonde.fr
- Après l'exécution de 21 chrétiens, l'Égypte bombarde l'Etat islamique en Libye - LeFigaro.fr
- L'Italie prête à envoyer 5000 soldats pour lutter contre Daech en Libye - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Syrie : changement de cap de l'Occident, Assad est le gagnant - french.trib.ir

Selon le quotidien Al-Hayat, le changement radical de la position de l'Occident, fait du président Bachar al-Assad le gagnant des événements de la Syrie.

Le quotidien arabophone Al-Hayat qui paraît à Londres a publié dimanche 15 février un article signé par Elias Harfoush qui souligne que désormais l'Occident modifie radicalement son approche quant à la crise syrienne, et considère le gouvernement du président Bachar al-Assad comme une partie de la solution et non pas une partie du problème. L'auteur estime que c'est une victoire très importante pour le président Assad de voir l'Occident changer d'approche envers son gouvernement, en revenant sur sa position prise il y a quatre ans au début de la crise. L'auteur de l'article ajoute qu'il ne faut minimiser l'importance des déclarations de l'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mastura qui confirme, lui aussi, que le gouvernement de Damas est une partie de la solution de la crise syrienne, bien que les opposants au gouvernement d'Assad veulent le nier par toute leur force.

Selon l'article d'Al-Hayat, aujourd'hui, le gouvernement du président Bachar al-Assad n'est plus considéré comme un obstacle devant les efforts politiques pour trouver une solution à la crise. Al-Hayat ajoute que la position du président des Etats-Unis Barack Obama qui exigeait autrefois le départ de Bachar al-Assad, s'est transformée, et il appelle aujourd'hui implicitement Assad à rester à la tête du pouvoir. L'article conclut qu'il s'agit d'un changement de cap majeur, car Washington soutient maintenant les initiatives de la Russie pour résoudre la crise en Syrie, tandis que l'Occident avoue que la crise syrienne ne serait résolue que par la diplomatie, ce qui signifie en quelque sorte que l'Occident accepte les conditions du président Bachar al-Assad pour la sortie

de la crise. french.irib.ir 16.02

2- Yémen

- La résolution onusienne sur «la propagation du terrorisme», au Yémen - french.irib.ir

Les restes du scénario interventionniste du Conseil de sécurité des Nations Unies, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, sont considérés, par l'opinion publique mondiale, comme une stratégie de calculs erronés et illégitimes.

Selon la chaîne internationale Sahar, citant Farsnews, le Conseil de sécurité des Nations Unies a mis au point un projet de résolution interventionniste contre le mouvement d'Ansarallah.

Ce projet de résolution prévoit la mise à l'écart du Mouvement Ansarallah du pouvoir, au Yémen. Cette résolution interventionniste, demande aux forces d'Ansarallah de se mettre, "avec bonne foi", à la table des négociations, sous l'autorité de Jamal Ben Omar, l'envoyé spécial de l'ONU, au Yémen, et de libérer Abda Rabbo Mansour Hadi, le Président yéménite, et son Premier ministre, Khaled Behah, assignés à résidence, par le Mouvement Ansarallah. Samedi soir, le Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), a tenu une réunion d'urgence, à Riyad, sur les évolutions yéménites, poussant le Conseil à adopter une résolution, sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui permet des sanctions et le recours à la force, en cas de non-respect. Cette résolution n'a pas été placée sous le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, toutefois, elle peut être considérée comme un prélude à l'ingérence de ce Conseil, dans les affaires intérieures du Yémen.

Le Conseil de sécurité commencerait, d'ailleurs, à s'immiscer, au Yémen, par une considération particulière, et tout de suite après, il interviendrait, directement. L'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie sont des exemples manifestes du scénario onusien. En particulier, les cas libyen et syrien ressemblent beaucoup à celui du Yémen. Les restes du scénario interventionniste du Conseil de sécurité des Nations Unies, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, sont considérés, par l'opinion publique mondiale, comme une stratégie de calculs erronés et illégitimes. La destruction des infrastructures, des ressources énergétiques et humaines, les dommages sociaux consécutifs aux meurtres, aux violences et à la sauvagerie, en un mot, la création d'un climat propice au «développement du terrorisme», sont les principaux résultats de cette politique, qui s'étend de points tribaux, très loin, au Pakistan, jusqu'à la Tunisie, au Nigeria et à l'Europe.

L'appel du Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), à l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, d'une résolution contre le Mouvement Ansarallah, témoigne de l'ingérence flagrante des membres du CCGP, dans les affaires intérieures du Yémen, pour décider du sort des Yéménites. Et ce, alors que la révolution des Yéménites a commencé, grâce au soutien populaire, et aux efforts déployés, pour la construction d'un nouveau Yémen, démarches qui sont, donc, soutenues par la nation, notamment, la lutte contre le terrorisme, qui est considérée comme le souhait de longue date du peuple yéménite. Le terrorisme, qui, tout au long de ces dernières décennies, a empêché le progrès et le développement, au Yémen. L'adoption de telles résolutions ne contribuera-t-elle pas à l'extension géographique du terrorisme, au Yémen, et dans d'autres points du monde ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a, rien, fait d'autre pour éradiquer ce fléau que l'autorisation de la formation d'une Coalition anti-Daesh, en Irak et en Syrie, une Coalition, dont la diffusion de vidéos sur l'acheminement d'aide aérienne aux éléments de Daesh, a levé un coin du voile sur ses intentions réelles. Pourquoi, le Conseil de sécurité de l'ONU, ne permet-il pas aux fils de l'Irak, de la Syrie et du Yémen, de lutter contre ce fléau mortel ? Des hommes, qui connaissent bien la géographie de leur propre région, et qui souhaitent reconstruire et contribuer au développement et au bien-être de leur pays. french.irib.ir 16.02

ECONOMIE

Algérie

L'Algérie doit accélérer ses réformes économiques (FMI) - french.irib.ir

L'Algérie doit accélérer ses réformes économiques, bien qu'elle dispose d'atouts susceptibles de l'aider à faire face aux conséquences de la chute des prix du pétrole, a estimé un responsable du Fonds monétaire international, jeudi, à Alger.

"L'Algérie est beaucoup mieux préparée et sa position est plus forte, par rapport aux années 1980, pour faire face aux chocs externes liés à la chute des cours mondiaux de brut", a déclaré le directeur du département Moyen-Orient et Afrique du Nord, au FMI, Masood Ahmed, selon des propos rapportés par l'agence APS.

"La politique macro-économique prudente menée par les autorités algériennes est à l'origine de cette position", a expliqué M. Ahmed, précisant que l'Etat algérien "a réussi à développer et à renforcer des marges de manoeuvre budgétaires, qui ont permis au pays de mener des ajustements, face à cette nouvelle conjoncture".

Le représentant du FMI a, cependant, relevé des "vulnérabilités", ressenties, avant même la dégringolade des prix du pétrole, risquant de fragiliser la position extérieure de l'Algérie.

Il s'agit, notamment, du creusement du déficit budgétaire et de la balance commerciale, sous l'effet de la hausse des dépenses publiques et des importations.

La loi de finances de 2015 prévoit un déficit de 41 milliards d'euros.

L'Algérie tire du pétrole plus de 95% de ses recettes extérieures et la fiscalité de l'or noir représente 60% de son budget.

En signant la loi de finances 2015, le 30 décembre 2014, le Président algérien, Abdelaziz Bouteflika, avait estimé que "l'Algérie traversera, sans difficulté majeure, les graves perturbations que connaît le marché international des hydrocarbures".

L'Algérie, dont l'endettement public est, actuellement, quasi-nul, et les réserves de change, estimées à quelque 185 milliards de dollars, "n'est pas, aujourd'hui, en situation de crise", a estimé M. Ahmed. french.irib.ir 14.02

[Haut de page ↗](#)

Le 21 février 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles demain, il n'y a rien qui presse...

On se demande à quoi peuvent servir ces causeries. A rien sans retour comme tout le reste...

Tout passe et que se passe-t-il ? Rien.

Tout est normal en somme. Passez un bon week-end.

On se demande ce qu'en pensent les Irakiens et les Syriens qui croulent sous la guerre. Nous sommes à leur côté et nous nous sentons bien seul.

[Unité nationale des populistes de l'extrême droite à l'extrême gauche. Un échec ? Une crise ?
Lequelle, laquelle ?](#)

La loi Macron va s'appliquer c'est l'essentiel, et les affairistes du PS vont faire leur compte et rester au bercail...

[Quelques réflexions politiques.](#)

Ils ont le champ libre... ou presque.

Ils ont le champ libre dans la mesure où il n'existe plus aucun parti ouvrier combattant pour le socialisme à part en parole ou totalement marginalisé, coupé des masses. Presque, parce que les masses résistent partout dans le monde.

A ceux qui ignorent encore ce qu'est le socialisme ou qui l'aurait oublié, il repose d'une part sur le développement des forces productives ou le niveau atteint par le développement économique permettant de satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité une fois libérées du carcan du mode de production capitaliste ; la lutte des classes, ce qui en soi ne suffit pas à garantir le passage du capitalisme au socialisme ou assurer la survie et le développement harmonieux de la civilisation humaine, puisque pour remporter la victoire ou vaincre l'un des deux ennemis engagés dans cette lutte à mort doit périr, disparaître ou abdiquer ses droits ce qui revient au même, et que pour parvenir à cet objectif la classe dominée, celle des exploités, la classe ouvrière doit impérativement s'organiser, se rassembler, se doter d'une direction, d'un parti orientant son combat et définissant ses tâches pour atteindre cet objectif, conquérir le pouvoir politique, condition sans laquelle c'est la classe des capitalistes qui remportera la victoire, sèmera le chaos, la terreur, la désolation et la guerre pour conserver son pouvoir devenu tyrannique, cruel, monstrueux, barbare.

Donc être animé de généreuses intentions ne suffit pas, résister ne suffit pas, lutter ne suffit pas, sans théorie et sans

programme incarnant l'objectif politique que la classe ouvrière doit atteindre, sans conscience de la nécessité de remplir impérativement cette condition l'humanité est vouée à la barbarie, la déchéance ou signe son arrêt de mort, car vivre dans un monde aussi cauchemardesque c'est être déjà mort quelque part, dialectiquement la barbarie est la négation de la civilisation humaine et tous ses acquis.

La seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours a démontré que la classe des exploités n'avait pas été capable de remplir cette condition politique parce que ses dirigeants ont failli ou se sont laissé corrompre par le capitalisme. Le socialisme sera condamné à demeurer une utopie tant que nous n'aurons pas été en mesure de remplir cette condition, de tirer les enseignements pratiques de la lutte de classes au cours de cette période. Toute discussion ou analyse qui évacue cette question ou cet aspect de la réalité est vaine, inutile, sans intérêt, une perte de temps et d'énergie. Que ce soit l'attitude adoptée jusqu'à présent par tous ceux qui prétendent parler en notre nom est le principal problème que nous avons à résoudre pour aller de l'avant.

On s'aperçoit que la stratégie politique adoptée envers le PS et le PCF ou les rapports établis avec ces partis, avec les institutions et le capitalisme, ses représentants étaient erronés ou ont conduit à la faillite de l'avant-garde du mouvement ouvrier ou n'ont pas permis de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui. Il y en a qui se résignent à dire que cela n'a rien à voir, et que finalement la situation actuelle serait le produit d'un processus inéductible, généralement ils ne l'affirment pas si ouvertement, ils le sous-entendent seulement car en allant au bout de leur raisonnement on en arriverait à la conclusion que les conditions pour que se réalise le socialisme ne seront finalement jamais réunies, ce qui signifie qu'ils n'y croyaient pas eux-mêmes, or quand on ne croit pas en la réalisation de quelque chose il n'y a aucune chance qu'elle se réalise, rappelons-nous que pour Marx le socialisme n'était pas un objectif gagné d'avance mais seulement une possibilité qui pouvait ou non se réaliser, autrement dit qui pourrait bien ne jamais se réaliser si on ne s'en donnait pas les moyens, or à ce jour on a démontré qu'on en était incapable.

Pendant près de 70 ans on a absolument voulu faire jouer un rôle au PS et au PCF au sein du mouvement ouvrier, même au-delà. On est incapable de proposer aux travailleurs une perspective politique dans laquelle ils seraient exclus, de même pour les appareils pourris des syndicats. Il était impossible de concevoir la lutte de classe sur une position indépendante de ces partis et des institutions auxquelles évidemment il faut aussi absolument participer, même quand elles prennent ouvertement les contours d'une dictature. Il ne s'agissait pas de nier leur existence évidemment, mais de refuser toute collusion, toute compromission, tout ménagement, tout aménagement de nos rapports avec ces partis pourris, les combattre au même titre que les partis officiels de la classe dominante en demeurant strictement sur le terrain de classe des exploités dans la perspective du renversement du régime en place et du socialisme.

Ces partis ont défigurés, gangrenés, dévastés puis détruits le mouvement ouvrier au nom du socialisme pour le compte de la classe dominante dont ils sont les représentants ou agents, c'était donc uniquement comme tels qu'il fallait les traiter.

Depuis mai 2012 certains très hypocritement feignent de découvrir que le PS est un parti de droite, du capital, de la réaction, alors qu'il en a toujours été ainsi depuis 1914.

Le PS aurait changé et ne serait pas arrangé avec le temps. Mais le FN n'aurait-il pas changé, ne se serait-il pas bonifié avec le temps pour adopter des positions en faveur des exploités et des opprimés digne d'un parti ouvrier pendant qu'on y est ? C'est ce que certains travailleurs estiment, il faudrait donc reconnaître qu'ils n'ont pas tout à fait tort et qu'il y aurait aussi du bon dans le FN, qui par ailleurs est lui aussi un parti du capital. Pourquoi finalement ne pas le ménager ou s'en accommoder ou ne pas lui reconnaître aussi des qualités malgré ses innombrables défauts, on peut aller très loin avec ce genre de logique.

On nous dira encore qu'il ne faut pas confondre le PS et le FN, certes, le premier était un parti ouvrier, autrefois, il y a un siècle mais cela fait belle lurette qu'il n'était plus qu'un parti petit-bourgeois lié au capital comptant dans ses rangs de grands bourgeois, exactement comme le FN puisque finalement ils ont le même fond de commerce, la petite bourgeoisie, les couches ou classes moyennes que le PS lui dispute justement, et cette proximité n'est pas étrangère à la politique adoptée par le PS jusqu'en 2012 puisque maintenant les dirigeants de l'oligarchie financière exigent qu'il s'attaque à ces classes ou couches qui tendent à s'orienter vers le FN qui demeure seul en lice pour les défendre, d'où son succès électoral relatif. Après s'être attaqué à la classe ouvrière et avoir muselé ou laminé le mouvement ouvrier, le PS continue le sale boulot et s'attaque aux classes moyennes qui espèrent trouver son salut dans l'extrême droite qui prendra le relais du PS quand celui-ci ne pourra plus aller plus loin dans l'application de son programme néolibéral, ce sera au tour des fascistes de s'en prendre au prolétariat et au mouvement ouvrier à moins que dans un premier temps ils s'en servent pour attaquer les classes moyennes, avant de les retourner contre la classe ouvrière, le schéma classique de la dictature fasciste quoi.

Quant au PCF, on ne va pas reprendre ici son histoire qui n'a été qu'une suite de trahison depuis le milieu des années 20 quand il fut stalinisé, les derniers événements suffiront, ils confirment son épouvantable passé.

Le PCF est membre du Front de gauche tout comme le PG. Mélenchon s'est adressé lundi à Hollande qui devait le recevoir mardi à propos de la situation en Grèce.

- Grèce : Mélenchon veut «convaincre» l'Élysée - Liberation.fr 16.02

Mélenchon allait-il demandé à Hollande de bien vouloir prendre en considération les intérêts du peuple grec ? Impossible puisqu'il a soutenu depuis trois ans tous les plans d'austérité que la troïka lui a imposés, alors que simultanément il s'apprêtait à faire passer la loi Macron en recourant à l'article 49.3 de la Constitution de la Ve République, qui en quelque sorte est déjà en application en Grèce. Alors qu'allait-il donc faire au Palais ? Convaincre "François Hollande qu'il ne peut pas accepter que la Banque centrale européenne coupe les vivres à ceux qui n'obéissent pas à la Troïka" et de la nécessité de "réorienter la politique européenne", en somme Mélenchon nous refait le coup Hollande à propos du TSCG qu'il a adopté sans qu'il soit révisé. Dans le rôle de l'idiot utile au régime, il n'est pas mal dans son genre.

Bref, on aura compris que le bouffon Mélenchon ne ménageait pas ses efforts pour légitimer Hollande. Mélenchon confirmera qu'il n'entendait pas "représenter les Grecs auprès de François Hollande", parce qu'il ne pouvait pas se départir de son rôle de vassal de son suzerain en affirmant "J'y vais en tant que Français, comme quelqu'un qui a contribué à sa victoire en 2012" dont visiblement il n'a pas honte ou ne regrette rien.

S'il ne représentait pas les Grecs, qui d'autre pouvait-il représenter à part la Troïka ? Et ses amis de Syriza, dès lors qu'ils refusent de rompre avec la Troïka et l'euro, qui représentent-ils ? Les mêmes intérêts que Hollande.

Et quand Mélenchon et ses camarades du PCF et des Verts ont accepté d'être ministres de Chirac, le représentant du parti de l'ordre, c'était pour que Chirac applique quelle politique à part celle conforme à la classe des capitalistes ? Ils ont tous choisi librement, délibérément, de servir le régime en place, de se situer dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, dès lors étaient-ils de gauche ? Bien sûr que non, ils signifiaient pas là que les liens qu'ils pouvaient avoir avec la classe des exploités étaient une imposture, une escroquerie politique faite pour les dupés.

On peut remonter près d'un siècle en arrière et faire chaque fois le même constat qu'il s'agisse du PS ou du PCF. Sauf qu'on n'en a pas tenu compte. Souvent par dogmatisme, fétichisme, culte de la personnalité envers Lénine et Trotsky. Dès lors que la révolution russe et que le parti bolchevik étaient passés sous la coupe du stalinisme et que l'opposition de gauche était vaincue, il aurait fallu tirer les enseignements de la période précédente de la lutte de classes dont toutes les conséquences apparaîtront plus clairement qu'après la mort de Lénine en 1924, ainsi que les erreurs commises ou les faiblesses ou insuffisances que renfermaient les analyses qui avaient été faites précédemment et qui étaient pour ainsi dire inévitables, de manière à modifier la stratégie à adopter face à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme au regard de l'évolution de la situation, etc. au lieu d'entonner éternellement le même refrain... jusqu'à nos jours.

On va nous dire que c'est remettre beaucoup de choses en question, que c'est une question trop vaste et qu'on ne peut pas la traiter d'un bloc, etc. On est prêt à admettre toutes les hypothèses ou critiques qu'on voudra, on cherche à comprendre uniquement, on n'a pas d'idées proconçues ou de réponses toutes prêtes aux questions qu'on soulève, on se dit simplement que soit notre recherche doit s'orienter dans cette direction, soit il faut admettre la fatalité, que les choses se sont passées de la sorte parce que c'était inévitable, peut-être parce que le capitalisme aurait fait preuve de ressources insoupçonnées, d'une vitalité incroyable, alors qu'en réalité il fut au bord du gouffre plus d'une fois au cours des 70 dernières années, dès les années 50, puis à la fin des 60, et encore dans les années 70, idem au début des années 80, bref, on se dit que cette version des faits ne colle pas, il y a eu trop de crises, trop de guerres au cours de la seconde moitié du XXe siècle, de révolutions et de contre-révolutions aussi, autant d'occasions de construire le parti, occasions manquées, brisées, trahies.

On ne peut pas développer une stratégie politique conforme au socialisme sans remettre en cause la conception de la lutte de classe que l'on a adoptée lors de la seconde moitié du XXe siècle qui nous a conduits à la situation actuelle.

On a voulu nous faire croire qu'il suffirait de ménager notre bourreau pour qu'il nous épargne et nous nous sommes lourdement trompés, fourvoyés. Vous avouerez qu'au regard de l'enjeu, c'est très grave, non ?

Impossible de vaincre tout un peuple. Impossible de vaincre notre ennemi sans une vision claire de la situation.

En Irak, les Américains n'ont pu vaincre, parce qu'ils devaient affronter la majorité des Irakiens qui soutiennent la souveraineté et l'unité de l'Irak. En Syrie, la horde de mercenaires sanguinaires qui sert de supplétif à l'OTAN ne peut vaincre tout un peuple qui s'est soulevé pour défendre son droit à l'autodétermination. En Palestine, le fascisme sioniste ne peut vaincre car il a tout un peuple contre lui. En Ukraine, la majorité du peuple rejette la guerre, le fascisme et la régression sociale que veulent lui imposer le FMI, l'UE et Washington.

En Grèce, le peuple refuse de nouveaux sacrifices. En France, les masses exploitées refusent d'être davantage exploitées. Il en va ainsi en Espagne, en Italie, au Portugal, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, partout dans le monde, ce qui prouve que la base du socialisme demeure solide.

L'impérialisme anglo-saxon-sioniste a répondu à la vétilité d'indépendance de l'Irak et de la Syrie par la guerre, idem pour l'Ukraine. Sera-t-il tenté d'étendre cette méthode à d'autres pays ou continents, à la terre entière ? Nul ne peut répondre à cette question pour l'heure. Disons que s'il se trouvait acculé ou ne pouvait plus avancer sur la voie qu'il s'est fixé, il pourrait y

recourir, visiblement il y prépare les esprits, il les conditionne de telle sorte de les préparer à la guerre, c'est aussi un puissant moyen psychologique pour traumatiser les masses et leur indiquer au passage leur futur ennemi, la Russie et éventuellement la Chine qui jusqu'à présent contrairement aux puissances occidentales (ou à l'OTAN) n'ont attaqué ou bombardé aucun pays à ce jour. Il faudrait par exemple qu'ils ne puissent pas conclure leur projet de traité transatlantique pour qu'ils recourent à la guerre, autrement dit ils emploieraient un autre moyen politique pour parvenir à leurs fins.

La guerre est l'expression de la crise du capitalisme quand elle ne peut plus être contenue ou risque d'emporter à tout moment leur système économique, lorsqu'il est menacé d'effondrement, quand politiquement ils ne peuvent plus gouverner comme avant, elle est utile pour neutraliser le mouvement ouvrier et rassembler le peuple autour de son chef d'Etat ou sauveur suprême qui réalise ou incarne l'unité nationale, quand ils ne peuvent aller plus loin dans l'application de leur politique antisociale ou qu'ils craignent d'affronter la classe ouvrière, les chefs des syndicats ouvriers et patronaux pactisent dans un même élan patriotique nauséabond, la collaboration de classes bat son plein...

L'économie d'armement ou de guerre est rentable pour les capitalistes. En période de crise aigüe elle devient la seule source de profit vraiment intéressante pour les nantis qui ont accumulé des capitaux dans des proportions faramineuses lors de la période précédente, et qui ne trouvent plus sur le marché de placements suffisamment sûrs et juteux où réaliser des profits substantiels.

Et puis la guerre permet de détruire des forces productives devenues trop importantes pour être contenues par le mode de production capitaliste dans des proportions gigantesques, de raser infrastructures et usines, habitations, des pays entiers, de massacrer des millions d'hommes qui sinon seraient voués au chômage, devenus trop encombrant eux aussi, ce qui politiquement présentait un risque, s'en débarrasser en les envoyant à la boucherie permet de réduire cette pression qui pesait sur le capitalisme.

Une fois la guerre terminée, le peuple profondément traumatisé, meurtri ne pense qu'à assurer sa survie, il compte ses morts, pansent ses blessures, les survivants s'estiment heureux d'être encore en vie et la plupart s'en contentent, si l'avant-garde du mouvement ouvrier n'était pas suffisamment théoriquement armé au début de la guerre, elle en sort affaiblie et se disloque, les chefs corrompus du mouvement ouvriers vendent une fois de plus la paix sociale contre un plat de lentilles que le peuple affamé accepte parce qu'il n'a pas d'autres alternatives, l'heure est à la reconstruction, face à un champ de ruines, chacun se tourne vers le brave banquier qui s'est enrichi de tous les côtés pendant la guerre, il peut ainsi fixer ses conditions, tirer profit politiquement de la situation pour accroître son pouvoir et ainsi de suite, jusqu'au jour où il détiendra tout le pouvoir sans partage, c'est son unique objectif ou disparaître, on comprend donc l'acharnement et le cynisme dont il est capable de faire preuve pour sauver sa peau et envoyer le peuple à l'abattoir à sa place.

Ayant acquis une certaine expérience en matière de démolition contrôlée, les oligarques qui sont au sommet de la pyramide du capitalisme mondial et ont conçu un système économique mafieux parallèle au système capitalisme classique depuis près d'un demi-siècle déjà, agissent à la manière d'apprentis sorciers qui ignorent en partie ou ne maîtrisent que partiellement les conséquences de leurs actes, ils ne peuvent pas prévoir comment vont évoluer certains rapports après avoir modifié ou manipulé la nature de certains facteurs au comportement imprévisible en présence d'une multitude d'autres facteurs agissant sur eux et dont ils ne contrôlent pas toutes les fonctions, et le facteur le plus imprévisible d'entre eux demeure encore l'homme qu'ils n'ont de cesse de vouloir davantage formater, contrôler, surveiller.

La mise en place de ce système économique mafieux correspond à plusieurs objectifs ou obligations, assurer l'hégémonie de l'impérialisme américain, mais surtout contrecarrer les contradictions du capitalisme qui risque de l'emporter à tout moment, être en mesure d'en prendre le contrôle pour si nécessaire orchestrer l'effondrement d'un pan du capitalisme sans qu'il entraîne le reste du capitalisme dans sa chute, se servir de ce levier comme un moyen de pression sur l'ensemble des acteurs influents du capitalisme afin qu'ils adoptent la stratégie politique du premier cercle de l'oligarchie financière, ce qui nécessite évidemment de disposer du pouvoir politique, ce qui signifie également qu'il existe une hiérarchie du pouvoir au sein de l'industrie financière à laquelle chacun accepte de se soumettre, éventuellement de se sacrifier ce qui n'est pas donné d'avance... Quel meilleur et plus puissant moyen de pression pouvaient-ils imaginer que la monstrueuse dette du capitalisme mondiale, que cette spirale infernale qu'ils doivent alimenter en permanence et contre laquelle personne n'ose aller car immédiatement tout leur système serait paralysé et s'effondrerait, or aucun d'entre eux, aucun des spéculateurs de Wall Street n'y tient vraiment. Et ce sont eux qui détiennent le pouvoir de déterminer s'ils continuent de fabriquer de la monnaie de singe ou non, où ils injectent cet argent, dans quel objectif.

Si l'on reprend l'affaire des subprimes et la chute de Lethman Brothers en 2008, la décision de Bush d'injecter dans un premier temps quelque 750 milliards de dollars dans le circuit financier puis des milliers de milliards de dollars, le gouvernement ou le Trésor américain ne disposait pas de cette somme évidemment puisqu'il vivait déjà à crédit et était endetté jusqu'au dent, qu'a-t-il fait, il s'est adressé à la Fed qui a fait fonctionner la planche à billets et le tour était joué. On a là ce qu'on a expliqué plus haut. Ils ont laissé chuter Lethman Brothers tout comme ils auraient pu le sauver en injectant cet argent avant et non après, à ceci près que cela a permis de ruiner (en cascade) des millions de petits porteurs qui ont écopé à la place des banquiers, justifiant ensuite de ponctionner des milliers de milliards de dollars aux Américains, ce qui n'aurait pas été possible autrement.

La faillite de Lethman Brothers qui est liée au fonctionnement du système capitaliste classique était un fait établi depuis janvier

2008. Ils ont continué de la couvrir pendant 7 mois et quand leur scénario était fin prêt ils ont dit stop, on ne rajoute plus de monnaie et le dépôt de bilan devenait inévitable. Ils ont utilisé leur système mafieux pour empêcher que le système capitaliste ne s'effondre, pour sauver les banquiers, tandis que les conséquences de la chute de Lethman Brothers allaient être supportées par les Américains, en résumé le sauvetage du système capitalisme allait être assumé par les Américains au profit des banquiers par l'intermédiaire de leur système économique mafieux, donc en aucun cas ce système économique mafieux n'aura servi à sauver le capitalisme classique. La chute de Lethman Brothers allait servir à justifier ou légitimer auprès des Américains le recours à leur système économique mafieux, pour quoi faire, mais pour se distribuer des milliers de milliards de dollars soi-disant pour faire face à la crise et venir en aide aux Américains. Comment une telle arnaque a-t-elle été possible ? Mais parce que les Américains ne comprennent rien au fonctionnement des institutions financières et au capitalisme, d'autant plus que les médias les maintiennent dans l'ignorance de ce qui se passe réellement.

On ne compte plus les centaines d'articles lus au cours des années précédentes dans lesquels on nous expliquait que les Etats-Unis étaient en faillite, ruinés, sans le sou pour continuer la guerre, etc. et puis par une simple observation on s'est aperçu qu'ils continuaient leur guerre comme si de rien n'était, trouvant toujours plus d'argent pour financer leurs guerres, de nouvelles guerres, leur déficit ou leur dette comme si finalement la crise du capitalisme n'existait pas, comme si la situation économique aux Etats-Unis était florissante... La meilleure, c'est que rien d'anormal n'apparaît dans le budget américain ou au bilan de la Fed. D'ailleurs qui se pose ce genre de questions franchement, qui cela intéresse-t-il vraiment, on se demande, personne, tout est normal, ne vivons-nous pas dans un monde où tout ce qui se passe est normal ? On devrait peut-être plutôt se demander qui a vraiment envie de connaître les réponses à ces questions et on comprendrait mieux pourquoi personne ne tient à les poser car le sujet agit comme un révélateur y compris sur celui qui les pose.

[Touche pas à l'Etat génocidaire, repère de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste et fer de lance du néolibéralisme !](#)

Roland Dumas dans un entretien à France 24, le lendemain de celui qu'il avait donné à BFM et qui avait donné lieu à une exploitation infâme, a précisé ceci : Le journaliste de France 24 revient sur son propos de la veille et lui dit : "*le Premier ministre serait sous influence juive*" et Dumas répond "*il est sous l'influence du gouvernement israélien*" confirmant ce que nous avons affirmé la veille que c'était bien ce qu'il avait voulu dire, tandis que les médias et les commentateurs pourris en tous genres à commencer par les dirigeants du PS s'étaient déchaînés et avaient fait mine de ne pas avoir compris pour l'accuser d'antisémitisme.

On ne prend pas la défense de Dumas, on voulait juste montrer jusqu'où ils sont capables d'aller dans l'ignominie...

[Un discours qui s'adresse à qui ?](#)

Obama a affirmé que l'impérialisme américain n'était pas en guerre contre l'islam ou les musulmans rejetant par ailleurs la théorie de la guerre des civilisations... Qu'est-ce que cela signifie?

Il y a ce qu'il dit et ce qu'il fait qui ne coïncide pas forcément ou même entre en contradiction. Selon le moment ou le lieu, le parterre devant lequel il s'exprime, son discours s'adresse à des acteurs différents et ne vise pas forcément les mêmes objectifs. Les intentions qu'ils affichent correspondront ou non à la réalité, tout sera une question d'opportunité, de priorité et quel effet sera recherché, dans quel contexte intérieur ou international il s'exprime, s'il s'adresse à la population américaine ou mondiale...

Quand contrairement à ce qu'il affirme il vise l'islam, les musulmans et reprend ainsi à son compte la théorie de la guerre des civilisations il s'adresse à la population en général, il lui fournit au passage un bouc émissaire contre lequel il l'invite à se dresser, mais aussi les Etats ou les pays à majorité musulmane qui seraient les foyers du terrorisme international contre lesquels les Américains sont déjà en guerre pour qu'elle soutienne leur guerre au terrorisme au nom de la démocratie et de la liberté. En désignant des Etats ou des pays à l'origine du terrorisme, cela présente l'avantage d'exonérer la responsabilité des Etats-Unis qui en réalité en est le véritable chef d'orchestre, commanditaire et bénéficiaire.

Ce mensonge grossier ou cette monstrueuse contrevérité a pour fonction d'inciter fortement (sic!) les autres chefs d'Etat à reprendre à leur compte son discours qui a valeur de parole divine et gare à celui qui la mettrait en doute !

Il a aussi pour fonction de masquer tout aussi grossièrement les véritables intentions de l'impérialisme américain et c'est sans doute là l'essentiel, à savoir accroître son emprise politique sur les pays producteurs de pétrole et de gaz pour conserver sa place hégémonique au sein de l'économie mondiale, qu'il entend orienter dans une direction bien précise ou selon une stratégie politique déterminée devant assurer la survie du capitalisme en proie dorénavant à une crise devenue permanente et impossible à réduire ou contenir temporairement autrement que par la guerre, globale (économique, financière, sociale, politique, institutionnelle) ou affectant ses fondements.

Détourner l'attention des masses de leurs guerres de rapine, de brigandage.

Pendant que la population est appelée à s'en prendre aux musulmans, aux Noirs, aux Russes ou au Chinois, aux étrangers en général, aux homosexuels, aux femmes, aux prostituées, aux jeunes, aux vieux, aux malades, aux retraités, aux chômeurs, etc.

en fait toutes les couches ou toutes les minorités ou communautés y passent, sont systématiquement stigmatisées et manipulées pour qu'elles s'affrontent entre elles, de telle sorte que l'impérialisme américain et ses vassaux européens ou occidentaux puissent tranquillement livrer leur guerre à leurs concurrents pour conserver leur hégémonie ou accroître leur domination, leur part de marché, au-delà car ils visent également un objectif politique, imposer leur idéologie néolibérale à l'ensemble de la planète qu'ils comptent réduire en esclavage, par le biais d'une propagande outrancière de désinformation et une guerre psychologique menée sur tous les fronts devant servir à formater à dessein les cerveaux, à briser tous les rapports sociaux existants, tous liens collectifs au point que les masses exploitées ne soient plus en mesure de résister ou de défendre leurs droits sociaux et politiques, le chaos et la guerre s'imposant à elles comme une fatalité contre laquelle elles sont totalement impuissantes à lutter et finissent par s'en accommoder...

Dictature mondiale.

- Rendez-vous international à Washington contre la violence extrémiste - AFP

Dans la foulée d'attaques meurtrières en Europe et au Moyen-Orient, la Maison Blanche accueille à partir de mardi à Washington un sommet de trois jours pour "contrer la violence extrémiste", à laquelle des représentants de 60 pays devaient participer.

"Nous avons besoin de réponses qui aillent au-delà du niveau militaire, au-delà de la force", a déclaré Joe Biden, vice-président américain, lors d'une table ronde dans une annexe de la Maison Blanche, en ouvrant les travaux.

"Nous voulons organiser un vaste réseau pour combattre l'extrémisme violent", a expliqué un haut responsable de l'administration. "Nous allons écouter le secteur privé, les villes du monde, les ONG et tous ceux qui peuvent contribuer à apporter une solution", a déclaré un autre responsable.

La Maison Blanche a pris soin de prévenir que la réunion visait à engager un mouvement de longue haleine, notamment contre la radicalisation, et n'était pas un sommet strictement focalisé sur l'EI.

"Nous devons être réalistes, c'est un investissement de long-terme", a dit l'un des responsables américains.

Parmi les objectifs déclarés, celui d'améliorer le partage d'informations et de bonnes pratiques, et d'encourager la collaboration entre société civile, communautés et secteur privé d'un côté, et autorités de l'autre. AFP 17.02

Obama ou le chef de l'Internationale terroriste.

- Obama veut galvaniser le monde contre le "terrorisme" - AFP

Les Etats-Unis ont voulu jeudi galvaniser la communauté internationale contre le "terrorisme" jihadiste, lors d'un sommet mondial à Washington qui doit encore accoucher d'une stratégie concrète pour cette "nouvelle guerre contre un nouvel ennemi".

Le président Barack Obama et son secrétaire d'Etat John Kerry bouclaient trois jours de réunion internationale "contre l'extrémisme violent" en présence de représentants d'une soixantaine de gouvernements et organisations, dont le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et les ministres de l'Intérieur français et britannique Bernard Cazeneuve et Theresa May.

Un rendez-vous préparé de longue date par la Maison Blanche et le département d'Etat, qui a pris toute sa résonance après les attentats islamistes de Paris et Copenhague et en pleine mobilisation militaire contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Mais, a prévenu le président américain, cette lutte "n'a rien à voir avec le fait d'être juif, chrétien ou musulman: nous sommes tous dans le même bateau et nous devons nous épauler pour sortir de cette crise".

M. Obama a bien pris soin, comme toute son administration, de ne jamais parler de lutte contre l'islamisme radical, une précaution de langage que lui reproche son opposition républicaine.

Aux yeux de Barack Obama, "l'idée selon laquelle l'Occident est en guerre avec l'islam est un horrible mensonge".

"Les communautés musulmanes, y compris les intellectuels et les dignitaires religieux, ont la responsabilité de lutter non seulement contre les interprétations erronées de l'islam mais aussi contre les mensonges selon lesquelles nous serions engagés dans un choc des civilisations", a insisté le chef de l'exécutif américain, qui, dès 2009 dans un discours resté fameux au Caire, avait tendu la main au monde musulman.

Son chef de la diplomatie, John Kerry, a inscrit la lutte contre le "terrorisme", notamment islamiste, dans un contexte historique

plus large: "Le 20e siècle s'est défini par la lutte contre la grande dépression économique, l'esclavage, le fascisme et le totalitarisme. C'est maintenant à notre tour (...) On nous demande aujourd'hui de mener une nouvelle guerre contre un nouvel ennemi", s'est exclamé M. Kerry, parlant du "combat fondamental de notre génération".

Pour son homologue jordanien, Nasser Judeh, il s'agit même de la "Troisième Guerre mondiale (...) notre guerre en tant que musulmans (...) notre guerre collective en tant que communauté internationale".

De fait, a renchéri Ban Ki-moon, "l'émergence d'une nouvelle génération de groupes terroristes comme Daech (acronyme arabe de l'EI, Ndlr) et (le groupe islamiste nigérian) Boko Haram représente une grave menace pour la paix et la sécurité mondiale".

Alors, "il nous faut nous rassembler afin de nous interroger sur notre stratégie", a plaidé John Kerry, qui a promis un "programme d'action contre l'extrémisme violent".

"Seule, la force militaire ne garantira pas la victoire", a prévenu ce grand sceptique de l'interventionnisme armé à tous crins. "Sur le long terme, cette guerre ne sera remportée qu'en déployant un arsenal bien plus large et créatif", a-t-il réclamé, citant pêle-mêle la bonne gouvernance, l'Etat de droit ou encore l'éducation.

Seule annonce concrète jusqu'à présent, Washington s'est engagé à accélérer le partage de renseignements avec ses alliés sur les candidats au jihad, tout comme sa coopération avec l'agence Interpol.

M. Ban, qui a dénoncé la "stratégie délibérée de choc et d'effroi" de l'EI au moyen de ses terribles vidéos de décapitations d'otages, a annoncé un sommet mondial dans les mois qui viennent de dignitaires religieux pour "envoyer un puissant message de solidarité et de tolérance".

[Charlie. Etat policier soutenu par Washington, Paris et Bruxelles.](#)

- Turquie: débat d'une loi contestée renforçant les pouvoirs de la police - AFP

Le Parlement turc a engagé mardi l'examen d'un projet de loi très controversé du gouvernement islamo-conservateur qui va muscler les pouvoirs des forces de l'ordre au point, selon ses détracteurs, de transformer le pays en "Etat policier".

Porté par des députés du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, ce texte, baptisé "réforme de la sécurité intérieure", assouplit très largement le régime des interpellations, perquisitions et écoutes téléphoniques hors contrôle judiciaire de même qu'il renforce les outils utiles à la répression des manifestations.

Entre autres mesures emblématiques, et contestées, le texte doit permettre aux forces de sécurité de mener perquisition, arrestations ou écoutes sur la base de simples "soupçons" et en l'absence de tout mandat judiciaire.

Il autorise les policiers à utiliser leurs armes à feu contre les porteurs de cocktails Molotov et interdit aux manifestants de cacher leur visage, sous peine de cinq ans de prison.

Enfin, le texte modifie le régime de la garde à vue. Jusqu'ici autorisée pour vingt-quatre heures sur mandat du procureur et extensible à quarante-huit heures par un juge, elle pourra désormais être décidée par la seule police pendant vingt-quatre heures en informant le procureur, qui pourra l'étendre ensuite à quarante-huit heures.

Les rivaux du président Erdogan, qui règne sans partage sur le pays depuis 2003, ont dénoncé dans ce projet une nouvelle étape de sa dérive autoritaire, après la violente répression de la fronde populaire de juin 2013.

"Nous n'accepterons pas ce paquet fasciste qui méprise totalement l'appareil judiciaire, remet en cause les droits et les libertés", a affirmé le député Hasip Kaplan, du Parti démocratique du peuple (HDP, prokurde).

"Ce projet est une bombe atomique qui explosera entre vos mains", a prévenu son collègue Levent Gök, élu du principal mouvement d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), à l'intention du chef du gouvernement.

Le gouvernement a nié toute velléité de restreindre les libertés et assuré que son texte était conforme à ceux de l'Union européenne (UE), que la Turquie veut rejoindre.

"Ces mesures assurent la sécurité en vie et en biens de nos citoyens", a déclaré le ministre de l'Intérieur Efkan Ala. "Seuls les terroristes et les traîtres peuvent s'opposer à ce projet", a renchéri un député influent de l'AKP, Mustafa Elitas.

L'UE, les ONG et la société civile ont exprimé leurs vives réticences face au texte. "Ce projet est la proclamation non-dite de la loi martiale", a résumé le président des bâtonniers de Turquie, Metin Feyzioglu. AFP 17.02

Terrorisme d'Etat.

- Les Etats-Unis et la Turquie d'accord pour former et équiper des rebelles syriens - lemonde.fr

Après plusieurs mois de discussions difficiles, les Etats-Unis et la Turquie sont tombés d'accord pour former et équiper des opposants syriens modérés en Turquie. « Nous sommes arrivés à un accord de principe pour former et équiper des groupes de l'opposition syrienne », a annoncé mardi 17 février la porte-parole du département d'Etat américain Jennifer Psaki, ajoutant que Washington « comptait conclure et signer bientôt l'accord avec la Turquie ». Elle n'a pas donné de détails supplémentaires sur un processus de formation qui doit commencer normalement en mars.

Le Pentagone avait annoncé mi-janvier l'envoi prochain de plusieurs centaines de militaires américains pour entraîner des membres de l'opposition syrienne modérée qui seront ensuite chargés de combattre l'EI. L'objectif des Etats-Unis et de leurs partenaires est de former plus de 5 000 Syriens dès la première année.

Outre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ont donné leur accord pour accueillir des sites d'entraînement et fournir, eux aussi, des formateurs. Plusieurs mois de négociations ont été nécessaires pour parvenir à un accord entre les différents pays concernés. L'administration américaine espère que l'entraînement des premiers Syriens pourra commencer « à la fin mars », de manière à ce que les premiers formés puissent être opérationnels « à la fin de l'année », selon le Pentagone. lemonde.fr 17.02

ACTUALITÉ DU JOUR

Une concentration du capital toujours plus importante à l'échelle mondiale.

- Les riches encore plus riches ? Derrière les inégalités, la mondialisation - Francetv info

L'angle éco du lundi 16 février s'est penché sur les inégalités. Selon une étude d'Oxfam, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'est encore creusé. Pour François Lenglet, la cause en est la disparition des frontières. Les riches ont profité d'un nouveau marché : le monde, quand les plus pauvres subissent la mondialisation.

Toute controversée qu'elle est, l'étude Oxfam pointe la forte augmentation des inégalités sur la planète, et elle rejoint ici d'autres travaux, ceux de l'économiste Thomas Piketty bien sûr, mais aussi ceux du Fonds monétaire international : voilà plus d'un siècle qu'il n'y a jamais eu autant de différences entre riches et pauvres. L'élargissement du fossé s'explique en bonne partie par la mondialisation de l'économie, qui offre aux plus mobiles, aux plus talentueux, aux mieux formés des opportunités d'enrichissement considérables. L'économiste François Bourguignon le résume ainsi : le fameux Caruso, ténor du début du XXe siècle, a vendu un million de disques ; son successeur Pavarotti, qui a exactement la même capacité, a vendu 100 millions de disques, grâce au marché international. Il est cent fois plus riche. Et c'est bien sûr le cas pour les sportifs, pour les chefs d'entreprise, pour les financiers. L'économie sans frontières a fait monter le prix de leurs spécialités, et donc leurs revenus.

L'autre face de la mondialisation : la pauvreté

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, la mondialisation a eu un effet rigoureusement inverse. Elle a mis en concurrence les sans-qualification de tous les pays. Car rien de plus interchangeable qu'une force de travail non qualifiée : un Chinois vaut un Français ou un Américain, il fait à peu près la même chose, avec la même productivité. Mais son salaire est bien plus faible. Les entreprises ont donc délocalisé massivement, puisque les frontières ne les arrêtaient plus ni pour investir, ni pour réimporter les produits qu'elles faisaient fabriquer à l'étranger.

La concurrence qu'ont exercée les armées de sans-qualification d'Asie ou d'ailleurs a donc fait baisser les salaires dans les pays développés, aux États-Unis par exemple, mais aussi en Allemagne, avec l'apparition des mini-jobs. Quant aux pays qui disposent d'un salaire minimum comme la France, ils ont subi les ravages de cette concurrence sous une autre forme, le chômage de masse. Puisqu'on ne pouvait pas faire baisser les salaires dans ces pays, c'est la quantité de travail, le nombre d'emplois, qu'on a réduite... Et on a quand même fait baisser les salaires sous une autre forme, la diminution des charges sociales, financées par une augmentation du déficit budgétaire et des impôts.

Moins d'inégalités entre pays mais...

Derrière les inégalités, il y a donc un phénomène qui a rendu les pauvres plus pauvres et les riches plus riches : la disparition

des frontières. Un phénomène qui débute avec la chute du Mur, en 1989, et le triomphe de l'économie de marché, et qui ne fera que s'accroître avec l'essor des nouvelles technologies au cours des années 1990. Il aura pour conséquence de diminuer les inégalités entre les pays – un riche en Chine pèse autant qu'un riche aux États-Unis – mais de les augmenter au sein d'un même pays, selon le degré et la nature de l'exposition des individus à la mondialisation. Francetv info 17.02

En complément une info qui nous avait échappé

- En 2016, les 1% les plus riches posséderont plus que tous les autres individus de la planète - Francetv info 19.01

Selon l'étude du cabinet Oxfam dévoilée lundi, le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde dépassera l'année prochaine celui des 99% restants.

Selon une étude Oxfam, publiée le 19 janvier 2015, les 80 personnes les plus riches de la planète détiendront en 2016, à elles seules, autant que 3,5 milliards d'individus réunis.

Etude à l'appui, l'ONG souligne que "la part du patrimoine mondial détenu par les 1% les plus riches était passée de 44% en 2009 à 48% en 2014, et dépassera les 50% en 2016". L'an dernier, "les membres de cette élite internationale possédaient, en moyenne, 2,7 millions de dollars par adulte" (2,3 millions d'euros), précise Oxfam.

L'organisation, dont la directrice générale Winnie Byanyima va coprésider le forum de Davos, réclame par conséquent "l'organisation cette année d'un sommet mondial sur la fiscalité pour réécrire les règles fiscales internationales". Et d'appeler les dirigeants internationaux à s'attaquer "aux intérêts particuliers des poids lourds qui font obstacle à un monde plus juste et plus prospère". Francetv info 19.01

Oxfam est une officine de l'oligarchie financière pour coprésider le forum de Davos, alors pourquoi ce genre d'infos?

Pour démoraliser un peu plus ceux qui entendent combattre pour abattre le capitalisme, qui outre son arrogance et son cynisme s'affiche tout puissant, sans ennemi à sa hauteur ou susceptible de le vaincre, de le renverser.

Elle sert d'argument à ceux qui affirment que le capitalisme est invincible et qu'il faut faire avec.

[Le service après-vente du 7 janvier.](#)

- Comment les frères Kouachi et Amedy Coulibaly ont préparé leurs attentats - lemonde.fr 17.02

Dans cet article Le Monde démontre sans le vouloir et l'on comprend pourquoi, que la DGSI était parfaitement informée des allées et venues, des faits et gestes des frères Kouachi et de Coulibaly qu'ils n'ont cessé de surveiller au cours des mois précédents jusqu'à fournir des détails précis sur leurs conversations téléphoniques ou SMS et leur emploi de temps et au-delà leurs états d'âme les minutes qui ont précédé les attaques de début janvier.

Là où leur histoire prend une tournure rocambolesque ou grand-guignolesque qui tranche avec la maîtrise ou le professionnalisme avec lequel cette opération a été accomplie, c'est quand ils nous racontent que l'un des frères Kouachi n'était pas en état de réaliser cette opération, " Saïd Kouachi est en effet cloué au lit, chez lui à Reims, à cause d'une violente gastro-entérite qui touche toute sa famille et le fait vomir toute la nuit précédant l'attentat ".

Mais mercredi 7 février, il décide quand même de se lever. Le Monde se demande pourquoi il a choisi de passer outre la douleur : parce que Charlie Hebdo organise sa conférence de rédaction ce jour-là ? Parce que d'autres personnes étaient impliquées ? Pour ne pas décevoir son frère?

En tout cas, après avoir dit "à ce soir ou à demain" à son épouse, il prend la direction de la gare de Reims pour arriver garde l'Est à Paris, par le TGV de 8h31. Avant de rejoindre Chérif, probablement soulagé par cette arrivée après une nuit d'angoisse, chez lui à Gennevilliers. lemonde.fr 17.02

Les explications fournies par Le Monde ne tiennent pas la route, puisque chaque semaine Charlie Hebdo organise une conférence de rédaction, donc ils pouvaient très bien reporter l'opération la semaine suivante, Le Monde brode maladroitement la suite qui en réalité lui est fournie par le ministère de l'Intérieur. Si les frères Kouachi savaient quel jour se tenait la conférence de rédaction de Charlie Hebdo, ils savaient qu'elle avait lieu ce jour-là chaque semaine.

Etonnant ce sous-titre : "Les frères Kouachi ont failli tout annuler au dernier moment".

Qui dit que ce ne serait pas ce qu'ils ont fait ? Si selon Le Monde " pour ne pas décevoir son frère", même malade à crever

Saïd Kouachi n'aurait pas annulé l'opération prévue ce jour-là, ou "parce que d'autres personnes étaient impliquées", dès lors pourquoi aurait-il refusé d'endosser la responsabilité d'une opération que finalement ils n'avaient pas commise mais qu'ils étaient seulement sur le point de réaliser ?

La manoeuvre consiste ici à nous servir "des éléments de l'enquête sur les attentats perpétrés à Paris" prétendument récoltés a posteriori, alors qu'en réalité la DGSJ les possédait avant le 7 janvier, n'étant pas en mesure de le prouver, comme n'étant pas en mesure de prouver que ce ne sont pas les frères Kouachi qui ont attaqué Charli Hebdo, le gouvernement et les médias comptent sur cette absence de preuves matérielles pour faire avaler aux naïfs sa version truffée de contradictions, par exemple ne pouvant pas justifier l'ordre qui a été donné par le ministère de l'Intérieur de liquider les Kouachi au lieu de les prendre vivants pour les faire parler. Dans le cas de M. Merah on en connaît la raison, parce que la DGSJ était directement impliquée dans les assassinats qui lui ont été imputés et qu'en réalité elle a réalisés elle-même ou sous-traités au Mossad.

On a en mémoire le 11 septembre 2001 et la manière dont les déclarations et les faits se sont enchaînés le jour même et au cours des années suivantes conformément à un scénario et un programme établi de longue date, qui suffiraient à en dévoiler les véritables auteurs sans qu'il soit nécessaire de réunir des preuves les impliquant personnellement, les faits parlant d'eux-mêmes.

Depuis les 7 et 9 janvier 2015 nous avons assisté à un scénario identique, simple constat.

Suite quelques jours plus tard.

- "Charlie Hebdo" : les femmes de la famille Kouachi témoignent - lepoint.fr 20.02

"Le Monde" a eu accès aux auditions de la soeur et des épouses des frères Kouachi. Selon leurs témoignages, rien ne laissait présager une telle tuerie.

Le porte-parole attitré du régime est donc chargé d'assurer le service après-vente du 7 janvier, aux autres médias vendus de prendre le relais.

Les trois femmes semblent bouleversées, en plein "cauchemar". Elles ont encore du mal à croire ce qui s'est passé. (Ou comment vivre au quotidien avec des monstres sans en avoir jamais eu la moindre idée, extraordinaire ! - ndlr)

"Je ne comprends pas, quoi, tout ça à cause d'un dessin. Non, on ne tue pas pour un dessin, il a pensé qu'à sa gueule Chérif." Aïcha pleure.

"J'ai l'impression que tout ça est irréel. J'ai l'impression que je fais un cauchemar et que je vais finir par me réveiller", raconte Izzana, la femme de Chérif Kouachi.

D'après Le Monde, la jeune femme, placée en garde à vue durant 76 heures, au 36, quai des Orfèvres, coupée du monde, n'apprendra la mort de son époux que le lendemain. La dernière fois qu'elle a vu son mari, c'est le matin de la tuerie dans les locaux de Charlie Hebdo. Il a claqué la porte vers 10 h 30, prétextant qu'il allait avec son frère, "faire les soldes".

À Reims, Soumya, l'épouse de Saïd Kouachi, déclare qu'elle ne "reconnaît" plus son mari dans la description que lui font les enquêteurs. Elle confie les dernières heures passées aux côtés de Saïd, malade, mardi, veille de la tuerie. "Nous avions la gastro à la maison. Toute la journée, mon mari a été malade. En fin de journée il a commencé à vomir." lepoint.fr 20.02

En voilà un scénario bien ficelé digne de professionnels, l'un part faire des courses et l'autre est malade à crever, et dans la foulée ils réalisent une opération digne de commandos de marine, champion les gars ! Mais alors cela signifie que n'importe quels abrutis peuvent en faire autant n'importe quand, on s'étonnera que cela n'arrive pas plus souvent, chaque jour ou chaque semaine, non ? Non, il est interdit de se poser ce genre de questions.

[Grèce. Sans rupture avec la troïka, c'est l'austérité.](#)

Syriza ne peut pas renier sa nature.

Au fait, l'abolition de la Constitution et des institutions mises en place par le capital, vous en avez entendu parler ? Pas au programme de Syriza... trop conservateur.

- Grèce: un ex-ministre conservateur élu président de la République - AFP

Ce sont les députés de Syriza qui ont élu ce fidèle serviteur du régime...

- Athènes fait des concessions, Berlin résiste - Reuters

La Grèce a présenté jeudi à ses homologues de la zone euro une demande officielle de prolongation de six mois de l'accord d'aide financière, assortie d'importantes concessions de sa part mais Berlin a rejeté la proposition jugée non "pertinente" avant qu'elle soit examinée vendredi par l'Eurogroupe à Bruxelles.

Le ministère allemand des Finances Wolfgang Schäuble a estimé qu'elle ne remplissait pas les conditions fixées par les partenaires européens de la Grèce dans le cadre du plan de sauvetage du pays en cours et dont le nouveau Premier ministre Alexis Tsipras ne veut plus.

Wolfgang Schäuble a critiqué la lettre envoyée par le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis au président de l'Eurogroupe, lui demandant de prolonger l'accord cadre passé entre le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et la République hellénique et qui expire le 28 de ce mois.

"La lettre d'Athènes ne constitue pas une proposition qui mène à une solution pertinente", a déclaré le porte-parole du ministère allemand des Finances, Martin Jäger. "En réalité elle s'oriente vers un financement relais, sans remplir les exigences du programme", a-t-il ajouté.

Un projet de document allemand préparé en vue de la réunion de l'Eurogroupe estime que la nouvelle demande grecque constitue un "cheval de Troie" car elle ménage une "immense liberté d'interprétation" et ne garantit pas qu'Athènes respectera les conditions de ses prêts actuels.

Cette position intransigeante a été atténuée par le ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel, qui a jugé la proposition insuffisante mais de nature à servir de base de discussion.

Le Premier ministre français Manuel Valls s'est aussi montré conciliant en disant percevoir un "signe très encourageant" sur la possibilité d'un accord rapide avec le gouvernement d'Alexis Tsipras.

Le Premier ministre grec a eu un entretien téléphonique de 50 minutes avec Angela Merkel, qualifié de "constructif" dans un "climat positif destiné à trouver une solution bénéfique pour la Grèce et pour la zone euro", selon un responsable grec.

Il a ensuite discuté avec le président français François Hollande qui a promis d'évoquer la question avec Angela Merkel lors de la venue de cette dernière à Paris vendredi.

La situation est suivie avec attention depuis Washington où un haut responsable du Trésor a jugé que "des compromis allaient être nécessaires de part et d'autre", un message adressé autant à la Grèce qu'à l'Allemagne.

Des différences sont visibles entre la proposition de Yanis Varoufakis de lundi et la dernière, notamment le fait de spécifier que les objectifs budgétaires de 2015 devraient "prendre en compte la situation économique".

La lettre dit aussi que la Grèce a l'intention de mettre en oeuvre "des réformes ambitieuses et d'ampleur" visant à restaurer le niveau de vie des citoyens grecs. Certains points du texte initial de l'Eurogroupe, dont l'engagement de coopérer avec la "troïka" des bailleurs de fonds de la Grèce concernant les réformes de l'emploi et des retraites, n'y figurent plus.

Le gouvernement grec a rapidement répliqué à Berlin en déclarant qu'il appartenait aux ministres des Finances de la zone euro d'accepter ou de rejeter sa proposition.

"Le gouvernement grec a soumis à l'Eurogroupe une lettre demandant une prolongation de six mois de l'accord de prêt. L'Eurogroupe n'aura demain que deux choix: accepter ou rejeter la demande grecque", a déclaré un haut fonctionnaire. "On verra alors clairement qui veut une solution et qui n'en veut pas".

Un haut fonctionnaire du gouvernement grec a observé que la Grèce proposait des conditions différentes de celle du programme d'aide qui court jusqu'à la fin du mois.

Athènes s'est engagé à maintenir l'équilibre budgétaire pendant la période de transition, à mettre en oeuvre des réformes pour lutter contre l'évasion fiscale et la corruption, ainsi que des mesures pour répondre à ce que le gouvernement qualifie de "crise humanitaire" et pour relancer la croissance.

Dans le document auquel Reuters a eu accès, la Grèce s'engage à respecter ses obligations financières vis-à-vis de ses créanciers, à reconnaître l'existence du programme de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) comme cadre légal et à s'abstenir de toute action unilatérale pouvant remettre en cause ses objectifs budgétaires. Fait décisif, elle accepte que

la prolongation soit gérée par la "troïka" composée de la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, alors qu'Alexis Tsipras s'était juré de couper les ponts avec un triumvirat honni par une bonne partie de la population.

- Accord sur la Grèce à l'Eurogroupe sur un financement de quatre mois - La Tribune

Après quatre réunions, trois semaines d'intenses discussions et quelques mélodrames et coups de théâtre, un accord a finalement été trouvé au sein de l'Eurogroupe, l'instance qui regroupe les 19 ministres des Finances de la zone euro. Tous ont donc fini par signer un texte de deux pages. Rien n'était pourtant joué, car, après les concessions grecques et le refus allemand qui avait suivi jeudi 19 février, les positions de chaque camp semblaient bloquées.

Une extension de quatre mois

Que contient ce texte ? Le gouvernement grec va demander une extension de quatre mois du programme de financement issu de l'accord de 2012. Ceci conduirait donc Athènes à être couvert jusqu'à fin juin. Il s'agit là d'une concession importante du ministre hellénique des Finances, Yanis Varoufakis, car en juillet et en août, le pays doit rembourser deux emprunts détenus par la BCE et arrivant à échéance pour un montant cumulé de 6,7 milliards d'euros. Il faudra donc absolument trouver un nouvel accord avant la fin juin. Le compte à rebours est déjà reparti.

Flexibilité dans les conditions actuelles

Cette extension sera fondée, précise par deux fois le texte de l'accord sur « la base des conditions de l'accord actuel. » C'est une manière détournée de reprendre l'exigence allemande de la poursuite du « programme actuelle » qui avait fondé le refus par Berlin de la demande grecque formulée jeudi. En réalité, c'est bien le programme de 2012 qui se poursuit « en faisant usage de la flexibilité qu'il contient », terme présent dans le texte refusé par Athènes lundi. Le nouveau gouvernement grec accepte donc le principe de laisser à l'appréciation de ses créanciers la flexibilité dont elle bénéficiera. C'est une défaite de principe importante.

Un programme de réformes lundi

Reste à savoir si c'est également une défaite de fait. Dès lundi, le gouvernement grec devra soumettre à ses créanciers un plan de réformes qui devront être validées afin de donner lieu, par la suite, au début du processus de versement du financement. Ce programme de réformes devra être finalisé avant la fin du mois d'avril. Il faudra évidemment observer de près cette liste. C'est en réalité elle qui déterminera si l'ancien programme s'applique encore ou non. Il semble que la Grèce ait obtenu des changements par rapport aux exigences de l'ancien programme. Les exigences de la troïka formulées en décembre ne sont plus d'actualité et c'est un point important. Yanis Varoufakis a indiqué que si son plan de réformes était repoussé, "l'accord sera mort". Mais la tutelle de la troïka, baptisée les « institutions » reste en place, même si elle est cette fois a posteriori.

Des objectifs d'excédents corrigés

Par ailleurs, Athènes a obtenu que l'objectif d'excédent primaire pour 2015 (initialement de 3 % du PIB) soit « réévalué » en fonction des « circonstances économiques. » Elles sont actuellement mauvaises, le début de l'année a été difficile, donc on peut imaginer un effort pour 2015. Mais l'Eurogroupe a répété que l'objectif de 2012 pour 2016 d'un excédent primaire de 4,5 % du PIB en 2016 restait en vigueur. Le gouvernement grec n'a cependant là pas réellement obtenu de marges de manœuvre supplémentaires : juste un ajustement des objectifs de 2015 aux circonstances. Et un objectif 2016 qui suppose un effort budgétaire important. La Grèce voulait maintenir un objectif de 1,5 % du PIB en 2016 également.

Athènes va pouvoir respirer

Avec ces concessions essentielles, le gouvernement grec va pouvoir faire face à ses obligations, à commencer par les 4,1 milliards d'euros que la Grèce doit rembourser au FMI. L'autre élément important, c'est que la BCE, puisqu'un accord a été trouvé, va pouvoir réintroduire la dérogation qui permettait aux banques grecques de se refinancer normalement à son guichet en utilisant les dettes d'Etat comme collatéraux, autrement dit comme garantie. Ceci permettra, in fine, à l'Etat de financer une partie de ses besoins par l'émission de bons à court terme. Enfin, cet accord permettra peut-être de stopper les retraits des dépôts dans les banques grecques. Mais Athènes a dû renoncer à pouvoir utiliser les 10,9 milliards d'euros destinés à la recapitalisation des banques pour son financement. Cette somme, que Berlin voulait récupérer intégralement en partant du principe que les banques avaient passé avec succès les stress tests seront réservés aux besoins de capitalisation des banques.

Tsipras pourra-t-il appliquer son programme ?

Appliquer le programme social de Syriza ne sera pas aisé pour Athènes, car les marges de manœuvre budgétaires seront faibles pour appliquer le programme. La question du maintien de l'objectif de relèvement du salaire minimum et des mesures sociales votées cette semaine se pose d'emblée. Elles devraient être maintenues en raison de leur faible impact budgétaire. Athènes s'est engagé à ne pas prendre de « mesures unilatérales » qui déstabiliseraient son budget (mais elle ne le peut pas, de

toute manière). Le changement principal est que, contrairement à ce qui s'est passé auparavant, l'initiative des réformes est laissée à la Grèce, la troïka approuve ensuite.

C'est un point qui est essentiel et c'est sans doute sur cet acquis qu'Alexis Tsipras essaiera de transformer cet accord en victoire, malgré les concessions de son pays. La Grèce a retrouvé la capacité, sous la surveillance étroite de ses créanciers, de diriger sa politique économique. Mais le cadre demeure rigide. Et le risque pourrait être que l'Europe ne laisse à la Grèce que la liberté de construire sa propre austérité... Au reste, Athènes n'a pas obtenu la reconnaissance de la « crise humanitaire » qui figurait dans son programme. L'idée est sans doute de parer au plus pressé. Une fois les réformes fiscales faites, les marges de manoeuvre seront plus importantes...

La deuxième phase des négociations va commencer

Reste que cet accord est provisoire. Peut-on croire que, dans la deuxième phase de négociation, les compteurs sont remis à zéro ? Pas réellement. Dans les négociations qui s'ouvrent, le gouvernement grec est clairement en position de faiblesse. Il a en effet abattu une carte importante en cédant le premier et donc en prouvant qu'il n'était pas prêt à prendre le risque d'un Grexit. Désormais, Berlin, la BCE et les autres Européens savent qu'ils sont en position de force. Ils sont financeurs et Athènes n'est pas prêt à prendre le risque ultime. Renverser cette situation ne sera pas simple dans les négociations, car qui croira réellement désormais à la volonté du gouvernement Tsipras d'aller jusqu'au bout ?

L'épée de Damoclès de l'été

D'autant qu'Athènes va devoir vivre ces quatre mois avec la perspective des 6,7 milliards d'euros à rembourser à la BCE en juillet et en août. Pour les payer, il faudra soit obtenir un geste qui semble aujourd'hui impensable de la BCE, autrement dit, l'acceptation d'une dette nouvelle qui remplace l'ancienne ; soit accepter un nouveau prêt des Européens. Et les discussions sur les conditions de ce nouveau prêt et son montant devront alors reprendre. Là encore, le court terme, c'est-à-dire la nécessité de verser ces 6,7 milliards d'euros à la BCE risquent de passer avant le long terme. Pour obtenir un nouveau financement, Athènes pourrait devoir renoncer à ses exigences de restructuration d'une dette dont les premiers remboursements interviendront en 2022. Elle pourrait se contenter d'un geste sur les intérêts.

Les injonctions contradictoires

Reste à savoir si ce prêt du mois de juin sera ou non le dernier. Les besoins de financement de la Grèce seront encore de 5 et 7 milliards d'euros en 2016 et 2017, avec des échéances de 11 milliards d'euros en 2019. Il faudra donc trouver encore de quoi financer, soit en dégageant des excédents primaires élevés, soit en demandant de nouveaux prêts. Dans les deux cas, Syriza devra renoncer à beaucoup de ses promesses : réduire les efforts budgétaires et cesser de prendre des prêts pour rembourser les échéances ne seront pas au programme.

Dans ce cadre, Alexis Tsipras va être soumis à deux contraintes contradictoires. D'un côté, montrer de la bonne volonté envers les « institutions » (nouveau nom de la « troïka ») afin de pouvoir espérer bénéficier d'un prolongement sur l'été du prêt. D'un autre côté, malgré le contrôle de ces mêmes « institutions », une partie de son programme social. Pour simplifier, il va devoir satisfaire les Européens, mais aussi sa coalition, son parti et ses électeurs. Vaste tâche...

Très clairement, la situation prouve qu'une nouvelle fois, dans ce genre de jeu, le premier qui cède est celui qui a perdu. Alexis Tsipras n'a pas encore perdu. Mais sa position est clairement difficile. Ce vendredi 20 janvier au soir, le camp de Wolfgang Schäuble semble avoir remporté une bataille. La Tribune 20.02

Commentaires d'internautes

1- L'essentiel est sauf: il n'y a pas d'effacement de dette et la Grèce restera étroitement surveillée.

2- Les Grecs ont donc lâché le morceau, ils reconnaissent avoir plus besoin de l'UE que le contraire.

3- Ce que les technocrates ne comprennent pas c'est qu'un recul de Syriza prépare la victoire d'Aube dorée. A moins que cela soit le but : historiquement l'extrême droite a toujours eu la faveur des milieux d'affaires, de la bourgeoisie, bourgeoisie qui a le quasi monopole de la "représentation" du peuple dans notre Europe "démocratique".

4- L'Allemagne veut que le gouvernement grec saute. Dixit Schäuble: "Les grecs vont avoir du mal à expliquer l'accord à leurs électeurs"... Tout est dit.

5- Le traité de Versailles est une erreur historique car il a humilié le peuple allemand en exigeant des réparations sans doute politiquement légitimes mais économiquement démesurées.

La montée du Nazisme en a été une conséquence naturelle et dramatique. Humilier le peuple grec et lui demander l'impossible risque d'avoir des conséquences similaires.

On va presser la Grèce jusqu'à ce que cette farce finisse dans un bain de sang, mais c'est une comédie dramatique qui se joue sous nos yeux!

6- Attendons lundi pour voir à quelles parties de son programme, le gouvernement Syriza va renoncer. S'il y a trop de renoncements, des débordements dans la rue sont à craindre, car les communistes du KKE + les gauchistes dissidents d'Antarsia + les nazis d'Aube Dorée, quoique se combattant entre eux, restent à l'affût d'un échec de Syriza.

Pour info, Syriza c'est désormais un parti adoubi par la bourgeoisie et l'Eglise, une espèce de conglomérat de sans-cravates qui réunirait Mélenchon, Duflot et Montebourg, avec quelques bataillons d'antifas, donc pas de vrais révolutionnaires. Même Obama a donné son blanc-seing au nouveau gouvernement, c'est dire...

En complément

- La Grèce va-t-elle sortir de la zone euro ? - Francetv info

Alors que la Grèce a besoin de plus de sept milliards d'euros d'aide, Berlin réclame une politique d'austérité. Francetv info 19.02

- Records pour le Dow Jones et le S&P après l'accord sur la Grèce - Reuters

ACTUALITE EN TITRES

[Il faut savoir raison gardée.](#)

- Sanofi prêt à payer son DG plus de 4 millions d'euros par an - Reuters

[Qui a dit ?](#)

- *"Le 49.3 est une brutalité, le 49.3 est un déni de démocratie, le 49.3 est une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire."*

Réponse : En 2006, le premier secrétaire du PS, François Hollande, alors que Dominique de Villepin cherche à mettre en place le contrat première embauche pour les jeunes et passe en force, grâce au 49.3, et le texte est adopté. Francetv info 17.02

Hollande et ses semblables peuvent se renier sans cesse puisque cela ne porte à aucune conséquence, pourquoi se gêneraient-ils franchement ? N'est-il pas toujours de gauche ? N'est-il pas toujours socialiste ? Son parti n'est-il pas toujours un parti ouvrier ?

En dictature. C'était attendu.

- Le 49.3, un acte d'autorité et de faiblesse - Francetv info

- Henri Guaino : "la loi Macron est une loi de banquier d'affaires" - Francetv info

- Manuel Valls: "L'échec, cela aurait été que la loi Macron ne soit pas adoptée" - L'Express.fr

- Loi Macron : un passage en force - Francetv info

Le Premier ministre a décidé de recourir, mardi 17 février, à l'article 49.3 de la Constitution pour obtenir l'adoption de la loi Macron.

"Une majorité existe vraisemblablement sur ce texte, mais elle est incertaine, dès lors, et c'est ma responsabilité, je ne prendrai aucun risque", a affirmé Manuel Valls, alors que la majorité à gauche n'était pas garantie. Francetv info 17.02

- Merkel juge que l'adoption de la loi Macron est "une bonne chose" - AFP

Hollande et Valls gouvernent donc avec une majorité de droite... Depuis le premier jour...

- Valls veut réformer "avec l'autorité qui s'impose" - AFP
- L'Assemblée rejette la motion de censure, Valls promet de réformer "sans relâche" - AFP
- Bruxelles demande à la France de nouvelles réformes - LeFigaro.fr

Bercy pourrait obtenir un délai jusqu'en 2018 pour ramener le déficit sous les 3%. À condition de mettre en place des réformes musclées. LeFigaro.fr 19.02

- Valls: «S'il faut de nouveau utiliser» le 49-3, «nous le ferons» - 20minutes.fr

Si vous avez du pif, vous avez dû le sentir

- Procès du Carlton : relaxe demandée pour DSK - Francetv info

C'était attendu. Après que plusieurs parties civiles ont abandonné leurs poursuites contre DSK, dans le procès du Carlton, le procureur de la République de Lille a demandé la relaxe de l'ancien patron du FMI, ce mardi 17 février. Francetv info 19.02

[La culture de la guerre récompensée.](#)

- "Timbuktu" grand gagnant de la 40e cérémonie des César - AFP

[Les illusions n'engagent que ceux qui y croient.](#)

- Symbole du "made in France", "les Atelières" placées en liquidation - AFP

Erigée en symbole du "made in France" par Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif, la coopérative "les Atelières" à Villeurbanne (Rhône), spécialisée dans la lingerie féminine de luxe, a été placée en liquidation judiciaire mardi. AFP 19.02

[Qui l'aurait cru ?](#)

- Le chômage influerait de manière négative sur la personnalité - L'Express.fr

[Tyrann, déséquilibré mental, et maintenant richissime.](#)

- Poutine, l'homme le plus riche du monde ? - LeFigaro.fr
- Poutine fait peser un «véritable danger» sur les pays baltes, selon Londres - LeFigaro.fr
- Kiev dénonce la présence de chars russes près de Marioupol - Reuters
- Washington met en garde la Russie pour son soutien à l'Ukraine - Reuters
- Ukraine : les combats font rage dans l'Est malgré l'accord de cessez-le-feu - Francetv info
- Ukraine: dans les gravats de Debaltseve des femmes affamées et des rebelles hilares - AFP
- L'Ukraine lâchée de tous les côtés - Liberation.fr

Sans grand espoir, le président Porochenko en appelle à l'ONU, qui se défousse sur l'OSCE. Liberation.fr 19.01

- A son tour, Moody's relègue la dette de la Russie en catégorie "spéculative" - AFP

Moody's a relégué vendredi la Russie en catégorie spéculative, en abaissant d'un cran la note de sa dette à long terme, en raison des risques posés par la crise ukrainienne, la chute des prix pétroliers et les sanctions internationales. AFP 20.02

Stratégie du chaos et de la guerre

- 42 morts dans trois attentats à la voiture piégée en Libye - Reuters
- Nord de la Birmanie: des centaines de civils fuient les combats, état d'urgence décrété Nan Tin Htwe - AFP
- Nigeria: plus de 30 morts dans un attentat-suicide - L'Express.fr
- Un avion "non identifié" bombarde un village du Niger et fait 36 morts - Francetv info
- Au Niger, des funérailles bombardées par erreur - Libération.fr
- Somalie: au moins 25 morts dans une attaque shebab contre un hôtel de Mogadiscio - AFP
- Le centre d'accueil des migrants débordé par les arrivées à Lampedusa - AFP
- Turquie: débat d'une loi contestée renforçant les pouvoirs de la police - AFP
- Turquie et USA d'accord pour former des rebelles syriens modérés - Reuters
- Argentine: Kirchner face à la rue un mois après la mort du procureur Nisman - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Tunisie: l'ambassadeur US expulsé du palais présidentiel - french.trib.ir

Le président tunisien a expulsé l'ambassadeur américain du palais présidentiel. Cet incident a eu lieu après que l'ambassadeur américain Jacob Walles a demandé lors de sa rencontre mardi dans la soirée avec Béji Caïd Essebsi la construction d'une base militaire en Tunisie, une demande à laquelle ce dernier a vivement réagi, a-t-on appris de Press TV. Il était si fâché qu'il n'a même pas répondu positivement à la demande d'un entretien téléphonique avec Obama.

Avec 55/68 % des voix, Béji Caïd Essebsi a remporté le 2ème tour présidentiel tunisien. Il a 88 ans. Il est avocat et politicien. Il est né dans le Nord de la Tunisie et depuis 1965 jusqu'au 1981 il occupait les postes de ministre de l'intérieur, de la défense et des affaires étrangères. Après les évolutions de 2011 il a été nommé le premier ministre par intérim et l'année suivante il a fondé le Parti « Voix de la Tunisie » qui s'est attribué cette année la majorité des sièges au Parlement. french.trib.ir 19.02

2- Yémen

1.2- Daesh débarque, au Yémen, à bord d'un avion qatari - french.trib.ir

Plus de 80 Daeshistes ont débarqué, au Yémen, à bord d'un avion qatari, a-t-on appris de la chaîne Al-Mayadeen. Quelque 87 terroristes, dont des membres de Daesh et du Front Al-Nosra, qui étaient, auparavant, actifs, en Syrie et en Irak, ont débarqué, lundi, à bord d'un avion qatari, sur l'île yéménite de Suqutra, a ajouté, ce jeudi, la même source. Sur ordre des hautes autorités yéménites, l'inspection de cet avion a été interdite.

Deux avions de l'armée yéménite ont transféré ces terroristes, dans la province de Hazarmout, dans le Sud-Est du Yémen, a poursuivi la même source. Après être arrivés au large de la localité de Ras al-Kalb, des dizaines de terroristes ont été transférés vers un lieu inconnu, a écrit, mardi, le quotidien "Al-Yaman al-Yaoum", citant les forces de la garde côtière yéménite. Ces derniers mois, les terroristes de Daesh n'ont eu de cesse de s'introduire, dans le territoire yéménite, via les côtes des provinces de Hazarmout, d'Abin et d'Al-Mohra, dans le Sud de ce pays, selon "Al-Yaman al-Yaoum". french.trib.ir 19.02

2.2- Riyad se prépare à une intervention militaire, au Yémen - french.trib.ir

La presse koweïtienne cite les sources diplomatiques, selon lesquelles l'Arabie saoudite se prépare à une intervention militaire, au Yémen, avec l'aide des armées de l'air émiratie et koweïtienne.

Le site web koweïtien, «Al-Shahed», cite les sources diplomatiques, qui font état de la décision des pays arabes du Sud du golfe Persique d'intervenir, militairement, au Yémen, sous le commandement de l'Arabie saoudite.

D'après ces sources, la marine et l'armée de l'air de l'Arabie saoudite se préparent à attaquer le Yémen, tandis que les avions de combat koweïtiens et émiratis sont, progressivement, installés, dans des bases situées près du Yémen. D'après les diplomates bien informés, les pays arabes du Sud du golfe Persique attendent, pour le moment, la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, pour se référer au chapitre 7 de la Charte des Nations unies, autorisant une intervention militaire internationale, au Yémen. L'Arabie saoudite est prête à commander cette coalition internationale, avec la participation de ses partenaires du Sud du golfe Persique. french.irib.ir 19.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Trois syndicats appellent à une grève nationale le 9 avril - AFP

La CGT, FO et Solidaires ont appelé mardi l'ensemble des salariés, du public et du privé, à observer une journée de grève nationale et à manifester contre l'austérité le 9 avril.

"Le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, nombre de dispositions du projet de loi libéral Macron aggravent la situation des salariés", ont estimé les représentants de ces trois organisations réunis en intersyndicale au siège parisien de FO, dans une déclaration commune.

Selon ces syndicats, "de nombreuses luttes et mobilisations syndicales sont d'ores et déjà engagées dans les entreprises".

"Pour faire converger ces revendications et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent, la CGT, FO et Solidaires s'engagent dans un processus de mobilisation", expliquent-elles.

Pascal Pavageau, membre de la direction de FO, a précisé à l'issue de la rencontre que l'initiative se concentre autour de l'appel à "une grève interprofessionnelle" et permet "autour de cette date du 9 avril, de faire converger les actions engagées dans les différentes filières et branches" professionnelles.

"Il s'agit d'une première étape importante", a ajouté Virginie Gensel-Imbrecht, membre de la nouvelle direction de la CGT.

"Après ce qui s'est passé avec le projet de loi Macron" mardi où le gouvernement a décidé de recourir à l'article 49-3 de la Constitution pour le faire adopter, "il est nécessaire de proposer la mobilisation des salariés dans leur ensemble", a-t-elle ajouté.

Toutefois, a précisé M. Pavageau, "le 9 avril n'est pas une journée de grève interprofessionnelle contre la loi Macron" mais cette loi "renforce une situation extrêmement dégradée et intenable".

Pour Verveine Angéli, porte-parole de Solidaires, cette mobilisation est "positive et attendue par les salariés".

Bernadette Groison numéro un de la FSU, présente à cette intersyndicale, a affirmé que son syndicat déciderait au mois de mars si elle allait rejoindre cette action.

Les modalités précises de cette initiative - notamment concernant les appels à des manifestations - seront décidées prochainement par les organisations concernées.

L'intersyndicale avait été proposée par le numéro un de FO Jean-Claude Mailly qui avait un mandat de son Congrès réuni à Tours, début février, pour proposer aux autres syndicats d'organiser ensemble une journée de grève contre l'austérité.

Mais les centrales réformistes CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa, ne se sont pas montrées au diapason. Elles ont décliné l'invitation, faisant état de différences d'analyse, notamment sur le Pacte de responsabilité.

2- Etats-Unis

- Wal-Mart augmente le salaire minimum d'un demi-million d'employés - AFP

A partir du mois d'avril, environ 500.000 des 1,3 million de salariés américains (40% des effectifs) du numéro un mondial de la distribution verront leur salaire porté à 9 dollars de l'heure.

A compter du 1er février 2016, ce salaire horaire sera "au moins" à 10 dollars de l'heure, assure Wal-Mart, qui promet aussi de donner aux salariés leur emploi du temps deux semaines et demie à l'avance et des formations.

Commentaire d'un internaute.

- "Malgré la hausse, le montant reste bien loin du SMIC français, et il ne faut pas oublier que la couverture-santé et le 401K (le plan d'épargne-retraite) sont des affaires "privées" aux US, en clair, tu te les paies de ta poche de riche smicard ... Ah, pour faire plaisir aux esclavagistes du MeRdef et leurs laquais socialistes : les supermarchés aux US sont ouverts jusqu'à 22h MINIMUM, 7j/7. Ils appliquent la loi Macron depuis toujours, les bougres."

[Haut de page ↗](#)

Le 22 février 2015

CAUSERIE

37 articles ont été ajoutés.

Les articles mis en ligne proviennent généralement des portails suivant : mondialisation.ca, voltairenet.org/fr, michelcollon.info, internationalnews.fr, french.irib.ir, legrandsoir.info, arretsurinfo.ch, ilfattoquotidiano.fr.

On actualisera la causerie demain. Pour patienter une vidéo très brève, sans appel.

Ukraine : "Les néo-nazis font partie de nos forces armées et sont contrôlés par Kiev"
<https://www.youtube.com/watch?v=MKJe-pj3bK8>

L'ambassadeur ukrainien en Allemagne, Andriy Melnyk, a déclaré lors de l'émission de télévision de Günther Jauch (Fernsehsendung)?, l'un des talk politique le plus populaire en Allemagne, que les troupes d'Azov et du Secteur Droit néo-nazis font partie des forces armées ukrainiennes, qu'ils sont contrôlés et coordonnés par le régime pro-occidental de Kiev. Sans eux dit-il, l'avancée de l'armée russe aurait été bien plus importante.

Obama, Merkel et Hollande, le PS et ses satellites ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas qu'ils soutenaient un régime néonazi.

On va enfoncer le clou : C'est quoi au juste d'après vous le PS ou un parti qui soutient des nazis, un parti ouvrier ou de gauche, un parti du capital ou de droite ou d'extrême droite ?

Un chien, c'est un chien. Mais un chien porteur de la peste, c'est quoi ? Ce n'est plus un chien, c'est la mort qu'il incarne uniquement et rien d'autre. A suivre.

Au fait, une précision.

Si vous ne trouviez pas ou plus les vidéos dont je vous ai donné les adresses, j'ai téléchargé la plupart et je peux vous les envoyer maintenant que j'ai une connexion Internet ultra rapide.

De même si vous ne trouviez pas des articles mis en ligne récemment, disons au cours des 2 ou 3 dernières années, je les ai stockés dans le disque dur.

J'ai essayé d'envoyer un courriel à un lecteur qui avait signé Yves, en vain, je voulais juste lui envoyer des documents qui pouvaient l'intéresser...

[Haut de page ↗](#)

Le 23 février 2015

CAUSERIE

Sémantique et imposture.

Pour désigner les prédateurs UE, BCE et FMI, ne dites plus troïka, dites "institutions". C'est l'Eurogroupe ou les ministres des Finances de la zone euro qui ont trouvé cette subtilité ou substitution sémantique pour tromper les Grecs avec la complicité de Syriza.

C'est bien joué puisque Syriza voue un culte à toutes les institutions économiques et politiques du capital, à commencer par les institutions nationales grecques ou le Parlement grec, sans oublier la Constitution.

Il n'est pas le seul, les militants vouent bien un culte aux partis dits traditionnels du mouvement ouvrier alors qu'ils en sont les ennemis depuis plus ou près d'un siècle, au diable la dialectique ! Effectivement ce qui compte ce ne sont pas les faits mais ce que pensent les gens... quoique les faits finissent par les rattraper, y compris ceux qui gouvernent.

Un jus de pomme ou de raisin qui a tourné au vinaigre ne sera plus jamais du jus de pomme ou de raisin, libre à ceux qui le souhaiteraient ensuite d'accommoder leurs plats indistinctement selon les fameuses recettes concoctées par leurs grands chefs, et qu'il nous soit octroyé le droit ou la liberté de nous abstenir de les consommer pour préserver notre équilibre biologique ou notre santé y compris mental, sachant que tout désordre somatique peut avoir des répercussions néfastes sur le plan psychologique ou intellectuel, donc politique.

A peine croyable.

- Quand un gratte-ciel prend feu à Dubaï - latribune.fr 21.02

Un incendie a ravagé samedi la partie supérieure d'une des plus hautes tours de Dubaï: The Torch.

Un incendie (maîtrisé après deux heures d'intervention des pompiers) a ravagé samedi la partie supérieure d'une des plus hautes tours de Dubaï, selon un communiqué de la Défense civile. Pas de victimes à déplorer mais sept personnes ont été soignées sur place après avoir inhalé de la fumée.

Une vingtaine d'étages du gratte-ciel, qui en compte 79, ont ainsi été touchés par les flammes attisées par les vents, et des débris de l'immeuble se sont écrasés sur la rue, selon des vidéos amateurs diffusées sur les réseaux sociaux.

Le feu s'est déclaré au 51e étage de la tour résidentielle qui fait 336,1 mètres de haut, a indiqué la Défense civile, sans en préciser la cause. latribune.fr 21.02

Commentaire d'un internaute.

- "Et il n'est pas tombé ?"

C'est un miracle attribué à la lutte contre le terrorisme...

Les illusions les plus courtes sont les meilleures.

- Le 13 janvier, Manuel Valls faisait lever tout l'hémicycle lors de son discours post-attentats. Moins d'un mois et une semaine plus tard, avec un 49.3 et une motion de censure (même sans danger) le contraste est saisissant. AFP 21.02

- Rechute de popularité pour Hollande et Valls - Francetv info

Le coup d'Etat de l'Otan, c'était contre qui ? Les Ukrainiens et la Russie.

- Un an après Maïdan, où en est l'Ukraine? - 20minutes.fr

- Vladimir Poutine reste l'homme politique le plus populaire en Russie, en dépit de la crise économique provoquée notamment par les sanctions de l'UE et de Washington qui accusent Moscou de soutenir militairement les rebelles prorusses en Ukraine. [l'express.fr 21.02](#)

La CIA et le Mossad vont-ils à nouveau passer à l'action en Europe ?

- Menace d'attaques contre des centres commerciaux occidentaux, selon Washington - AFP

- Paris : Les shebab somaliens appellent à frapper deux centres commerciaux franciliens - [20minutes.fr](#)

[Ils célèbrent une révolution nationale-socialiste.](#)

- Révolution ukrainienne : un anniversaire dans l'inquiétude [Francetv info](#)

- Des milliers d'Ukrainiens marchent à Kiev en mémoire des morts du Maïdan [L'express.fr](#)

- "Marche de dignité" pour les morts de Maïdan à Kiev - AFP

Les assassins défilent.

Un an plus tard, ce carnage n'est toujours pas élucidé malgré l'arrivée au pouvoir des pro-occidentaux dirigés par Petro Porochenko.

Les néo-fascistes paradent.

En tête de la marche, le président Porochenko et le gratin politique ukrainien avancent lentement au coude au coude avec des invités européens de marque, dont le président du Conseil européen, Donald Tusk, les présidents allemand, polonais, lituanien, slovaque, géorgien et moldave.

Alors que la marche avance dans le centre-ville, les manifestants scandent "Dalia! Dalia!" saluant la présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė. [AFP 22.02](#)

Commentaire d'un internaute.

- *"Le président Viktor Ianoukovitch a été renversé par les terroristes d'extrême droite, tuant des policiers et des militaires, le souvenir de la population Ukrainienne s'est effacé, aujourd'hui l'ennemie est la Russie.; drôle de mentalité, enfin s'ils sont contents de commémorer un anniversaire, c'est leurs problèmes et pas le notre, mais que faisait Harlem Désir à cette manifestation de soutien à cette révolution d'extrême droite ?"*

Harlem Désir, le PS au côté des néonazis, des fachos, mais ils sont à leur place. Pourquoi, vous imaginiez quoi ?

Etre de droite, c'est aussi être d'extrême droite, c'est le contexte ou les circonstances qui servent de révélateur ou font le larron. Mon pauvre ami vous versez dans la caricature ? Plutôt expéditif comme formule, vous ne trouvez pas ? Discours outrancier s'il en est, non ? Vraiment ?

Lié viscéralement au système économique capitaliste, on est démocrate ou fasciste en fonction du cycle du capital dans lequel on se trouve ; en gros, en période d'expansion du capitalisme on est démocrate, progressiste, etc. et en période de crise du capitalisme on adopte le fascisme ou on s'en accommode, on s'en fait le complice. Nulle contradiction ici puisque la base est la même, l'adoption ou la soumission au capitalisme.

Quand les démocrates bourgeois ou petits bourgeois prétendent s'opposer au fascisme, c'est dans l'espoir de prendre la relève plus tard, pour se façonner une étiquette trompeuse, après avoir profité des conditions qui avaient ouvert la voie au fascisme au lieu de les combattre, ils en partagent donc la responsabilité et sont coupables de l'avoir porté au pouvoir.

Selon la situation, ils sont patriotes ou ultra nationalistes, pacifistes ou soutiennent la propagande de guerre, dans tous les cas de figure ils sont colonialistes, impérialistes, esclavagistes.

Ils se partagent les étiquettes, les rôles, les places, les prébendes. Ils sont financés par la classe des capitalistes et son Etat. Ils se partagent le pouvoir politique ou gouvernement au service des capitalistes.

Ils défendent les institutions antidémocratiques en place, et quand ils feignent de les combattre c'est pour en prendre la direction

pour le compte de la classe dominante au nom et au détriment de la classe ouvrière et en tirer profit, autrement c'est pour imposer une dictature suspendant les libertés individuelles et publiques, à commencer par le mouvement ouvrier, ses organisations et ses partis, en particulier leur avant-garde révolutionnaire.

Ils partagent le même fond de commerce pour assurer la pérennité du régime. Grands bourgeois, aristocrates, issus de la bourgeoisie, acquis à l'idéologie dominante de par leur naissance, leur formation ou expérience politique, ayant acquis dans tous les cas de figure un statut privilégié qui les classe parmi les nantis, ils ne peuvent gouverner qu'avec le soutien de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, accessoirement ou selon la situation l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures de la classe ouvrière, l'ensemble suffit pour entraîner des couches du prolétariat toujours aussi ignorant ou manipulable, conditionné par les médias, abruti, distrait, insouciant ou corrompu par un mode de vie infernal ou désuet qui laisse peu de place ou de temps libre à la réflexion indépendante susceptible de le remettre en cause.

Tant qu'ils n'avaient fait que trahir la cause qu'ils prétendaient défendre, tant qu'ils n'avaient fait que démontrer que leurs intentions ne correspondaient pas à la réalité, tant qu'ils n'avaient pas gouverné et montré de quoi ils étaient capables, on pouvait leur attribuer toutes sortes de qualités réelles ou fictives, on pouvait leur attribuer le bénéfice du doute plus ou moins hypocritement, plutôt plus que moins tant leur tendance à la capitulation s'était révélée être un penchant rédhitoire au-delà duquel aucun retour en arrière n'est possible.

Maintenant on a le droit de se laisser abuser ou de s'abuser soi-même éternellement, on ne l'a pas d'abuser ceux au nom desquels on s'exprime.

Cette interprétation serait dogmatique ou sectaire diront nos contradicteurs. A la fin du XIXe siècle et au tout début du XXe les militants ouvriers ne combattaient pas seulement pour améliorer la condition des ouvriers, dans leurs discours figurait toujours la perspective d'en finir avec le capitalisme et l'espoir qu'une société meilleure et plus juste verrait le jour rapidement qu'on appelait socialiste. Relisez les documents de l'époque, visionnez les documentaires ou films qui ont été réalisés qui retracent le combat du mouvement ouvrier de cette époque et vous en aurez la confirmation, c'est d'ailleurs de là que je tire en partie cet argument.

Les militants ouvriers combattaient pour des augmentations de salaire, une réduction du temps de travail et d'autres droits sociaux, des droits politiques également, mais ils savaient que cela ne faisait pas le compte, que leurs combats se concluent par des victoires ou des défaites, ils avaient à l'esprit en permanence les conditions de travail et de vie des ouvriers, et quelque part c'était ce qui leur interdisait de s'accommoder du capitalisme et les reliait au socialisme, ils aspiraient profondément à une autre vie qui évidemment était incompatible avec le maintien du capitalisme. Pour eux, l'existence, le mode de vie des ouvriers demeurait insupportable, tout comme aujourd'hui où finalement nous ne sommes pas maître de notre emploi du temps, de notre destin, de rien en réalité, on ne fait que subir cette vie de labeur et de souffrances jusqu'à l'âge ou physiquement et intellectuellement on est diminué, la société capitaliste nous accorde généreusement la possibilité d'enfin profiter de la vie quand il est trop tard, quand elle s'achève ou lorsque le meilleur est déjà derrière nous.

L'ouvrier et le militant ouvrier ne voulaient pas subir plus longtemps cette existence cruelle qui leur était imposée, tel était à la base leur état d'esprit, leur motivation pour combattre et changer la société, leurs convictions reposaient sur le droit légitime d'exiger de pouvoir maîtriser leur destin au lieu d'être la proie de maîtres avides et cyniques.

Voilà ce qui serait dogmatique ou sectaire, refuser de déconnecter notre combat pour des revendications sociales du combat politique pour changer la société, abattre le régime en place, sous prétexte que bon nombre de travailleurs ou militants ne comprendraient pas qu'on puisse faire ce lien, à croire par exemple qu'il suffirait de leur accorder quelques euros ou dizaines d'euros d'augmentation pour qu'ils aient soudainement une vie merveilleuse ou s'épanouissent dans cette société, que miraculeusement toutes leurs difficultés aient disparu de leur existence et qu'ils aient enfin un idéal dans la vie, seuls des nantis peuvent le penser.

C'est en réalité adopter la mentalité du bourgeois sans bénéficier des avantages que lui accorde la société et qui lui rendent la vie agréable. C'est l'état d'esprit ou la mentalité du militant en général, du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde qui se sont écartés ou ont tourné le dos au socialisme.

On leur rappellera que si le sort de l'humanité repose entièrement sur la capacité de la classe ouvrière à prendre le pouvoir politique ou d'assumer la tâche historique d'assurer la pérennité de la civilisation humaine, cet objectif est incompatible avec cet état d'esprit et qu'il y a lieu d'en changer sur le champ sous peine de voir la barbarie triomphée définitivement.

On peut partager ou non cette analyse, je vous ferais remarquer que je n'ai cité personne, je n'ai attaqué aucun parti, je n'ai fait référence à aucun dirigeant en particulier, de manière à ce chacun puisse réfléchir librement, tranquillement aux questions qui sont soulevées ici.

On n'a jamais nié la diversité des courants du mouvement ouvrier, on a seulement affirmé que notre courant politique devait combattre sur la base de son programme, du socialisme, et rien d'autre. Après tout chaque courant politique mène son

combat politique sur la base de ses principes ou idées, pourquoi ne devrions-nous pas en faire autant, pourquoi cela serait-il impossible ? C'est ce qu'on a voulu nous faire croire, c'est ce qu'on nous a inculqué au point que les militants en sont persuadés ou ne s'en rendent même pas compte, en gros le socialisme ou vouloir changer la société, c'est indéfendable, il faut renoncer à cet objectif.

Notre politique repose sur la classe ouvrière, elle s'adresse à elle, à l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuel des secteurs public et privé, à toutes les couches d'exploités, y compris les plus défavorisées, aux militants du mouvement ouvrier également, et si maintenant il y en avait qui la rejettent ou que ce serait se couper de pans entiers du mouvement ouvrier, peu importe, à aucun prix nous ne changerons de politique ou de stratégie qui repose sur une analyse que nous venons d'étayer largement, sans entrer dans les détails historiques que chacun a en tête ou peut facilement retrouver.

Nous refusons de faire dans la démagogie ou le double langage qui consiste à trouver du bon et du mauvais en toute chose pour finalement arriver à la conclusion qu'elles se valent toutes, qu'il faut faire avec... C'est ce genre de raisonnement qui nous a conduit où nous en sommes. C'est aussi la méthode employée par ceux qui nous gouvernent si vous avez bien observé, finalement la finance, ce n'est pas si mal que cela. Même en Grèce...

Nous ne combattons pas les illusions des travailleurs sur leur terrain, car cela reviendrait à s'y adapter ou les entretenir, nous ne combattons pas les contradictions du capitalisme sur son terrain parce que cela conduirait à s'en accommoder, nous combattons les illusions des travailleurs et les contradictions du capitalisme sur un terrain de classe indépendant, le terrain du socialisme. Une autre position revient à s'interdire de rompre avec le capitalisme et ses institutions, voyez ce qui se passe en ce moment en Grèce.

Cette position est ni amendable, ni négociable.

Lénine eut-il une autre attitude tout au long de son combat politique ? Pas de réunification avec les mencheviks, aucune concession sur les principes et le programme, pas de participation au gouvernement Kerensky, on décide le jour de l'insurrection, on prend le pouvoir... Tout est lié. Conviction inébranlable, détermination absolue, persévérance, objectif clair.

Mise en scène digne des propagandistes du IIIe Reich.

La politique de l'Otan, de l'impérialisme américain et de Bruxelles est conforme aux vœux exprimés par les Ukrainiens, c'est la démocratie, la preuve :

- Des fleurs sont déposées devant les portraits des victimes. Des drapeaux ukrainiens bleu et jaune flottent dans la manifestation à laquelle participent aussi des parents avec leurs enfants.
- Une fois la procession arrivée sur la place Maïdan, la prière commune commence. Un ange passe. Beaucoup se mettent à pleurer.
- "Nous voulons la paix et nous espérons que les leaders européens qui sont à Kiev actuellement nous aideront", dit Valentina Oleksiivna, une femme médecin. "Nous espérons que l'Europe enverra ici un contingent de maintien de la paix", poursuit-elle.
- Natalia, une esthéticienne, est venue à la marche avec son fils Ostop de 11 ans. "Nous espérons beaucoup que l'Europe renforce ses sanctions contre la Russie et nous fournisse enfin des armes"
- Pour les Ukrainiens, les Occidentaux devraient se dépêcher. "Il reste peu de temps. Si l'Europe ne fait rien, il y aura une grande guerre", estime Nadejda.
- L'Europe doit comprendre que nous en sommes une partie. Et si cela va mal pour nous, cela ira mal pour elle aussi", renchérit Mykola Podrezan, assis dans son fauteuil roulant.

La lutte contre le terrorisme ou la propagande de la classe dominante pour justifier l'instauration d'un Etat policier.

- Le Danemark durcit son plan antiterroriste - LeFigaro.fr

Mais ce plan musclé de 12 propositions, en préparation depuis les attentats de Paris, fait grincer des dents les experts juridiques, estimant qu'il risque de saper les principes de l'État de droit auquel est attaché le Danemark. Comme après les attentats de 2001 à New York et Washington, ou après ceux de Londres en 2005, les dirigeants danois de droite et de gauche ont fait adopter de nouvelles lois antiterroristes qui, selon les juristes, empiètent et limitent les libertés individuelles.

C'est «également le cas aujourd'hui», affirme Joern Vestergaard, professeur en droit pénal à l'université de Copenhague. Il pointe du doigt une mesure controversée de ce plan, autorisant les services du renseignement extérieur de la Défense (FE) à espionner les Danois jugés suspects à l'étranger, sans mandat d'un juge.

Mais «on est train de toucher aux principes fondamentaux de l'État de droit», affirme au Figaro M. Vestergaard, jugeant «profondément problématique pour la sécurité juridique de faire un programme qui met sur la touche les tribunaux et qui se déroule en silence dans l'ombre des services secrets». Ce plan, négocié actuellement avec les autres partis, constitue «un pas drastique, spécialement en ce qui concerne la surveillance (des citoyens)», pense ce juriste, craignant que les dirigeants de Copenhague n'adoptent une politique précipitée, sous l'effet de la panique.

Justifiant cette mesure, le ministre social-démocrate de la Défense, Nicolai Wammen, a expliqué qu'«on ne pouvait attendre des décisions de justice qui prennent du temps: il faut offrir la possibilité aux agents de FE sur le terrain d'intervenir concrètement et rapidement si une planification d'actes terroristes était en cours».

Un argument peu convaincant selon le professeur renommé Eva Smith. «C'est inacceptable dans une société libre et démocratique quand on laisse d'autres (le chef de FE en l'occurrence) que les juges évaluer le besoin de placer sous surveillance les citoyens», estime-t-elle. «Si les politiques pensent qu'un chef du renseignement peut être un aussi bon garant de la sécurité juridique qu'un juge, on n'est pas loin d'un État policier», s'alarme-t-elle. LeFigaro.fr 22.02

Stratégie mondiale du chaos.

Conditionnement des masses et guerre psychologique. Ils en rajoutent une couche quotidiennement pour terroriser la population et récupérer la mise, en vain.

- "Charlie Hebdo" : le mémorial des victimes de nouveau saccagé, place de la République - Francetv info

- L'Angleterre émue par le départ de trois lycéennes pour le djihad - L'Express.fr

- Un Britannique vend sa maison pour combattre l'Etat islamique en Irak - Francetv info

- Daech menace Rome d'invasion, les internautes italiens se moquent - Le Huffington Post

- L'État islamique menace d'envoyer 500.000 migrants en Europe depuis la Libye - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le populiste ne dira pas à qui cela profite, qui en est à l'origine ou encore moins pourquoi. A qui profite le populisme ?](#)

- Mélenchon refuse "la logique de choc des civilisations" et met en cause les médias - AFP

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche (PG), s'est dit "contre la logique de choc des civilisations", dénonçant le rôle des médias qui passent "des heures d'informations faisant peur".

"Je suis contre la logique du choc des civilisations et je m'inquiète de voir que depuis le 11 janvier, c'est au quotidien, tous les jours, des heures et des heures d'informations dramatisant, faisant peur, on croirait que la France est pays antisémite rempli d'islamistes radicaux, prêts à égorger tout le monde au coin d'un bois", a dénoncé Jean-Luc Mélenchon dans l'émission C politique sur France 5.

"Que sont ces islamistes radicaux ? Des sectes comme nous en combattons d'autres, donc nous avons des armes, nous savons faire face", a-t-il dit. (Face au régime dont il s'accommode et qui en est responsable ? - ndlr)

"Le but politique de ces gens c'est de pousser les Français les uns contre les autres, donc il ne faut pas leur en donner les moyens. Je commence à être agacé de voir ces heures passées à décrire une France qui serait antisémite comme si nous étions chargés de faire la propagande de M. Netanyahu qui voudrait que les Français de confession juive quittent leur patrie pour aller en Israël. Ça suffit maintenant", s'est agacé le leader du Parti de gauche.

"Non il n'y aura pas de guerre civile en France des uns contre les autres, et la religion en politique c'est la catastrophe totale", a-t-

il lancé. (Que dire d'autre de l'opportunisme effréné ? Ne serait-ce pas la politique coloniale du gouvernement qui serait une "catastrophe totale" ? - ndlr)

Interrogé sur la montée du Front National, l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle a là aussi pointé la responsabilité des médias. (Les médias sont à l'unisson du gouvernement, pourquoi ne pas en profiter pour le dire ? - ndlr)

"Des gens qui font le calcul que le FN est une bonne affaire et qui donc ont aidé à sa dédramatisation, ont aidé à la mise en scène du personnage riant, chaleureux amical (...) Je sais qui fait des publi-reportages constant pour Mme Le Pen", a-t-il déclaré, en citant "la pravda de l'ordre établi: le journal Le Monde". AFP 21.02

Il en sait des choses... mais il passe à côté de l'essentiel. Serait-ce volontaire de sa part ? Disons que c'est devenu naturel chez lui, une seconde nature, cela remonte si loin qu'il ne s'en rend même plus compte ou rarement, pas au point de s'en vanter toute de même, il a une idée trop élevée de sa petite personne...

Grèce. Les masques tombent. Syriza ou l'imposture.

1- La Grèce crie victoire, la crise bancaire évitée - Reuters

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, s'est félicité samedi d'avoir mis fin à l'"austérité" en concluant avec le reste de la zone euro un accord sur la prolongation de l'aide financière.

- Accord européen sur la Grèce: Hollande salue "un bon compromis" - AFP

"Sur le dossier de la Grèce, nous avons cherché la bonne solution", a-t-il expliqué. "La bonne solution, c'était de prolonger le financement permettant à la Grèce d'assurer sa transition et de pouvoir honorer ses engagements".

"La bonne solution, c'était aussi de lui laisser le temps pour que ses réformes soient engagées et que le respect des électeurs grecs soit aussi préservé", a-t-il encore précisé.

L'Europe s'est engagée à prolonger le financement de la Grèce de quatre mois, mais sous de strictes conditions, soumises à examen dès la semaine prochaine.

Le compromis a été trouvé au prix de nombreux engagements grecs, au terme d'une réunion "laborieuse", la troisième en moins de dix jours pour les 19 ministres de la zone euro.

Athènes doit présenter d'ici lundi soir une liste de réformes qui devra être approuvée par ses créanciers, désormais désignés sous le terme d'"institutions" (UE, BCE et FMI), les Grecs ne voulant plus entendre parler de la "troïka".

"L'Europe, elle doit montrer de la crédibilité, elle doit montrer aussi de la solidarité. De la crédibilité parce que nous devons montrer que nous avons des règles et qu'elles valent pour tous les pays (...) De la solidarité, parce que quand il y a des pays qui souffrent, il est légitime que nous puissions les accompagner tout en leur demandant de respecter leurs engagements", a expliqué François Hollande.

"La Grèce a fait beaucoup d'efforts ces dernières années. Il y a eu beaucoup de sacrifices qui ont été demandés", a-t-il affirmé. "Maintenant il faut donner du temps, mais en même temps toujours respecter les engagements, car ce sont les contribuables français, allemands et européens qui ont permis que la Grèce puisse s'en sortir".

Rappel d'un internaute

- "Faut-il rappeler que les trois pays les plus endettés d'Europe à plus de 2000 milliards chacun sont l'Allemagne, l'Italie et la France ? Et que le ratio au PIB n'est qu'un trompe l'œil : tant qu'ils ont la confiance des marchés tout va bien mais ces trois pays sont totalement incapables d'honorer leur dette si le vent tournait brutalement comme pour la Grèce.

Faut-il rappeler que la dette publique par habitant est moins élevée en Grèce qu'en GB, France, Italie, Belgique (+ US et Japon) ? Curieux que la presse continue de nous parler de la dette colossale de la Grèce..."

2- En Grèce, départ de feu à la gauche de Syriza - liberation.fr 22.02

Aléxis Tsípras doit présenter ses réformes ce lundi. Un reniement, selon des membres de son parti.

Entre autres réformes attendues : un programme de lutte contre l'évasion fiscale, la bureaucratie et les cartels, ainsi que des privatisations désormais jugées acceptables.

Pour faire passer la pilule auprès de son électorat, quelques mesures sociales devraient figurer sur la liste.

Pas sûr que cela suffise. Car c'est à un vrai début de fronde qu'est désormais confronté le parti, qui pourrait remettre en question la stabilité du gouvernement.

Manólis Glézos, figure emblématique de Syriza et héros national pour avoir enlevé le drapeau nazi de l'Acropole pendant l'occupation, a fait parler la foudre dimanche. Dans un communiqué posté sur le site de sa mouvance au sein du parti, le doyen du Parlement européen a rappelé à qui veut l'entendre le programme de Syriza avant les élections. Dont l'annulation pure et simple des politiques d'austérité et des lois imposées en échange des plans d'aide. S'excusant auprès du peuple grec car «il a soutenu l'illusion que cela serait réellement fait», il a appelé tous les membres, militants et sympathisants de Syriza à l'insurrection contre l'accord et les concessions faites à Bruxelles vendredi. Giannis Milios, cofondateur du parti et responsable du programme économique jusqu'aux élections de janvier, a immédiatement posté le communiqué de Glézos sur son propre site.

Selon des médias grecs, plusieurs voix à l'intérieur du bureau politique de Syriza réclameraient même un «recours au peuple», c'est-à-dire un référendum, si cet accord interdisait de fait au parti de mettre en œuvre son programme. Des attaques à prendre au sérieux : l'aile gauche de Syriza, qui représente environ 30% du parti, est indispensable à l'exécutif pour conserver sa majorité parlementaire. liberation.fr 22.02

3- Le héros de la gauche grecque Manolis Glezos attaque le compromis de l'Eurogroupe - latribune.fr 22.02

L'homme qui avait ôté le drapeau nazi de l'Acropole en 1941 s'estime déjà trahi par le gouvernement grec. Il appelle à refuser le compromis et demande aux militants de décider.

Depuis Bruxelles, où il exerce ses fonctions de député européen élu l'an passé sur les listes de Syriza, ce vieil homme de 92 ans a publiquement « au peuple grec de [lui] pardonner d'avoir contribué à l'illusion » des promesse de Syriza.

« Dommage et encore dommage »

Dans un texte très virulent, dont on trouvera sur le site Okeanews la traduction en français, Manolis Glezos souligne que « changer le nom de la troïka en « institutions », celui du mémorandum en « accord » et celui des créanciers en « partenaires », ne change en rien la situation antérieure. » Il estime donc que le compromis trouvé à Bruxelles ne fera que poursuivre l'austérité. « Au lendemain des élections, d'une seule loi, nous abolissons la troïka et ses effets. Un mois est passé et cette promesse n'est toujours pas transformée en acte », affirme le texte qui ajoute « dommage et encore dommage. »

« La seule solution, c'est la liberté »

Manolis Glezos estime qu'il ne fallait accepter aucun compromis. « Entre l'opresseur et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté », indique le député européen qui appelle les militants et sympathisants de Syriza « à décider s'ils acceptent cette décision. » Bref, c'est un appel à la réflexion interne autour du compromis.

Epine dans le pied du gouvernement ?

Ce texte ne pouvait pas plus mal tomber pour Alexis Tsipras qui va devoir faire accepter à sa majorité le compromis bâti à Bruxelles. Du reste, plusieurs responsables de Syriza comme Sophia Sakofara, députée européenne, ou l'économiste John Milios, ont tweeté le texte de Manolis Glezos et fait part de leur soutien. Ceci dit, le gouvernement grec pourra aussi mettre cette agitation en avant pour justifier une certaine prudence vis-à-vis des demandes des « institutions », notamment concernant le marché du travail ou les assurances sociales. En attendant, le gouvernement a répondu gêné que, peut-être Manolis Glezos « n'est probablement pas bien informé des dures négociations qui se poursuivent. » latribune.fr 22.02

Commentaire d'un internaute.

- "On notera que Manolis Glezos est, depuis 1974, une figure plutôt modérée au sein de la gauche. L'EDA reconstituée à la sortie de la dictature des colonels n'était plus celle de l'après guerre civile, elle avait largement évolué, la plupart de ses dirigeants rompant purement et simplement avec le KKE, et adoptant des positions même souvent plus modérées que celles du KKE-es (eurocommuniste, futur Synapsismos).

Le passage au PASOK en 1980 et jusqu'au début des années 1990, malgré le deuxième gouvernement Andreas Papandreou,

malgré la corruption de "l'état PASOK" (le "gouvernement œcuménique" de 1989-1990 a eu notamment pour objet de lutter contre cette corruption généralisée au sein de l'état grec), puis ensuite le retrait sur la politique locale sont dans la droite ligne de cette évolution. Glezos a été ramené à la politique nationale en 2000 en étant candidat "d'ouverture" de Synapsismos, mais il se présentait alors volontiers comme "apolitique" (!), acceptant de mettre sa popularité personnelle au service d'un parti alors en pleine mutation réformiste (80% de sa direction de l'époque a quitté SYRIZA pour fonder la DIMAR en 2010), et sa participation à SYRIZA, un poil trop "rouge" à son goût, n'a pas été une évidence immédiate.

Sans le renfort (temporaire) de Mikis Theodorakis (qui est vite reparti dans ses habituelles lubies politiques), il est probable que Glezos se serait contenté de gérer son micro-parti "Citoyens Actifs", plus associatif qu'autre chose, au niveau simplement local. Et de fait, au sein de SYRIZA, il a défendu globalement des positions plus modérées que la majorité autour d'Alavanos puis de Tsipras, la seule exception étant la question tactique.

On notera donc que la première critique en quasi trahison provient d'une personne située globalement sur la droite de Tsipras et du gouvernement, alors qu'à l'inverse, Panagiotis Lafazanis, principale figure de la "plate-forme de gauche" (aile gauche de SYRIZA, très proche de l'extrême-gauche) et ministre de l'environnement et de l'énergie, soutient sans ambiguïté l'action du gouvernement, alors qu'il n'a pourtant pas sa langue dans sa poche et a la critique facile et acerbe, surtout à l'endroit de la majorité de SYRIZA. "

Peut-être que peu de temps avant de passer l'arme à gauche, Manolis Glezos a 92 ans, regretterait-il de ne pas avoir refusé tout compromis avec le capital plus tôt, à moins que ce ne soit un éphémère instant de lucidité ou de conscience politique qui lui a échappé ?

Le gouvernement grec a accepté de négocier avec la troïka, il a accepté ce cadre, ces interlocuteurs, il a mis le doigt dans cet engrenage infernal qui en fait un complice du capital, on ne dira pas qu'il aurait capitulé puisqu'il n'a jamais eu réellement l'intention d'adopter une autre position.

Il y en a parmi nous qui ont soutenu l'illusion contraire, ils se sont vendus eux-mêmes.

Ce sont ceux qui refusent de rompre avec les appareils syndicaux corrompus, qui à l'instar de Syriza acceptent le cadre des négociations que leur fixe l'Etat et le patronat depuis 70 ans. Ce processus a contribué à mieux enchaîner les travailleurs et le mouvement ouvrier au capitalisme et à faire en sorte qu'ils s'éloignent le plus possible du socialisme au point d'en ignorer les principes qu'ils ne peuvent pas adopter et encore moins défendre dans ces conditions là.

[L'austérité, ils en parlent comme s'ils n'y avaient jamais participé.](#)

- Les socio-démocrates européens contre une austérité suicidaire mais pour les compromis - AFP

Les partis de gauche classique européenne ont cherché samedi à regagner du terrain face à la gauche radicale et l'extrême droite, dénonçant "l'austérité suicidaire", mais non sans défendre le respect des engagements financiers, y compris par la Grèce.

Ces dirigeants, une quarantaine dont le Premier ministre français Manuel Valls et le suédois Stefan Lofven, le président du Parlement européen Martin Schulz, ou encore Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, ont surtout admis que "l'austérité n'a pas marché", dans une résolution sur les politiques de croissance et d'emploi, même s'ils ont défendu le principe de "responsabilité". (Sauf la leur ! Si l'austérité n'a pas marché, c'est parce que les travailleurs l'ont rejetée, ils ne pouvaient pas le dire évidemment. - ndlr)

"Il faut gérer sérieusement nos finances publiques, nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des déficits publics et il faut les réduire parce que nous sommes responsables par rapport aux générations à venir", a déclaré Manuel Valls à la presse, en marge de cette rencontre. (Vous avez déjà hypothéqué leur avenir. La soumission totale au marché est à ce prix. Qu'incarne-t-il d'autre ? Rien. -ndlr)

Cependant, "on ne peut avoir de réduction de la dette publique sans croissance et emploi", a expliqué de son côté Martin Schulz, président du Parlement européen. (Traduire : Croissance des profits... et des emplois précaires. - ndlr)

"L'austérité pour l'austérité, des politiques punitives pour les peuples, conduisent à la montée des populismes et notamment à affaiblir les possibilités de retrouver de la croissance et de la compétitivité pour nos pays", a ainsi nuancé M. Valls. (C'est le chef du gouvernement "pro-business" qui a parlé. - ndlr)

Une posture partagée par la plupart des intervenants venus s'accorder sur une doctrine économique, alors que la gauche classique européenne fait face à la montée de l'extrême droite et celle d'options de gauche antilibérales comme les mouvements Syriza en Grèce et Podemos en Espagne.

Ce qui différencie les socialistes de ces partis, c'est la "responsabilité", a déclaré Iratxe Garcia, chef de la délégation socialiste espagnole au Parlement européen. "Il y a des objectifs à tenir", selon elle. "Pour pouvoir investir, il faut pouvoir faire face aux paiements". (Traduire : Qui fixent ces objectifs sinon l'oligarchie financière qui détient le pouvoir et dont vous êtes la porte-parole. On aura compris qu'il ne peut exister une autre politique que néolibérale. - ndlr)

La Grèce a ainsi été très présente dans les débats et Manuel Valls a salué, à l'instar du président français François Hollande, le "bon compromis" atteint entre Athènes et l'Eurogroupe. "On donne du temps à la Grèce pour mettre en oeuvre ses engagements", a-t-il dit en insistant sur le fait qu'ils devaient être "respectés". (Cynique s'agissant d'une dette à vie dont les Grecs devraient subir les conséquences... - ndlr)

Les représentants de la Grèce, issus du parti Syriza "ont désormais accepté qu'ils négocient au nom d'un gouvernement et non comme leaders de partis", s'est félicité Martin Schulz. "On ne peut pas promettre aux électeurs votez pour moi et demain tout changera, a-t-il ajouté en évoquant le parti antilibéral espagnol Podemos, qui caracole en tête des sondages, à moins d'un an des législatives, prévues vers la fin de l'année. "C'est un rêve et ce n'est pas réaliste", a-t-il ajouté en se référant cette fois à Syriza. (Un cauchemar en réalité, les Grecs et les Espagnols ne tarderont pas à s'en apercevoir. Alors quelle autre alternative restera à part le socialisme, la rupture avec le capital et ses représentants ? - ndlr)

Les intervenants ont adopté en fin de séance une résolution dans laquelle ils s'engagent à promouvoir la compétitivité de l'Europe par le biais d'un programme ambitieux d'investissement, la défense de l'emploi qualifié et la lutte pour le travail des plus jeunes, non sans flexibilité. (Le traité de Lisbonne en somme... - ndlr)

Ils se sont dits favorables à un impôt sur les transactions financières.

L'ancien chef du gouvernement espagnol, le socialiste Felipe Gonzalez, a ouvert la réunion en appelant à arrêter "l'austéricide" ou "l'austérité suicide".

L'Union européenne est à "chaque fois moins unie et est davantage atteinte par la maladie du nationalisme", a-t-il déploré. AFP 21.02

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- La grève des raffineries touche 20% des capacités des Etats-Unis - Reuters

Le secteur du raffinage pétrolier aux Etats-Unis est entré dimanche dans sa quatrième semaine de grève, son plus important mouvement social depuis 35 ans, qui touche désormais 20% des capacités nationales de production, selon des responsables syndicaux.

Au total, 6.550 membres du syndicat United Steelworkers (USW) participent sur 15 sites, dont 12 raffineries, au mouvement entamé le 1er février après l'arrêt des discussions sur une nouvelle convention collective entamées par l'USW et la compagnie Shell Oil, filiale du géant Royal Dutch Shell.

Les pourparlers ont repris depuis mais ont été de nouveau interrompus vendredi, ont dit des sources proches des négociations. Cette nouvelle rupture a conduit à l'élargissement du conflit à Motiva Enterprises, une coentreprise entre Shell et Saudi Aramco.

La grève touche entre autres la plus grande raffinerie des Etats-Unis, celle de Port Arthur, au Texas, d'une capacité de 600.250 barils par jour.

L'USW réclame une convention collective de trois ans qui concernerait quelque 30.000 salariés dans 63 raffineries américaines représentant les deux tiers des capacités nationales.

Le syndicat reproche entre autres au patronat de compromettre la sécurité des conditions de travail en employant des travailleurs temporaires pour des opérations de maintenance.

Shell, dans une lettre aux salariés de son site texan de Deer Park que Reuters s'est procurée, explique pour sa part que l'USW souhaite le remplacement de travailleurs non-syndiqués par des membres du syndicat.

Outre Shell et Motiva, le mouvement social touche BP, Lyondell Basell, Marathon Petroleum et Tesoro, en Californie, au Kentucky, au Texas et dans l'Etat de Washington. Reuters 22.02

ECONOMIE

Le modèle économique mafieux américain doit devenir la norme en Europe et étendu au monde entier ensuite, à commencer par la Russie.

Grille de lecture.

- Ou la loi de la jungle de l'oligarchie financière...
- Relancer la titrisation, instrument financier occulte pour camoufler des actifs ou titres pourris...
- Comment accroître le pouvoir, l'emprise de la finance sur l'économie mondiale...
- L'UE conçue par l'oligarchie financière américaine pour servir ses intérêts, accessoirement ceux de ses alliés ou vassaux européens...
- L'union des marchés de capitaux, le retour en grâce de la finance à Bruxelles - latribune.fr 22.02

Jonathan Hill, le commissaire européen aux services financiers, a lancé le 18 février une consultation sur son projet d'union des marchés de capitaux. L'objectif étant de faciliter le financement des entreprises européennes, encore très dépendantes des banques, par les marchés.

Changement de statut pour la finance européenne. D'ennemi à encadrer par tous les moyens il y a six ans à peine, elle devient un allié indispensable des autorités politiques dans le cadre de leurs plans de relance de la croissance.

Aujourd'hui, selon le commissaire européen aux services financiers Jonathan Hill, qui a présenté mercredi 18 février un projet d'union européenne des marchés de capitaux, "le facteur de risque le plus important pour la stabilité (financière et économique), c'est l'absence de croissance." Et non plus la finance et ses dérivés, qui, en 2008, avaient plongé le monde dans la plus grave crise financière depuis la Grande Dépression des années 1930.

Au contraire, Bruxelles, mais également Paris, redécouvre aujourd'hui les vertus de la finance. Pour la simple raison que, si les entreprises européennes manquent de financements le jour où elles auront enfin repris goût à l'investissement, la croissance économique ne redécollera pas. Pis, il deviendra plus compliqué pour les entreprises, les ménages et les États de rembourser leurs dettes. Or cette éventuelle insuffisance de financements n'est pas une simple vue de l'esprit, elle pourrait bel et bien se produire.

Les entreprises européennes se financent à 75% environ auprès des banques

D'abord parce qu'il faudra de moins en moins compter sur les finances publiques, très dégradées dans nombre de pays, pour dynamiser l'économie européenne. Ensuite, parce que les banques, du fait des nouvelles réglementations qui s'appliquent à elles depuis la crise financière, ont les coudées moins franches pour accorder des crédits.

"La réglementation européenne ne crée pas de croissance, elle en grignote même un peu. Mais il fallait la faire, au moment de la crise. Maintenant, il faut voir comment on peut construire un système financier plus efficace pour le financement de l'économie", estime un proche de Jonathan Hill.

De fait, plus d'un tiers (35% exactement) des PME de la zone euro n'ont pas obtenu tout le financement bancaire qu'elles avaient sollicité en 2013, assure la Commission européenne. Un handicap de taille pour les entreprises européennes, qui se financent à hauteur de 75% à 80% auprès des banques, une proportion exactement inverse à celle des Etats-Unis, où les sociétés privilégient le financement sur les marchés de capitaux.

Sans aller jusqu'à se calquer sur le modèle américain, l'économie européenne va donc devoir rééquilibrer ses sources de financement. Ce qui n'est pas simple, les marchés de capitaux étant sous-développés en Europe : la capitalisation boursière de l'Union européenne représente 64,5% seulement de son produit intérieur brut (PIB), contre un ratio de 138% aux Etats-Unis, selon les données de la Commission européenne.

Une consultation d'une durée de trois mois

Et encore, ces 64,5% ne sont qu'une moyenne. La situation est très disparate d'un pays européen à l'autre, la capitalisation boursière du Royaume-Uni représentant 121% du PIB, alors que cette proportion est de 35% seulement en Italie. "La crise (de 2008) a entraîné une fragmentation des marchés européens, les rendant moins profonds et moins liquides", explique-t-on dans l'entourage de Jonathan Hill.

Bruxelles pointe également du doigt des "barrières nationales", à l'origine des dysfonctionnements des marchés de capitaux en Europe, comme le droit des faillites et le droit des titres qui ne sont pas les mêmes suivant les pays, sans oublier l'absence d'harmonisation fiscale. Autant de spécificités locales qui découragent les investissements transnationaux.

Dans le prolongement du plan Juncker de 315 milliards d'euros pour la croissance, Lord Hill souhaite donc mettre en place d'ici à 2019 un "véritable marché intérieur des capitaux", afin de faciliter l'accès des entreprises - en particulier des 21 millions de PME européennes - aux financements de marché. Le commissaire européen a donc publié le 18 février un livre vert sur le projet d'union des marchés de capitaux, livre qui doit servir de base de consultation pour les entreprises, les investisseurs, les banques, le Parlement européen, le Conseil et autres parties prenantes, durant trois mois.

A partir des résultats de cette consultation, qui seront rendus publics en juin, la Commission européenne échauffera des mesures législatives et juridiques, et le projet d'union des marchés de capitaux ainsi défini sera communiqué cet été, vraisemblablement en septembre. (L'annexe ou le complément financier au traité transatlantique qui sinon serait incomplet. - ndlr)

La relance de la titrisation à l'étude

Quant à sa mise en œuvre, elle prendra plusieurs années. Mais, au sein de ce plan de moyen et long terme qu'est son projet d'union des marchés de capitaux, Lord Hill a identifié quelques points sur lesquels il est possible d'agir rapidement. Comme une éventuelle révision de la directive prospectus, un sujet qui fera également l'objet d'une consultation durant les trois prochains mois, l'objectif étant de faciliter les démarches administratives des PME qui souhaitent lever de l'argent sur les marchés.

De la même façon, la Commission européenne vient de lancer une consultation sur la relance de la titrisation, pourtant accusée d'avoir provoqué la crise des subprimes (crédits hypothécaires américains risqués) en 2007.

Cette technique très décriée consiste, pour les banques, à transformer des créances en titres cédés sur les marchés, afin de récolter des fonds susceptibles d'être utilisés pour financer de nouveaux prêts. Pour mémoire, le marché de la titrisation des créances de PME européennes, qui ne pèse plus que 36 milliards d'euros aujourd'hui, s'élevait à 77 milliards d'euros en 2007, avant l'éclatement de la crise des subprimes.

Son potentiel dans le financement des PME semble donc évident. Il n'en reste pas moins que ce projet de relance de la titrisation constitue le meilleur symbole du changement d'attitude de Bruxelles à l'égard de la finance. Nécessité fait loi. latribune.fr 22.02

[Haut de page ↗](#)

Le 24 février 2015

CAUSERIE

[Collusion entre l'Émirat islamique, l'Otan et l'Etat sioniste, témoignages accablants.](#)

1- Wesley Clark: "Our friends and allies funded ISIS to destroy Hezbollah"
<https://www.youtube.com/watch?v=QHLqaSZPe98>

Le général Wesley Clark, ancien suprême commandeur de l'Otan, a déclaré à CNN que l'Émirat islamique (dit « Daesh ») avait été « créé par nos amis et nos alliés pour vaincre le Hezbollah ».

Le général Clark mettait ainsi clairement en cause la responsabilité d'Israël.

Depuis 2001, le général Clark est le porte-parole d'un groupe d'officiers supérieurs opposés à l'influence israélienne sur la politique extérieure des États-Unis, à ses développements impérialistes agressifs et au remodelage du « Moyen-Orient élargi ».

Il s'était opposé au déploiement de troupes en Irak, et aux guerres contre la Libye et contre la Syrie. voltage.net.org 21.02

2- Crash de deux avions britanniques transportant des armes destinées à Daesh - french.trib.ir

"Deux avions britanniques ayant à leur bord des armes destinées au groupe terroriste de Daesh se sont écrasés dans la province d'Al-Anbar", a annoncé le président de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien.

Selon Farsnews, Hakem Al-Zameli, le Président de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien, a déclaré que les forces de sécurité irakiennes avaient abattu ces deux avions britanniques transportant des armes, à destination de Daesh, dans la province d'Al-Anbar. "Cette province s'étale sur de vastes étendues et le peuple nous rapporte que les avions américains et britanniques acheminent, quotidiennement, des armes à Daesh", a-t-il souligné.

En allusion au fait que les Etats-Unis préfèrent que la province d'Al-Anbar soit une arrière-cour chaotique, à proximité de Karbala et de Bagdad, ce responsable irakien a affirmé: "La Commission de la sécurité et de la défense du Parlement dispose de photos de ces deux avions britanniques ayant à leur bord des armes et des munitions, destinées au groupe terroriste de Daesh". Hakem al-Zameli a noté que le Parlement irakien a exigé des explications sur cette affaire. french.trib.ir 23.02

[Aveu. Le Crif ou le sionisme comptable avec Marine Le Pen.](#)

- Le FN est un "parti à éviter" mais "Marine Le Pen est irréprochable", selon le président du Crif - FranceTV.info

Roger Cukierman, n'a pas convié le Front national au 30e dîner du Crif, lundi 23 février à Paris. Marine Le Pen est pourtant "irréprochable", selon le président du Conseil représentatif des Institutions juives de France (Crif), interrogé par Europe 1.

Questionné à propos de l'attrait que représente le Front national pour les électeurs de confession juive, Roger Cukierman a jugé que le phénomène "est extrêmement minoritaire". "Je crois que nous sommes tous conscients dans le monde juif que, derrière Marine Le Pen, qui est irréprochable personnellement, il y a tous les négationnistes, les vichystes, les pétainistes et donc pour nous, le Front national est un parti à éviter", a-t-il poursuivi.

Cette distinction a fait bondir Serge Klarsfeld : "Mme Le Pen n'a pas rompu avec son père. Elle dirige le Front national qui porte le passif des prises de position antisémites du père qui est président d'honneur du FN, a réagi auprès de l'AFP l'avocat et historien, fils d'un déporté à Auschwitz-Birkenau.

Ni Marine Le Pen (FN) ni Jean-Luc Mélenchon (PG), l'un et l'autre dénonçant régulièrement une réunion "communautariste", ne participeront au dîner du Crif. L'évènement attire 700 invités dont de nombreuses personnalités politiques de tous bords. FranceTV.info 23.02

Serge Klarsfeld ferme les yeux sur les néonazis au pouvoir en Ukraine tout comme son ami BHL qui le soutient...

Commentaires d'internautes.

1- "Vont-ils oser se poser la question de savoir s'il y a un lien entre les propos de Netanyahu en août 2014, la reconnaissance de la Palestine par la France en décembre 2014 et les attentats en France en janvier 2015 ?"

2- "Et le dîner chez les non-croyants, c'est pour quand ?"

3- "Dans son plan de lutte contre l'antisémitisme, il serait peut être utile de mettre l'action suivante: éviter que le président et le gouvernement de la France dite laïque ne se rendent en grande pompe à certains dîners communautaristes."

4- ""le Crif est l'organe de représentation politique d'une communauté juive", ce qui est totalement anti-républicain, notre république ne reconnaît aucune communauté sinon la communauté nationale. François Hollande bafoue donc notre république en y allant."

5- "Hollande, qui cache en permanence derrière sa bedaine et son air niais une volonté et une capacité de manipulation sans limites, trône donc comme régulièrement au dîner du CRIF qui ne représente plus depuis longtemps les français juifs mais les sionistes français...."

6- "Plus question de laïcité lorsqu'il s'agit de resserrer les liens avec la puissante machine politico financière du sionisme français..."

Elle met évidemment dans l'embarras la frange du PS qui est liée depuis toujours aux droits des Palestiniens. Mais vu le climat actuel en France, cette cause ne génère plus d'enthousiasme..."

[De la France aux Français à la France aux sionistes : même combat !](#)

- «Les juifs sont chez eux en France, pas les antisémites», clame Hollande devant le Crif - LeParisien.fr

Les antisionistes étant assimilés à des antisémites par cette saloperie et son Premier ministre, Hollande prononce ainsi la Nakba des opposants au sionisme. Qui a inspiré à Hitler l'holocauste contre la Palestine, qui est à l'origine de ce troc monstrueux ?

Si les antisémites n'ont pas leur place en France, il faut commencer par expulser les sionistes responsables ou complices du massacre des sémites, les Arabes ou Palestiniens.

- Boycott du dîner du Crif par le CFCM : « Incompréhensible » selon Roger Cukierman - Public Sénat

Après les propos équivoques du président du Crif, qui a affirmé que "toutes les violences aujourd'hui étaient réalisées par les jeunes musulmans." AFP 23.02

Le sionisme, cette maladie contagieuse transmise par la classe dominante et ses représentants au pouvoir. Elle a l'odeur du dollar, du pétrole et du gaz : nauséabond !

C'est le capitalisme, la crise du capitalisme qui est responsable de la haine aveugle de l'autre qui ne nous ressemble pas, de la xénophobie et ses déclinaisons racistes ou discriminatoires.

Donc la seule manière cohérente de combattre efficacement ou sérieusement ce comportement ou ces préjugés, cette «lèpre», doit consister à s'attaquer à sa racine pour l'extraire, l'éradiquer, au terrain sur lequel il se développe ou qui lui est propice, le capitalisme et ses fondements qui à l'origine repose sur la négation de l'égalité de droit entre les hommes, inégalité qui ensuite se répercute à tous les niveaux de la société et au sein de tous les rapports sociaux, les représentants de la classe dominante s'employant à les entretenir pernicieusement pour ensuite accuser le peuple ou certaines couches de la population opprimée d'en être responsable qu'ils répriment par la suite.

Le régime se maintient en place principalement grâce à l'ignorance des masses exploitées qu'il peut ainsi manipuler. Il n'est pas dans son intérêt de combattre leur ignorance qui permet de les diviser ou de dresser ses différentes couches les unes contre les autres au lieu qu'elles se rassemblent ou s'unissent et axent leur combat politique contre le régime pour le renverser.

Voilà ce qu'il faut expliquer patiemment aux travailleurs en démontant un à un les arguments de la propagande officielle reprise par l'ensemble des médias notamment, afin de les aider à interpréter la situation conformément à leurs besoins, partant du constat qu'ils n'ont aucun intérêt à vivre un jour de plus sous le régime capitaliste synonyme de haine aveugle, d'inégalités croissantes, d'injustice et de guerre et que le socialisme constitue la seule alternative politique permettant d'entrevoir une société meilleure, plus juste, et que cet objectif est à leur portée dès lors qu'ils se rassemblent, s'organisent, construisent le parti politique qui leur est indispensable pour vaincre le capitalisme et s'emparer du pouvoir, tout le pouvoir.

[Vers un Etat policier conforme aux besoins de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste](#)

Si vous avez lu la causerie d'hier, vous avez pu constater comment l'Otan, Bruxelles et le régime néonazi de Kiev via les médias s'y prenaient pour présenter leur politique en Ukraine, qui répondrait aux souhaits formulés par les Ukrainiens eux-mêmes et la justifier du même coup, le tout enrober dans une scène digne des propagandistes du IIIe Reich.

Hollande fait de même, ce n'est pas nouveau certes, mais on profite de la fraîcheur des infos pour montrer à quel point c'est devenu systématique ou la marque de fabrique de sa gouvernance.

Ce n'est pas le gouvernement qui entend s'attaquer à la liberté d'expression déjà limitée par l'ampleur de la disproportion des moyens dont disposent les différents courants politiques pour faire connaître leurs idées ou propositions, c'est la population qui le demande à une écrasante majorité, 92% qui partageraient donc le contenu de la propagande officielle.

Autrement dit, l'Otan et les Américains disposent de la légitimité du peuple ukrainien pour fournir des armes aux milices néonazis de Kiev afin de massacrer les opposants au régime fasciste de Kiev, massacres sur lesquels le régime n'aura donc pas à se justifier par la suite. Et Hollande dispose de la légitimité nécessaire pour entamer la chasse aux sorcières contre tous les portails ou blogs qui remettraient en cause sa politique et celle d'Israël à la demande du peuple français qui lui sert de caution, pourquoi pas sur la base de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme.

Lundi 22 février 2015

- Réseaux sociaux: une majorité de Français pour la régulation des propos haineux - AFP 22.02

Une majorité de Français est favorable à une meilleure régulation des propos haineux tenus sur les réseaux sociaux, selon un sondage Opinionway pour l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui organise dimanche à Paris les Assises de la lutte contre la haine sur internet.

Selon ce sondage, publié dans le JDD, 92% de la population est favorable à l'idée de bloquer et déréférencer les sites internet faisant l'apologie du terrorisme, et 89% sont partisans de "responsabiliser les opérateurs comme Google, Facebook et Twitter pour une plus grande maîtrise des contenus diffusés".

Ils sont également majoritairement favorables à la proposition d'instaurer "un système d'amendes pour les auteurs de messages de haine" (83%), ou de "rendre systématique le renseignement, lors d'une inscription sur une plateforme ou un réseau social, de son identité officielle dans un formulaire restant confidentiel" (78%).

Par ailleurs, 83% estiment que la possibilité de poster sur internet des contenus sous couvert d'anonymat "favorise l'expression de propos haineux" et 74% qu'elle représente "un danger pour la société".

Et 68% pensent que cet anonymat "permet à toute les opinions d'être représentées". AFP 22.02

Le lendemain, mardi 23 février 2015

- Dîner du Crif: Hollande veut renforcer la répression contre la «lèpre» de l'antisémitisme - 20minutes.fr

Des «sanctions plus rapides et plus efficaces» vont être prises. Le président souhaite que «tout propos de haine, raciste, antisémite ou homophobe ne relève plus du droit de la presse mais du droit pénal». De plus, sera renforcé le caractère aggravant de la connotation antisémite d'un délit.

Dans le prolongement du voyage de Bernard Cazeneuve aux Etats-Unis, où il a convié en France les géants du Net en avril, François Hollande a placé ces majors devant leurs responsabilités: «S'ils ne veulent pas être complices du mal, ils doivent participer à la régulation». «Nous fixerons un cahier des charges clair et précis nous contrôlerons son application.» De plus, les moyens de la plate-forme Pharos de signalement de contenus illicites seront renforcés. 20minutes.fr 23.02

Son discours s'inspire de celui de G.W. Bush renvoyant dans le camp du mal tous ceux qui refusent de cautionner sa politique belliqueuse et guerrière, impérialiste, calquée sur celle des Etats-Unis.

Certains militants ou lecteurs m'ont écrit il y a quelque temps que certains sujets abordés dans ce portail n'étaient pas leur tasse de thé ou ne les intéressaient pas, ce qui était leur droit.

J'ai cru comprendre qu'ils ne comprenaient pas pourquoi nous insistions tant sur le sionisme et les liens qui existaient entre le sionisme et l'oligarchie financière anglo-saxonne ou encore l'idéologie ou la stratégie politique néolibérale, le néolibéralisme économique, alors que cela sautait aux yeux et qu'on ne pouvait pas interpréter la situation ou comprendre l'un sans comprendre l'autre, comment ils fonctionnent, leur rôle respectif, les relations qu'ils entretenaient, de quelle manière ils se combinent, leurs contradictions évidemment, bref, leurs rapports intimes qui finalement sont à relier à l'évolution du capitalisme et ses contradictions, ne nous écartant pas du marxisme ou du socialisme faut-il noter au passage.

Si des sionistes n'étaient pas à l'origine du néolibéralisme, si le néolibéralisme ne constituait pas l'idéologie adoptée par les dirigeants de l'oligarchie financière qui trônent au sommet de la pyramide du capitalisme, si tel était le cas nous aurions tort effectivement de nous focaliser sur cette question, mais ce n'est pas le cas et cette question est précisément au centre de la stratégie politique de notre ennemi qui en a fait un axe de combat contre tous les peuples de la terre entière afin de les soumettre à leur impoyable dictature, ne reculant devant aucune cruauté pour parvenir à leur fin après avoir créé Al-Qaïda et l'Emirat islamique ou Daesh (parfois écrit Daech selon les sources), parce que finalement c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour tenter de sauver leur système économique et conserver le pouvoir.

Partant de là ou une fois dressé ce constat sur la base d'une multitude de faits que les lecteurs ont eu à leur disposition et ont pu recouper pour en vérifier la validité ou le sérieux, il aurait été irresponsable de notre part de négliger cette question ou pire de l'occulter comme le font les dirigeants de tous les partis dits ouvriers, à moins d'avoir l'intention de vouloir induire volontairement les lecteurs ou militants en erreur.

On ne demande à personne de nous croire sur parole ou de nous faire confiance répétons-le pour la énième fois, on se base uniquement sur les faits.

D'ailleurs c'est bien simple, chacun a pu le vérifier immédiatement par lui-même en lisant plus haut cette causerie, non seulement, vous avez trouvé confirmation que nous ne nous sommes pas fourvoyé ou que nous ne sommes pas tombé sous l'emprise de je ne sais quelle théorie qui servirait de couverture à un antisémitisme invouable notamment.

Quand un pays ou un Etat aussi minuscule qu'Israël, que les représentants d'une communauté ultra minoritaire représentant moins de 0,2% de la population mondiale entend dicter sa loi aux chefs d'Etat du monde entier et concentrent autant de pouvoir entre leurs mains, vous êtes bien obligé d'en conclure qu'ils représentent forcément autre chose, une formidable puissance qui dépasse celle des Etats les plus puissants et les plus riches de la planète tels les Etats-Unis ou la France, vous n'avez pas besoin de chercher bien loin pour trouver qui ou quoi peut disposer d'un tel pouvoir, à part l'oligarchie financière, les 1% qui possèdent plus de richesses que la moitié de la population mondiale, les 80 ultra riches qui selon Oxfam détiendront à elles seules en 2016, , autant que 3,5 milliards d'individus réunis (Francetv info 19.01 - causerie du 21 février 2015).

C'est là qu'on s'aperçoit que le sionisme ne sert pas les intérêts particuliers des juifs, ce qui est une fausse piste destinée à alimenter l'antisémitisme et détourner le combat des masses de ceux qui détiennent véritablement le pouvoir, à savoir l'oligarchie financière qui utilise le sionisme comme instrument de guerre psychologique, idéologique et politique contre les masses exploitées pour les soumettre au néolibéralisme ou permettre à l'oligarchie financière d'atteindre les objectifs économiques, sociaux et politiques qu'elle s'est fixée, parmi lesquels figure sa domination absolue ou sans partage sur le Moyen et Proche-Orient, sur l'Afrique, l'Amérique latine et évidemment l'Europe, dans le prolongement la Russie puis la Chine, n'ayant plus ensuite qu'à se baisser pour mettre la main sur le reste du monde.

Ces objectifs coïncident avec une concentration du pouvoir économique et politique sans équivalent dans le passé, conformes à l'évolution du capitalisme mondial en putréfaction, qui ne peut plus assumer ses contradictions, qui est dans l'impossibilité de contenir la crise mortelle qui le frappe et le menace d'effondrement, d'en atténuer ou d'en ralentir les effets dévastateurs présents et à venir. Concentration de tous les pouvoirs entre leurs mains qui est une nécessité absolue et non une lubie de capitalistes cupides ou avides de richesses ou de pouvoir, d'où les guerres incessantes, les pressions ou l'acharnement dont ils font preuve sur la Russie pour qu'elle adopte rapidement le modèle américain ou néolibéral, etc. la liquidation de tous les acquis sociaux et politiques du prolétariat, de toute trace de démocratie une fois le pouvoir politique soumis à des institutions supranationales ou créées de toutes pièces par l'impérialisme américain, l'UE, la BCE, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, etc., les libertés individuelles devant être placées sous surveillance, la population faisant l'objet d'un contrôle renforcé, toute opposition politique étant censurée, bannie à défaut de pouvoir en supprimer physiquement les auteurs, pour le moment, l'instauration de régimes policiers ou dictatoriaux dans tous les pays dont les dirigeants sont acquis au néolibéralisme à commencer par l'Europe doit devenir la règle, l'union bancaire européenne, les traités transatlantique et transpacifique, etc.

Bref, rien ne doit leur échapper, leur pouvoir politique doit être sans faille, total, absolu, c'est la condition indispensable pour conserver leur pouvoir économique qu'ils savent menacé par les besoins croissants de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes, leurs ennemis. Oui c'est à cette échelle-là qu'ils se situent et ce n'est pas le peuple américain qui dira le contraire pour en être la première victime depuis bien plus longtemps que nous.

Et s'ils ont recouru à un système ou des méthodes mafieuses depuis le début des années 70 pour assurer la pérennité de leur hégémonie sur l'économie mondiale, c'était à la fois pour éviter qu'elle ne s'effondre et lui permettre de passer le cap qui leur permettrait d'atteindre l'objectif politique d'imposer un gouvernement mondial ou un nouvel ordre mondial dont ils seraient les seuls maîtres à bord et bénéficiaires, parvenant ainsi à détenir la totalité du pouvoir sans partage, de telle sorte qu'ils peuvent dicter leurs lois à la terre entière sans avoir à en référer à quiconque, sans avoir à se soucier de quelconque contradictions économiques qui seraient décrétés obsolètes, puisque la lutte des classes serait abolie de même que les rapports entre les différents facteurs entrant dans la composition du capital, entre capital constant et capital variable, taux de profit, plus-value, etc. tous ces facteurs et rapports n'ayant plus aucun effet sur le cours de l'économie mondiale ou les lois de fonctionnement du capitalisme n'ayant plus cours, l'économie mondiale fonctionnant désormais par décrets ou lois auxquels la population mondiale est soumise.

Quand on dit que la lutte des classes serait abolie, on signifie par là que le prolétariat serait définitivement vaincu, incapable de renverser l'ordre établi ou de s'emparer du pouvoir politique, tandis que le socialisme demeurerait à l'état d'utopie. On est bien parti dans cette direction-là, simple constat. On peut se gargariser de formules ou de mouvements sociaux qui éclatent ici ou là quelque part dans le monde, de crises politiques qui enflent et se dégonflent aussi vite, en attendant on observe que la classe dominante avance sur tous les fronts pendant que nous ne cessons de reculer ou de perdre du terrain depuis des décennies et que cette tendance n'est pas prête de s'inverser apparemment. Et ce ne sont pas les réactions politiques qui ont suivi les événements de début janvier qui démontreront le contraire, hélas !

Notre seul salut, c'est le socialisme, le retour au socialisme ou l'adopter. Encore faudrait-il qu'on se mette d'accord sur ce que cela signifie compte tenu des transformations qu'ont connu la société et le monde depuis 70 ans, or on en est toujours totalement incapable, il est là le terrible drame.

On a du mal à accepter que ce serait là le sort inéductible qui aurait été réservé à l'homme, s'élever jusqu'à un certain degré de civilisation pour finalement retomber à un état primaire ou au stade de la barbarie et ne jamais plus en sortir jusqu'à l'extinction de son espèce.

C'est ce que doivent se dire bien des Irakiens et des Syriens ou des Afghans notamment, on a envie de dire trop tard, alors qu'ils n'y sont pour rien ou n'ont jamais eu l'occasion d'échapper à cette épouvantable et injuste épreuve qui leur est tombée dessus.

Ce n'est pas le cas des masses des puissances occidentales, particulièrement les intellectuels, les couches supérieures et les dirigeants du mouvement ouvrier qui en portent la terrible responsabilité. Chaque militant devrait bien y réfléchir.

En complément. Quand les sionistes terrorisent les juifs.

- Par crainte de mettre ses abonnés en danger, un magazine juif berlinois est désormais livré sous pli discret - Slate.fr

Il n'y a pas qu'en France que les juifs vivent dans un climat de peur. Slate.fr 23.02

A Gaza aussi ! En Syrie et en Irak aussi la population a peur de se faire égorger par les supplétifs de Tsahal ou Daesh. Ceci a un rapport avec cela. Ne pas faire le lien entre les deux cela s'appelle se livrer à une manipulation des consciences au profit d'Israël. Slate est le portail d'Attali pour rappel, qui rêve de faire de Jérusalem la capitale du monde !

ACTUALITE EN TITRES

[Matraquage quotidien des stratèges du chaos et du terrorisme.](#)

- Racisme sur Internet: Taubira veut «une lutte sans merci» - 20minutes.fr

- Terrorisme: «Le projet politique de l'organisation Etat islamique pourrait bien réussir» - 20minutes.fr

- Après Daech et Boko Haram, les shebab soignent toujours plus leur com' - Lexpress.fr

- Le nouveau chef du Pentagone promet à l'EI une « défaite irréversible » - LeMonde.fr

- L'Etat islamique publie une vidéo de combattants kurdes prisonniers dans des cages - Atlantico.fr

- Sept à Huit : les confidences de Morten Storm, djihadiste repenté devenu agent de renseignement - Atlantico.fr

- Iran nucléaire: bras de fer entre Américains et Iraniens à Genève - AFP

[Propagande de guerre contre les insoumis à l'Empire.](#)

- Hongrie: le tout-puissant Orban essuie une défaite symbolique - AFP

- En Syrie, le régime continue à massacrer les civils - LePoint.fr

- Omar el-Béchir : « Nous n'avons pas besoin des Occidentaux pour nous développer » - LeMonde.f

- L'armée ukrainienne dénonce des attaques séparatistes - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Comment les dirigeants syndicaux légitiment le recours au 49.3 et la loi Macron.](#)

Rien ne les arrête non plus, difficile d'imaginer plus pourris. Il faudrait qu'ils soient menacés d'extermination pour cesser de soutenir le gouvernement en place, donc par défaut, ils se désistèrent ou se planqueraient, sinon tant qu'il s'agit des travailleurs et leurs acquis ils ne trouvent rien à redire, ils répondent toujours présents à l'appel. Ces agents du capital ont le soutien des dirigeants de tous les partis dits ouvriers sans exception.

- Manuel Valls prend le risque de lancer la réforme du dialogue social - 20minutes.fr

Après le recours à l'arme du 49-3 pour l'adoption du projet de loi Macron, Manuel Valls prend le risque d'ouvrir un nouveau chantier, mercredi, celui d'une réforme du dialogue social dans l'entreprise. Un pari d'autant plus hasardeux qu'il ne peut s'appuyer sur un accord patronat-syndicats.

Le Premier ministre reçoit mercredi à 15h à Matignon les leaders de trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et de cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) pour lancer les consultations sur les grandes lignes de cette réforme, qu'il veut créatrice d'emplois.

Estimant «essentielle» la modernisation du dialogue social, il entend légiférer après l'échec de la négociation sur ce sujet entre les partenaires sociaux.

Le gouvernement souhaiterait boucler le projet de loi ce printemps pour un examen par le Parlement en session extraordinaire en juillet, après le Congrès du PS, en juin à Poitiers, qui focalise l'attention. Pour éviter tout nouveau recours au 49-3, ce que toutefois le Premier ministre n'exclut pas, le cas échéant, le gouvernement devra rassembler sa majorité, et en particulier les députés socialistes «frondeurs», souvent sensibles aux arguments des syndicats.

Il s'agit d'un exercice d'équilibriste : élaborer une réforme qui ne soit pas a minima, avec l'agrément des syndicats - tout au moins des réformistes - sans susciter un tollé patronal. Une mesure semble en bonne voie, la création d'une représentation externe pour les salariés des Très petites entreprises (TPE, moins de 11 salariés). Réclamée par les syndicats, elle est approuvée par le Medef et l'UPA, mais pas par la CGPME. 20minutes.fr 23.02

Supprimer des droits aux travailleurs permettrait de réaliser une "réforme (...) créatrice d'emplois", voilà le cadre que ces ordures ont accepté, en notre nom.

Pour poursuivre notre réflexion politique.

Il y en a qui ont justifié le refus de rompre avec les appareils vendus des syndicats prétextant en tirer des avantages.

Question : Lesquels puisque le parti n'existe pas ? Lesquels puisque finalement au lieu de voir notre condition d'existence s'améliorer elle n'a fait que se détériorer depuis plus de 30 ans. Des avantages pour qui ? Purement corporatistes. Non ? Ont-ils permis d'empêcher la décomposition de l'enseignement en France ? Non, elle se poursuit inexorablement. Ont-ils permis de maintenir le droit à la santé pour tous ou de le conquérir ? Non, il n'a cessé de regresser. Ont-ils permis de préserver les retraites ou de partir plus tôt ? Non, plutôt l'inverse, plus tard ! Ont-ils permis d'empêcher la généralisation de la précarité ? Non, bien au contraire. On continue ou cela suffira ?

Vous voulez qu'on se livre au même exercice sur le plan politique, attention le résultat serait le même, en plus amplifié encore et sans appel !

Alors une question se pose : Ces dirigeants se sont-ils totalement fourvoyés, leur stratégie était-elle la bonne ou était-elle erronée, à moins qu'ils n'aient été corrompus aussi tout simplement ?

Je ne sais pas ce que vous en pensez, si on me proposait de participer à une réunion qui devrait se solder automatiquement par la réduction des droits des travailleurs, je refuserais tout bonnement d'y participer et je m'empresserais de tenir informer les travailleurs de sa teneur, et si le contexte le permettait je lancerais une grève à partir de ce jour-là, illimitée évidemment jusqu'à l'abandon de la mesure annoncée.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 février 2015

[CAUSERIE](#)

32 articles ont été ajoutés.

On essaie de reprendre l'actualisation régulière du site mais ce n'est pas évident, j'ai encore des travaux à faire et je ne peux pas me payer le luxe de rémunérer des ouvriers pour le faire à ma place.

J'ai enfin réglé ce matin un gros problème. Les impôts vont me reverser 35.000 roupies (450 euros environ) qu'ils me doivent depuis... mars 2014 !

[Vous êtes inquiet ? Non, moi non plus. Le règne de la terreur en guise de gouvernance.](#)

- Ces drones qui sèment l'inquiétude - Francetv info

Prêter à la population un état d'esprit qui n'est pas le sien pour la contraindre à l'adopter en recourant à des méthodes crapuleuses (sondages truqués, témoignages fabriqués, etc), stigmatiser ses préjugés réels ou fictifs pour la culpabiliser et lui faire porter la responsabilité de la situation actuelle, créer une atmosphère délétère pour la convaincre d'adhérer à la politique du gouvernement qui oeuvrera pour y mettre un terme, en réalité qui la rendra encore plus irrespirable, par n'importe quel moyen parvenir à créer les conditions qui lui permette de revendiquer une légitimité que lui refuse le peuple, usurpée.

Au déni de la réalité en permanence déformée vient s'ajouter toute la panoplie des mécanismes psychologiques destinés à manipuler les consciences qui caractérisent un régime d'imposteurs aux abois à défaut de pouvoir assumer ses réelles intentions, à ce jeu-là le PS est le maître en la matière, il distance même l'extrême droite qui ne peut pas camoufler très longtemps sa véritable nature.

[La société qu'ils nous préparent. Conditionné, zombie, mutant, lobotomisé.](#)

Pédomarketing

- Publicité: «Dès l'âge de 2-3 ans, les enfants reconnaissent les logos des marques» - 20minutes.fr

Camp de travail, bagne, esclavage, autant s'y adapter le plus tôt possible.

- L'école dans l'entreprise et l'évaluation des élèves au programme de Rue des Ecoles - L'Express.fr

L'avantage de s'y prendre très tôt et de n'avoir rien connu d'autres, c'est qu'on est incapable d'imaginer que cela pourrait exister ou qu'une autre société serait possible. On est prisonnier d'un système qui par définition se justifie par lui-même et il est extrêmement difficile d'en sortir...

Comment vous persuader que l'exception pourrait devenir la règle ?

Trois adolescentes britanniques ont rejoint l'EI - Francetv info

[Avant les 7 et 9 janvier, ils ne savaient rien... Vraiment ? La preuve du contraire.](#)

Question : S'ils nous ont menti sur ce point capital, pourquoi ne nous cacheraient-ils pas des éléments de cette opération qui remettraient en cause en partie la version officielle qu'ils nous ont fournie ?

- Attentats : comment l'épouse d'Amedy Coulibaly a fui la France - lepoint.fr

Commentaire accompagnant une photo : "Hayat Boumeddiene présente son passeport à l'aéroport Sabiha Gokcen à Istanbul, le 2 janvier 2015, accompagnée d'un homme identifié comme un Français de 23 ans, Mehdi Sabry Belhoucine".

Qui est Hayat Boumeddiene ? Une enquête du Monde publiée ce mardi nous en apprend un peu plus sur l'épouse d'Amedy Coulibaly, l'auteur de la tuerie de l'Hyper Cacher.

La jeune femme, aperçue pour la dernière fois le 2 janvier par des caméras de surveillance à l'aéroport d'Istanbul en compagnie d'un certain Mehdi Belhoucine, avait organisé la veille avec ce dernier son départ. Soit quelques jours avant l'attentat. Mehdi (23 ans), son frère Mohamed Belhoucine (27 ans), et Hayat (26 ans) s'étaient en effet retrouvés à Bondy le premier jour de l'An pour élaborer leurs plans, assurent nos confrères. lepoint.fr 24.02

Dites-donc, ils sont bien renseignés vos "confrères"... des renseignements généraux. Comment peuvent-ils fournir des renseignements aussi précis sinon que les intéressés étaient sur écoute, ce que le ministère de l'Intérieur avait nié évidemment ? Pourquoi aurait-il été nécessaire d'impliquer autant de gens dans une opération consistant uniquement à investir une vulgaire épicerie muni d'un portable et d'une arme ? Il n'y avait pas besoin de "plan" pour réaliser une opération aussi banale, par contre il fallait avoir fixé la cible, or on ne voit pas pourquoi l'auteur aurait eu besoin de son épouse et ses prétendus complices pour la déterminer, sauf si on tient à écarter la piste des véritables commanditaires de cette opération ou qui l'on inspirée

à Coulibaly.

Au fait, comment se fait-il que le Monde dispose d'une image issue d'une caméra de surveillance de l'aéroport d'Istanbul prise le 2 janvier 2015 ? Pourquoi les services de renseignement turcs ont-ils conservé cet enregistrement qui date d'avant le 9 janvier ? Savaient-ils qu'il pourrait être utile par la suite aux autorités françaises ? Pourquoi, que savaient-ils au juste à cette date-là, le 2 janvier ?

Ce qui est intéressant dans ce genre de "révélations", c'est qu'ils en disent trop ou pas assez et font preuve de maladresses qui les trahissent.

Autre question.

Si les attaques perpétrées par les frères Kouachi et Coulibaly étaient synchronisées comme le ministère de l'Intérieur l'a affirmé, Coulibaly sachant l'un des frères Kouachi malades dans la nuit du 6 au 7 janvier, en admettant qu'ils aient prévu dans leur plan initial un délai de deux jours entre leurs opérations, rien ne leur interdisait de reporter leurs attaques d'une semaine lors de la prochaine réunion du comité de rédaction de Charlie Hebdo, l'objectif de Coulibaly ne présentant aucune contrainte ou urgence particulière, il pouvait très bien reporter son opération, alors pourquoi, qu'est-ce qui devait les en empêcher, une contrainte extérieure, laquelle ?

Autre élément, qui ne colle pas, grotesque pour le coup.

Dans cet article on nous apprend que l'imprimerie de Dammartin-en-Goële où les frères Kouachi en fuite s'étaient réfugiés, était en réalité une planche qui aurait fait partie de leur plan !

Ce qu'on a pu observer au contraire, c'est qu'on avait assisté jusqu'à l'attaque de Charlie Hebdo à une opération parfaitement maîtrisée menée rondement par des professionnels, qui tranchera singulièrement avec l'amateurisme qui devait caractériser la suite des événements manifestement improvisés ou pas vraiment prévus à leur programme, à partir du changement de véhicule jusqu'à son issue fatale qui elle en faisait partie depuis le début, ce que les frères Karouchi ignoraient puisqu'ils ne maîtrisaient qu'une partie de l'histoire dont ils devaient faire les frais, les commanditaires de cette opération et ceux qui l'ont réalisée n'ayant pas eu la délicatesse de les informer de la manipulation dont ils allaient faire l'objet, auquel cas elle n'aurait pas eu lieu.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, si je devais réaliser une telle opération, j'aurais forcément prévu la suite du programme, y compris à partir de plusieurs scénarii, en tout état de cause assurer ma fuite, me mettre à l'abri, disparaître, me préparer plusieurs planques, si possible m'éloigner du lieu de l'opération, disposer de suffisamment d'argent liquide pour assurer mes besoins pendant plusieurs semaines ou mois, prévoir un autre moyen de transport, passer la frontière qui en réalité n'existe plus, bref, j'aurais tout prévu dans les moindres détails pour tenter d'en sortir vivant ou tenir le coup le plus longtemps possible, partir à l'étranger et changer d'identité, etc.

Là on a assisté exactement à tout le contraire et Le Monde affirme qu'ils avaient tout prévu ! On les invite à persévérer dans leurs "révélations" fort intéressantes.

[Dans l'ordre des tyrans. Les maîtres du monde ne supportent pas la concurrence.](#)

Nice : condamnés à la prison, pour avoir crié «Allah Akbar» - french.irib.ir

Un mois, jour pour jour, après leur interpellation, le tribunal correctionnel de Nice a condamné, mercredi 18 février, trois individus à de la prison ferme et à de la prison avec sursis. Ils ont été reconnus coupables «d'apologie d'actes de terrorisme», en marge d'un rassemblement contre l'islamophobie, tenu dans la ville.

Les prévenus ont été considérés comme des provocateurs, par les forces de l'ordre, après avoir «vociféré des discours en langue arabe», en criant, notamment, à plusieurs reprises, l'expression «Allah Akbar» (ou «Allah-o-Akbar», pour «Dieu est le plus grand»), devant les policiers.

«Allah-o-Akbar est une belle phrase. Elle est légitime, dans la communion religieuse, au sortir d'une mosquée ou d'une fête. Dans le contexte qui est le nôtre, ce n'est plus un cri de paix, c'est un cri de guerre, ce 18 janvier ! C'est de l'apologie de terrorisme», a estimé le Procureur, dans des propos que rapporte Metronews.

«L'apologie suppose une intention volontaire de promouvoir un acte de terrorisme. Quel est le lien ? L'expression "Allah-o-Akbar" ?», a réagi Me Sefen Guez Guez, l'avocat de deux des prévenus. Les quatre hommes, âgés de 30 à 40 ans, ont été condamnés à des peines de six mois de prison, avec sursis, à deux ans de prison, dont un, avec sursis, assorti d'un stage de citoyenneté. Certains avaient, déjà, été condamnés, pour des violences et des vols.

L'individu le plus lourdement condamné était, également, poursuivi, pour incitation à la haine, pour avoir affirmé, sur Facebook, que Mohamed Merah n'avait pas existé, et en raison de la création de la page «La Palestine a besoin de nous». Il y appelait, notamment, à la constitution d'une «milice anti-sioniste et anti-islamophobie», dont les membres devaient se prévaloir d'«une très bonne condition physique, une pratique régulière des arts martiaux ou de la musculation, un historique des bastons vécues». french.irib.ir 24.02

En Ukraine et en Lituanie crier vive le communisme est un crime de guerre !

ACTUALITE EN TITRES

[Ve République. Monolithisme et bonapartisme.](#)

- Loi Macron: Le PS rappelle les parlementaires fraudeurs à la règle «d'unité de vote» - 20minutes.fr
- Contre les « frondeurs », le PS veut « donner ses consignes » sur le vote des textes - LeMonde.fr

[Quand les mafieux donnent des leçons de morale à la plèbe.](#)

- Enquête suisse sur une éventuelle manipulation du marché de l'or - Reuters
- Commerzbank visée par une enquête sur des comptes au Luxembourg - Reuters
- Le scandale du « cash for access » secoue le Royaume-Uni - LeMonde.fr
- Tapie invité à rembourser les sommes issues de l'arbitrage - Reuters
- Les ententes entre industriels pénalisent les consommateurs - Francetv info

[Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Un double attentat fait de nombreuses victimes à Bagdad - LeMonde.fr
- Double attentat meurtrier au Nigeria à cinq semaines de la présidentielle - AFP
- Le Tchad dit avoir tué 207 militants de Boko Haram au Nigeria - Reuters

[Ils oeuvrent pour la paix en Ukraine, la preuve... du contraire.](#)

- Londres va envoyer des soldats en Ukraine pour former l'armée - LeMonde.fr
- Face à la menace russe, la Lituanie veut rétablir son service militaire - LeFigaro.fr

Les Américains ne sont pas en reste.

... le Lt. Gen. Frederick "Ben" Hodges, commandant des GI's en Europe a annoncé que l'armée de Terre US allait assurer l'entraînement de six cents combattants de l'armée ukrainienne. Il ne pouvait afficher plus magistralement le dédain des États-Unis pour les efforts déployés par l'Union européenne en faveur de « la paix ». (Réseau Voltaire 22.02)

ACTUALITÉ DU JOUR

[Quand même une info rassurante... quoique.](#)

- L'armée recrute... difficilement - Francetv info

Alors que la courbe du chômage tarde à s'inverser, l'armée, elle, peine à recruter. Elle propose 30 000 postes dans des métiers divers : électricien, informaticien ou encore cuisinier.

Fabien Savoye, lui, a décidé de se tourner vers l'armée de terre. Âgé de 21 ans, il passe les ultimes épreuves pour intégrer l'organisation. "Ce n'est pas un projet qu'on décide du jour au lendemain, c'est réfléchi depuis des mois. Pour moi c'est un rêve, depuis tout petit je veux être dans l'armée", témoigne le jeune homme au micro de France 3.

Au total, l'armée de terre recrute 10 000 postes par an, et ce malgré les baisses d'effectif. Mais elle peine à attirer, non pas des combattants, mais des employés sur des postes plus classiques. Les campagnes de recrutement fleurissent ainsi depuis quelque temps... en vain.

"Un taux de chômage important ne signifie pas un engouement pour l'armée. Pour nous, c'est quelque chose qui ne nous surprend pas", souligne le général Frédéric Blachon. Francetv info 24.02

Il y aurait même une génération spontanée de militaires, imaginez un instant les parents, de quoi aimer l'armée, non ? Fabien Savoye, vos parents sont quoi, militaires, policiers, Francetv info ne nous le dira pas... Le fils de ma soeur Catherine est militaire, il était en échec scolaire et sa mère ne savait pas quoi en faire. Je n'ai pas de nouvelles d'elle depuis des décennies et ma mère reçoit un coup de fil par an et ne l'a pas vu depuis des années... Drôle de famille tout de même.

J'ai appelé ma vieille mère ce matin en me rendant en ville. Elle était inquiète de ne pas eu de mes nouvelles depuis début janvier, j'avais été très pris avec mon déménagement et j'ai été malade. Cela lui a vraiment fait plaisir pour une fois, elle en a pleuré la pauvre femme. Drôle de vie, merde.

[Quel bond !](#)

- Industrie : les salaires vont bondir en Allemagne - Francetv info

Syndicats et patronat sont tombés d'accord sur une augmentation de salaire de 3,4% dans l'industrie Outre-Rhin. Cela pourrait avoir des conséquences jusqu'en France.

Cela représente en moyenne 2 000 euros de plus par an, une somme à laquelle il faut ajouter une prime exceptionnelle de 150 euros.

Des salaires plus élevés entraînent une industrie un peu moins compétitive, notamment par rapport à la France. Mais c'est aussi un moteur pour la consommation et la croissance, en Allemagne et chez les voisins européens de cette dernière.

"Jusqu'ici, l'Allemagne était accusée de jouer en solo, de ne pas faire profiter les autres des fruits de sa croissance. Mais avec cet accord sur les salaires, qui pourrait profiter à ses voisins européens, elle joue pour une fois plus collectif", conclut le journaliste de France 2 Amaury Guibert, depuis Berlin. Francetv info

Sur un salaire de 1.500 euros bruts cela représente 51 euros par mois, soit 1,7 euro par jour, quel bond !

Lécher le cul de l'Allemagne à l'instar de Hollande, c'est tout ce que sait faire cette agence de désinformation.

Contrairement à ce qu'affirme ce journaliste, en imaginant que "ses voisins européens" l'imitent, cela les handicaperait encore plus par rapport à l'Allemagne qui dispose de ressource pour absorber les effets de cette augmentation de salaire... famélique.

[Un verdict idéologique.](#)

- Bricolage: le Conseil d'Etat confirme l'ouverture dominicale - AFP

Le Conseil d'Etat a clos définitivement mardi une longue bataille judiciaire opposant syndicats et enseignes de bricolage, rejetant les différents recours intentés contre leur ouverture le dimanche, à laquelle le gouvernement est favorable.

Sans grande surprise, la plus haute juridiction administrative a donné raison à son juge des référés qui, saisi par les fédérations CGT, FO, Sud et Ceci du commerce, avait déjà pris une décision similaire en avril 2014.

En plein débat sur le projet de loi Macron, qui prévoit de libéraliser les ouvertures dominicales dans les commerces, la décision du Conseil d'Etat sonne comme une victoire pour le patronat.

Déboutés, les syndicats de salariés attaquaient un décret publié en mars 2014 à l'initiative du ministère du Travail, qui ajoutait les enseignes de bricolage à la liste des établissements pouvant ouvrir le dimanche.

Un premier décret "bricolage" avait été suspendu en février de la même année par le Conseil d'Etat au motif que l'autorisation était illégale car temporaire (du 1er janvier 2014 au 1er juillet 2015), obligeant le gouvernement à revoir sa copie.

"Dans sa décision rendue mardi, le Conseil d'Etat a statué définitivement sur ces affaires et rejeté les recours dirigés contre ces deux décrets", indique l'institution dans un communiqué.

Elle a estimé que ces textes "respectaient les conditions de procédure et de fond auxquelles une telle dérogation au repos dominical est soumise", à l'instar de ce que la loi permet déjà pour les jardineries et les magasins d'ameublement.

La dérogation, estiment les juges, permet de "répondre aux besoins d'un grand nombre de personnes pratiquant, plus particulièrement le dimanche, le bricolage comme une activité de loisirs, dont la nature implique de pouvoir procéder le jour même aux achats des fournitures nécessaires ou manquantes". (Parce que voyez-vous, si vous avez dans l'idée de bricoler chez vous le week-end prochain, vous allez forcément attendre le dernier moment, soit le dimanche pour procéder aux "achats des fournitures nécessaires" ou qui vous feraient défaut, plutôt abruti ces juges, en fait ils ne bricolent pas, sauf les lois pour les rendre toujours plus antisociales, oppressives ! Etre obligé de travailler le dimanche est une forme d'oppression comme une autre. Au passage elle confirme ce que nous affirmions hier : Quel avantage avons-nous gagné à refuser de rompre avec les appareils pourris des syndicats ? Même pas à préserver le dimanche chômé. Et c'est loin d'être terminé. - ndlr)

En outre, le décret n'entre pas en contradiction avec l'article 7 de la convention internationale du travail n°106 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le repos dominical, fait valoir le Conseil d'Etat, ce que contestent les syndicats. (Dans tout organisme de collaboration de classes, les uns et les autres peuvent interpréter les textes qu'ils ont adopté à leur manière en fonction de leurs intérêts. Il en va de même des traités qui sont signés puis bafoués quand on détient le pouvoir, ce qui est également le cas de la classe dominante au sein de l'OIT, de mémoire 12 représentants des salariés, 12 représentants des patrons et 12 représentants des Etats, additionnez le nombre de voix des patrons et des Etats le calcul est vite fait. La Constitution de l'OIT est en ligne dans le site. - ndlr)

La fédération FO Commerce entend d'ailleurs porter l'affaire devant l'OIT, a indiqué à l'AFP Christophe Le Comte, son responsable. (Tartuffe ! - ndlr)

Dans une lettre écrite en août dernier aux salariés, Jean-Claude Bourrellet, pourtant fer de lance de l'ouverture dominicale, écrivait en effet que "l'analyse des chiffres montre qu'au cumul depuis le début de l'année, nous n'avons reçu que le même nombre de clients qu'en 2013 alors que nous avons le bénéfice de l'ouverture du dimanche".

Pas de quoi doucher l'enthousiasme de la Fédération des magasins de bricolage (FMB), à en croire M. Sambourg, qui affirme que l'ouverture dominicale "permet de réaliser un chiffre d'affaires additionnel conséquent, pouvant représenter jusqu'à 25% de l'activité hebdomadaire". AFP 24.02

Grèce. Ils sont tous satisfaits, cherchez l'erreur.

- Grèce: la liste des réformes bien accueillie à Bruxelles - AFP

Si les exigences de Bruxelles sont respectées, les promesses de campagne d'Alexis Tispras sont reléguées au dernier plan. Francetv info 24.02

- La Grèce promet de ne pas revenir sur les privatisations - latribune.fr

Voici la liste des engagements pris par Athènes, dont Reuters a eu connaissance:

Le gouvernement grec s'est engagé à ne pas revenir sur les privatisations réalisées ou en cours et à faire en sorte que ses mesures pour lutter contre la "crise humanitaire" dans le pays ne pèsent pas sur le budget.

Dans ce document, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, s'engage à une réforme fiscale ainsi qu'à un examen et un contrôle des dépenses dans "tous les domaines" de l'action publique.

Le gouvernement entend aussi réformer les salaires de la fonction publique sans les baisser davantage ni augmenter la masse salariale totale. latribune.fr 24.02

Youpi !

- La Bourse grecque rebondit de 8 % - LeFigaro.fr

- Clôture en hausse des marchés européens, rassurés par Athènes - Reuters

Etats-Unis. Etat policier. L'impunité légitime l'assassinat d'innocents.

1- Le tueur de Trayvon Martin ne sera pas poursuivi pour crime raciste Libération.fr - Liberation.fr

La justice fédérale américaine a annoncé ce mardi qu'elle renonçait à poursuivre pour crime raciste George Zimmerman, acquitté du meurtre du jeune Noir Trayvon Martin en 2012 en Floride.

Le ministre de la Justice Eric Holder a souligné dans un communiqué que la mort de Trayvon Martin avait été une «tragédie dévastatrice», mais qu'une enquête avait conclu à l'insuffisance de preuves pour inculper George Zimmerman de violation des droits civiques.

L'ancien vigile volontaire George Zimmerman, qui faisait une ronde dans son quartier de Sanford en Floride, avait tué le 26 février 2012 Trayvon Martin, un adolescent noir de 17 ans, sans arme, sorti acheter des bonbons.

Imaginez un peu l'angoisse que doivent vivre au quotidien les afro-américains qui ont un gosse d'environ le même âge dès lors qu'il sort dans la rue ou lorsqu'ils sont au boulot et ne savent pas ce que fabrique leur gosse, pendant les vacances scolaires, quel cauchemar ce pays ! Ah, c'est la démocratie !

2- États-Unis : la vidéo-choc d'une nouvelle bavure - LePoint.fr

Un immigré mexicain de 35 ans, Antonio Zambrano-Montes a été tué par la police à Pasco, dans l'État de Washington, alors qu'il n'était pas armé. Il est le quatrième exemple d'un tir mortel en l'espace de six mois dans cette localité. Regardez. Cette vidéo amateur le montre clairement. L'homme pourchassé tente de fuir 3 policiers. Cinq coups de feu sont audibles.

La mère de l'immigré réclame justice et l'ouverture d'une enquête fédérale. Selon les autorités, l'homme, sans-abri, jetait des cailloux sur les forces de l'ordre, qui ont, dans un premier temps, fait usage de leur pistolet à impulsion électrique, avant d'utiliser leur arme à feu. Cette nouvelle bavure policière endeuille cette fois-ci la communauté hispanique. Le cas d'Antonio Zambrano-Montes n'est pas isolé. LePoint.fr 24.02

Comme en Israël, des balles contre des cailloux, c'est légitime

Grande-Bretagne. Corruption. Business. Collusion entre le pouvoir politique et les multinationales.

- Le scandale du « cash for access » secoue le Royaume-Uni - lemonde.fr

Malcolm Rifkind aura finalement chuté sur l'un des tours les plus courants des journalistes britanniques. Le député conservateur, ancien ministre des affaires étrangères sous John Major, s'est fait piéger par une équipe de reporters se faisant passer pour les représentants d'une entreprise chinoise fictive. Ceux-ci, travaillant pour Channel 4 et le Daily Telegraph, lui proposaient de joindre leur conseil d'administration et de faire du lobbying auprès des autorités britanniques. Filmé à son insu, M. Rifkind se montrait très intéressé, promettait d'apporter un « accès utile » à tous les ambassadeurs qu'il voulait. Il laissait entendre qu'il était aussi prêt à écrire à des ministres pour pousser les intérêts de l'entreprise, mais sans la nommer.

Le dernier scandale, surnommé « cash for access » par les médias britanniques, a également éclaboussé Jack Straw, un autre ancien ministre des affaires étrangères, pendant les années Tony Blair. Lui aussi est filmé offrant ses services pour 5 000 livres (6 800 euros) par jour. Le Parti travailliste l'a suspendu.

Cette nouvelle affaire est venue rallumer la controverse sur l'intégrité des députés au Royaume-Uni. En 2009, le Daily Telegraph avait documenté la façon dont les élus parlementaires abusaient de leurs notes de frais, qu'ils utilisaient comme un complément de salaire. Cela avait déclenché un énorme scandale, entachant toute la classe politique.

Depuis, l'utilisation des frais est beaucoup plus étroitement encadrée. Mais le débat s'est transféré sur les activités rémunérées des députés hors de leur salaire de parlementaire, de 67 000 livres (91 000 euros) par an. C'est ainsi que l'ancien premier ministre travailliste Gordon Brown – qui est toujours député – a par exemple gagné l'an dernier 1,3 million d'euros hors de la Chambre des communes, où il ne met quasiment plus les pieds.

Les parlementaires doivent déclarer l'ensemble de leurs revenus, et détailler leur provenance. Ainsi, M. Rifkind, qui a gagné 94

000 euros l'an dernier en plus de son salaire, a notamment travaillé pour Unilever, dont il est membre du conseil d'administration (9 773 euros par mois pour huit réunions par an) et pour Adam Smith International, un cabinet qui fournit des études économiques et financières à des gouvernements dans les pays émergents (3 977 euros par mois). M. Straw, qui a gagné 150 000 euros l'an dernier, collabore de son côté avec ED&F Man, un courtier en matières premières agricoles, et multiplie les discours, pour un prix qui peut dépasser 13 000 euros pour les mieux rémunérés. lemonde.fr 24.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1 - Des centaines d'artistes britanniques appellent au boycott culturel d'Israël - french.irib.ir

Une centaine d'artistes britanniques ont appelé, vendredi 13 février, au boycott culturel d'Israël, dans une lettre publiée par The Guardian. Parmi les signataires, les cinéastes Ken Loach, Mike Leigh, les musiciens Brian Eno, Richard Ashcroft ou le romancier Hari Kunzru, qui sont rejoints par 600 autres artistes de la pétition initiée par Artists for Palestine UK.

« Maintenant, nous disons que nous ne jouerons pas de musique, nous n'accepterons pas de récompenses, nous n'assisterons pas à des expositions, des festivals ou des conférences, nous ne dirigerons pas de masterclass ou des ateliers à Tel Aviv, Netanya, Ashkelon ou Ariel, jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international et mette un terme à l'oppression coloniale des Palestiniens », affirment-ils dans la lettre.

Les signataires, des figures du monde culturel, dénoncent la condition des artistes palestiniens, alors que « l'armée (israélienne) vise les institutions culturelles palestiniennes et empêche la libre circulation des travailleurs culturels ». Ils s'en prennent plus globalement à l'attitude répressive d'Israël envers les Palestiniens. « Les Palestiniens n'ont connu aucun répit de la part d'Israël qui attaque perpétuellement leur territoire, leurs moyens de subsistance et leur reconnaissance en tant qu'Etat », accusent les artistes.

Plusieurs d'entre eux sont engagés de longue date dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) comme le réalisateur Ken Loach. Celui-ci avait signé en été 2014, en pleine offensive israélienne contre Gaza, un appel pour l'embargo militaire avec six Prix Nobel de la paix. Les initiatives citoyennes incitant au boycott d'Israël se font toujours plus nombreuses dans le monde. french.irib.ir 21.02

1.2- Qu'est-ce qui empêche Daesh de s'en prendre aux intérêts israéliens ? - french.irib.ir

Selon les analystes, il faut chercher les raisons de l'absence de toute action de la part de Daesh contre le régime sioniste, dans la vaste coopération de sécurité et de renseignement entre Daesh et le régime sioniste, qui offre, aussi, des soins médicaux aux blessés de l'organisation terroriste.

Les pays de la région souffrent du développement des activités des groupes terroristes takfiris. Les terroristes ne font pas, seulement, la guerre contre les peuples syrien et irakien, mais menacent, aussi, d'autres pays du Moyen-Orient. Les groupes terroristes takfiris, comme Daesh, le Front Al-Nosra et d'autres groupes recrutent leurs membres, dans divers pays, en avançant des slogans islamiques, et en prétendant défendre la Charia et les droits et intérêts des Musulmans. Mais, en réalité, ils sont les pires ennemis des Musulmans et rendent les plus grands services aux puissances occidentales et au régime sioniste, avec lesquels ils partagent des intérêts communs.

Contrairement aux prétentions des membres et des chefs de groupes, comme Daesh, il faut, absolument, éviter de croire à leurs slogans islamiques. En réalité, leurs activités, pendant ces dernières années, en Syrie, en Irak et ailleurs, prouvent leur véritable nature. Selon les analystes, il faut chercher les raisons de l'absence de toute action, de la part de Daesh, contre le régime sioniste, dans la vaste coopération de sécurité et de renseignement entre Daesh et le régime sioniste, qui offre, aussi, des soins médicaux aux blessés de l'organisation terroriste. Les organisations terroristes, comme Daesh et le régime sioniste, ont des mêmes buts et les mêmes intérêts, et leurs actions ne peuvent être, naturellement, que complémentaires les unes vis-à-vis des autres. french.irib.ir 24.02

2- Syrie

- Syrie : l'opposition interne, favorable au plan de paix proposé par le gouvernement - french.irib.ir

Des forces et courants nationaux de l'opposition ont annoncé approuver les «Principes de Damas, pour une solution politique», ou

«un minimum de consensus», contenant les bases d'une solution politique de la crise, en Syrie. Dans une conférence de presse, tenue aujourd'hui, au siège du courant de la «reconstruction de l'Etat», sous la devise /Les Syriens doivent s'entendre/, le Parti du Peuple, le Courant de la reconstruction de l'Etat syrien, le Parti de la Jeunesse nationale pour la justice et le développement, le Rassemblement civil démocratique des Kurdes syriens, le Parti de la solidarité arabe et le Courant de la paix et de la victoire de la Syrie, ont donné leur accord à ces principes, qui s'appuient sur des constantes nationales, à savoir, la sauvegarde de la souveraineté de la Syrie, de son intégrité territoriale et de ses institutions, dont, en tête, l'institution militaire, la garantie des libertés publiques, l'édification du processus démocratique global et la lutte contre le terrorisme, sous ses différentes formes.

Les principes invitent à participer à un volet politique de négociations, parrainé par les Etats concernés par la crise en Syrie, qui donne lieu à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, auquel participent l'autorité, l'opposition, les forces nationales et la société civile, qui œuvrent, pour réaliser la solution politique, à travers le dialogue national, la lutte anti-terroriste et la reconstruction. Les principes établissent que la solution politique implique la création d'un climat propice, pour le lancement d'un processus politique, via des mesures, pour l'établissement de la confiance, y compris, la libération des détenus politiques et la garantie de l'accès des assistances humanitaires aux zones syriennes, ainsi que d'autres mesures, dont l'ouverture à toutes les forces syriennes, à l'intérieur et à l'extérieur, pour l'édification du consensus nécessaire, en vue d'assurer le succès du processus politique. french.irib.ir 24.02

3- Russie

3.1- Poutine juge "improbable" une guerre entre la Russie et l'Ukraine - french.irib.ir

Le Président russe, Vladimir Poutine, a estimé qu'une guerre entre la Russie et l'Ukraine était "improbable", en dépit des tensions existant entre Moscou et Kiev.

"La Russie soutient l'accord de Minsk, car Moscou estime que cet accord reste la meilleure voie censée restaurer la stabilité, dans l'Est ukrainien", a réitéré le chef de l'Etat russe. "Je pense qu'un tel scénario apocalyptique est improbable", a affirmé le président russe. Kiev et ses alliés occidentaux prétendent qu'il existait des témoignages clairs, montrant que Moscou continue à envoyer des armes aux séparatistes pro-russes. Mais Moscou rejette, catégoriquement, cette accusation de Kiev. french.irib.ir 24.02

3.2- "La puissance de l'armée russe est inégalable" (Poutine) - french.irib.ir

Le Président Vladimir Poutine a mis en garde les adversaires occidentaux de Moscou, en soulignant que la puissance militaire de la Russie est inégalable.

Selon Reuters, lors d'une cérémonie, qui a eu lieu, à l'occasion du 23 février, jour des Défenseurs de la patrie, le Président russe, Vladimir Poutine, a déclaré que serait une illusion de croire qu'une puissance étrangère pourrait être, militairement, supérieure à la Russie, afin de vouloir imposer des pressions sur Moscou. D'après les analystes, c'est une allusion aux tensions qui existent, depuis des mois, dans les relations entre la Russie et l'Occident, au sujet de l'Ukraine.

La semaine dernière, les dirigeants russe, allemand, français et ukrainien ont signé, après 16 heures de discussions, l'accord de Minsk portant sur le cessez-le-feu entre les belligérants, dans l'Est de l'Ukraine. Auparavant, le ministre britannique de la Défense, Michael Fallon, avait mis en garde contre l'éventualité de l'usage de tactiques dangereuses, par la Russie, pour déstabiliser les pays baltes, les mêmes tactiques que la Russie aurait utilisé, en Ukraine, selon le ministre britannique. Michael Fallon a ajouté que l'OTAN devrait s'apprêter à contrer les agressions russes, sous toutes leurs formes, car, d'après Londres, la Russie représenterait un danger réel, pour les pays membres de l'OTAN, dans la région balte, c'est-à-dire, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. french.irib.ir 21.02

3.3- Ukraine: "La Russie répondra aux actes provocateurs" (Riabkov) - french.irib.ir

Le vice-ministre russe des A.E a mis en garde contre les conséquences de l'envoi d'armements américains au gouvernement ukrainien.

Le vice-ministre russe des A.E, Sergueï Riabkov, a indiqué, lundi, que l'envoi d'armements à l'Ukraine porterait atteinte aux accords de Minsk, et que la Russie répondrait à un tel acte provocateur. Par ailleurs, le chef des opposants ukrainiens, Alexandre Zakarchenko, a déclaré, lundi, à Donetsk, que les Etats-Unis avaient commencé la livraison d'armements et de munitions à l'Ukraine.

Par ailleurs, La France sera, aujourd'hui, l'hôte d'une conférence sur la crise ukrainienne. Paris effectue ce geste diplomatique, en application de l'accord de cessez-le-feu, en Ukraine. La tension entre la Russie et l'Occident, sur les évolutions en Ukraine, pousse les deux parties vers le militarisme. french.irib.ir 24.02

3.4- "Les Etats-Unis, à l'origine du chaos, au Moyen-Orient" (Lavrov) - french.trib.ir

Le Chef de la diplomatie russe, Sergeï Lavrov, a accusé, lundi, à mots couverts, les Etats-Unis de plonger le Moyen-Orient, dans "le chaos" et d'y alimenter la montée des extrémismes, afin d'assouvir leur volonté de diriger le monde.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui n'a jamais, nommément, parlé des Etats-Unis, de cette manière, se contentant de faire des références très claires à la politique étrangère américaine, s'exprimait, lors d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, sur la paix et la sécurité, dans le monde.

Le ministre des Affaires étrangères russes a cité la campagne de frappes internationales sur la Syrie, dirigée par les Etats-Unis, l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, ou encore, l'intervention militaire de 2011, en Libye, comme autant d'exemples de "violations des principes fondamentaux des Nations unies". "Tout cela est le résultat de tentatives, pour diriger la marche du monde, pour tout régir, partout, et pour utiliser la force militaire, de manière unilatérale, afin de servir ses propres intérêts", a lancé M. Lavrov, selon lequel l'ONU doit jouer un rôle plus efficace, dans le règlement des différends internationaux. french.trib.ir 24.02

4- Burkina

- Burkina: des milliers de femmes manifestent contre la garde républicaine - french.trib.ir

Plusieurs milliers de femmes ont manifesté samedi à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du Burkina Faso, contre la garde présidentielle, qui en réclamant début février la démission du Premier ministre Isaac Zida, avait provoqué un début de crise politique.

Le Burkina Faso est dirigé depuis la chute de Blaise Compaoré par un duo formé du président Michel Kafando, un diplomate à la retraite, et d'un Premier ministre militaire, le lieutenant-colonel Isaac Zida. Le pays doit organiser une élection présidentielle libre et transparente le 11 octobre 2015. french.trib.ir 22.02

5- Australie

- Australie : les leaders musulmans furieux après le Premier ministre - french.trib.ir

Le Premier ministre australien, Tony Abbott, s'est attiré les foudres de la communauté musulmane, après avoir affirmé, lundi 23 février, dans un discours sur la sécurité nationale, que les responsables musulmans n'en font pas assez, pour condamner l'extrémisme.

Tony Abbott a exhorté les dirigeants musulmans à dire, «plus souvent», que l'Islam est une religion de paix «et qu'ils le pensent vraiment», sous-entendant que ce n'est pas suffisamment le cas, à l'heure actuelle. «J'ai souvent entendu les dirigeants occidentaux décrire l'Islam comme une "religion de paix". Je souhaite que plus de leaders musulmans le disent plus souvent, et qu'ils le pensent vraiment», a déclaré le chef du gouvernement.

Du côté des associations musulmanes, les condamnations se sont multipliées. De tels propos «font la promotion de la haine et attisent le racisme», a réagi Randa Kattan, qui dirige le Conseil arabe d'Australie. Selon lui, l'islamophobie a, fortement, augmenté, en Australie, après l'attaque de Sydney, et le commentaire du Premier ministre est un appel du pied aux racistes du pays.

«Il rend notre communauté responsable des actions de quelques-uns», a poursuivi la dirigeante de l'organisation, pour qui les propos sont sources de division. «Comment pouvons-nous davantage condamner ?», a-t-elle insisté.

Les déclarations de Tony Abbott «montrent, clairement, que le gouvernement n'est pas engagé dans une communication sincère et authentique avec la communauté musulmane. Nous avons, sans cesse, dénoncé la violence, et encouragé la paix, pas simplement, en guise de réponse, mais parce que c'est au cœur de nos convictions religieuses», a, de son côté, réagi Zaahir Edries, le Président du Réseau musulman juridique. Il a annoncé que son organisation boycotterait une session de consultation avec le gouvernement, prévue le soir même, pour protester contre les déclarations. french.trib.ir 24.02

[Haut de page ↗](#)

Le 26 février 2015

[CAUSERIE](#)

Nouvelle du bled.

- Rail : l'Inde s'attelle à la rénovation de son gigantesque réseau - Liberation.fr

Ça se passait ce mercredi, en Inde, dans les faubourgs d'Agartala, la capitale de l'Etat de Tripura, dans l'est de l'Inde. Des ouvriers travaillent à la rénovation d'une des nombreuses lignes ferroviaires décrépies. Le gouvernement Modi doit annoncer de jeudi un plan massif d'investissement dans les infrastructures de 8 milliards d'euros.

Le réseau ferré indien, quatrième plus grand au monde, tient de la relique du passé colonial britannique. 25 millions de passagers l'utilisent chaque jour, en dépit du sous-investissement chronique et d'accidents meurtriers fréquents. Montant de l'investissement total nécessaire à sa rénovation : 25 milliards d'euros. Liberation.fr 25.02

Je n'ai jamais eu l'occasion de prendre le train en Inde.

La photo illustrant cet article montrait quatre ouvriers à l'ouvrage, le premier muni d'une pelle, le second portant sur la tête une cuvette métallique remplis de graviers, le troisième vidant sa cuvette sur la voie, le quatrième les regardant, histoire de dire sans doute qu'à ce rythme-là il y en a pour un siècle !

Le ton méprisant de ce torchon s'adresse aux 25 millions de travailleurs indiens qui empruntent ce moyen de transport bon marché pour se rendre à leur travail quotidiennement. Quant aux conditions dans lesquelles ils voyagent, elles n'ont rien à envier aux centaines de milliers de passagers quotidiens du RER ou du métro parisien entassés comme des bestiaux, sans parler des agressions à répétition, des attouchements, des vols, des insultes, des pannes et des accidents mortels qui arrivent aussi...

Apparemment le climat tempéré et le développement économique peuvent rendre arrogant, hargneux, belliqueux, haineux, alors qu'on s'acclimate apparemment mieux à des conditions plus rudes et au sous-développement persistant, que par la force des choses on est amené à prendre avec philosophie pour ne pas se pourrir l'existence ou se la compliquer davantage...

Dossier sur le Yémen

En mettant en ligne de nombreux articles sur le Yémen les dernières semaines, vous avouerez tout de même qu'on a eu du pif !

Extrapolation non sans arrière-pensées.

- Qui a enlevé Isabelle Prime au Yémen ? - Francetv info

Mardi 24 février, Isabelle Prime a été kidnappée dans le centre de Sanaa par un groupe d'hommes armés. Pour l'heure, l'enlèvement de la Française n'a pas été revendiqué. Francetv info 25.02

Ils n'en savent pas plus.

Nous, nous nous sommes renseigné de notre côté.

Elle travaille pour Ayala Consulting Corporation, une ONG basée en Floride aux Etats-Unis, ONG qui en réalité n'existe que grâce au financement de la Banque mondiale (Funder: World Bank, dicit son portail - ayalaconsulting.us), il est donc permis d'affirmer qu'elle est une filiale de cette institution qui au côté du FMI s'emploie à promouvoir les intérêts de l'impérialisme américain dans le monde. A part le pétrole et le gaz dans cette région du monde, on ne voit pas quel autre intérêt convoiteraient les Américains au Yémen qui politiquement est en train de lui échapper au profit de l'Iran. A moins que la lutte contre le terrorisme international et les assassinats commandités par le Pentagone (Exxon Mobil et Cie. si vous préférez) via ses drones servent aussi à lutter contre la pauvreté....

Dans le portail de cette ONG on peut lire cette notice à la gloire de la Banque mondiale : The World Bank is a vital source of financial and technical assistance for developing countries around the world. Its mission is to fight poverty with passion and professionalism for lasting results, and help people help themselves and their environment by providing resources, knowledge, building capacity and forging partnerships in the public and private sectors.

Traduction : La Banque mondiale est une source vitale de financement et d'assistance technique auprès des pays en développement à travers le monde. Sa mission est de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour des résultats durables, et aider les gens à se prendre en charge ainsi que leur environnement en leur fournissant des ressources, des connaissances, à construire et renforcer des partenariats dans les secteurs public et privé.

Comme chacun sait les "missions" de la Banque mondiale sont toujours désintéressées et elle oeuvrerait contre la pauvreté... qu'elle contribue en réalité à semer partout dans le monde.

Cette jeune femme est sans doute victime de son insouciance en se rendant au Yémen, elle y vit depuis deux ans, et de son ignorance pour collaborer avec la Banque mondiale. Elle peut très bien être la victime d'un coup fourré de la CIA, du Mossad ou des services de renseignement saoudien ou du Qatar, ou encore de leur supplétif Al-Qaïda, dans ce cas-là programmé ou non en échange d'une rançon. On ne voit pas quel intérêt auraient les Houthis à commettre une telle action, sinon attirer davantage l'attention sur eux des puissances occidentales qui n'attendent qu'un bon prétexte pour livrer le Yémen au même sort que la Syrie ou l'Irak. A suivre.

Ceci pourrait expliquer cela ou l'inverse.

- Les Houthis continuent à gagner du terrain au Yémen - Reuters

Les miliciens chiites houthis se sont emparés mercredi d'une base des forces spéciales de l'armée yéménite à Sanaa et de locaux de la garde-côtes sur la mer Rouge, a-t-on appris de sources militaires.

Le poste de la garde-côtes situé à Hodeïda est quant à lui tombé au terme de combats moins intenses.

Les miliciens houthis ont pris Sanaa en septembre, ce qui a contraint le président Abd-Rabbou Mansour Hadi à s'exiler à Aden, dans le Sud, où il tente d'organiser une contre-offensive. Plusieurs unités importantes de l'armée se sont toutefois ralliées au mouvement chiite dans le Nord.

Face au vide du pouvoir qui fait craindre la montée en puissance d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), plusieurs pays occidentaux ont fermé ces dernières semaines leurs représentations diplomatiques. Une Française de 30 ans a par ailleurs été enlevée mardi par des inconnus à Sanaa.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi à Sanaa contre les Houthis. Reuters 25.02

Ou encore

- Yémen : Poutine soutient les Houthis.... french.irib.ir 25.02

Selon le journal Kommersant, une délégation composée des membres du mouvement Ansarallah et de plusieurs partis politiques s'est rendue en Russie à l'effet d'activer le processus des coopérations bilatérales. " la délégation est composée de cadres d'Ansarallah et son objectif est d'entretenir avec la partie russe pour entretenir de très vastes coopérations avec Moscou " la délégation s'est rendue en Russie à l'invitation des députés de la Douma .

Les Houthis tenteront au cours de cette visite de s'attirer le soutien de Moscou à leurs démarches politiques qui consistent à ramener la souveraineté perdue du Yémen . c'est le numéro deux du comité politique de Ansarallah qui conduit cette délégation. " Les Houthis se sont emparés du pouvoir au Yémen sans aucune effusion de sang. Or les Etats Unis et l'Europe ont condamné les Houthis et ont fermé leurs ambassades sur le sol yéménite. la délégation yéménite cherche à obtenir le feu vert russe et à lancer un vrai partenariat énergétique de part et d'autre."

Mais Poutine cherche-t-il à faire pression sur Riyad en s'alliant à Ansarallah? La Russie sait pertinemment qu'un Yémen échappant au contrôle des Etats Unis pourrait semer trouble et instabilité en Arabie voisine : " Riyad ne souhaite vraiment pas que les Russes s'en mêlent dans l'affaire yéménite. Mais la Russie est l'une des rares parties au monde à pouvoir s'entremettre dans ce dossier ". french.irib.ir 25.02

ACTUALITE EN TITRES

[Propagande de guerre comme à Hollywood](#)

Hourra, bravo, en voilà une bonne nouvelle fort attendue !

- Les Rafale du Charles de Gaulle ont largué leurs premières bombes - AFP

Vous êtes priés d'applaudir. Vous êtes Charlie n'est-ce pas ?

[Quand ils confondent ennui et inactivité.](#)

- S'ennuyer au travail, dangereux pour la santé - M6info

Si la suractivité professionnelle est dangereuse pour la santé, l'inactivité l'est tout autant ! M6info 25.02

On est preneur d'un emploi présentant la caractéristique de pouvoir être assumé en dormant ou synonyme d'inactivité, à part celui de banquier ou rentier on ne voit pas de quoi ils veulent parler...

On travaille pour survivre, sans plus dans votre société infâme, on n'a pas le choix.

On peut aussi opter pour le socialisme, travailler pour réaliser un idéal et s'épanouir au lieu de vivre pour travailler qui fait de vous un esclave...

Ne pas avoir en permanence cette alternative à l'esprit agit forcément sur vos idées et votre comportement, les façonne, les transforme à votre insu, vous n'en avez pas conscience évidemment, ce que vous devenez entre en contradiction avec vos besoins ou aspirations de telle sorte que vous ne pourrez jamais les satisfaire et vous ne comprenez pas pourquoi, et au crépuscule de votre existence vous ne serez toujours pas en mesure de le savoir, le pire des cauchemars.

[Stratégie mondiale du chaos.](#)

- Discrimination: Comment lutter contre les contrôles au faciès? - 20minutes.fr

- Le gouvernement lance la réforme de l'Islam de France - AFP

- L'Islam de France, 30 ans d'une histoire mouvementée - LeFigaro.fr

- Amnesty dénonce la situation "désastreuse" des roms et réfugiés en France - Le Huffington Post

- Les États-Unis confrontés à leur tour à la question du port du voile - LeMonde.fr

- Etats-Unis: trois hommes accusés de soutenir l'EI arrêtés - AFP

[Une fois l'ennemi à l'agonie, il faut l'achever.](#)

- Valls veut réformer le dialogue social au pas de charge - AFP

Alors encourageons-le...

- Déficit : la Commission européenne offre un nouveau délai à la France - Francetv info

Bruxelles a accordé ce mercredi 25 février un nouveau délai à Paris pour réduire son déficit. Francetv info 25.02

[En réalité il y a au moins 200.000 chômeurs de plus.](#)

- Chômage: 2015 débute par une baisse surprise - La Tribune

- Jamais le chômage n'a autant baissé depuis décembre 2007 - Le Huffington Post

- Chômage : le gouvernement est-il à l'initiative de la dernière baisse ? - Francetv info

Les mesures du gouvernement ont joué un rôle crucial dans la baisse du chômage des jeunes. "Il y a une mesure qui a un effet direct sur le chômage des jeunes, ce sont les emplois d'avenir, plus de 190 000 contrats ont été signés jusqu'à présent, c'est deux fois plus que prévu", assure Jean-Paul Chapel. Et la tendance se poursuit "à un rythme de 6 000 contrats signés par mois".

En 2015, 100 000 nouveaux contrats aidés seront proposés, cela pourrait contribuer à accentuer le mouvement. Francetv info 25.02

- Emploi: l'intérim grimpe de 1,2% grâce à l'industrie et aux transports - La Tribune

[Leur système économique mafieux.](#)

- Morgan Stanley va verser 2,6 milliards de dollars pour solder des poursuites - AFP

- Etats-Unis : trois cigarettiers paient 100 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites - LeMonde.fr

- McDonald's accusé d'avoir soustrait plus d'un milliard de recettes fiscales aux Etats européens - Francetv info

[Défoncez-vous, plannez, on s'occupe de tout à votre place pendant ce temps-là...](#)

- La consommation de cannabis devient légale à Washington - LeMonde.fr

- La Jamaïque dépénalise le cannabis - Le Huffington Post

ACTUALITÉ DU JOUR

[Faites tomber les masques. Enfin un hommage conforme à la réalité.](#)

- En Israël, Charlie Hebdo transformé en tract électoral de l'extrême-droite - lefigaro.fr

L'édition post-attentats que les Français se sont arrachée en kiosque est devenue un symbole étonnant en Israël: celui de l'extrême-droite.

La plus haute instance judiciaire israélienne, la Cour suprême, a donné raison jeudi à Avigdor Lieberman avait adressé un recours pour contester l'interdiction de la diffusion du «numéro des survivants» de Charlie Hebdo, publié le 14 janvier.

Dans le cadre de la propagande électorale, les plaignants ont le droit de distribuer le numéro spécial du magazine français Charlie Hebdo auprès des électeurs», a statué la Cour. «Il s'agit d'une propagande électorale légitime». Dans le compte rendu de la décision, l'un des juges estime qu'interdire la distribution du magazine au parti «constituerait une violation excessive de la liberté d'expression», rapporte le quotidien israélien Haaretz. lefigaro.fr 25.02

Salam malikum à nos vaillants dirigeants qui se sont vautrés dans la fange une fois de plus en soutenant cette infâme pourriture de Charlie Hebdo...

Même que l'extrême-droite fait "rire" à Gaza et au Donbass.

- Charlie Hebdo: 27% des musulmans britanniques comprennent les motifs de l'attentat - L'Express.fr

Tous des terroristes ces musulmans !

- Charlie Hebdo, c'est dur d'être riche à millions - L'Express.fr

Et on dit merci à qui ?

- Charlie Hebdo revient dans les kiosques - Francetv info

Hélas !

- Les nouveaux lecteurs de "Charlie Hebdo" veulent "rire, tout simplement" - Francetv info

Même sous les bombes ?

- Pro A : le basketteur Akin Akingbala licencié après un tweet sur "Charlie Hebdo" - Francetv info

Le pivot nigérian de Rouen Akin Akingbala a été licencié pour faute grave par son club. Son tort ? Avoir partagé sur son compte Twitter ce message évoquant les attentats de Charlie Hebdo, le 9 janvier 2015 : "Je ne suis pas Charlie, je suis Ahmed, le policier mort. Charlie a ridiculisé ma foi et je suis mort en défendant son droit de le faire."

"Le club estime qu'il a porté atteinte à son image en partageant ce tweet", explique l'avocat d'Akin Akingbala, Romuald Palao. Ce dernier a porté l'affaire devant le conseil des prud'hommes de Rouen, estimant que "ce message n'a rien d'infamant. Akin Akingbala est chrétien. Dans son esprit, cela n'avait rien à voir avec la religion. C'était une manière de dire qu'il fallait aussi parler des policiers et pas seulement de Charlie Hebdo."

Après un passage en Ukraine et en Belgique, Akin Akingbala avait été recruté pour un an par Rouen, mais ses mauvaises statistiques (11 matchs disputés, 10 minutes, 1,8 point de moyenne) avaient poussé les dirigeants à le mettre sur la touche. D'après l'avocat du joueur, le retweet a plutôt été utilisé comme un "prétexte" par son club qui "voulait s'en séparer depuis plusieurs mois".

Dans un communiqué, le président du SPO Rouen, Yvan Gueuder, indique que le joueur a été licencié pour "non respect des clauses de son contrat de travail", en précisant qu'il avait fait l'objet de "plusieurs avertissements". Le joueur a quitté le club mardi matin. Francetv info 25.02

Je me souviens qu'autrefois on traitait les provocateurs de flics ou d'agents du régime, aujourd'hui on les traite en martyrs, en vaillant combattants de la liberté d'expression... En attendant vous aurez remarqué que le crime sert toujours la même cause, pas vraiment la nôtre, ce dont se contrefoutent nos dirigeants apparemment.

[En famille. Antisocialisme.](#)

- Dialogue social : avis de temps calme au PS - Liberation.fr

A première vue, le texte sur le dialogue social présenté ce mardi par Manuel Valls ne devrait pas recréer le psychodrame socialiste connu avec la loi Macron.

Un proche du Premier ministre se dit confiant : «Tout est une question de présentation. Par exemple, sur les seuils sociaux, la division n'est pas gauche-droite mais entre des salariés surprotégés avec des instances qui fonctionnent très bien et toute une partie des salariés qui n'ont aucun accès au dialogue.» Liberation.fr 25.02

Si vous avez déjà bossé dans une petite entreprise, vous savez qu'en présence du patron vous devez afficher une bonne humeur (et une disponibilité) à toute épreuve et la fermer, sinon vous dégagez, voilà pour le dialogue. Après avoir opposé salaire et emploi pour justifier à la fois le blocage des salaires ou des augmentations de salaires misérables et tailler à la hache dans la législation du travail, ils opposent les salariés des grandes entreprises à ceux des petites pour justifier la remise en cause des acquis des salariés des grandes entreprises ou l'équité, le nivellement toujours par le bas.

Qui vit de son travail au PS ? Personne ou alors ce sont des nantis.

En réalité Valls a rendu service à la soi-disant gauche du PS en recourant au 49.3, il leur a épargné de se déballonner au dernier moment, car jamais ils n'auraient été jusqu'à faire chuter le gouvernement, ainsi l'illusion est sauvée.

[La flexibilité ou comment augmenter le taux d'exploitation.](#)

- Accords de flexibilité : une bonne idée ? - Francetv info

Les accords de flexibilité seraient un bon moyen pour certaines entreprises d'éviter les licenciements.

Afin de faire reculer le chômage, le gouvernement a récemment annoncé plusieurs mesures. Parmi elles : les accords de sécurisation de l'emploi qui permettent plus de flexibilité dans l'entreprise. Le dispositif pourrait ainsi être étendu.

Le marché agricole se portant moins bien depuis six mois, les commandes de l'entreprise étaient en baisse. "On doit s'adapter. Pour ça, on s'est créé un accord de flexibilité", explique le vice-président de la société, Boussad Bouaouli. Celui-ci prévoit de faire travailler davantage les ouvriers, mais pour le même salaire. Ainsi, les salariés travaillent 38h10 par semaine, payées 35 heures. En contrepartie, ils gagnent 19 jours de récupération sur l'année, que l'entreprise utilise comme du repos obligatoire quand l'activité diminue.

Résultat ? La productivité a fait un bond de 30% en cinq ans. La direction se félicite de cet accord, qui selon elle, lui a permis de recruter : "On a réussi à embaucher 300 personnes sur les trois dernières années", précise le directeur des Ressources

humaines, Éric Odièvre.

Mais dans une usine en Ardèche, les salariés ne sont pas convaincus. Malgré le gel des salaires et l'abandon de trois jours de RTT, leur entreprise n'arrive toujours pas à sortir la tête de l'eau. "Ça n'a servi à rien, moi je n'y crois pas à la compétitivité", lance une employée. Francetv info 25.02

Et vous allez finir à la rue, vous ne serez pas les premiers dans cas-là, chut, il paraît que ce serait "une bonne idée".

Propagande de guerre de l'Otan "préméditée".

Le titre ne signifie pas qu'il pourrait y avoir une guerre, cette propagande sert à couvrir d'autres objectifs, économiques et politiques qui sont leurs véritables objectifs, soumettre les peuples du monde entier au néolibéralisme.

En Inde où je vis, la situation est particulière ou différente de l'Ukraine ou de la France par exemple, on vit déjà à l'heure du néolibéralisme en quelque sorte puisque les masses n'ont pour ainsi dire aucun droits sociaux ou politiques, et de nombreux pays sont déjà dans ce cas-là. On a la chance si je puis dire de ne pas avoir de pétrole sous nos pieds ! J'ai renoncé à creuser mon petit jardin pour le vérifier, c'est un champ de pierres, à la limite tout juste bon pour une intifada !

- Poutine cherche à diviser les Européens - LeFigaro.fr

Le président chypriote est le premier chef d'État de l'UE à se rendre à Moscou en pleine crise ukrainienne.

Il s'agit de la première visite officielle d'un chef d'État européen en Russie depuis le début de la crise ukrainienne.

Le président chypriote, Nikos Anastadiadis, entame une tournée de trois jours où il rencontrera les plus hauts dirigeants du pays, dont Vladimir Poutine. Avec le credo suivant: «La Russie est notre partenaire. Il est préférable aujourd'hui d'utiliser la langue de la diplomatie plutôt que de recourir à d'autres méthodes qui exacerberont la crise avec l'Union européenne.»

Une semaine plus tôt, le président russe s'était rendu en Hongrie, où le premier ministre, Viktor Orban, jugeait «irrationnel d'enfermer la Russie en dehors de l'Europe». Le 11 février, enfin, le ministre grec des Finances, issu d'un gouvernement Tsipras ouvertement prorusse, se rendait à Moscou, prêt à monnayer une aide financière russe contre celle de la troïka.

...mardi, le président du Sénat, Gérard Larcher, conduisait une délégation française à Moscou, afin de «maintenir ouverts les canaux de dialogue parlementaire». LeFigaro.fr 25.02

- Chypre autorise la marine russe à utiliser ses ports - Reuters

Bon, une bombe suffira pour anéantir Chypre...

- Poutine prévoyait-il de prendre une partie de l'Ukraine avant même la chute de Ianoukovitch ? - Francetv info

- Ukraine : une invasion très préméditée par le Kremlin - Liberation.fr

Un journal russe indépendant a publié un texte transmis à Poutine en février 2014 détaillant la marche à suivre pour dépecer son voisin. Un plan suivi dans les grandes lignes.

«Nous avons reçu le texte au format Word, ce n'est pas un document officiel avec une signature ou des empreintes digitales des auteurs, mais il a été authentifié par des sources proches du pouvoir et très bien renseignées», précise Nadejda Proussenkova, journaliste de Novaïa Gazeta. Liberation.fr 25.02

Comme il est quasiment impossible d'authentifier l'origine d'un "texte au format Word", il faudrait se fier à une source anonyme ou à la parole de ceux qui le diffusent sans autre précaution

Ils prennent vraiment leurs lecteurs pour des abrutis finis à Libération. A boycotter !

Cela dit, on ne sait pas si ce document est authentique ou a été fabriqué par les scribouillards du Pentagone, en attendant, s'il était authentique cela signifierait que son auteur et Poutine auraient fait preuve d'une maîtrise absolue de la situation, d'une lucidité à faire rougir un médium, tant la totalité du plan machiavélique qu'ils auraient conçu contre l'Ukraine s'est réalisé jusque dans les plus infimes détails, étape par étape, à la lettre. C'est bien simple, plusieurs mois à l'avance ces stratèges de génie auraient prévu

tous les développements à venir au point de conduire les lecteurs à se demander s'ils n'en auraient pas été à l'origine, ce qui tombe bien puisque cela confirmerait que les allégations américaines et de l'Otan contre la Russie et Poutine étaient fondées... En résumé, si Poutine avait voulu donner légitimer la version de l'Otan et livrer ses intentions impérialistes contre l'Ukraine il n'aurait pas fait mieux, sauf que cela ne colle pas avec le personnage et les qualités que ce document lui prête.

Peut-être que d'autres réagiront à cette info ou nous y reviendrons, on n'a pas le temps de la traiter aujourd'hui. Sachez seulement que dans cet article, pour Libération "la junte fasciste de Kiev" n'est qu'un "mythe" inventé par Moscou, alors que l'ambassadeur ukrainien en Allemagne, Andriy Melnyk, a déclaré lors de l'émission de télévision de Günther Jauch (Fernsehsendung), l'un des talk politique le plus populaire en Allemagne, que les troupes d'Azov et du Secteur Droit néo-nazis font partie des forces armées ukrainiennes, qu'ils sont contrôlés et coordonnés par le régime pro-occidental de Kiev. Sans eux dit-il, l'avancée de l'armée russe aurait été bien plus importante. Vidéo qui le prouve sous-titrée en français Ukraine : "Les néo-nazis font partie de nos forces armées et sont contrôlés par Kiev" - <https://www.youtube.com/watch?v=MKJe-pj3bK8> - causerie du 22.02.

Boycotter la totalité des médias des médias en France est possible, et si vous avez lu les articles qu'on a mis en ligne ces derniers jours, vous aurez constaté que bon nombre d'auteurs s'en prennent enfin ouvertement aux médias, à la presse écrite notamment.

Ils sont à la pointe du combat de la classe dominante contre tous nos droits. Ils précèdent même la propagande du gouvernement si vous avez bien remarqué, ils sont le fer de lance de la réaction. Briser leurs arguments, démanteler leurs machinations, combattre la désinformation à laquelle ils se livrent quotidiennement pour façonner et manipuler les consciences afin de réunir les conditions psychologiques et politiques permettant à la classe dominante d'appliquer sa politique néolibérale et impérialiste est un devoir pour tout parti ouvrier, tout militant qui combat pour le socialisme.

- Moscou fait à nouveau monter la pression sur le gaz ukrainien - LeMonde.fr

Commentaires d'internautes.

1- *"La Russie a été prise au dépourvue quand les choses se sont envenimées à Kiev suite à l'intervention de la CIA. Poutine pensait que lanoukovitch allait maîtriser la situation mais ce dernier n'a pas su convaincre les quelques milliers de manifestants qu'ils étaient manipulés alors que la Russie leur offrait des conditions beaucoup plus avantageuses que l'Europe pour sortir de la crise économique.*

Les événements en Ukraine ne sont qu'une partie du plan de déstabilisation des Américains qui n'avaient pas digéré de ne pas pouvoir intervenir en Syrie afin de s'attaquer ensuite à l'Iran. Ils seraient peut-être temps que les gens ouvrent les yeux et comprennent qui est le véritable ennemi de l'Europe."

Le capitalisme est le seul ennemi des travailleurs...

2- *"Quand j'écoute Marc Semo pas seulement que je suis de plus en plus convaincu que Maidan a été financé par les US mais je commence à penser que lui aussi est sur leurs fiches de paie. Un journaliste qui authentifie avec une telle aisance et une telle assurance, sur la seule preuve de son autorité personnelle à detenir la vérité, un «texte au format Word, ce n'est pas un document officiel avec une signature ou des empreintes digitales des auteurs" et qui, 3 phrases plus tard, déclare que le référendum de Crimée est "bidon" ne fait pas le travail d'une journaliste. Alors il fait un autre travail, reste à savoir lequel et pour qui..."*

Poser la question c'est y répondre...

3- *"Pourquoi les occidentaux ont-ils fait la guerre en Yougoslavie pour l'indépendance de ses régions et pourquoi refusent-ils la même chose en Ukraine ?"*

C'était plutôt pour accroître l'hégémonie des Américains ou accélérer l'unification de l'Europe sous le drapeau du néolibéralisme avant que le monde entier y passe...

[Haut de page ↗](#)